



**NORD
MIDI-PYRÉNÉES**

**NOTRE TERRITOIRE
VOTRE AVENIR**

RAPPORT FINANCIER

2019

RAPPORT DE GESTION AU 31 DECEMBRE 2019	4
1 PRESENTATION DE LA CAISSE REGIONALE - CHIFFRES CLES	5
2 INFORMATIONS ECONOMIQUES, SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES – DECLARATION DE PERFORMANCE EXTRA-FINANCIERE (DPEF)	6
2.1 <i>Modèle d'affaire</i>	6
2.2 <i>Les enjeux-clé de responsabilité sociétale et environnementale</i>	9
2.3 <i>Agir avec éthique</i>	10
2.4 <i>Apporter notre expertise à nos clients partout sur le territoire</i>	25
2.5 <i>Etre une banque utile au territoire</i>	27
2.6 <i>Accompagner la montée en compétence des salariés</i>	37
2.7 <i>Favoriser l'épanouissement des salariés au travail</i>	38
2.8 <i>Etre exemplaire sur l'égalité de traitement des salariés</i>	47
2.9 <i>Réduire l'impact environnemental du Crédit Agricole</i>	50
2.10 <i>Renforcer la gouvernance de la démarche de responsabilité sociétale et environnementale</i>	61
2.11 <i>Annexe : note méthodologique</i>	64
3 EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT	68
3.1 <i>La situation économique</i>	68
3.2 <i>Analyse des comptes consolidés</i>	73
3.3 <i>Analyse des comptes individuels</i>	78
3.4 <i>Capital social et sa rémunération</i>	80
3.5 <i>Autres filiales et participations</i>	81
3.6 <i>Tableau des cinq derniers exercices</i>	82
3.7 <i>Evénements postérieurs à la clôture et perspectives pour le groupe CR</i>	82
3.8 <i>Informations diverses</i>	83
4 FACTEURS DE RISQUES ET INFORMATIONS PRUDENTIELLES	85
4.1 <i>Informations prudentielles</i>	85
4.2 <i>Facteurs de risques</i>	98
4.3 <i>Gestion des risques</i>	115
5 LES PERSPECTIVES 2020	163
ANNEXE	166
COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2019	170
CADRE GENERAL	171
<i>Présentation juridique de l'entité</i>	171
<i>Organigramme simplifié du Crédit Agricole</i>	171
<i>Relations internes au Crédit Agricole</i>	175
<i>Informations relatives aux parties liées</i>	180
ETATS FINANCIERS CONSOLIDES	181
COMPTES DE RESULTAT	181
RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	182
BILAN ACTIF	183
BILAN PASSIF	184
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	185
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE	186
NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS	189
1 <i>Principes et Méthodes applicables dans le Groupe, jugements et estimations utilisés</i>	189

2	<i>Principales opérations de structure et événements significatifs de la période</i>	232
3	<i>Gestion financière, exposition aux risques et politique de couverture.....</i>	233
4	<i>Notes relatives au résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</i>	274
5	<i>Informations sectorielles.....</i>	285
6	<i>Notes relatives au bilan.....</i>	286
7	<i>Avantages au personnel et autres rémunérations.....</i>	310
8	<i>Contrats de location.....</i>	315
9	<i>Engagements de financement et de garantie et autres garanties.....</i>	318
10	<i>Reclassements d'instruments financiers.....</i>	320
11	<i>Juste valeur des instruments financiers.....</i>	321
12	<i>Impacts des évolutions comptables ou autres événements</i>	334
13	<i>Périmètre de consolidation au 31 décembre 2019.....</i>	336
14	<i>Participations et entités structurées non consolidées.....</i>	339
15	<i>Événements postérieurs au 31 décembre 2019.....</i>	343
	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES.....	344
	RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES	352

RAPPORT DE GESTION AU **31 DECEMBRE 2019**

1 Présentation de la caisse régionale - chiffres clés

Principaux chiffres significatifs	31/12/2019	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016
BILAN (comptes sociaux)				
<i>en millions d'euros</i>				
Total du bilan	17.350	16.652	16.289	15.348
Fonds Propres avec FRBG	2.428	2.324	2.207	2.063
Capital social	125	125	125	125
COMPTE DE RESULTAT (comptes sociaux)				
<i>en millions d'euros</i>				
Produit net bancaire	404	425	379	399
Résultat brut d'exploitation	161	183	151	172
Bénéfice net	103	102	98,1	97,5
MOYENS				
Effectif *moyen au 31 décembre (* effectif moyen utilisé)	1.916	1.915	1.920	1.907
Nombre de guichets permanents	151	156	157	160
Nombre guichets périodiques	13	10	9	17
(DAB / GAB) et automates bancaires	541	548	545	547
Nombre de partenaires (* déf. langage commun)	705.546	702.067	702.510	703.232
SOCIETARIAT				
Nombre de Caisses locales	66	66	66	66
Nombre de sociétaires de Caisses locales	290.275	282.125	274.531	268.007

2 Informations économiques, sociales et environnementales – déclaration de performance extra-financière (dpef)

2.1 Modèle d'affaire

- La Caisse régionale

Mission

Banque régionale de plein exercice de statut coopératif, la Caisse régionale de Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées fournit des solutions de crédit, d'épargne, d'assurance, ainsi que les moyens de paiement, la gestion des flux et autres services associés, à ses clients particuliers, professionnels, agriculteurs, entreprises et collectivités publiques, dans les départements de l'Aveyron, du Lot, du Tarn, et du Tarn-et-Garonne.

La raison d'être du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées est d'être le partenaire incontournable, différenciant, loyal et engagé de tous les acteurs du développement et de la vie de notre territoire.

A ce titre, le CANMP agit chaque jour dans l'intérêt des clients et de la société. Partenaire de confiance de tous ses clients, il les conseille avec loyauté et mobilise la diversité de ses expertises afin de les accompagner dans la durée, dans leur quotidien et leurs projets de vie, en les aidant notamment à se prémunir contre les aléas et à prévoir sur le long terme. Il s'engage à faire bénéficier à ses clients des meilleures pratiques technologiques, de manière sécurisée, tout en leur garantissant l'accès à des équipes de femmes et d'hommes, disponibles en proximité, responsables de l'ensemble de la relation. S'appuyant sur une gouvernance d'élus représentant ses clients, le CANMP soutient l'économie, l'entrepreneuriat et l'innovation. Il s'engage délibérément sur les terrains sociétaux et environnementaux, en accompagnant progrès et transformations sur son territoire

Gouvernance

La gouvernance est organisée sur la base du principe coopératif «une personne, une voix», par lequel seule la qualité de sociétaire, et non le montant de capital détenu, détermine le poids d'un vote. Le pouvoir de décision est entièrement local. Notamment, toutes les demandes de crédit sont traitées dans l'Aveyron, le Lot, le Tarn ou le Tarn-et-Garonne.

Environnement

	<i>Risques</i>	<i>Opportunités</i>
Concurrence multiforme et arrivée de nouveaux entrants	Pression sur les parts de marché	Renforcer le modèle de banque « 100% humaine et 100% digitale »
Nouveaux besoins et usages digitaux des clients	Baisse de fréquentation des agences	Développer des solutions digitales innovantes; garantir la sécurité et la protection des données
Incertitudes économiques	Pression sur le pouvoir d'achat des ménages; attentisme des acteurs	Répondre aux besoins de conseil; se positionner en tiers de confiance
Evolution démographique (ex : vieillissement)	Modification des comportements bancaires	Développer des offres et des outils répondant aux enjeux démographiques
Dérèglement climatique	Augmentation du coût du risque ; conséquences économiques et sociales des aléas climatiques.	Accompagner les transitions (énergétique, agricole etc.)

Ressources

Les femmes et les hommes	2 120 salariés ; 886 administrateurs dans 66 Caisses locales
Capital financier	2 506,3 M€ de Fonds propres
Présence territoriale	158 agences permanentes, dont 5 agences Banque privée ; 7 agences Entreprises ; 273 distributeurs de billets ; 234 Relais CA (points verts) ; 2 points passerelle
Présence digitale	www.credit-agricole.fr/ca-nmp; Applis Ma Banque ; Ma Carte ; Pacifica

Modèle de création de valeur

Domaines-clé d'activité	Banque ; assurance
Produits et services	Epargne ; crédits ; financements spécialisés; services bancaires; assurance des biens et des personnes ; assurance-vie et prévoyance ; protection ; gestion des flux.

Clients ¹	Particuliers	Professionnels	Agriculteurs	Associations et promoteurs	Entreprises	Collectivités publiques
Total : 704 515	621 489	33 304	23 195	18 940	5 831	1 756
Poids : 100,0%	88,2%	4,7%	3,3%	2,7%	0,8%	0,2%

Principaux résultats 2019

Valeur créée (PNB, en M€)	404,4	
Utilisation de la valeur créée (en M€)	Salaires, intéressement et participation	139,1
	Renforcement Fonds propres	88,8
	Achats et autres charges	87,7
	Impôts	46,7
	Coût du risque	3,7
	Investissements	16,8
	Divers : FRBG, RNAI, rému. CCA, intérêts parts sociales	21,6

Encours de crédits et évolution	13 507 M€ (+6,58%)
Encours collecte et évolution	22 414 (+5,16%)
Parts de marché crédit	49,6 % (novembre 2019)
Parts de marché collecte	43,1 % (novembre 2019)

Satisfaction clients	Indice de recommandation clients ²	28,8
	Taux de satisfaction des clients assurés à Pacifica suite à un sinistre	93%

Evolution de l'empreinte carbone de l'énergie consommée et des déplacements professionnels depuis 2014	- 22,50%
--	----------

¹ Clients affectés à un marché

² Différence entre le pourcentage des clients ayant attribué une note de 9 à 10 à la question « Suite au dernier contact que vous avez eu avec le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées, recommanderiez-vous le Crédit Agricole à votre famille, un ami ou un collègue » et celui des clients ayant attribué 0 à 6.

- Le Groupe Inforsud

Filiale de la Caisse régionale, le Groupe Inforsud développe ses activités dans les secteurs de l'édition, la numérisation, l'informatique, l'impression d'affiches. Ses unités de production sont présentes en Occitanie, Ile de France et Auvergne-Rhône-Alpes.

Le Groupe Inforsud est composé de quatre entités :

> Inforsud Gestion, holding du Groupe, accompagne le développement des filiales et assure les fonctions supports (RH, Juridique, Contrôle, Sécurité, Moyens de Fonctionnements, SSI, Comptabilité).

> Edokial propose des solutions de traitement des flux documentaires, matérialisés ou dématérialisés, à partir de plates-formes de production industrielles sécurisées. Edokial possède 5 sites de production et 4 agences commerciales.

> Chabrillac, leader national dans l'impression d'affiches, est équipée de presses très grands formats connectées à des solutions entièrement numériques d'impression. Elle développe le concept de « Solution Imprimée ». Chabrillac compte 1 site de production et 2 agences commerciales.

> Inforsud Diffusion est une entreprise de service à vocation régionale, intégrateur de solutions Gestion et Réseaux et d'hébergement de données (Cloud) à destination des PME/PMI, ETI et Collectivités. Inforsud Diffusion possède 3 sites en Occitanie.

Gouvernance

La holding Inforsud Gestion est une Société Anonyme à Conseil d'administration

Environnement

	<i>Risques</i>	<i>Opportunités</i>
Evolution de la demande dans un marché très concurrentiel	Pression sur les parts de marché	Innovation, notamment dans les métiers du numérique et de la digitalisation

Ressources

Les femmes et les hommes	342 salariés
Le capital financier	24,4 M€ de Fonds propres
La présence territoriale	10 sites en France (Occitanie ; Auvergne Rhône Alpes ; Iles de France)

Modèle de création de valeur

Domaines-clé d'activité	Editique ; archivage numérique ; dématérialisation ; imprimerie, Informatique de proximité.
Produits et services	Solutions de traitements documentaires entrants, circulants, sortants ; archivage numérique ; impression de support de communication commerciale ; brochure ; magazine ; Informatique de proximité ; hébergement de données (cloud) ; solutions de gestion (comptabilité, gestion commerciale, paie, trésorerie, etc.)
Principaux types de clients	Banques, mutuelles, grande distribution, collectivités locales

Principaux résultats 2019

Valeur créée (CA)	63,5 M€	
Utilisation de la valeur créée (en M€)	Salaires, intéressement et participation	18,5
	Achats et autres charges	39,8
	Investissements	2,8
	Impôts	2,2
	Renforcement des Fonds Propres	-5,7
	Coût du risque	0,4
	Divers (cession Merico)	5,5

Note Ecovadis d'évaluation de la démarche RSE (Edokial)	67% (Gold)
---	------------

2.2 Les enjeux-clé de responsabilité sociétale et environnementale

- La Caisse régionale

Les enjeux-clé de Responsabilité Sociétale et Environnementale de la Caisse régionale de Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées ont été déterminés à partir d'enquêtes menées au niveau national auprès des parties prenantes, dont les clients du Crédit Agricole. Ces enjeux RSE sont exposés sous forme de 8 engagements sur le site <https://www.ca-nmp.fr/engagements-rse-nmp.html> :

- > Agir avec éthique
- > Apporter notre expertise à nos clients partout sur le territoire
- > Etre une banque utile au territoire
- > Accompagner la montée en compétence des salariés
- > Favoriser l'épanouissement des salariés au travail
- > Etre exemplaire sur l'égalité de traitement des salariés
- > Réduire l'impact environnemental du Crédit Agricole
- > Renforcer la représentativité des sociétaires.

Pour la Caisse régionale, chacun des enjeux constituent des opportunités pour exercer ses métiers de façon responsable, c'est-à-dire en prenant en considération les impacts des décisions et actions sur la société et sur l'environnement. Ces enjeux sont également porteurs de risques extra-financiers³ que la Caisse Régionale s'attache à réduire par la mise en place de dispositifs et de plans d'action dont les résultats font l'objet d'un suivi à l'aide d'indicateurs pluriannuels.

- Le Groupe Inforsud

Au niveau du Groupe Inforsud, les enjeux –clés de Responsabilité Sociétale et Environnementale font l'objet d'une réflexion ouverte en 2019, accompagnée par le cabinet Ecoact, avec une première déclinaison au niveau de l'entité Inforsud Diffusion.

Certaines entités du Groupe sont d'ores et déjà engagées dans des démarches de labélisation ou d'évaluation de leur système de gestion RSE.

³ Voir Note méthodologique en annexe.

IS Diffusion est labélisée Entreprise Numérique Responsable, c'est-à-dire intégrant volontairement des préoccupations éthiques, sociales et environnementales dans ses activités commerciales et dans ses relations avec toutes les parties prenantes internes et externes.

Edokial : Système de gestion RSE évalué par ECOVADIS

Après le niveau Argent en 2018, Edokial a obtenu en 2019 le niveau Or, soit un score compris entre 66% et 72%. L'évaluation porte la qualité du système de gestion RSE de l'entreprise à travers ses politiques, ses actions et ses résultats. L'évaluation porte sur vingt et un critères RSE regroupés en quatre thèmes : environnement ; social & droits de l'Homme ; éthique et achats responsables.

2.3 Agir avec éthique

L'éthique dans les affaires relève d'une question centrale dans la responsabilité sociale des entreprises.

Les dispositifs éthiques mis en place par le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées s'articulent autour de deux axes :

- Renforcer les pratiques éthiques dans tous les métiers, entités et fonctions
- Renforcer la prise en compte de la clientèle fragile.

2.3.1 Renforcer les pratiques éthiques dans tous les métiers, entités et fonctions

Les engagements relationnels

Les Caisses régionales de Crédit Agricole se sont engagées dès 2010 à répondre aux attentes des clients en matière de loyauté, d'écoute, de reconnaissance, d'éthique dans le conseil et de proximité. Autant d'attentes érigées en valeurs pour le Groupe, qui a défini des engagements pour les honorer. Trois engagements sont ainsi en œuvre dans toutes les agences du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées :

> *L'objectivité*. Le conseiller n'a aucune incitation financière à proposer à ses clients un produit plutôt qu'un autre. Toutes les fois que c'est possible, il propose plusieurs solutions. Sa rémunération peut comporter une part variable, mais sans lien avec tel ou tel produit vendu.

> *La transparence*. En conclusion de toute vente, un mémo récapitulant les points – clé est proposé au client. Ce support à vocation pédagogique contenant les caractéristiques d'un produit tout au long de sa vie est une preuve de confiance : tout est dit et le Crédit Agricole s'engage en l'écrivant.

> *Le droit de changer d'avis*. Le délai de rétractation est étendu à 30 jours pour une majorité de produits. Déjà requis pour l'assurance – vie, ce délai de 30 jours s'applique également aux univers de la banque au quotidien, de l'épargne, de l'assurance, à l'exception des crédits et des produits financiers (OPCVM etc.).

La démarche « Relation Client »

Les engagements relationnels ont été renforcés par la démarche Relations client mise en œuvre dès 2012, destinée à développer avec les clients des relations simples, personnalisées et basées sur la confiance, tout en accordant une place importante à l'écoute et à la prise en compte des besoins. Des bonnes pratiques ont été identifiées, afin d'harmoniser la réponse des conseillers partout sur le territoire. Elles sont centrées sur l'accueil, la prise en charge des demandes et des réclamations,

l'entretien, le développement de la relation.

Les ambitions du projet Relation Clients ont été portées au niveau des sites administratifs, afin de partager les valeurs-clé du Groupe en matière de proximité relationnelle, d'écoute et de loyauté. Tous les collaborateurs sont invités à adopter des comportements permettant d'améliorer les relations en termes de disponibilité, de réactivité, d'accessibilité et de respect vis-à-vis des partenaires internes (collègues) ou externes (prestataires, fournisseurs, clients finaux etc.). Pour cela, des pratiques écrites (ex : prise en charge des demandes par courriel), orales (ex : accueil téléphonique) ou physiques (ex : accueil d'une personne) visant à renforcer les comportements attendus ont été diffusées dans toutes les entités.

Agir dans l'intérêt du client par le dispositif de conformité et d'éthique

- Au niveau de la Caisse régionale

Le dispositif de conformité et d'éthique regroupe un ensemble de règles et d'initiatives visant notamment à :

- assurer la protection et la sécurité de la clientèle,
- garantir le respect des règles de déontologie et d'éthique,
- lutter contre le blanchiment des capitaux, le financement du terrorisme, la corruption,
- prévenir les conflits d'intérêts.

L'amélioration de la conformité et la maîtrise des risques associés constituent une volonté permanente du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées.

La majorité des thèmes relatifs à la conformité fait l'objet de contrôles pour déterminer leur niveau d'application, auprès de l'ensemble des directeurs d'agences, et de certains services au niveau des sites. Les résultats sont présentés à la Direction Générale par le biais de comités trimestriels, le Comité de Management de la Conformité et de l'Ethique et le Comité de Contrôle Interne, à l'issue desquels des plans d'actions sont mis en œuvre.

La formation du personnel à la conformité

Le dispositif de conformité s'appuie sur un important effort de formation des salariés.

A cet effet, un cycle de formations obligatoires a été instauré, avec des fréquences de renouvellement définies :

- Conformité au quotidien tous les 3 ans.
- Lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme tous les 2 ans,
- Sanctions Internationales tous les 12 mois,
- Prévention de la fraude tous les 3 ans,
- Prévention des conflits d'intérêts tous les 3 ans,
- Réglementation FATCA tous les 3 ans.
- Abus de marché tous les 3 ans.

Des formations complémentaires sont également planifiées sur des thèmes particuliers : parts sociales; introduction à la culture Ethique et Conformité (2017) ; bases de la sécurité (2017) ; clientèle fragile; RGPD, PCI DSS, Volcker et fraude interne (2018) droit au compte (2019), Détection de signaux faibles en matière de lutte contre le financement du terrorisme (2019)

Les chiffres – clé

	2019	2018	2017
Taux de participation des salariés à la formation obligatoire sur la lutte anti-blanchiment et contre le terrorisme	99,65%	94,8 %	95,2 %

La protection des clients et de leurs données

La Caisse régionale passe en revue périodiquement la totalité des lois et règlements liés à la protection des consommateurs. Les résultats des contrôles sont consignés dans le questionnaire annuel sur l'application des règles de protection de la clientèle destiné à l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution.

La prévention et la gestion de la fraude externe ainsi que la lutte contre la fraude interne font l'objet d'un dispositif majeur de la politique de protection de la clientèle. Ce dispositif est décrit dans une procédure accessible dans l'intranet par tous les salariés. Il est intégré dans la formation des nouveaux embauchés. Un collaborateur est spécialement désigné pour : coordonner tous les acteurs du dispositif, notamment les correspondants nommés dans les unités gestionnaires ; centraliser les alertes à la fraude ; assister les unités au niveau de leurs actions de traitement ; conduire les actions de prévention et de *reporting*. Une boîte aux lettres générique permet la bonne circulation des informations. Des alertes à la fraude sont régulièrement diffusées en interne via l'intranet, de façon à maintenir un niveau élevé de vigilance.

Par ailleurs, la mise à disposition d'un numéro d'appel non surtaxé disponible 24h sur 24, 7 jours sur 7, permet aux clients de signaler toute opération de virement sur leurs comptes dont ils ne sont pas à l'origine, de déclarer toute suspicion ou tentative de virements frauduleux suite à un piratage et d'être conseillé pour la mise en place des premières mesures de sécurité. Le traitement des fraudes a été dématérialisé, permettant de gagner en rapidité et sécurité dans les échanges entre les agences et les fonctions support.

Les chiffres – clé	2019	2018	2017
Alertes à la fraude diffusées via l'intranet	13	7	12

Les dispositifs relatifs à la sécurité des systèmes d'information sont confiés à une cellule animée par le Chief Information Security Officer (CISO). L'accès aux données des systèmes d'information est géré de façon centralisée par une entité opérationnelle dédiée à cette fonction. La politique d'accès aux données respecte le principe du « moindre privilège », reposant sur l'adéquation des habilitations aux stricts besoins, et pour les données sensibles, notamment les données clients, sur un dispositif de validation par le CISO et le Data Protection Officer (DPO), avec un contrôle opéré par la fonction de Management des Risques SI (MRSI). La cellule animée par le CISO prend en charge les actions d'animation et de formation liées aux problématiques de sécurité des systèmes d'information, comme par exemple la mise en ligne dans l'intranet de vidéos de sensibilisation, la diffusion d'un passeport sécurité et de règles d'or. Pour l'échange des données, dont les données clients, avec des tiers externes (notaires, avocats, etc.), des outils ont été développés pour répondre aux exigences de sécurité élevées concernant la Disponibilité, l'Intégrité, la Confidentialité et la notion de Preuve de la donnée échangée (le DICP permet de mesurer le niveau de risque et d'adapter en fonction les dispositifs de sécurité).

Le guide de sécurité internet du Crédit Agricole disponible sur ca-nmp.fr contient des informations utiles et des conseils pour se protéger contre les risques informatiques, comme par exemple : comprendre et combattre le phishing, protéger ses données face aux logiciels malveillants ou encore 5 conseils pour une protection efficace.

La Caisse régionale s'est également engagée, depuis 2018, à suivre le plan de renforcement de la sécurité informatique initié par le Groupe Crédit Agricole (programme CARS : Crédit Agricole Renfort Sécurité). Fin 2019, ce plan d'actions est quasiment finalisé et va déboucher sur un plan de contrôles récurrent.

Une Charte des Données Personnelles en ligne sur ca-nmp.fr engage la Caisse régionale sur 4 points : sécurité des données ; utilité et loyauté ; éthique ; transparence ; maîtrise et contrôle par les clients.

Les engagements suivants sont notamment pris :

- > *Nous ne vendons pas les données personnelles de nos clients,*
- > *Nous utilisons les données que vous nous confiez dans votre intérêt,*
- > *Nous sommes totalement transparents avec vous sur l'utilisation de vos données personnelles,*
- > *Nous vous laissons la maîtrise sur vos données et l'utilisation qui en est faite,*
- > *Nous donnons toujours la priorité à la sécurisation des données personnelles que vous nous confiez.*

Le règlement européen sur la protection des données (RGPD) entré en vigueur le 25 mai 2018 constitue une réponse des autorités face aux enjeux de la protection des données : développement du commerce en ligne ; usage accru du numérique ; évolutions technologiques et réglementaires ; mondialisation des échanges commerciaux ; mais aussi scandales récents de fuites de données personnelles.

Le RGPD s'applique à toutes entreprises et organismes publics ou privés, de toutes tailles et de tous secteurs d'activité, hébergeant ou enregistrant des données de résidents européens au sein de l'UE ou à l'extérieur. Le règlement renforce et complète les droits existants des personnes physiques sur leurs données personnelles : droit d'information, d'accès, de rectification, d'opposition, à l'effacement, à la limitation et à la portabilité.

L'application de la nouvelle réglementation conduit les équipes de la Caisse régionale à se mobiliser pour :

- > Désigner un Délégué à la Protection des Données (DPO) dont la mission principale est de veiller à la bonne application du droit régissant la protection des données à caractère personnel,
- > Intégrer une ressource en alternance pour assister le DPO dans ses missions,
- > Poursuivre l'intégration de l'avis du DPO dans le processus de validation des nouveaux produits et nouvelles activités,
- > Former et informer les collaborateurs de la Caisse régionale au RGPD à l'aide de vidéos pédagogiques ou de modules de e-learning,
- > Mettre en place les procédures relatives à l'exercice des droits des personnes et en informer les clients, qui bénéficient d'une adresse dédiée (dpo@ca-nmp.fr),
- > Mettre à jour le registre des traitements privatifs de la Caisse régionale en complément du registre national des traitements fourni par le Groupe Crédit Agricole,
- > Poursuivre les analyses d'impacts sur la vie privée pour les traitements les plus sensibles,
- > Continuer le chantier de mise en conformité des contrats avec les sous-traitants ou fournisseurs de la Caisse régionale.

La déontologie et l'éthique

L'ensemble des droits et devoirs qui régissent l'activité de la Caisse régionale, la conduite de ceux qui l'exercent, ainsi que les rapports entre ceux-ci et les clients ont été formalisés dans plusieurs documents : le code de déontologie, le règlement intérieur et la politique de prévention et de gestion des conflits d'intérêts. Un registre des conflits d'intérêts potentiels est tenu, permettant d'identifier les personnes considérées comme initiés permanents ou personnes sensibles, en raison de leur fonction ou de leurs positions.

En 2016, les propositions d'un groupe de travail ont fait l'objet d'un plan d'action visant à démultiplier dans l'entreprise les fondamentaux de l'éthique, centrés sur 4 valeurs-clé que sont l'intégrité, l'honnêteté, l'équité et le respect. Animation vidéo, plaquette ont été partagées en réunion de l'encadrement, dans les unités et les agences. Tous les supports sont accessibles dans l'intranet.

La Caisse régionale a mis en ligne sur son site ca-nmp.fr la *Charte éthique du Groupe Crédit agricole*. Dans ce document sont exprimés les engagements du Groupe pour un comportement animé par

l'ensemble de ses valeurs et principes d'actions vis-à-vis des clients, sociétaires, ainsi que des fournisseurs et de l'ensemble des acteurs avec qui il interfère. La Charte stipule les points suivants :

« Les dirigeants veillent à ce que ces valeurs soient appliquées et partagées par tous les collaborateurs, quels que soient leurs niveaux de responsabilité, leurs métiers et leurs lieux de travail. Le Crédit Agricole promeut les valeurs coopératives de gouvernance démocratique, de relation de confiance et de respect avec et entre ses membres. Il s'appuie sur le sens des responsabilités de chacun. Ancrée dans ses valeurs d'éthique, de loyauté et fidèle à sa culture coopérative, la conformité contribue à renforcer la confiance des clients et l'image du Groupe. Le Groupe Crédit Agricole s'engage à ce que les principes d'action qu'il se fixe servent son ambition d'être la banque loyale, ouverte à tous, multicanale, permettant à chacun d'être accompagné dans le temps et de pouvoir décider en toute connaissance de cause. Ces principes d'action s'exercent :

- vis-à-vis des clients : chaque collaborateur mobilise son expérience et ses compétences à l'écoute et au service du client, du sociétaire et l'accompagne dans la durée. Il l'écoute et le conseille avec loyauté, et l'aide à prendre ses décisions en lui proposant des solutions adaptées à son profil et à ses intérêts tout en l'informant des risques associés. Fort de l'ancrage mutualiste du Groupe, les relations établies avec les clients, sociétaires et avec l'ensemble des parties prenantes s'inscrivent dans la solidarité, le respect des engagements pris.

- vis-à-vis de la société : le Groupe Crédit agricole exerce son activité partout dans le monde dans le respect des droits humains et des droits sociaux fondamentaux. Le Groupe affirme sa démarche environnementale et sociétale dans tous ses métiers et dans son fonctionnement d'entreprise. Cette démarche est portée par une stratégie RSE créatrice de valeur et a comme ambition d'accompagner les territoires, de rechercher l'excellence dans les relations avec les clients, partenaires, sociétaires et collaborateurs.

- vis-à-vis des collaborateurs : Agir en employeur responsable, c'est garantir le principe de non-discrimination, l'équité, encourager le développement personnel, en particulier à travers des actions de formation, promouvoir la mixité, la diversité des parcours et des profils et aider les personnes en situation de handicap, favoriser le dialogue social et la qualité de vie au travail, et fournir un environnement de travail sécurisé dans lequel tous les collaborateurs sont traités avec dignité et respect ».

Le Code de conduite

En 2019, la Caisse régionale s'est dotée du Code de conduite, dont l'objectif est de décliner les principes de la Charte Ethique, par le biais de recommandations d'actions et d'exemples d'application au quotidien.

Le Code de conduite permet de guider les actes et constitue une aide à la prise de décisions. Il s'adresse à tous les collaborateurs, quel que soit leur statut (CDI, CDD, apprentis..), ainsi qu'aux dirigeants.

Ne se substituant pas aux règlements et procédures, le Code de conduite est un outil pédagogique, visant à guider au quotidien les actions, décisions et comportements de chacun. Par son objet large et son approche thématique, il donne une vision d'ensemble des principes d'obligations professionnelles et de conduite éthique. Le code contient également les liens vers les autres textes de référence en ligne sur l'intranet de la Caisse régionale.

Le code stipule notamment la nécessité pour tous de véhiculer et promouvoir les valeurs et principes énoncés, avec vigilance et bienveillance.

Une équipe pluridisciplinaire est chargée de la mise en œuvre et du suivi du Code de conduite. Elle se coordonne avec les équipes concernées pour remonter les informations et propositions utiles à la

Direction générale, en prévision des évolutions futures.

Les principaux comportements éthiques actés dans le Code de Conduite sont :

- > Etre responsable dans les relations avec les clients et fournisseurs
- > Respecter les personnes
- > Respecter les engagements de la Caisse régionale vis-à-vis de la société et de l'environnement
- > Prévenir et détecter la corruption et le trafic d'influence
- > Faire preuve de vigilance au quotidien
- > S'abstenir de toute action pouvant nuire à la réputation du Crédit Agricole

La lutte anti-blanchiment et anti-corruption et autres domaines de la Conformité

Outre l'effort de formation mentionné ci-dessus, le dispositif de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme repose sur la surveillance des opérations par l'ensemble du personnel et par des outils et procédures de détection. Les opérations avec les pays à risque (concernés par des embargos, des gels d'avoirs ou étant inscrits dans les listes du GAFI) font l'objet d'un contrôle systématique. Toutes les opérations dépassant un seuil défini en fonction du risque pays sont soumises à un visa préalable de la cellule Sécurité Financière. Les alertes déclarées par les agences, les unités du siège ou issues des outils de détection donnent lieu à un travail d'investigation. En cas de soupçon confirmé, le dossier correspondant est déclaré à TRACFIN.

Au niveau du Groupe Crédit Agricole, la lutte contre la corruption fait l'objet d'un engagement historique avec :

- > un corpus normatif : procédure de lutte contre la corruption et droit d'alerte (corpus Fides 2016), procédures opérationnelles sécurité financière, prévention des conflits d'intérêts, cadeaux et avantages...,
- > une organisation et une gouvernance clairement établie composée d'une unité Prévention de la Fraude au sein de Crédit Agricole S.A. acteur central de l'animation et de la coordination du dispositif de Prévention de la Fraude, et d'un réseau de plus de 150 correspondants Prévention de la Fraude au sein de l'ensemble des entités du Groupe (France et International),
- > un dispositif de remontée des dysfonctionnements et des alertes,
- > une formation obligatoire aux thématiques de lutte contre la corruption et droit d'alerte pour l'ensemble des collaborateurs du Groupe.

Le Groupe Crédit Agricole a souhaité évaluer et valoriser ses dispositifs de prévention de la corruption via l'analyse d'un tiers indépendant. Au terme de cette démarche, le Groupe a obtenu la certification BS 10500 en juillet 2016, devenant ainsi la 1ère banque française à certifier son dispositif de lutte contre la corruption.

En 2017, la Caisse régionale a intégré un groupe de pilotage national chargé de la mise en œuvre de la Loi Sapin II relative à la lutte contre la Corruption et à la protection des lanceurs d'alerte. Les premiers travaux conduits ont pour objectif d'établir une cartographie des risques de corruption avec, pour chacun, un Dispositif de maîtrise des risques. De plus, il est prévu de diffuser une charte de lutte contre la corruption dans toutes les entités du Groupe.

Code de conduite en matière de lutte contre la corruption

En 2019, le Règlement intérieur a été complété par une annexe consacrée à la lutte anti-corruption. L'objectif est de renforcer la prise en compte par les salariés, notamment grâce :

- > à des définitions utiles à l'identification des cas de corruption,
- > aux engagements de la Caisse régionale en matière de corruption et de trafic d'influence,
- > à des précisions, ainsi qu'un résumé de l'ensemble du dispositif et des procédures de lutte contre la corruption disponible dans l'intranet.

Plateforme informatique pour le droit d'alerte

En ligne avec les attendus de la loi dite Sapin II, le Groupe Crédit Agricole a décidé de renforcer en 2019 le dispositif de droit d'alerte de ses collaborateurs.

Le principe de base est que les incidents ou anomalies pouvant apparaître dans la mise en œuvre effective des obligations de conformité doivent être signalés par le collaborateur à son responsable hiérarchique, dans le cadre de la remontée des dysfonctionnements. Toutefois, il peut arriver que le signalement d'un dysfonctionnement par la voie hiérarchique s'avère inopérant ou inadapté à la situation. Dans ce cas, le dispositif de droit d'alerte constitue une solution alternative.

En déployant une nouvelle plateforme informatique, qui s'inscrit dans le cadre du programme de prévention des comportements non éthiques, délictueux et criminels, Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées a souhaité accompagner tout collaborateur désireux d'exercer sa faculté d'alerte en toute sécurité.

Cet outil garantit la stricte confidentialité de l'auteur du signalement, des faits signalés, des personnes visées ainsi que des échanges entre le lanceur d'alerte et la personne en charge du traitement de cette alerte.

La plateforme est accessible via internet à tout moment et en tout lieu, et toutes les informations (y compris les informations personnelles) sont stockées dans un environnement sécurisé indépendant.

Le lancement de nouveaux produits et activités

A chaque lancement d'un nouveau produit, service, processus ou canal de distribution, le comité NAP (Nouvelles Activités, nouveaux Produits) en valide la conformité afin de s'assurer que les risques liés au lancement ont bien été intégrés. Les nouveaux produits sont proposés principalement par Crédit Agricole S.A., qui possède son propre comité NAP, et par les filiales du Groupe. Le Groupe Crédit Agricole a mis en place en 2019 un process dit « circuit court » permettant la mise en marché locale des nouveaux produits sous couvert de l'accord du Comité NAP distributeur national et sous réserve que les conditions de distribution restent inchangées.

Les chiffres – clé	2019	2018	2017
Réunions du comité Nouvelles Activités Nouveaux Produits (NAP)	22	18	21
Projets examinés en Comité NAP	67	38	53

Agir dans l'intérêt du client par l'application du dispositif Marchés d'Instruments Financiers (MIF2)

L'engagement d'éthique dans le conseil se traduit par une démarche permanente visant à accroître la compréhension financière des clients de façon à ce que les produits et services vendus par la Caisse régionale correspondent toujours à leurs besoins. C'est l'objet de la Directive Marchés d'Instruments Financiers (MIF). Le dispositif MIF permet de procéder à la qualification des clients, mesurée par un questionnaire visant à évaluer leur connaissance des produits financiers et leur niveau d'expérience. Les conseillers disposent des compétences et des outils pour proposer à leurs clients des produits cohérents avec leur situation financière, leurs objectifs de placement et de prise de risque, ainsi qu'avec leurs compétences en matière de marchés financiers. Tous les nouveaux embauchés sont formés au dispositif MIF. L'entretien des connaissances est assuré notamment grâce à un support pédagogique disponible sur l'intranet.

La nouvelle réglementation MIFID2 mise en place par la Caisse régionale en 2018 vise à :

- > Renforcer la protection des investisseurs et le caractère adéquat des conseils dispensés,
- > Améliorer la transparence des marchés financiers,
- > Elargir le périmètre des instruments couverts (la quasi-totalité des produits financiers est concernée),

> Assurer le respect des obligations de déclarations et de surveillance).

La réglementation MIFID2 rend nécessaire d'évaluer la connaissance et l'expérience du client, sa tolérance au risque, ainsi que sa capacité à subir des pertes. Cette réglementation emporte de nouvelles obligations comme par exemple un rendez-vous conseil à proposer aux clients détenteurs d'instruments financiers au moins une fois par an ou l'envoi de relevés de compte trimestriels.

Cette démarche a été étendue au règlement PRIIPS et à la directive IDD entrés eux aussi en vigueur en 2018. Le règlement MIFID2 s'applique aux comptes titres. Le règlement PRIIPS (*Package Retail and Insurance-based Investment Products*) requiert la délivrance aux investisseurs non professionnels d'un document d'information précontractuel standardisé pour la grande majorité des produits d'investissement afin de permettre une comparaison plus aisée entre les produits qui leur sont proposés. La directive IDD (*Insurance Distribution Directive*) poursuit les mêmes objectifs pour les contrats d'assurance vie ou de capitalisation. La mise en place de process et le suivi des différents contrôles sont présentés à la Direction générale lors de Comités périodiques COPIL MIF/DDA.

La lutte contre l'évasion fiscale

La Caisse régionale se conforme au dispositif fiscal FATCA visant à renforcer la lutte contre l'évasion fiscale des contribuables américains.

Un compte est considéré comme un compte américain si il est détenu par une personne physique qualifiée de personne américaine spécifiée (citoyen américain ou résident des Etats-Unis à des fins fiscales) ; une entité qualifiée de personne américaine spécifiée (entité américaine autre que celles exemptées : sociétés cotées ou filiales de sociétés cotées, banques...) ; une entité non-financière dite passive (NFFE Passive) avec des personnes contrôlantes qualifiées de personnes américaines spécifiées (citoyen américain ou résident des Etats-Unis à des fins fiscales). Le dispositif FATCA oblige les institutions financières non-américaines à identifier et communiquer des informations concernant leurs titulaires de comptes américains.

Par ailleurs, la Caisse régionale se conforme à la réglementation relative à l'Echange Automatique d'Informations (EAI) visant à lutter contre l'évasion fiscale des titulaires de comptes résidents de pays ayant signé les accords OCDE sur l'EAI et s'étant engagés à les mettre en œuvre via des accords bilatéraux avec chacun des pays signataires. Les institutions financières domiciliées dans un pays signataire des accords OCDE sur l'EAI ont l'obligation d'identifier les titulaires de comptes résidents fiscaux dans les autres pays signataires, et de transmettre annuellement à leur administration fiscale les informations sur ces titulaires.

Lors de l'entrée en relation avec un client, le conseiller collecte l'auto-certification de résidence fiscale et le numéro d'identification fiscal (NIF), et vérifie la vraisemblance de cette auto-certification par rapport à d'autres informations contenues dans le dossier du client.

Dans le cadre de la relation avec le client, le conseiller suit les changements de circonstance i.e. tout changement de résidence fiscale, d'activité (financière, non financière) qui impactent son statut au regard de la réglementation EAI. Les clients ne fournissant pas l'auto certification ni la NIF, doivent être déclarés à l'administration fiscale

Suite à la mise en place intégrale en 2018 du plan de contrôles FATCA EAI, pour la Caisse Régionale, une action a été engagée relative à l'auto-certification des clients n'ayant pas transmis leurs documents. En complément l'intégration du dispositif EAI applicable à la clientèle Banque Privée a été réalisée.

- Le Groupe Inforsud

Protection des données personnelles.

La démarche du Groupe Inforsud est de satisfaire aux exigences générales de protection des données à caractère personnel, et, plus spécialement, de se conformer à la mise en application du RGPD pour ses clients, mais également pour les filiales du Groupe.

Le Groupe suit les recommandations de la CNIL pour la mise en application :

- > Mise en place d'un pilote qui veille au respect du RGPD et aux obligations qui en découlent. A ce titre le Groupe INFORSUD a désigné un DPO pour l'ensemble de ses filiales,
- > Renforcement du recensement des traitements de données à caractère personnel, par des actions de cartographie en lien étroit avec les services et les entités qui traitent des données personnelles, à ce titre des correspondants DPO ont été nommés dans les différents entités du Groupe et une revue annuelle des registres est réalisée.
- > Priorisation des actions à mener pour se conformer aux obligations du RGPD,
- > Gestion des risques pour les données personnelles et mise en place d'analyses d'impact,
- > Organisation de processus en interne pour assurer un haut niveau de protection par la sensibilisation de l'ensemble des services aux enjeux du Règlement, deux processus ont été finalisés sur l'année 2019 (gestion des données personnelles, violation des données personnelles)
- > Consolidation et regroupement de la documentation nécessaire pour prouver la conformité au Règlement.
- > Note d'information à destination des salariés pour les informer sur l'application du RGPD quant à leurs données personnelles
- > Participation aux ateliers DPO du Groupe Crédit Agricole
- > Participation aux remédiations intra-groupe des contrats sur le thème « conformité au RGPD » (pilote FNCA)
- > Participation à un Groupe de travail Crédit Agricole S.A. sur la formalisation d'annexes types pour les prestations réalisées par les « routeurs »

Dans la continuité de l'année 2018, le Groupe Inforsud a formé 138 collaborateurs sur le thème le RGPD.

De plus, au-delà des recommandations de la CNIL, le Groupe Inforsud est soucieux de donner à ses clients des garanties suffisantes en terme de certification et de qualité dans le traitement des données qui lui sont confiées, notamment des données à caractère personnel, tant sur le plan humain et organisationnel que sur le plan technique.

En parallèle, la formation e-learning au risque OFAC « Sanctions internationales » a été étendue à 27 collaborateurs (personnel ISG, Directeurs Généraux...)

Respect des droits de l'Homme.

Edokial adhère au Pacte Mondial de l'ONU. Du fait de ses activités, de son implantation géographique en France, de la localisation de ses prestations et de ses fournisseurs et de son périmètre d'influence, le groupe n'a jamais été confronté à des problèmes liés à la violation du droit international relatif aux droits de l'Homme.

Lutte contre la corruption.

Par son engagement au Pacte mondial des Nations Unies, Edokial s'engage à :

- >respecter le droit à la concurrence, en pratiquant avec ses clients et fournisseurs un commerce loyal et respectueux des législations et des pratiques en vigueur
- >établir des relations de coopération mutuelle avec ses fournisseurs
- >ne percevoir aucun avantage pécuniaire ou autre présent de toute nature.

Le Groupe Inforsud vise une tolérance zéro dans le domaine de la corruption. Par exemple la distribution de cadeaux d'affaires ne fait pas partie de ses pratiques commerciales.

Dans le cadre de la loi sapin II, le Groupe Inforsud a pour objectif de cartographier les risques de corruption et de mettre en place un dispositif de maîtrise des risques pour l'année 2020.

Agir dans l'intérêt du client par l'écoute et le traitement des réclamations

- La Caisse régionale

L'écoute - clients et le traitement des réclamations sont menés dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue de la qualité.

La Caisse régionale s'attache à accroître l'efficacité de ses processus clients, avec comme objectifs, l'amélioration de la satisfaction – client, de la productivité, de la sécurité et de la réduction de la consommation de papier. Pour mener à bien les chantiers correspondant, des moyens humains et des investissements importants sont engagés, notamment en matière de digitalisation.

L'écoute-clients par les enquêtes de satisfaction

Les chiffres – clé	2019	2018	2017
Indice de recommandation client	28,8	28,2	23,2

Le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées possède un dispositif d'enquêtes dont les résultats quantitatifs et qualitatifs font l'objet de plans d'actions.

Des enquêtes sont proposées aux clients pour appréhender leur niveau de satisfaction. Ainsi en 2019, une vague de questionnaires a été adressée par courriel aux clients. La réponse à la question « *Suite au dernier contact que vous avez eu avec le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées, recommanderiez-vous le Crédit Agricole à votre famille, un ami ou un collègue* » permet de calculer l'Indice de Recommandation Client (IRC) par différence entre le pourcentage des clients ayant attribué une note de 9 à 10 (promoteurs) et le pourcentage des clients ayant attribué une note de 0 à 6 (détracteurs). Quand la note est comprise entre 0 et 4, il est prévu que les Directeurs d'agence contactent les clients pour partager avec eux les raisons de leur mécontentement et, si possible, de mettre en place des actions correctives. L'enquête, adressée à 185 010 clients particuliers, professionnels et agriculteurs, a généré un taux de réponse de 8,46 %.

En 2019, une enquête de satisfaction a complété ce dispositif. Réalisée par courrier papier, et complétée par un échantillon comparatif par internet, elle permet d'estimer le niveau de satisfaction global client et de le comparer aux résultats obtenus en 2014. Pour le canal principal papier, 10 836 clients particuliers (8% de retour), 700 clients professionnels (4.8% de retour) et 730 clients agriculteurs (6.9% de retour) se sont exprimés. Les taux de satisfaction sont stables pour les marchés des professionnels (76 % de clients satisfaits) et des agriculteurs (77% de clients satisfaits). Ils enregistrent une évolution positive pour les particuliers (81 % de clients satisfaits, en progression de 2 points). Sur tous les marchés, les services et outils de la banque au quotidien apparaissent en adéquation avec les attentes des clients.

Des enquêtes ciblées sur un marché spécifique ou sur un évènement-clé de la relation commerciale complètent le dispositif d'écoute client. C'est par exemple le cas des enquêtes réalisées après rénovation des agences. Depuis le démarrage du programme début 2016, 8 907 clients ont ainsi répondu à un questionnaire de satisfaction sur tablette en agence, attribuant une note de satisfaction de 9,6 sur 10. Les résultats détaillés permettent au directeur d'ajuster le fonctionnement de l'agence et de corriger d'éventuels dysfonctionnements.

Le traitement des réclamations

Les chiffres – clé	2019	2018	2017
Réclamations totales (nombre)	4 331	3 619	4 824
Dont : réclamations traitées par le Service Clients	3 028	2 127	2 286
Dont : réclamations des Particuliers traitées par le Sce Clients	2 591	1 772	1 864
% de Particuliers réclamants (traitement par le service	0,42%	0,29%	0,30%
Délai de traitement par le service Clients, tous marchés (Jours	12,1 J	11,5 J	9,9 J

Le processus de traitement des réclamations vise à apporter une réponse rapide et satisfaisante aux clients réclamants et à améliorer les pratiques et procédures de l'entreprise. L'interlocuteur principal est celui qui reçoit la réclamation, quelle que soit sa position, le directeur d'agence veillant au bon traitement. Les réclamations peuvent être formulées par différents moyens : courrier, téléphone (numéro dédié non surtaxé), en face à face, par mail ou par formulaire accessible sur <https://www.credit-agricole.fr/ca-nmp>. Les réclamations écrites sont traitées par le service Clients. Les réclamations adressées par un autre canal (présentiel ou téléphone), sont traitées par les agences. Le client réclamant reçoit sous 48 h soit une réponse, soit un accusé de réception avec un engagement de réponse dans les 15 jours ouvrables. Conformément à la réglementation, le client est tenu informé de l'avancement de son dossier quand il ne reçoit pas de réponse dans ce délai. Les litiges irrésolus peuvent être portés devant le Médiateur (bancaire, assurance ou AMF) soit directement, soit en accédant sur le site du médiateur via <https://www.credit-agricole.fr/ca-nmp>. 24 clients ont ainsi saisi le Médiateur bancaire en 2019. Les clients peuvent retrouver toutes les informations relatives au dispositif de gestion des réclamations à plusieurs endroits : affichage en agence; communication dans les supports d'information tarifaire et les conventions de compte; site <https://www.credit-agricole.fr/ca-nmp>.

La Caisse régionale est dotée d'un outil informatique de traitement des réclamations émises par les clients, tous canaux de communication confondus. Le principe est de saisir, en agence et dans les services, toute réclamation écrite par courrier, mail ou formulaire, ainsi que les réclamations exprimées oralement (par téléphone ou en face à face) ne pouvant être traitées immédiatement. L'objectif est d'améliorer le traçage et le traitement des dossiers, de faciliter leur transfert dans les unités compétentes, de fluidifier la communication entre les acteurs concernés et d'éviter les échanges de supports papier. En outre, ce traçage permet également de détecter des dysfonctionnements.

En 2019, les principaux motifs des réclamations traitées par le service clients portaient sur le fonctionnement des comptes et services, les opérations monétaires, les assurances et la fraude.

L'écoute-clients lors des Assemblées générales et des Réunions d'information des Caisses locales

Le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées invite chaque année les sociétaires et les clients aux Assemblées générales et aux réunions d'information des Caisses locales. Cette occasion de dialogue direct avec les dirigeants représente un moment privilégié dans le dispositif d'écoute-clients.

- Le Groupe Inforsud

Le traitement des réclamations

Soucieux de la performance et de la qualité de service rendu au client, les différentes filiales du Groupe traitent les réclamations dans le cadre d'une démarche d'amélioration de la qualité faisant l'objet d'un pilotage mené dans chaque filiale. L'objectif est d'apporter une réponse rapide aux

clients et d'améliorer les processus internes. Le coût de la non-qualité est remonté dans le cadre du suivi des risques opérationnels.

A titre d'exemple, Inforsud Diffusion utilise l'outil Ticketing. Après chaque incident, le service support sollicite le client par mail afin qu'il exprime son niveau de satisfaction. En 2019, 99 % des répondants ont exprimé un avis positif, pour un volume de 15620 tickets. Le taux de satisfaction est suivi de manière hebdomadaire lors de la réunion de suivi des responsables d'activité. Toute insatisfaction fait l'objet d'une étude par le Responsable Qualité afin d'améliorer les processus internes.

Les clients dont le taux de satisfaction est inférieur à 90% pondéré au volume de tickets font l'objet d'une surveillance particulière par le Responsable Qualité, le Service Client et la Direction Commerciale.

L'écoute client.

L'écoute client est également assurée à l'occasion de certains événements tels que ISD BY CLOUD. A cette occasion, Inforsud Diffusion organise des visites du Datacenter pour les clients. En 2019, six visites clients ont ainsi été réalisées.

A Edokial, les « Journées-clients », un moment privilégié d'échange de proximité avec les clients, ont été renouvelées

Tout au long de l'année, les filiales du Groupe participent à différents salons afin de promouvoir leurs métiers, notamment dans le département de l'Aveyron et la région Occitanie : 48.digital, salon des technologies nouvelles ON'INNOV (12); JOBSTIC (salon du recrutement du numérique) (12); salon des Maires de l'Aveyron (12); Rencontres Territoriales Midi Pyrénées, Innovation IT Day (31); Documentation et Hesppo.

La démarche d'achats responsables

- La Caisse régionale

Les chiffres – clé

	2019	2018	2017
Nombre d'appels d'offre et consultations d'entreprise (AO/CE)	45	30	ND
Nombre d'AO/CE avec questionnaire RSE	11	15	ND
Part des AO/CE intégrant une consultation d'une entreprise du secteur adapté	24,4%	33,3%	ND
Part des factures reçues payées dans les délais	74,7% *	96,7%	ND

* Evolution liée à un changement de méthode de calcul

La démarche Achats responsables, inscrite dans le cadre des valeurs de la Caisse régionale, est cohérente avec la Charte Ethique du Groupe Crédit agricole, et de la politique Achats Responsables du Groupe Crédit Agricole.

Les enjeux de la démarche sont :

- > S'assurer de la satisfaction des utilisateurs du CANMP par la qualité des achats,
- >Concourir à la maîtrise des risques opérationnels,
- >Sécuriser les approvisionnements,
- >Optimiser les charges de fonctionnement,
- >Rechercher une globalisation des achats via des stratégies de regroupement,
- >Assurer un comportement responsable et durable avec les fournisseurs,
- >Favoriser l'innovation,
- >Contribuer au développement du territoire de Nord Midi-Pyrénées.

Les objectifs de la démarche Achats Responsables sont les suivants :

- >Respecter un processus de sélection équitable des fournisseurs en instaurant les conditions d'une concurrence loyale, ainsi qu'un traitement équitable des fournisseurs dans les procédures de sélection,
- >Lutter contre toute forme de corruption, active ou passive, et éviter toute situation pouvant présenter un conflit d'intérêt en se conformant aux règles de déontologie établies par l'entreprise.
- >Assurer la transparence et le respect des règles relatives aux procédures de sélection en informant clairement et préalablement les soumissionnaires des modalités applicables à toute mise en concurrence,
- >Etre vigilant vis-à-vis du risque de dépendance réciproque avec les fournisseurs,
- >Remplir ses obligations réglementaires en termes de délais de paiement,
- >Etablir avec les fournisseurs une relation de confiance durable, notamment en respectant la stricte confidentialité des informations non publiques communiquées ainsi que les droits de propriété intellectuelle des fournisseurs, dans le respect des lois applicables,
- >Proposer les marchés à toutes les entreprises quelles que soient leur taille, notamment les petites et les moyennes entreprises,
- >Remplir ses obligations en matière de conformité en collectant les documents légaux obligatoires auprès des fournisseurs,
- >Ouvrir un dialogue constructif avec les fournisseurs. En cas de litige, la recherche d'un accord amiable équitable est privilégiée et un médiateur interne est désigné pour être l'interlocuteur des fournisseurs en cas de différend non résolu avec un acheteur du CANMP.

Les appels d'offre de la Caisse régionale comportent un volet économique et des clauses générales intégrant un volet social, un volet environnemental quand l'achat porte sur un domaine présente des risques RSE. Les responsable RSE est associé au processus d'appel d'offres ; A ce titre, il apporte une aide méthodologique à la qualification du risque RSE, et à la production de clauses RSE.

Pour les appels d'offre présentant un risque RSE, le niveau d'engagement RSE des fournisseurs est évalué à l'aide de la plateforme Acesia de l'Afnor.

La note de maturité RSE des fournisseurs est intégrée à la note finale, avec un minimum de 15%

Par ailleurs, toutes les fois que c'est possible, la Caisse régionale confie des prestations à des entreprises du secteur adapté. Les principaux domaines concernés en 2019 sont l'entretien des espaces verts (12), la restauration d'entreprise (82) et la fourniture de bureau et la collecte des déchets recyclés pour les agences des 4 départements.

- Le Groupe Inforsud

En 2019, un poste de chargé des Achats a été créé au sein de la Holding dont les la mission porte sur les points suivants : support aux filiales ; uniformisation des process achats ; pilotage des projets ; reporting.

Une politique Achats Groupe a été adoptée en 2019. Tout acte d'achat au sein du groupe se doit être réalisé de façon responsable. Un achat responsable est un achat dont les impacts environnementaux, sociaux et économiques sont les plus positifs possible sur toute la durée du cycle de vie. L'achat responsable tend à réduire le plus possible les impacts négatifs, comme par exemple : impact environnemental et sociétal, priorisation de l'achat de proximité etc.

Conformément à la réglementation, les fournisseurs s'engagent à fournir une attestation de conformité de déclaration sociale, un extrait d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés et une attestation sur l'honneur certifiant que les travaux sont réalisés avec des salariés employés régulièrement.

L'entreprise extérieure s'engage par écrit à respecter et faire respecter les consignes générales de circulation, de sécurité et de protection de l'environnement pour les travaux soumis à un plan de

prévention des risques au sens de l'article R4512-6 du code du travail. Chaque prestataire a la responsabilité de rendre les chantiers propres et d'évacuer ses déchets dans le respect de la législation.

Les activités du Groupe permettent de soutenir le développement économique local. A titre d'exemple, sur le site de Bozouls- Causse comtal, 14 sociétés partenaires ayant signé un plan de prévention pour interventions régulières dans les locaux, ont leur siège dans l'ancienne Région Midi-Pyrénées, dont 10 en Aveyron.

Dans le cadre des dispositifs de sécurité informatique, les plans de prévention des risques ont été complétés par une charte informatique, afin de s'assurer que les prestataires sont sensibilisés aux risques liés aux systèmes d'information.

2.3.2 Renforcer la prise en compte de la clientèle fragile

La prise en compte du handicap

Attentive à la prise en compte du handicap, la Caisse régionale déploie dans toutes ses entités des dispositifs tendant à offrir des conditions d'accueil adaptées.

L'accessibilité des agences aux personnes à mobilité réduite fait l'objet d'un programme de travaux dont le calendrier est spécifié dans l'Agenda d'Accessibilité Programmée transmis aux autorités administratives, et dont l'échéance est à fin 2021. Fin 2019, 130 agences étaient certifiées conformes par un bureau certificateur et 100 % des distributeurs de billets équipés d'un kit audio destiné aux personnes malvoyantes.

Des travaux d'ajustement de la hauteur des machines sont conduits pour faciliter leur utilisation par les personnes à mobilité réduite.

Par ailleurs, un accueil téléphonique des clients sourds a été mis en place dès 2015. Une application gratuite, intégrée sur la page d'accueil du site ca-nmp.fr, permet aux personnes sourdes de se mettre en contact avec un conseiller après avoir cliqué sur l'icône correspondant. Ces personnes peuvent dialoguer par Langue des Signes Française ou par texte instantané, grâce à un opérateur traduisant les paroles du conseiller.

L'accompagnement des clients en situation de fragilité financière

Les chiffres – clé	2019	2018	2017
Part des clients fragiles équipés de l'offre Budget Protégé	34,5 %	ND	ND

Les Caisses régionales de Crédit Agricole se sont engagées en faveur de la clientèle en situation de fragilité financière, sur la base d'un accompagnement global allant de la prévention à la curation.

Le dispositif correspondant comporte plusieurs outils :

- > Détection des clients en situation de fragilité financière,
- > Plafonnement des frais de dysfonctionnement,
- > Distribution de l'offre Budget Protégé,

Le process du CANMP d'accompagnement de la clientèle en situation de fragilité financière s'articule autour de 3 étapes :

- > Détection précoce des clients dont la situation de compte se dégrade
- > Détection des clients en situation de fragilité avérée
- > Rendez-vous annuel de suivi des clients fragiles.

Détection précoce des clients dont la situation de compte se dégrade

Conformément aux dispositions de la Charte de l'Inclusion bancaire et de la prévention du surendettement adoptée par l'Association française des établissements de crédit et des entreprises d'investissement, l'étape de détection précoce permet d'identifier les clients présentant des critères de difficultés financières. L'objectif est de proposer au client un entretien pour définir des solutions d'accompagnement.

Détection des clients en situation de fragilité avérée

En ligne avec les dispositions réglementaires, cette étape permet d'identifier tous les mois les clients en situation de fragilité au vu de différents critères : surendettement ; interdiction bancaire à partir de 15 jours; irrégularités et dysfonctionnement du compte pendant trois mois consécutifs.

Un plafond de facturation des frais de dysfonctionnement de 25 € par mois est appliqué.

Les clients identifiés sont alertés par courrier. Une information est envoyée au Conseiller pour proposer un entretien. Les clients se voient proposer la souscription de l'offre « Budget Protégé ». Pour un coût de 1€ par mois, cette offre permet de réduire de 50% les frais de dysfonctionnement et de les plafonner à hauteur de 20€ par mois et 200€ par an. L'offre procure divers services dont une carte bancaire.

Rendez-vous annuel de suivi des clients fragiles

Les clients titulaires de l'offre Budget Protégé sont rencontrés annuellement par leur conseiller, à date anniversaire de la souscription.

Le dispositif Points Passerelle

Les chiffres – clé	2019	2018	2017
Personnes reçues au niveau des Points Passerelle	124	103	62
Personnes en cours d'accompagnement	94	67	30
Personnes ayant connu une sortie favorable du dispositif	66	44	104

Pour les clients Particuliers fragilisés par un accident de vie (décès d'un proche; perte d'emploi ; maladie ; séparation), le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées a mis en place le dispositif Point Passerelle destiné à rechercher des solutions socio-économiques avec les clients concernés.

Deux points-passerelle sont installés : l'un à Montauban, avec un rayon d'action sur les départements 46 et 82, l'autre à Albi, sur les départements 12 et 81.

Les deux conseillères des Points Passerelle interviennent ainsi sur les quatre départements de la Caisse régionale. Elles agissent en lien étroit avec les organismes de l'Economie Sociale et Solidaire (ex : assistantes sociales des Conseils départementaux ; CAF ; MSA ; services de l'énergie et du logement ; organisations caritatives).

Les clients susceptibles de bénéficier de l'accompagnement Passerelle sont identifiés principalement en agence. Ils sont reçus au cours d'un entretien permettant d'identifier les problématiques auxquelles ils sont confrontés. L'accompagnement consiste à établir un diagnostic de la situation personnelle et financière, à identifier les mesures à prendre et à effectuer les mises en relation avec les organismes compétents.

En 2019, 13 Caisses locales ont souhaité prendre part au dispositif des Points Passerelle et mettre ainsi à contribution la richesse des profils des administrateurs.

A ce titre, ceux-ci proposent d'accompagner les clients dans les diverses démarches, comme par exemple l'aide à la rédaction de courrier ou la mise en relation avec des organismes.

2.4 Apporter notre expertise à nos clients partout sur le territoire

<i>Les chiffres – clé</i>	2019	2018	2017
Moyens financiers consacrés au parc immobilier, informatique et	60,5 M€	57,9 M€	54,8 M€
Poids dans les charges totales	25%	24 %	24%

A l'écoute des besoins des clients, les interlocuteurs du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées apportent leur expertise partout sur le territoire de la Caisse régionale. Pour cela, le CANMP consacre les moyens nécessaires pour permettre aux clients de choisir les modes de contact qui leur conviennent :

- Si les clients ont besoin de rencontrer un interlocuteur, les 4 sites administratifs rénovés et le réseau d'agences modernisé représentent les lieux où se concentre l'expertise humaine mise à leur disposition, tant au niveau de la Caisse régionale que du Groupe Crédit Agricole.
- Si les clients souhaitent réaliser des opérations de façon autonome, le CANMP développe les canaux de communication digitalisés leur permettant de se connecter à leur banque quand et où ils le veulent.

L'engagement relatif à l'expertise apportée aux clients partout sur le territoire est décliné selon les axes suivants :

- Consolider l'ancrage local du Crédit agricole Nord Midi-Pyrénées
- Développer la banque connectée

2.4.1 Consolider l'ancrage local du Crédit agricole Nord Midi-Pyrénées

<i>Les chiffres – clé</i>	2019	2018	2017
Agences permanentes	158	160	159
Relais CA (Points verts)	234	215	215
Distributeurs de billets	273	279	279
Distributeurs de billets pour 10 000 habitants	2,46	2,52	2,53

La Caisse régionale maintient son implantation géographique sur les quatre départements de son territoire, tout en poursuivant un important programme de rénovation, offrant ainsi aux clients un réseau d'agences dense et modernisé. Les investissements correspondants permettent de confier des travaux à des artisans et à des professionnels locaux, soutenant ainsi leur activité.

Le programme de rénovation des agences repose sur le concept d'agence collaborative. La volonté est d'apporter aux clients un service global, fondé sur des valeurs de proximité humaine et de transparence, permis par un agencement ouvert, organisé autour d'un espace de travail collectif commun, et renforcé par un recours accru aux technologies digitales et multicanales de communication. L'agence collaborative vise à augmenter l'intensité relationnelle entre le client, son conseiller et les experts du Crédit Agricole, à favoriser la coopération entre les acteurs et à renforcer l'efficacité collective.

Le programme de rénovation des agences a été engagé en cohérence avec la démarche RSE de la Caisse régionale, notamment en ce qui concerne la qualité RSE des matériaux utilisés; le recours aux énergies renouvelables (photovoltaïque); la sollicitation de fournisseurs locaux; la gestion des déchets, l'accueil des personnes à mobilité réduites; la promotion des mobilités douces avec l'installation de parkings à vélo dans les agences en propriété; le dialogue avec les parties prenantes.

Le réseau d'agences et de distributeurs est complété par des « Relais CA » déployés chez des commerçants partenaires. Ce service gratuit permet aux clients du Crédit Agricole de retirer de l'argent facilement. Avec le réseau de distributeurs de billets, les Relais CA complètent le dispositif

déployé par le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées pour que ses clients puissent accéder en proximité aux services de base partout sur le territoire.

2.4.2 Développer la banque connectée

Les chiffres – clé	2019	2018	2017
Visites sur ca-nmp.fr (millions)	20,4	21,4	21,4
Utilisateurs actifs de l'appli Ma Banque	118 781	93 022	ND
SMS envoyés (millions)	3,1	2,7	2,5

En complément du réseau d'agences, le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées développe des canaux et des offres répondant au souhait des clients désireux de communiquer et d'échanger avec leur banque où ils le veulent et quand ils le veulent, dans des conditions de sécurité garanties. Dans ce cadre, des investissements importants sont réalisés pour mettre en place et développer de nouveaux services au niveau de la banque en ligne, de la téléphonie et des applis pour mobiles et tablettes.

La démarche RSE du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées se décline sur ces canaux qui permettent des échanges plus rapides, conviviaux et sécurisés, tout en s'assurant de la conformité des opérations traitées et en réduisant les consommations de papier.

Les principaux dispositifs sont les suivants :

Un univers d'applis pour mobile :

> Avec l'appli Ma Banque, les clients peuvent consulter leurs comptes du Crédit Agricole et agréger les comptes détenus dans d'autres banques. Ils peuvent réaliser des virements, prendre un rendez-vous avec leur conseiller ou effectuer des remises de chèques à distance de façon simple, sécurisée et rapide. Intégrée à Ma Banque, la fonctionnalité SécuriPass est un service d'authentification forte, qui remplace l'envoi de code par SMS lorsque le client réalise une opération sensible en ligne. SécuriPass permet de s'authentifier lors d'un ajout de bénéficiaire de virement ; d'un achat en ligne sur un site marchand utilisant le protocole 3DS ; sur demande du conseiller lors de la réalisation d'opérations à distance.

> Les utilisateurs de l'appli *Ma Carte* peuvent régler leurs achats chez les commerçants directement avec leur smartphone, grâce à l'environnement sécurisé *Paylib* où le numéro de carte n'est pas enregistré dans le smartphone, ce qui protège les clients en cas de perte. Avec la fonction «Paylib entre amis», ils peuvent réaliser des virements sécurisés à leurs proches, jusqu'à 500€, grâce à un simple numéro de téléphone ou une adresse e mail. *Ma Carte* permet de gérer en autonomie les fonctions de la carte en pilotant l'activation / désactivation du paiement sans contact, des paiements à distance et des paiements à l'étranger. Elle permet aussi de consulter le détail des encours et des opérations, de paramétrer des alertes pour repérer des transactions inhabituelles ou importantes. . Elle offre également la possibilité d'augmenter temporairement les plafonds des cartes, de localiser les distributeurs automatiques de billets en France et à l'étranger, d'enregistrer ses cartes de fidélités, de consulter les garanties assurance et assistance et d'assurances et d'accéder aux numéros d'urgence.

> L'appli *CA Bourse* permet de passer des ordres de bourse et d'effectuer le suivi des placements.

> l'appli *Pacifica* offre diverses fonctionnalités pour les clients détenteurs d'un contrat Automobile, Habitation, Protection juridique, Assurance des Accidents de la Vie (AAV), Garantie locative, Responsabilité civile (RC), Santé, Assurance Tous Mobiles : déclaration de sinistres ; saisie directe des circonstances de l'accident avec photos—pour les contrat Automobile, Habitation, Assurance des

Accidents de la Vie (AAV) et Responsabilité civile (RC) ; pour les contrats santé : consultation des décomptes – santé ; téléchargement de la carte de tiers payant.

En agence :

> Les clients signent électroniquement des documents jusqu'ici traités sous format papier (pièces de caisse, contrats etc.) grâce à l'utilisation de tablettes depuis 2014.

> Un processus d'entrée en relation digitalisée permet de réaliser sur tablette en agence l'ensemble des opérations liées à l'ouverture d'un compte et à la souscription des cartes et chéquiers.

Sur internet:

> La souscription en ligne d'un large périmètre de contrats (livrets d'épargne, assurances, cartes etc.) est proposée aux clients. Ceux-ci peuvent signer la majeure partie des offres de crédit Habitat soumises à délai de réflexion. Ils ont le loisir de souscrire les produits préalablement déposés par leur conseiller dans leur espace personnel.

> Les clients peuvent accéder à un espace Habitat en se connectant via le site www.credit-agricole.fr/ca-nmp. Dans cet espace de partage avec leur conseiller, les clients porteurs d'un projet Habitat visualisent et mettent à jour eux mêmes les simulations, personnalisent le plan de financement, accèdent à des tutoriels nécessaires à la bonne compréhension de leur projet, transmettent des justificatifs et suivent l'avancement de leur dossier.

> Le site *e-immo* centralise l'information nécessaire à la réalisation d'un crédit habitat en facilitant l'accès à des conseils, à de l'actualité immobilière mais aussi à des outils pédagogiques. Les internautes qui y font une simulation reçoivent une réponse immédiate, pouvant aller jusqu'à un accord de principe en ligne, réponse renforcée par un engagement de contact sous 24 h et de rendez-vous dans les cinq jours ouvrés.

> Les services *Tchat* et *web call back* depuis www.credit-agricole.fr/ca-nmp offrent aux clients un canal complémentaire d'échanges avec leur banque.

Sur mobile

> Les clients peuvent recevoir par SMS ou par courriel des alertes sur les mouvements opérés sur leurs comptes (alerte sur solde, sur opération en débit ou crédit, sur libellé ou sur encours débit différé, sur achat en vente à distance). Ils peuvent créer de nouveaux bénéficiaires de virements SEPA.

> Lors de la commande de la première carte bancaire, de la fabrication de carte suite à perte et vol, ou en cas de réédition du code secret, le client a la possibilité de recevoir son code confidentiel par SMS. Il reçoit alors la carte par courrier. Ce nouveau dispositif lui évite de se déplacer en agence et permet de recevoir plus rapidement le code.

2.5 Etre une banque utile au territoire

Conformément à sa raison d'être, la contribution au développement économique et social de son territoire constitue une mission essentielle du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées. Pour l'assurer, la Caisse régionale accorde des prêts destinés à financer les projets de vie de ses clients sur tous les marchés. Ces prêts résultent de la transformation de l'épargne bancaire confiée localement par les

clients. La confiance accordée par ces derniers, nourrie au fil des ans par la proximité et le professionnalisme des équipes, par la qualité de service, permet au CANMP de demeurer le premier financeur des projets du territoire, avec une part de marché de près de 50%.

En 2019, le lancement d'une campagne de communication ancrée sur une nouvelle signature « *Notre Territoire Votre avenir* » a renforcé l'engagement d'utilité au territoire du CANMP. Déclinée sur tous les canaux de communication de la Caisse régionale, l'ambition de cette signature est de positionner le CANMP comme le partenaire loyal et engagé auprès des acteurs socio-économiques prenant part au développement du territoire.

En cohérence avec la démarche RSE de la Caisse régionale, l'engagement d'utilité au territoire est renforcé par des lignes d'actions déclinées sur les axes suivants:

- Mettre en place des solutions de financement de la transition énergétique
- Proposer des offres à valeur ajoutée sociétales et environnementales
- Développer des actions d'animation socio-économique et de soutien à l'innovation
- Demeurer le partenaire incontournable de la vie locale.

2.5.1 Mettre en place des solutions de financement de la transition énergétique.

Les solutions de financement de la Transition énergétique (TE) relèvent de 2 types :

- > Les prêts en faveur de la TE
- > L'apport de fonds propres sur des projets de TE.

Une démarche a été structurée en 2019 sur les marchés des particuliers, de l'agriculture et des professionnels.

Les prêts en faveur de la Transition énergétique

Les énergies renouvelables constituent une chance pour le territoire du CANMP. Photovoltaïque, biomasse, méthanisation, éolien, hydraulique : les gisements sont importants et les enjeux nombreux : dérèglement climatique, prix grandissant de l'énergie, emplois, pouvoir d'achat des consommateurs, source de revenus pour les producteurs. Les gisements d'économie offerts par l'efficacité énergétique et l'émergence de nouveaux modes d'utilisation de l'énergie comme l'autoconsommation décuplent les enjeux.

Le financement de la transition énergétique occupe donc une place importante dans les ambitions du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées. C'est pourquoi la Caisse régionale a développé une politique d'accroissement des compétences, afin de répondre aux besoins d'expertise des agences et des clients. Des prêts destinés à financer les investissements environnementaux sont proposés aux particuliers, professionnels, agriculteurs, entreprises et collectivités publiques.

Sur le marché des Particuliers

>Travaux de rénovation énergétique

Le CANMP finance ces travaux grâce à ses offres de crédit. Des outils disponibles sur le site ca-nmp.fr aident les ménages à construire leur projet. Ils peuvent ainsi utiliser Calculéo pour connaître les aides financières (subventions, crédits d'impôt) dédiées à leur projet de travaux d'économies d'énergie. Calculéo comporte également un simulateur de travaux pour aider les clients à construire leur projet. Par ailleurs, les clients peuvent consulter en ligne un guide complet pour réaliser des travaux d'économie d'énergie.

Le prêt Economies d'Énergie permet de financer les travaux pour l'installation d'un équipement utilisant une énergie renouvelable (solaire, bois, géothermie, vent) ou permettant de faire des économies d'énergie (isolation de la toiture, changement de fenêtre...) dans une résidence principale ou secondaire achevée depuis plus de 2 ans.

La Caisse régionale distribue l'éco – prêt à taux zéro (éco PTZ) ayant pour objectif de lutter contre les fractures sociales et territoriales et contre la précarité énergétique. Les évolutions réglementaires intervenues en 2019 ont pour objectif de faciliter l'accès à ce prêt. L'éco PTZ permet aux ménages bénéficiaires des aides Habiter Mieux Sérénité de l'Anah, qu'ils soient propriétaires occupants ou propriétaires bailleurs, d'emprunter de 3 à 15 ans jusqu'à 20 000 euros. Grâce à une aide de l'Anah, les bénéficiaires sont accompagnés par un opérateur-conseil qui les aide dans toutes les démarches (diagnostic thermique, devis, aide administrative etc.).

> Mobilité douce

Le prêt Vert Auto a pour vocation de financer les véhicules à étiquette énergétique de classe A, c'est-à-dire dont l'empreinte carbone est la plus faible. Ce prêt permet également de financer les scooters électriques, les vélos à assistance électrique, et autres moyens de mobilité douce (trottinette électrique, gyroroue, hoverboard etc.).

Sur les marchés de l'Agriculture et des Professionnels,

Le CANMP propose des prêts pour financer les projets suivants :

> Énergies renouvelables

Le prêt Atout Eco Énergie Renouvelable finance les projets de production d'énergie renouvelable tels que le photovoltaïque, la méthanisation, l'éolien, l'hydraulique, le solaire thermique. Le montant maximum de l'offre est de 100 000€, sur une durée de 15 ans maximum.

> Véhicules faiblement émissifs

Le Prêt à Piloter Véhicule Vert finance l'acquisition d'un véhicule thermique neuf ou d'occasion avec émission de CO₂ < 122mg, d'un véhicule électrique ou hybride pour un montant compris entre 1 500€ et 50 000€ sur une durée de 12 à 60 mois.

> Travaux d'économies d'énergie

Le Prêt à Piloter Transition énergétique finance les équipements et les aménagements des locaux PRO en favorisant les économies d'énergie (éclairage LED, ventilation, clim, chauffage pompe à chaleur...) pour un montant compris entre 1 500€ et 50 000€ sur une durée de 13 à 180 mois.

Sur le marché des entreprises

Comme sur les autres Marchés, le CANMP propose des prêts pour le financement des projets dans le domaine de la transition énergétique (énergie, renouvelables, efficacité énergétique etc.).

Sur certains projets, la Caisse régionale intervient en refinancement de projets d'énergies renouvelables présentés par Unifergie, filiale du Groupe Crédit agricole. Spécialisée dans le financement de la transition énergétique, Unifergie intervient dans toutes les filières de l'énergie, les énergies renouvelables (biomasse, éolien, photovoltaïque, etc.), la performance énergétique (cogénération, éclairage public, réhabilitation de bâtiments, réseaux de chaleur, équipements énergétiques) et l'environnement.

L'apport en fonds propres sur les projets de Transition Energétique.

Outre son activité de financement, le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées accompagne les entreprises portant des projets de production d'énergie renouvelable, par l'apport en fonds propres, au travers AREC Production (ex Midi-Pyrénées Energie Investissement). Créée en 2013, cette structure dédiée au financement de projets de production d'énergie renouvelable a évolué en 2019. La Région Occitanie, dans le cadre du plan REPOS 2050 (Région à Energie Positive) a renforcé les moyens de MPEI devenue AREC Production (Agence Régionale de l'Energie et du Climat) et la Caisse des Dépôts, les Caisses régionales de Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées, Toulouse 31, Pyrénées Gascogne, Languedoc Roussillon et Sud Méditerranée, ainsi que la Caisse d'Epargne Midi-Pyrénées et la Banque Populaire ont participé à cette augmentation de capital. Parallèlement, une structure dédiée à l'innovation en matière d'ENR a été créée (AREC Innovation), avec le concours des mêmes actionnaires.

Aujourd'hui, AREC production et AREC Innovation apportent des fonds propres pour entrer au capital des sociétés dédiées, produisant toute énergie renouvelable (solaire, bois énergie, méthanisation, géothermie etc.).

En 2019, AREC Production (ex-MPEI) a investi 4,8 M€, dont 900 K€ dans divers projets photovoltaïques sur le territoire de la Caisse Régionale.

Par ailleurs, NMP Développement, filiale de Capital Investissement de la Caisse Régionale, a pour mission d'accompagner les entrepreneurs du territoire dans leurs projets de développement et transmission, tous secteurs d'activités confondus.

En 2018, NMP Développement a pris, aux côtés de plusieurs entités du Groupe Crédit Agricole, une participation minoritaire au capital de la société Apex Energies, acteur pionnier dans le développement et l'exploitation de centrales photovoltaïques en France métropolitaine et dans les DOM.

En 2020, NMP Développement étudie une nouvelle prise de participation chez un des leaders français de production d'énergie photovoltaïque, présent sur notre territoire, dont l'aboutissement devrait se réaliser dans le courant du premier semestre.

En 2019, le CANMP a participé à une opération de financement au côté de 10 autres Caisses régionales au profit de l'opérateur Tenergie. Les crédits ont permis de refinancer 166 centrales photovoltaïques et deux parcs éoliens pour une puissance totale de 255 MW, soit l'alimentation de 110 000 foyers.

Par ailleurs, le CANMP a pris en 2019 une participation de 3 M€ à la création du fonds CA TRANSITIONS du Groupe Crédit Agricole. L'objectif est de soutenir les entreprises actrices de la transition énergétique, souhaitant amorcer ou accélérer leur démarche. Le fonds CA Transitions est appelé à détenir des investissements :

→à « impact environnemental immédiat » dans les entreprises réalisant au moins 50% de leur chiffre d'affaires réalisés dans la Transition Énergétique ou dans la Transition Agri/Agro (entreprises de transition) telles que définies par le label TEEC (Transition Énergétique et Ecologique pour le Climat).

→à « impact sociétal et environnemental progressif » : coopératives ou entreprises agroalimentaires qui s'engagent dans une démarche de progrès répondant à un ou plusieurs des 6 défis du fonds et mesurable dans le temps, grâce à des objectifs et des critères de suivi mesurés régulièrement : Accompagner une agriculture basée sur le « Produire mieux » ; Réduire la pression sur les ressources (eau, énergie, matières premières) exercée par les acteurs des industries agroalimentaires ; Développer une résilience alimentaire des territoires ; Œuvrer à plus d'information et de transparence pour un choix de consommation éclairé ; Changer l'assiette du consommateur pour une meilleure alimentation ; Promouvoir un système basé sur une juste répartition de la valeur et sur le respect des Hommes.

2.5.2 Proposer des offres à valeur ajoutée sociétales et environnementales

Les chiffres – clé	2019	2018	2017
Encours Parts sociales (M€)	256	250	244
Encours Investissements Socialement Responsables : ISR (M€)	67,9	45,3	36,2
Dont encours Amundi Valeurs Durables (M€)	41,1	23,8	19,4
Cartes sociétaires (nombre)	158 742	148 636	137 376

Sur le marché des particuliers

L'investissement socialement responsable (ISR)

En réponse à la demande des clients pour des produits financiers responsables, privilégiant les entreprises ayant les meilleures pratiques environnementales, sociales et de gouvernance, la Caisse régionale distribue les solutions ISR d'Amundi, filiale du Groupe Crédit Agricole.

Amundi adopte l'approche « Best-in-Class » comme fondement de sa stratégie ISR. Cette approche consiste à comparer entre eux les acteurs d'un même secteur pour faire émerger les meilleures pratiques et inscrire l'ensemble des émetteurs dans une démarche de progrès. Pour qu'un portefeuille soit considéré comme ISR, il lui faut respecter les règles suivantes : exclusion des émetteurs notés E, F et G (sur une échelle de A à G) afin d'éviter un risque financier et de réputation ; note ESG (Environnement Social, Gouvernance) du portefeuille supérieure ou égale à C ; note ESG moyenne du portefeuille supérieure ou égale à la note ESG de l'univers d'investissement ou de l'indice de référence ; garantie d'un seuil minimum de 90 % des émetteurs en portefeuille notés sur les critères ESG.

Amundi est la première société de gestion dont la démarche Investissement Socialement Responsable (ISR) a été certifiée par L'AFNOR. Cette certification, délivrée par un organisme indépendant reconnu, garantit la qualité et la transparence des démarches ISR à travers 7 engagements de service (expertise, traçabilité des données, information, réactivité...). C'est un gage de confiance à destination des clients.

De façon générale, les allocations Assurance Vie et PEA ont été enrichies pour intégrer des unités de compte (UC) Investissement Responsable. Ainsi, en fonction de son profil de risque, les clients peuvent choisir des unités de compte donnant plus de sens à leur investissement, comme Amundi valeurs durables - OPCI Premopcimo - Amundi KBI Aqua.

Amundi Valeurs durables

Parmi les offres ISR proposées, Amundi Valeurs Durables est un fonds commun de placement accompagnant la transition énergétique. À ce titre, le fonds ne sélectionne que des entreprises réalisant une partie significative de leur chiffre d'affaires dans le développement des technologies vertes. Il s'agit notamment de toute activité (technologie, service ...) visant à améliorer l'efficacité énergétique, la gestion de l'eau et des déchets et à développer les énergies renouvelables. Le fonds exclut de l'ensemble de son univers d'investissement, les énergies fossiles ou nucléaires.

Amundi Valeurs Durables prend en compte les critères extra-financiers dits ESG sur l'ensemble du portefeuille. Cela permet d'assurer la cohérence de la thématique environnementale à tous les niveaux du processus de sélection et d'être vigilant sur la politique de développement durable de chaque entreprise. Elle s'accompagne d'une politique d'engagement active, le tout visant à améliorer les pratiques ESG des entreprises et à favoriser les démarches de progrès. Le souscripteur peut ainsi bénéficier des opportunités de croissance des technologies vertes tout en investissant dans les

entreprises aux meilleures pratiques ESG.

Le contrat Solidaire

La finance solidaire désigne des activités financées non cotées en Bourse, choisies en fonction de leur forte utilité en matière de lutte contre l'exclusion, de cohésion sociale ou de développement durable. Les fonds solidaires consacrent entre 5% et 10% de leurs actifs au financement de projets solidaires développant des activités à forte utilité sociale et environnementale dans différents domaines : logement social, projets environnementaux (agriculture biologique, commerce équitable...) ; activités économiques dans les pays en voie de développement.

Les fonds solidaires permettent de mettre en relation des épargnants souhaitant investir dans des activités à forte utilité sociale et des porteurs de projets n'ayant pas suffisamment accès aux financements classiques.

A ce titre, le Contrat Solidaire du CANMP est un produit d'Assurance Vie labellisé par Finansol, comportant une poche en euros comprenant entre 5 % et 10% d'investissements solidaires, à travers le FCP Finance et Solidarité géré par Amundi, ainsi qu'une poche en unités de compte comportant des supports 100% solidaires.

Les parts sociales des Caisses locales

En souscrivant des parts sociales, les clients deviennent sociétaires de leur Caisse locale. Ils participent ainsi à la vie coopérative du Crédit Agricole, comme par exemple l'élection, lors de l'Assemblée Générale des Caisses locales, de leurs représentants au Conseil d'Administration.

La carte - sociétaire

Les détenteurs de parts sociales disposent d'une carte bancaire spécifique. Proposée au même tarif qu'une carte normale, la carte - sociétaire procure à son détenteur des réductions accordées par les partenaires culturels ou sportifs du Crédit Agricole, comme indiqué dans l'espace sociétaires sur le site credit-agricole.fr/ca-nmp.

Assurances auto

Les clients faisant l'acquisition d'un véhicule électrique ou hybride bénéficient d'un cadeau de franchise offert dès la souscription du contrat d'assurance.

L'offre 1ère clé en Albigeois

Le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées a noué en 2017 un partenariat avec l'Agglomération de l'Albigeois, soucieuse de faciliter l'accession à la propriété pour les ménages à revenu modeste et moyen dans les 17 communes de l'agglomération, mais aussi d'inciter à la construction de logements neufs de qualité, et d'aider à l'amélioration des performances énergétiques des logements existants. Pour cela, le prêt 1ère Clef en Albigeois est un crédit dont les intérêts sont entièrement pris en charge par la communauté d'agglomération, d'un montant, pour 2019, de 10 à 40 K€ selon la taille de la famille, permettant aux primo-accédants d'acquérir leur résidence principale dans le neuf ou l'ancien, et complémentaire d'un prêt à taux zéro réglementaire.

Le bilan de cette opération depuis le démarrage est de 143 prêts réalisés ou en instance, pour un montant de 3 M€, correspondant à 26 M€ de construction, achat ou travaux.

Sur le marché de l'Agriculture et des Professionnels

Le CANMP propose des solutions adaptées aux clients des marchés de l'Agriculture et Professionnels intéressés par une épargne socialement responsable. Ceux-ci peuvent par exemple se positionner sur les 2 Fonds suivants :

>Hymnos :

Ce Fonds investit dans des actions d'entreprises européennes et des obligations d'Etats de la zone euro, sélectionnées pour leurs bonnes pratiques Environnementales, Sociales et de Gouvernance (ESG). Il s'agit donc d'une épargne qui associe recherche de performance et placement éthique et qui permet de contribuer au développement d'une économie plus responsable, avec un horizon de placement à 5 ans. Hymnos n'offre pas de garantie de performance.

>BFT Crédit Opportunités ISR :

Intégrant des critères ESG, la gestion est fondée sur une approche multi-stratégies obligataires euro. L'objectif est de tirer parti du potentiel des composantes Taux et Crédit des obligations, dans un contexte de risque prédéfini, grâce à une gestion flexible de conviction.

2.5.3 Développer des actions d'animation socio-économique et de soutien à l'innovation

Les Cafés de la Création

La Caisse régionale a organisé cette année 7 éditions des «Cafés de la Création » à Saint Céré , Saint Lieu les Lavar, Caussade, Millau, Gourdon, Valence d'Agen, et Carmaux, accueillant 98 porteurs de projet. Les objectifs des Cafés de la création sont simples : encourager l'entrepreneuriat et mettre en relation des parties prenantes aux projets de création d'entreprise, avec, en ligne de mire, la concrétisation des projets.

Depuis le lancement de ce dispositif en 2017, 17 rencontres ont été organisées et 272 porteurs de projet accueillis.

Invités dans des bars-restaurants en centre-ville, de futurs créateurs d'entreprise y rencontrent gratuitement de nombreux acteurs pour échanger sur leur projet : experts du Crédit Agricole, avocats, notaires, experts comptables, représentants de la Chambre de Commerce et d'Industrie, de la Chambre de Métiers et d'Artisanat, du réseau France Initiatives, du réseau Entreprendre, de Pôle Emploi, ou de l'URSSAF.

Autour d'un café ou d'un jus de fruits, les porteurs de projet étudiants, salariés, demandeurs d'emplois etc., clients ou non du Crédit Agricole, sont accueillis pour obtenir de précieux conseils et des réponses à leurs différentes interrogations. Le champ des sujets abordés est sans limite : comment construire mon projet? Quel statut juridique choisir? Quels financements et quelles aides puis-je obtenir ? Quid de la protection sociale? Etc.

Les cafés de l'international

Variante des cafés de la création, la première édition des cafés de l'international s'est réunie à Albi en 2019. Les représentants de 25 entreprises des quatre départements intéressés par l'international ont rencontré des experts du Groupe Crédit Agricole, mais aussi d'autres structures tarnaises partenaires de l'événement. Une aide précieuse pour dénicher de nouveaux marchés ou des fournisseurs dans de multiples domaines d'activité.

Le financement participatif avec la plateforme Miimosa

Le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées est partenaire de la plateforme de don participatif Miimosa

afin de contribuer à l'émergence et au développement d'activités agricoles et agro-alimentaires dans les 4 départements de la Caisse régionale. Grâce à ce partenariat, les porteurs de projet soutenus et clients du Crédit agricole sont accompagnés dans leur démarche de collecte de dons. Le Crédit Agricole réalise un don complémentaire et s'engage sur l'octroi d'un crédit et d'un socle d'assurance à conditions préférentielles.

Le soutien à l'innovation avec le Pôle de compétitivité Agri Sud-Ouest Innovation

La Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées a passé une convention en 2017 avec le pôle de compétitivité Agri Sud-Ouest Innovation dédié à l'innovation collaborative dans les secteurs agricole, agro-alimentaire et agro-industriel. Avec 350 adhérents dont 240 entreprises, 47 centres de recherche et 63 Institutions, le Pôle déploie ses services dans les régions Nouvelle Aquitaine et Occitanie. Il offre aux responsables d'entreprise et aux porteurs de projets la possibilité de participer à une dynamique de recherche et d'innovation collaborative. Le Pôle génère des synergies grâce à ses actions de mise en réseaux (afterworks, clubs de l'innovation, réunions relais etc.). Il offre aux entreprises adhérentes des services pour le montage de projets d'innovation collaboratifs entre le chef d'entreprise et la recherche publique. Le label qu'il délivre est reconnu et permet d'accéder à des sources de financement spécifiques.

Accueil des étudiants du territoire

Au niveau de la Caisse régionale :

	2019	2018	2017
Stagiaires étudiants accueillis à la Caisse régionale	137	170	155

2.5.4 Demeurer le partenaire incontournable de la vie locale.

Les chiffres – clé	2019	2018	2017
Soutiens financiers totaux accordés par les Caisses locales et la Caisse régionale (M€)	2,34	2,17	2, 18

Inscrites dans le projet de développement du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées, les programmes de soutien financier accordé aux acteurs sociaux - économiques et culturels du territoire de la Caisse régionale font chaque année l'objet de dotations budgétaires importantes. Les actions correspondantes sont la traduction concrète des valeurs de responsabilité, proximité et de solidarité portées par le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées.

Au niveau des Caisses locales, les administrateurs ont pour mission de soutenir financièrement les projets portés par les associations loi 1901 de leur secteur. Pour cela, ils bénéficient d'un budget d'intervention avec une délégation pour accompagner les initiatives d'intérêt général non commerciales, profitant au plus grand nombre. Sont éligibles aux aides des Caisses locales les dépenses d'investissement, dans les domaines de l'animation, l'action sociale, l'éducation, le sport, la culture, l'environnement, et le patrimoine. Les Caisses locales gèrent également un budget permettant de subventionner des actions complémentaires présentées par les associations locales. Les soutiens accordés sont consultables dans l'espace sociétaire sur www.credit-agricole.fr/ca-nmp.

Par ailleurs, la Caisse régionale soutient les initiatives des acteurs du monde culturel et sportif sur les quatre départements, comme par exemple :

- > Les événements musicaux, tels le festival lyrique de Saint Céré et du Haut Quercy, Cahors blues, Montauban en Scènes, Pause Guitare à Albi , les Natural Games à Millau,
- > les manifestations culturelles telles que Lettre d'automne à Montauban dans le domaine des

œuvres littéraires; Les Œillades à Albi dans celui du cinéma.

> Les programmes d'actions de la Scène nationale d'Albi, de la Maison des Jeunes et de la Culture ou de l'Association des Amis du Musée Soulagès à Rodez. La Caisse régionale appartient au Cercle des entreprises du Musées Soulagès,

> Les clubs de sport, comme par exemple Rodez Aveyron Football, Rugby Cahors, l'USM Montauban XV, ou Castres Olympique,

> Les dispositifs Mozaïc pour les jeunes (foot, tennis, basket, rugby et judo).

Le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées soutient également les projets portés par les organismes d'intérêt général : Fédérations départementales des CUMA avec la participation aux programmes de valorisation des initiatives innovantes; Chambres des métiers au titre des stages destinés aux créateurs d'entreprise; Plateformes d'initiatives locales en faveur des artisans et commerçants.

Le mutualisme en action au Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées : des illustrations

> Dans le Tarn, la Caisse locale de la Montagne Noire a soutenu l'association Jouet Haut Bois qui valorise, dans le cadre de son musée, le patrimoine naturel de la forêt, sa biodiversité et les jouets en bois produits localement.

> Dans le Lot, l'association Chemin de fer du Haut Quercy aménage une ancienne voie ferrée pour y proposer une activité de vélo-rail permettant la découverte des richesses naturelles et du patrimoine local. Leur action a été soutenue conjointement par les Caisses locales de Gramat, la Bouriane, Figeac, Souillac, et Vayrac.

> En Aveyron, la Caisse locale de Laissac-Séverac a répondu présente à l'appel des bénévoles de l'association L'eau et la Pierre qui œuvrent pour la restauration du petit patrimoine bâti caussenard.

> Dans le Tarn-et-Garonne, les bénévoles de l'association Origami ont été aidés par la Caisse locale de Caylus. A l'aide d'imprimantes 3D, ils se sont donnés pour mission de fabriquer des prothèses pour les mains des enfants atteints de malformation.

Les tremplins

Le dispositif des Tremplins met en valeur les projets innovants et porteurs de valeurs de solidarité, accompagnés par les Caisses locales. Organisée en partenariat avec le quotidien La Dépêche du Midi, une soirée est organisée tous les ans de façon tournante dans deux départements. Préalablement sélectionnée par les Caisses locales, une trentaine d'opérations est examinée par un jury et 6 dossiers sont primés dans chaque département concerné. Dans chacune des catégories (Education Environnement ; Animation Actions solidaires ; Culture Patrimoine), les lauréats bénéficient d'une dotation de 1500 € et d'une vidéo sur leur projet. Les seconds prix sont dotés de 750 €. Sur chaque département, une initiative reçoit le prix Coup de cœur de la Dépêche. Les associations sont primées au cours d'une grande soirée destinée à remercier et fêter le dynamisme des bénévoles, leur sens de l'innovation, ainsi que leur engagement solidaire.

La valorisation du patrimoine avec la Fondation du Crédit Agricole-Pays de France

Reconnue d'utilité publique, la Fondation du Crédit Agricole-Pays de France, de niveau national, s'engage avec les Caisses régionales auprès des acteurs portant un projet de préservation du patrimoine local (monument, site naturel, lieu de mémoire, métier...), contribuant à la vitalité du tissu économique et social. Dans le Lot, Le Crédit agricole Nord Midi Pyrénées et la Fondation ont soutenu le projet de mise en valeur du moulin de Gignac, destiné à la reconstruction de la maison du meunier, en vue d'une exploitation pédagogique en relation avec les écoles et collèges : mise au vent du moulin, fabrication du pain et cuisson, mise à disposition du public d'un espace de découverte du passé agricole du Causse de Martel.

Les actions de solidarité conduites avec la Fondation Crédit Agricole Solidarité et Développement

Associé aux autres Caisses régionales, le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées participe aux actions de solidarité mises en œuvre par la Fondation Crédit Agricole Solidarité et Développement. Cette fondation nationale, reconnue d'Utilité Publique, agit en faveur de l'autonomie socio-économique des personnes en France, pour que chacun ait les moyens d'agir, de penser et de décider par lui-même, tout au long de la vie. A travers 4 thématiques d'action (insertion sociale, insertion économique et professionnelle, logement, santé et bien vieillir), la Fondation intervient dans le but de favoriser l'intégration durable de chacun dans la société, et de faciliter le vivre - ensemble et la réussite du plus grand nombre.

A titre d'exemple, un partenariat conclu avec l'association Entreprendre Pour Apprendre Midi-Pyrénées (EPA MP) a été renouvelé en 2019. Cette structure est affiliée à un réseau d'une vingtaine d'associations en France dont le but est de développer les compétences entrepreneuriales des jeunes. Le réseau EPA accompagne dans toute la France près de 20 000 élèves de 8 à 25 ans. Le concept de « mini-entreprise » est un programme d'EPA mis en œuvre dans les établissements d'enseignement, basé sur le constat que les collégiens et lycéens ont très peu d'occasions de découvrir l'entrepreneuriat. L'association propose donc aux jeunes de créer une entreprise en groupe, avec chacun un rôle et des responsabilités. Les jeunes conçoivent, produisent et commercialisent un produit ou un service et assument la gestion administrative et financière. Les administrateurs des Caisses locales sont invités à devenir parrains de mini-entreprises.

En 2018, le Crédit Agricole a soutenu la création de la première maison en France de logements inclusifs pour personnes autistes. Objectif de ce projet d'habitat partagé porté par l'association Autisme Aveyron et SOLIHA Aveyron : rendre plus autonome de façon sécurisée les jeunes atteints d'autisme. Elle est composée de 7 logements et d'espaces communs polyvalents.

Le Fonds de dotation du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées

En approuvant la création d'un Fonds de dotation en 2019, le Conseil d'Administration a souhaité renforcer les dispositifs mis en œuvre pour l'accomplissement des missions d'intérêt général de la Caisse régionale.

Ce fonds de dotation a pour objet d'engager toute action d'intérêt général et à but non lucratif, permettant de soutenir, développer et encourager, dans le cadre de ses règles d'éligibilité, les projets et initiatives :

- >sur les territoires des départements de l'Aveyron, du Lot, du Tarn et du Tarn et Garonne ;
- >contribuant activement à la création d'un environnement durablement favorable au développement éducatif et humain ; notamment par le soutien aux projets ou initiatives contribuant à l'amélioration des conditions de vie, au développement de la formation et des compétences, à l'adaptation aux besoins futurs ou orientés vers des secteurs d'avenir, à la création ou l'émergence d'un écosystème attractif et porteur,
- >au bénéfice de l'épanouissement des femmes et des hommes qui y vivent ou souhaitent y vivre, notamment les jeunes de moins de 30 ans,
- >éventuellement en coopération avec des organismes ou institutions privées, associatives ou publiques.

Le fonds mettra en œuvre tous les moyens d'actions qu'il jugera appropriés, lesquels pourront notamment se concrétiser sous forme d'actions de sensibilisation, de coopérations, d'animations diverses et d'attribution de fonds, de soutiens directs ou de prix.

La gouvernance du Fonds est composée de 6 administrateurs, dont deux Administrateurs de droit : le Président du CA NMP (Président du Fonds de dotation) et le Directeur Général. Le fonds se réunit au moins deux fois par an.

- Le Groupe Inforsud

Les entreprises du Groupe Inforsud ont l'ambition de participer à la vie culturelle et sportive de leur territoire. C'est pourquoi elles soutiennent diverses initiatives, comme, en 2019 : le Printemps du rire (31), le rugby club Espalion et le Sporting club Albigeois. Le budget total consacré à ces soutiens s'élevait en 2019 à 13 220 €.

Le Groupe Inforsud poursuit son partenariat de 3 ans avec le Cercle des Entreprises du Musée Soulages à Rodez signé en 2017.

L'engagement d'Inforsud est également humain : le Groupe accueille des apprentis ou stagiaires issus de structures de formation présentes sur le territoire. En 2019, 11 jeunes ont été accueillis.

Inforsud Diffusion est intégré dans divers réseaux : le club Face Aveyron, membre de la Fondation Agir Contre l'Exclusion, regroupant une trentaine d'entreprises aveyronnaises engagées sur le territoire contre toutes les formes d'exclusion et contre la pauvreté ; l'association Ecoter 81, dont la mission est de mettre en relation les entreprises autour du thème fédérateur de l'économie du Tarn, ainsi que l'association toulousaine Digital Place, dont l'objet est d'accompagner les entreprises dans leurs projets d'innovation et de transformation digitale.

2.6 Accompagner la montée en compétence des salariés

<i>Les chiffres - clé</i>	NMP			IS		
	2019	2018	2017	2019	2018	2017
Nombre de jours de formation par salarié	5,7	4,6	4,0	1	2,6	2,5
% masse salariale (année n-1)	ND	7,1 %	7,2 %	ND	2.43%	2,57 %

- La Caisse régionale

Le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées poursuit une politique de formation visant à renforcer le développement des compétences et l'expertise, à soutenir la dynamique commerciale et à préparer le renouvellement des effectifs. D'importants moyens sont alloués à la formation comme le montrent le nombre de jours dispensés ou le budget affecté, en valeur absolue comme en pourcentage de la masse salariale. De ce point de vue, le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées se situe très en dessus des obligations réglementaires qui sont de 1,6% de la masse salariale.

Pour 2019, 11 622 jours ont été consacrés à la formation avec pour principaux thèmes :

- > Développer les compétences, maintenir et accroître l'expertise (2393 jours)
- > Former les collaborateurs à la prise de nouvelles fonctions et préparer les évolutions (1 523 jours),
- > Assurer l'intégration des nouveaux collaborateurs (3 812 jours),
- > Intégrer les exigences des réglementations et de prévention des risques et sécurité (3894 jours).

De nouveaux modèles pédagogiques ont été développés afin de renforcer l'efficacité des actions de formation, tout en réduisant les déplacements : pédagogie en classe inversée, classes virtuelles, e-formation etc.

Pour augmenter l'individualisation et l'adéquation des réponses de formation aux besoins, le Portail de Développement des Compétences est mis à la disposition, dans l'intranet, de chaque collaborateur. Ce portail est une plateforme offrant la vision globale de tout le dispositif de formation. L'offre de formation y est organisée par famille de métiers et par niveau de compétence visé : *je me prépare, je démarre, je me perfectionne*. Pour chaque action de formation sont présentées les modalités, les objectifs pédagogiques et les pré-requis pour favoriser, entre-autres

l'auto-formation. Le « book » de l'apprentissage détaille les modes d'apprentissage individuels et collectifs proposés pour améliorer les compétences transversales. Pour chaque mode sont listés le contenu, la durée, les acteurs, le lieu et le suivi. La matrice des compétences opérationnelles constitue un outil pour aider les managers dans leur mission de coaching. Cette matrice offre une vision synthétique de la maîtrise des activités de l'équipe et du taux de polyvalence des personnes. Enfin, le portail de développement des compétences permet aux collaborateurs qui le souhaitent de suivre une formation en toute autonomie.

Un parcours d'intégration est suivi par les nouveaux embauchés sur une durée totale de 10 semaines permettant de s'approprier diverses thématiques : l'entreprise ; les produits ; les outils et les canaux digitaux ; la maîtrise du risque etc. Chaque année, les nouveaux embauchés sont réunis à la Caisse régionale, lors d'une journée permettant des échanges entre les personnes et avec le directeur général.

La Caisse régionale accueille dans ses agences et dans les services des étudiants en alternance. Les cursus vont de la licence – licence banque et assurances au master (ex : master conseiller de clientèle professionnelles ; master gestion de patrimoine et autres masters spécialisés RH, Informatique, marketing). Des étudiants non alternants ont la possibilité d'accomplir des stages du BTS/DUT au niveau master.

En 2019, un parcours diplômant a été créé pour les chargés d'affaires entreprises, avec la mise en place du premier niveau de certification d'expertise. Lors de la nomination d'un nouveau manager, un parcours de formation sur les fondamentaux du management a également été mis en place.

- Le Groupe Inforsud

La politique de formation du Groupe privilégie l'accompagnement et le développement de la sécurité dans l'ensemble de ses activités ; le recueil et la diffusion des compétences ; la découverte et le développement des nouveaux talents. Chaque filiale du Groupe met en œuvre un plan de formation annuel adapté à la taille et aux besoins de son activité et de sa stratégie. Il permet à chaque collaborateur de développer ses compétences, son savoir-faire et d'évoluer professionnellement.

Les différentes formations du Groupe se déclinent autour de 6 axes :

- > Formation métier. Ex : système d'information, transition numérique web...
- > Sécurité informatique. Ex : principes généraux, méthodes et organisation, mise en place d'une plateforme e-learning, RGPD
- > Management-communication. Ex : leader d'une équipe, gestion clients, gestionnaire,
- > Développement personnel. Ex : anglais, gestion du temps, gestion des conflits,
- > Bureautique : Word, Excel, Power Point...
- > Sécurité à la personne. Ex : SST, habilitation électrique, CACES.

En parallèle, des collaborateurs du Groupe animent des sessions de formation-sensibilisation à l'intention des autres salariés, par exemple sur la cyber sécurité ou la sécurité incendie (évacuation).

2.7 Favoriser l'épanouissement des salariés au travail

- La Caisse régionale

Le modèle social du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées repose sur un développement géographique équilibré, marqué par le maintien des 4 sites administratifs et par l'implantation dense du réseau

d'agences. Le Crédit Agricole compte parmi les premiers employeurs privés de son territoire.

L'engagement relatif à l'épanouissement des salariés au travail est décliné autour de plusieurs axes :

- Favoriser des conditions d'emploi attractives et une organisation du temps de travail adaptée,
- Entretenir le dialogue social,
- Garantir les conditions de santé et de sécurité au travail
- Favoriser la qualité de vie au travail
- Impulser une démarche d'innovation participative,
- Accompagner les actions de solidarité.

2.7.1 Favoriser des conditions d'emploi attractives et une organisation du temps de travail adaptée

Les chiffres - clé	NMP			IS		
	2019	2018	2017	2019	2018	2017
Effectif au 31 décembre	2120	2093	2092	342 * *	416	407
Femmes	1331	1327	1312	104	126	110
Hommes	789	766	780	238	290	297
Aveyron	653	624	629	158	219	206
Lot	353	347	362	0	0	0
Tarn	600	599	581	22	23	21
Tarn-et-Garonne	485	493	492	0	0	0
Paris	29	30	28	34	35	40
Autres régions	0	0	0	128	138	140
CDD, apprentis, contrats professionnels	162	156	159	17	32	22
CDI	1958	1937	1933	325	384	385
Recrutement (CDI)	125	103	111	36	27	30
Départs (CDI)	105	99	112	46	55	31
Licenciements	13	6	11	13	3	7
Dont licenciements pour inaptitude médicalement constatée	11	5	7	6	2	4
Salaire annuel brut moyen (€) *	37 446	37 034	36 711	34620	34123	32906
Part des salariés CDI bénéficiaires d'une augmentation individuelle de salaire ***	40,4%	36,2%	37,9%	29.8%	19,1 %	29,7 %
Effectif CDI à temps partiel	11 %	11 %	9,9 %	6.14 %	5,5 %	6,0 %
Taux d'absentéisme	7,0 %	7,5 %	7,5 %	5.14%	4,9 %	5,0 %
dont absentéisme pour maladie, accident de	3,7 %	3,8 %	3,9 %	4.71%	4,5 %	4,3 %

* CDI à temps plein toute l'année

** Evolution suite à la cession de Merico

*** Salariés présents au cours de l'exercice

Au niveau de la Caisse régionale

	2019NMP	2018	2017	IS
Agents d'application parmi les CDI	419	424	447	
Techniciens animateurs d'unité parmi les	980	1008	988	
Responsables de management parmi les CDI	559	505	498	

- La Caisse régionale

Le temps de travail s'articule autour de trois modèles. Dans les services des sites administratifs : horaires variables sur cinq jours sur la base de 39 heures ; dans les agences : horaires fixes sur 5 jours

sur la base de 39 heures ; Forfaitisation de certains cadres sur la base de 206 jours annuels.

Tous les postes sont pourvus par des salariés en contrat à durée indéterminée. Les absences pour maternité, maladie, congé parental, congé sans solde, sont temporairement compensées par des salariés en contrat à durée déterminée. La Caisse régionale poursuit sa politique de recrutement, principalement dans les agences. La majorité des collaborateurs embauchés provient du territoire de la Caisse régionale. La revalorisation des salaires fait l'objet d'une double négociation avec les partenaires sociaux, au niveau de la branche et de l'entreprise.

En 2019, le CANMP a décliné un dispositif d'actions en faveur des personnes de 18 à 30 ans à la recherche d'un emploi. En partenariat avec la plateforme Wizbii, trois événements de type « job dating » ont été organisés à Albi, Castres et Rodez au cours desquels étaient proposées des rencontres conviviales entre de jeunes candidats à l'emploi et les d'entreprises locales. Parallèlement, des offres d'emploi ou de stages du Crédit Agricole sont mises en ligne sur wizbii.fr.

Les salariés en CDI bénéficient d'un entretien d'appréciation annuel avec leur responsable hiérarchique direct, permettant l'évaluation des activités liées au métier. A l'issue de l'entretien, le responsable complète en ligne un formulaire qui retrace les échanges intervenus. S'il le souhaite, le salarié peut ajouter un commentaire ou indiquer que la retranscription est conforme à l'essentiel des échanges. Il peut également demander un entretien complémentaire avec le n+2 ou avec un représentant de la DRH. Une fois complété et signé, le formulaire est validé et signé par les responsables n+1 et n+2. A tout moment, le formulaire est consultable dans l'espace personnel du salarié, de même que les anciens entretiens.

L'entretien d'appréciation annuel est précédé de deux temps d'échanges intermédiaires entre le salarié et son responsable. Ces points d'étape permettent de faire un bilan de la période passée, d'établir les axes de progrès sur la période à venir et de bâtir en commun un plan d'accompagnement personnalisé. Comme pour l'entretien annuel, les points d'étape font l'objet d'une saisie dans un formulaire en ligne par lequel le responsable évalue la compétence, la posture et le niveau de production du salarié, et formule éventuellement une proposition de plan d'accompagnement. S'il le souhaite, le salarié peut ajouter un commentaire ou indiquer que la retranscription est conforme à l'essentiel des échanges.

Les salariés en CDI bénéficient d'un autre entretien : l'entretien professionnel, qui est un temps d'échange avec le responsable sur le projet professionnel. Trois objectifs sont poursuivis : faire un point sur les évolutions professionnelles souhaitées, à court et à moyen terme ; faire un bilan sur les compétences acquises et à développer ; exprimer ses souhaits de formation. L'entretien professionnel permet au salarié de saisir les opportunités de diagnostic, de formation, d'orientations professionnelles proposées par l'entreprise. Comme pour l'entretien d'appréciation, le salarié complète en ligne un formulaire adressé par son responsable. S'il le souhaite, il peut faire un commentaire et préciser ses aspirations et motivations professionnelles.

- Le Groupe Inforsud

Le Groupe développe son action sociale sur 6 axes :

- >La qualité de la couverture sociale assurée à ses salariés en particulier dans le domaine de la santé et de la prévoyance,
- >L'évolution professionnelle avec un effort de formation permanent
- >L'insertion dans le tissu local : accueil d'apprentis en formation en alternance, de stagiaires, participation aux structures de formations présentes sur ses zones d'implantation,
- >Le détachement de formateurs et la participation aux jurys d'examen,

- > La lutte contre la discrimination sous toutes ses formes,
- > La négociation collective annuelle obligatoire (NAO)

Les accords 35h sont la base de l'organisation de travail du Groupe avec l'accord des représentants du personnel dans chacune des filiales du Groupe. Le travail dans les ateliers est organisé par équipe de 3x7 ou 3x8.

Les priorités du Groupe en matière sociale s'articulent autour des axes suivants :

- > Assurer une bonne intégration des collaborateurs,
- > Construire des parcours d'évolution adaptés à leurs souhaits et aux besoins des entreprises du Groupe.

Des outils sont mis en œuvre pour atteindre les objectifs :

- > Le Parcours Cadre/Manager. Il s'agit d'un moment privilégié pour construire un sentiment d'appartenance, créer les conditions de partage des valeurs de l'entreprise, s'assurer de la bonne compréhension de la mission et de la stratégie de l'entreprise, le tout dans une relation de confiance. 10 collaborateurs du Groupe ont participé à ce programme.
- > Le Parcours Accueil. Des rendez-vous planifiés permettent d'ajuster l'intégration des nouveaux embauchés en cas de difficultés, d'éviter d'éventuelles dérives, de maintenir le niveau de motivation et de dispenser des informations ou formations nécessaires. En 2019, le parcours accueil a abouti à la validation de 21 périodes d'essai.

Les différents métiers (éditique, imprimerie, informatique, numérisation, hébergement Cloud) connaissent des transformations économiques, réglementaires et technologiques de plus en plus rapides, qui impactent l'organisation du Groupe. C'est pourquoi le Groupe a ouvert en 2019 un projet de Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences. Les objectifs de ce projet sont les suivants :

- > Accompagner les évolutions des emplois et de leur contenu,
- > Adapter et renforcer les compétences des collaborateurs,
- > Maintenir l'employabilité de ses collaborateurs.
- > Favoriser la mobilité interne,
- > Accompagner les collaborateurs dans leur démarche d'évolution professionnelle.

Signature d'un Accord Génération

Edokial a signé en 2018 un « Accord Génération » en faveur de l'insertion durable des jeunes et de l'emploi des salariés âgés.

Parcours d'accueil dans l'entreprise Edokial

Un livret d'accueil est remis au jeune embauché le jour de son arrivée dans l'entreprise. Ce livret d'accueil lui donne, de manière synthétique, toutes les informations dont il a besoin ou lui indique la marche à suivre pour les obtenir. Ces informations lui permettent également de se repérer dans l'entreprise et de connaître l'organigramme.

Dispositif des Référents (Edokial, IS Diffusion)

L'entreprise présente au jeune salarié, le salarié référent à qui il peut s'adresser durant les premières semaines de son arrivée dans l'entreprise, pour faciliter son intégration. Ce salarié référent est chargé de l'aider à mieux connaître l'entreprise, son environnement de travail, son poste et ses futurs collègues.

Aménagement des fins de carrière et de la transition entre activité et retraite sur le périmètre Edokial.

L'année d'anniversaire de ses 55 ans, le salarié qui le souhaite, peut examiner les modalités

d'aménagement de fin de carrière. L'employeur lui remet un livret d'information sur les possibilités ouvertes par la législation, en cohérence avec les besoins de l'entreprise, portant notamment sur le cumul emploi retraite, le départ progressif à la retraite dans le cadre d'un temps partiel d'activités. L'objectif est que 100 % des salariés de 55 ans et plus reçoivent cette information.

Transmission des savoirs et des compétences

L'entreprise propose la mise en place de binômes d'échanges de compétences entre des salariés expérimentés et des jeunes ayant développé une première expérience professionnelle dans l'entreprise. Ces binômes sont mis en place sur la base du volontariat.

2.7.2 Entretenir le dialogue social

Les chiffres - clé	NMP			IS		
	2019	2018	2017	2019	2018	2017
Nombre de réunions avec les représentants du personnel	42 *	56	48	31 *	67	105
Nombre d'accords en cours	22	28	31	42	46	37
Nombre d'accords signés dans l'année	9	17	10	8	9	7

* évolution suite à la mise en place du Comité Social et Economique

- La Caisse régionale

Les conditions d'exercice du droit syndical, et plus particulièrement l'application de l'article 5 de la Convention collective nationale du Crédit Agricole relative au droit syndical, sont régies par un accord relatif au dialogue social signé en 2018, à la suite d'un travail de co-construction avec les partenaires sociaux.

Cet accord traite du fonctionnement et moyens accordés aux Institutions Représentatives du Personnel, ainsi qu'à l'accompagnement des parcours professionnels des représentants du personnel.

Le dialogue social est caractérisé par la signature régulière d'accords avec les partenaires sociaux.

En 2019, les accords signés portent notamment sur le télétravail ; le dispositif d'accompagnement des parcours professionnels ; la formation professionnelle ; l'indemnisation des frais professionnels et participation aux frais de repas ; le dialogue social ; la couverture collective obligatoire de prévoyance complémentaire des salariés.

Un espace dédié aux Institutions Représentatives du personnel est à disposition des salariés dans l'intranet. Cet espace permet d'accéder à des informations concernant les résultats des élections professionnelles, la liste des accords d'entreprise, les procès-verbaux du CSE.

A la suite de la signature avec les organisations syndicales de l'accord relatif au dialogue social, au fonctionnement et aux moyens des institutions représentatives du personnel, cet espace comporte une rubrique pour l'affichage électronique des publications syndicales dans laquelle les organisations syndicales présentes dans l'entreprise peuvent publier leurs tracts.

- Le Groupe Inforsud

Appliqués dans les filiales, les accords permettent de définir un cadre commun au service du dialogue à l'échelle locale et d'une meilleure implication des équipes. En 2019, les différents accords signés ont porté sur : les Négociations Annuelles Obligatoires, le télétravail (IS Diffusion), l'assurance complémentaire maladie, la délimitation du champ d'application du conseil économique et social. Au niveau du Groupe, l'accord sur l'avenant au règlement du PEE a été signé fin 2018 pour une application en 2019.

2.7.3 Garantir les conditions de santé et de sécurité au travail

Les chiffres - clé	NMP			IS		
	2019	2018	2017	2019	2018	2017
Nombre d'accidents de travail	29	32	35	12	12	10
Dont accidents de trajet Domicile Travail	8	14	17	0	3	1

- La Caisse régionale

La Caisse régionale porte une attention particulière à la prévention et à la prise en compte des risques professionnels. Elle met en œuvre des formations régulières à la sécurité, notamment au risque routier pour les collaborateurs amenés à se déplacer fréquemment.

La Caisse régionale veille aux problématiques de santé et sécurité au travail à travers différents moyens. En premier lieu, elle se conforme aux dispositions de l'accord national sur les Conditions de travail. Cet accord pose un cadre pour les transformations de l'entreprise autour de sept axes : organisation du travail et changement d'organisation ; système d'information ; sens au travail et compréhension de la stratégie ; réalisation dans le travail ; promotion d'un management favorisant les collectifs de travail ; préparation des managers ; association des partenaires sociaux.

Par ailleurs, la procédure «Traiter une incivilité, une agression, une menace d'un client », en ligne dans l'intranet, permet d'expliquer aux salariés comment faire face aux altercations, injures, diffamations, outrages, et autres menaces. Les salariés peuvent déclarer une incivilité en toute autonomie sur le poste de travail. Un soutien psychologique est systématiquement proposé dans ce cas.

D'autre part et conformément à la réglementation, la Caisse régionale tient à jour dans l'intranet un Document Unique des Risques Professionnels présentant les résultats de l'évaluation des risques pour la sécurité et la santé des travailleurs. Cette évaluation comporte un inventaire des risques identifiés dans chaque unité de travail de l'entreprise. Le bilan des accidents du travail et des incivilités est communiqué à chaque séance de la CSSCT, et fait l'objet d'un bilan annuel. Plus généralement, une veille permanente des questions de sécurité et santé est réalisée par la Direction des Ressources Humaines, en concertation étroite avec la CSSCT et le médecin du travail.

En 2017, un accord spécifique a été signé avec les partenaires sociaux en matière de santé et sécurité au travail, sur le droit à la déconnexion.

- Le Groupe Inforsud

La sécurité et la santé au travail constituent un enjeu fort pour le Groupe Inforsud.

Les actions conduites dans les entreprises du groupe visent à prévenir et diminuer les risques chimiques, mécaniques, psychosociaux, liés au bruit, à l'ergonomie des postes ou encore les risques routiers.

Les actions portent également sur la protection de ses salariés en matière d'hygiène, de sécurité et de pénibilité au travail.

Le poste de Coordinateur Sécurité mène différentes actions :

- > Gestion d'un outil d'analyse des accidents de travail déployé à chaque accident de travail,
- > Animation de la démarche ATEX (atmosphère explosive) sur les différents sites,
- > Optimisation des visites sécurité sur sites,
- > Réalisation de Flash sécurité pour une meilleure communication sécurité Groupe,
- > Sensibilisation des collaborateurs au travail sur écran,

- > Sensibilisation dans les ateliers aux manutentions manuelles,
- > Veille réglementaire.

Le bien-être au travail

Des activités extra-professionnelles ont été reconduites en 2019 au sein des filiales afin de resserrer les liens entre les salariés, développer l'esprit d'équipe, réduire le stress :

- > Cours de Yoga proposés sur le site de Bozouls Causse Comtal,
- > Tournoi de Molky inter-sites Edokial,
- > Massage assis (3 sites Inforsud Diffusion)
- > Formation d'équipes de course à pied pour Inforsud Diffusion et Edokial en vue des trails de l'Ekiden à Rodez et Albi.
- > Barbecue party sur les sites de Edokial
- > 50 ans du Groupe : tous les collaborateurs ont été réunis sur 2 lieux (le stade Geoffroy Guichard et la salle des fêtes de Rodez) afin de partager un moment de convivialité.

Equipement de protection individuel et nuisance sonores

L'entreprise fournit à chaque salarié les équipements de protection individuelle (EPI) adaptés aux risques. Notamment, les salariés travaillant sur machine ou en atelier dans lequel une nuisance sonore peut être constatée, sont équipés de bouchons d'oreille personnels adaptés à leur empreinte auriculaire.

Des études de l'ambiance sonore des ateliers ont été réalisées afin d'évaluer l'exposition au bruit des salariés. Ces démarches sont mises en œuvre par des entreprises privées spécialisées ou par des organismes affiliés à la médecine du travail. Les résultats ont mis en évidence un bon niveau de protection des salariés. Les machines sont majoritairement équipées de protecteurs afin de réduire la nuisance sonore.

2.7.4 Favoriser la qualité de vie au travail

Engagé dans une dynamique de transformation, le CANMP a ouvert en 2019 une démarche structurante concernant la qualité de vie au travail, visant à favoriser :

- > un leadership inspirant donnant du sens à l'action ;
- > le développement, l'écoute et la responsabilisation des salariés ;
- > le sens du collectif et la cohésion d'équipe ;
- > l'attention portée aux individus ;
- > le dépassement et la convivialité.

Temps partiel

Le travail à temps partiel (TTP) choisi est appliqué dans le cadre d'un accord national. Le TTP vise à concilier les aspirations professionnelles et personnelles des salariés avec les exigences de développement de l'entreprise et la satisfaction des attentes des clients. Les salariés, quel que soit leur statut, métier ou classification, peuvent demander à bénéficier d'un emploi à temps partiel. Les demandes de TTP sont accordées quand elles sont compatibles avec l'organisation du travail et les nécessités du service. Quand ils ont opté pour le temps partiel, les salariés qui souhaitent occuper ou reprendre un emploi à temps complet ont priorité pour l'attribution d'un emploi correspondant à leur catégorie professionnelle ou d'un emploi équivalent. Chaque année, dans le cadre de la consultation sur la politique sociale de l'entreprise, des informations sur le TTP sont intégrées à la Base de Données Economiques et Sociales.

Télétravail

En 2019, un accord sur le télétravail a été signé avec les partenaires sociaux, faisant suite à l'expérimentation réalisée l'année précédente. Le test avait montré un retour d'expérience très positif avec notamment un taux de satisfaction de 100% sur les axes d'analyse du bien-être, des conditions de travail et d'efficacité que ce soit du point de vue des salariés que de leurs managers. Dans ce contexte et dans le cadre de la négociation obligatoire sur la qualité de vie au travail et l'égalité professionnelle, les partenaires ont eu la volonté de pérenniser le télétravail à titre de nouvelle organisation du travail, par le biais d'un accord collectif, concrétisant ainsi la capacité d'innovation sociale de l'entreprise. Le recours au télétravail s'inscrit dans la logique d'équilibre entre la vie professionnelle et la vie personnelle. Ce nouveau mode d'organisation du travail, fondé sur le volontariat, a vocation à améliorer la qualité de vie et le bien-être au travail. Le télétravail concourt également à la réduction de l'impact carbone des transports et favorise la dématérialisation.

L'accord prévoit qu'il soit porté une attention particulière à la préservation du lien social avec l'entreprise, le déroulement de la carrière et le respect de la vie privée des personnes concernées.

L'éligibilité des activités au télétravail fait l'objet d'un examen particulier pouvant conduire à des restrictions particulières, notamment fondées sur des contraintes techniques, comme l'accès au système informatique, de sécurité, ou de confidentialité.

Enquête Qualité de vie au travail

Administrée par le cabinet Great Place to Work, une enquête en ligne de 66 questions a permis en 2019 de recueillir la perception des salariés en matière de qualité de vie au travail au travers plusieurs thématiques : fierté d'appartenance ; respect et reconnaissance ; équité et solidarité. Cette enquête est commune à toutes les entreprises accompagnée par le cabinet Great Place to Work.

Avec un taux de réponse de 85%, l'enquête a fait ressortir un index de confiance de 57% . Les points forts concernent la fierté d'appartenance, la perception du sens dans le travail et de la stratégie, les conditions de travail. Les principaux points d'amélioration portent sur la nécessité de renforcer le collectif, la responsabilisation, la reconnaissance et de réduire les irritants au quotidien. Ces différents points alimentent l'ouverture d'un plan de progrès participatif.

Sport Santé Bien-être au travail

Comment se maintenir en bonne santé? Pour répondre à cette question, le groupe de collaborateurs « Santé, Bien-être et Sport à NMP » a été constitué en 2019 pour proposer une solution globale d'accompagnement à la fois digitale et physique (adaptée aux multi-sites) individuelle et collective; faire des propositions afin d'intégrer dans le travail quotidien, l'activité physique, le bien-être et la santé ; faciliter les initiatives sportives par des aménagements et des équipements. Le groupe a été constitué sur une proposition plébiscitée dans l'outil en ligne TILT de partage des idées.

Un partenariat a été mis en place avec la société Goalmap pour déployer des actions en faveur du capital santé des salariés. Un questionnaire sur la sédentarité a été adressé à l'ensemble des salariés pour établir un diagnostic. Des actions ont été lancées comme la pose d'affichettes « Ne prenez plus l'ascenseur prenez l'escalier ! » ; le lancement des « Moving Friday » ; l'organisation d'une conférence Webinaire sur la sédentarité et l'activité physique ; la distribution d'affiches sur le thème de la sédentarité sur les sites et agences ; des séances d'étirements sur le site d'Albi ; la distribution de Swiss Ball.

Indemnité kilométrique Vélo

Dans le cadre d'un accord d'entreprise, la Caisse régionale a mis en place l'indemnité kilométrique –

vélo prévue par la loi sur la Transition énergétique. Grâce à cette indemnité, les frais engagés par les salariés pour leurs déplacements à vélo ou à vélo à assistance électrique entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail, sont pris en charge à hauteur de 0,25€ par kilomètre parcouru, dans la limite de 200 € par an.

2.7.5 Impulser une démarche d'innovation participative

Pour s'adapter à un monde en perpétuel mouvement en favorisant l'épanouissement des salariés, le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées est engagé dans une démarche participative reposant sur la capacité d'appropriation et sur l'implication de tous, au travers un dispositif favorisant l'innovation. Ce dispositif est basé sur la possibilité pour tous les salariés d'exprimer des idées, de les commenter, de les apprécier par le moyen du vote et de les mettre en œuvre par un engagement volontaire.

Une personne à plein temps est en charge de l'animation du dispositif, piloté par le « Pôle Innov », groupe pluridisciplinaire de 15 personnes. La démarche vise à encourager tous les salariés, quel que soit leur fonction, d'exprimer des idées concourant à l'innovation, par exemple : des solutions orientées clients ; des propositions d'optimisations de procédures ou process ; des propositions relatives au bien-être au travail ou à la démarche de Responsabilité Sociétale et Environnementale.

Sur le site intranet « TILT », ou « Toutes les Idées pour Libérer les Talents », les salariés ont la possibilité de publier des idées, de les apprécier par le moyen du vote, de les commenter. Les contributeurs sont avertis que toutes les idées nouvelles ne pourront être mises en œuvre pour des raisons de faisabilité ou de coût par exemple.

Une lettre d'information permet de communiquer sur les innovations issues de la démarche participative, notamment d'informer sur les livrables afin de faciliter leur usage et de permettre à toutes les unités de travailler en synergie

La Fabrique est un incubateur de projets permettant à des volontaires de travailler collectivement pour réaliser un travail d'approfondissement des idées publiées dans TILT et ayant réuni un nombre élevé de suffrages après vote des salariés. Les volontaires se manifestent après appel à projet. Ils prennent en charge des rôles de pilote, co-pilote, expert ou participant. Après une formation à la gestion de projet, les groupes travaillent en autonomie pour parvenir à une solution. Durant cette phase, ils sont accompagnés par un sponsor du Pôle Innov. Leurs propositions sont présentées devant une instance de décision présidée par le Directeur général. Après validation, le service en charge du domaine travaille avec les pilotes pour la mise en œuvre. En 2019, les dossiers en incubation traitaient des thématiques suivantes : conciergerie ; communication interne ; offre de prescription pour les Professionnels ; nouvelles RH.

2.7.6 Accompagner les initiatives de solidarité

En résonnance avec les valeurs de solidarité qui anime l'action mutualiste du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées, la Caisse régionale facilite l'engagement solidaire des salariés.

>Le dispositif de dons de jours de congés prévu par la loi a permis, depuis le lancement du programme en 2014, de récolter à fin 2019 605 jours de congés cédés au profit de collègues dont l'enfant est atteint d'une maladie, souffre d'un handicap ou a été victime d'un accident grave.

>Afin de favoriser l'engagement des salariés Sapeurs-Pompiers Volontaires, la Caisse régionale a noué en 2019 un partenariat avec les Services Départementaux d'Incendie et de Secours des 4 départements du territoire. Ainsi, les salariés SPV bénéficient de conditions facilitant leur engagement en termes de formation et de disponibilité opérationnelle, notamment le maintien de

leur rémunération, ou la faculté pour le SPV en intervention de prendre son poste en retard.

>A l'occasion de la convention d'entreprise fin 2019, une grande opération de collecte de vêtements a été proposée aux salariés et aux administrateurs des Caisses locales. Grâce aux tenues professionnelles non utilisées et en bon état ramenées dans les agences et dans les unités, des personnes qui se battent pour trouver un emploi, mais n'ayant pas de vêtements adéquats pour un entretien d'embauche, ont été soutenues. Cette action de solidarité a été conduite en partenariat avec l'association nationale la Cravate Solidaire.

>En 2019, la Caisse régionale a relayé l'appel lancé par les Etablissements Français du Sang du Lot et du Tarn à participer aux Trophées de la Vie, le défi des entreprises citoyennes. Ces trophées répondent à la nécessité de pallier la fréquentation insuffisante des sites de collecte et la baisse des réserves. Les salariés des sites concernés ont ainsi été autorisés à s'absenter pour faire un don de sang en se rendant sur les lieux de collecte.

2.8 Etre exemplaire sur l'égalité de traitement des salariés

- La Caisse régionale

Tant au niveau de ses recrutements que des mécanismes de gestion des ressources humaines, la Caisse régionale reste vigilante à toute forme de discrimination (origine, nationalité, âge, sexe etc.). Les critères de recrutement sont basés sur la compétence professionnelle et l'adéquation du profil au poste, sans considération notamment du sexe ou de l'âge.

L'engagement d'exemplarité de traitement des salariés est articulé autour des piliers suivants :

- Assurer l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes
- Agir en faveur des personnes en situation de handicap

2.8.1 Assurer l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

Les chiffres - clé	NMP			IS		
	2019	2018	2017	2019	2018	2017
Rappel Effectif total	2120	2093	2 092	342	416	407
Femmes	1331	1327	1 312	104	126	110
Hommes	789	766	780	238	290	297
Rappel Recrutements (CDI)	125	103	111	36	27	20
Femmes	74	68	71	16	9	5
Hommes	51	35	40	20	18	15
Rappel nombre de promotions	178	261	185	101	90	130
Femmes	103	159	101	30	28	37
Hommes	75	102	84	71	62	93

Au niveau de la Caisse régionale

	2019	2018	2017
Part des femmes dans les postes à responsabilité	28,6 %	28,6 %	28,1 %
Index d'égalité professionnelle (sur 100 points)	94	75	ND

Dans le prolongement de l'accord de branche, un accord local a été renouvelé avec les partenaires sociaux en 2017 pour promouvoir l'égalité professionnelle au sein de l'entreprise. Des indicateurs relatifs à l'emploi, la formation professionnelle, l'aménagement du temps de travail, la rémunération,

la promotion professionnelle, sont suivis et analysés annuellement par les partenaires sociaux.

La Caisse régionale réalise chaque année un diagnostic complet sur la situation des femmes et des hommes présenté aux représentants du personnel, notamment à la Commission Egalité professionnelle. Ce diagnostic porte sur les éléments figurant dans la base de données unique, sur le suivi des indicateurs de l'accord d'entreprise et de l'accord de branche, et sur un indicateur objectif reposant sur des panels homogènes de comparaison en matière d'égalité salariale, tel qu'en disposent les accords. Lors de la négociation sur les salaires, la Caisse régionale établit un diagnostic sur la situation de chaque panel.

Ce diagnostic permet de constater une cohérence du nombre de promotions, des augmentations individuelles et expertises avec la répartition femmes hommes dans l'entreprise, ainsi que des progrès constants de la part des femmes dans l'encadrement.

Comme prévu par les accords, l'étude en matière d'égalité salariale s'appuie sur des panels de comparaison hommes – femmes :

- homogènes en termes de fonctions repères ou métiers, niveaux de formation, expérience professionnelle dans l'emploi, compétence, expertise et niveau de contribution tels que définis par la convention collective nationale.
- --représentatifs : chaque panel comprend au minimum 10 hommes et 10 femmes, les situations particulières (absences longues...) étant exclues.

Les écarts de rémunération entre les hommes et les femmes considérés comme significatifs au sens des accords, c'est-à-dire supérieurs à 2%, font l'objet d'une étude systématique présentée aux instances de représentation du personnel, notamment à la Commission Egalité Professionnelle. Ces écarts font l'objet de plan d'actions et de mesures en vue d'apporter les corrections nécessaires.

A poste et ancienneté comparable, les rémunérations entre les hommes et les femmes sont équivalentes. En conséquence, aucune action correctrice n'a dû être mise en place en 2019.

Pour renforcer la démarche visant à assurer l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, le CANMP a mis en place en 2019 un dispositif de pilotage de sa stratégie, avec l'installation de 2 instances :

- > un Groupe de travail composé de salariés, dans le cadre d'une démarche participative.
- > un Comité Mixité composés des Directeurs généraux adjoints, du responsable RSE, des référents Lutte contre les agissements sexistes (Direction et CSE), et d'autres salariés.

La feuille de route confiée au Groupe de travail vise à mettre en œuvre des actions concrètes sur plusieurs axes : recrutement ; formation ; évolution professionnelle ; équilibre vie privée – vie professionnelle ; communication – sensibilisation etc.

Parmi les thématiques abordées lors de la première réunion du Comité Mixité ont figuré les points suivants :

- > Détecter des femmes à potentiel et suivre leur parcours
- > Identifier les freins limitant l'accès des femmes à des postes à responsabilité
- > Suivre des indicateurs dont la progression des femmes à des postes à responsabilités

- Le Groupe Inforsud

Le Groupe Inforsud souhaite ne faire aucune discrimination, directe ou indirecte, en matière de relation et de conditions de travail. Ce principe de lutte contre les discriminations s'applique non seulement à l'embauche, mais également à l'ensemble du parcours professionnel. Un bilan annuel est réalisé et présenté aux Instances Représentatives du Personnel. Ce bilan porte notamment sur

l'accès à l'emploi, la formation professionnelle, la promotion et la politique salariale.

A Edokial, l'accord Egalité Femmes Hommes signé avec les partenaires sociaux porte sur : le contrôle des écarts de rémunération, l'accès à l'emploi, la formation professionnelle et la promotion.

Pour chacun de ces thèmes, des objectifs chiffrés ont été mis en place et font l'objet d'un rapport annuel présenté chaque année au Comité Social et Economique.

2.8.2 Agir en faveur des personnes en situation de handicap

Les chiffres - clé	NMP			IS		
	2019	2018	2017	2019	2018	2017
Salariés en situation de handicap	100	100	109	6	9	9
Recrutement salariés handicapés (CDI)	2	1	0	3	1	0
Taux d'emploi de travailleurs handicapés (année n-1)	ND	5,9%	5,6%	1,45%	2,33%	2,42 %

- La Caisse régionale

La Caisse régionale promeut une politique en faveur des personnes handicapées, grâce notamment à des mesures concourant au maintien dans l'emploi, aux recrutements externes, et au développement du travail dans le secteur adapté et protégé.

Un axe fondamental de la politique en faveur des personnes handicapées du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées porte sur le recrutement. Au niveau du Groupe Crédit Agricole, le 3^{ème} accord « HECA », regroupant l'ensemble de Caisses Régionales et portant sur la période 2016-2019, fixait comme ambition pour les Caisses régionales de participer à l'employabilité des salariés handicapés pour atteindre, au terme de l'accord, la proportion de 6% minimum de l'effectif au niveau national sans qu'une entité ne puisse se situer en dessous d'un taux de 5%.

Le CANMP poursuit sa politique de recrutements en ouvrant tous les postes à tous et en mentionnant dans les offres d'emploi externes, que les postes sont aménagés en conséquence. En 2019, 2 CDI ont rejoint les effectifs de la Caisse régionale, ainsi que 6 nouveaux CDD et 1 jeune étudiant en auxiliaire d'été.

Le CANMP a participé à l'évolution du cursus de formation en alternance, conjointement avec l'Université Champollion (Albi). Le Diplôme d'Etablissement, qui prépare au métier d'Attaché de clientèle, dure maintenant 16 mois et permet d'accéder au niveau requis pour intégrer la Caisse régionale. La vingtaine de salariés recrutés à l'issue de cette formation évolue dans l'entreprise au même rythme que la moyenne, soit vers des métiers de conseil en agence, soit de technicien dans des services administratifs.

Les stages étudiants, les PMSMP (période de mise en situation en milieu professionnel) avec convention de Cap emploi, ont permis, en 2019, à 7 personnes de découvrir les métiers du CANMP, certaines ayant poursuivi en signant un contrat d'alternance.

Un autre axe important de la politique en faveur des personnes handicapées concerne le maintien dans l'emploi des collaborateurs reconnus travailleurs handicapés. La mission Handicap de la Caisse Régionale accompagne les salariés dans leurs démarches administratives auprès des Maisons Départementales pour les Personnes Handicapées, et prend en charge les accompagnements adaptés. Selon les préconisations des médecins du travail ou de la prévention des risques de la Mutualité Sociale Agricole, sont réalisés des aménagements de temps, de postes, des mises à disposition de fauteuils personnalisés, bras articulés, grands écrans etc. Les aménagements sont mis en place par les différents services de la Caisse régionale (logistique, informatique-téléphonie). Cette

année, ces aménagements ont concerné une trentaine de salariés reconnus travailleurs handicapés, principalement pour permettre une reprise du travail suite à un arrêt maladie. Chaque année, les salariés sont incités à réaliser gratuitement un dépistage auditif auprès de la médecine du travail. Ils sont informés de la possibilité de prise en charge financière des appareils auditifs.

La Caisse régionale mène des actions de sensibilisation auprès des salariés et des jeunes.

En 2019, elle a été partenaire, pour la seconde année, des Journées Handicitoiennes organisées par l'association « Différent... comme tout le monde ». Au cours de ces journées, 200 collégiens du Tarn-et-Garonne ont été accueillis par plusieurs associations qui leur ont fait partager le quotidien des personnes handicapées. A cette occasion, des salariés du CANMP en situation de handicap ont pu témoigner, sans occulter leurs difficultés, que dans leur entreprise, ce n'est pas le handicap qui fait la différence mais bien la compétence.

Pour la première fois, le CANMP a participé au Duoday, évènement national ouvert à tous. A cette occasion, 5 candidats en situation de handicap, ayant répondu à une offre d'emploi du CANMP, ont pu former un duo, sur une journée, avec des salariés volontaires sur les sites d'Albi et de Montauban. Découvrir un métier, participer à l'activité éventuellement, être en immersion en entreprise, représentent autant d'occasions pour changer de regard et dépasser les préjugés. Deux candidats ont souhaité poursuivre l'expérience par une période plus longue dans le cadre d'une PMSMP.

L'année 2019 a été marquée par la présence de Nino OURABAH, champion de Handisport, ski puis golf, qui a proposé un échange sur le thème de « la Résilience, Quésaco ? ». La conférence, suivie par une cinquantaine de salariés du site de Montauban, a été suivie d'un buffet préparé par une entreprise adaptée.

Les salariés du CANMP sont informés des actions réalisées en faveur des personnes handicapées lors de la Semaine nationale pour l'emploi des personnes handicapées en novembre, à travers notamment une information collective disponible sur l'intranet. Cette année le Chargé de recrutement et le référent handicap ont participé, lors de cette semaine, au forum pour l'emploi des personnes handicapées organisé par le département du Lot.

Enfin, par ses achats auprès du secteur protégé, Etablissement et service d'aide par le travail (Esat) ou Entreprise adaptée (EA), la Caisse régionale participe à l'intégration sociale des personnes handicapées. Travaux d'entretien d'espace vert, d'imprimerie, de conditionnement, de restauration sont quelques exemples de prestations confiées à ce secteur. Chaque année de nouveaux fournisseurs sont retenus lors de nos appels d'offre.

- Le Groupe Inforsud

Les offres d'emploi sont ouvertes à tous, sans discrimination par rapport aux personnes handicapées. Pour certaines opérations, comme par exemple le conditionnement manuel, ÉDOKIAL fait appel notamment à des Etablissements et Service d'Aide par le Travail comme, en 2019, l'ESAT Stéphanois. Inforsud Gestion confie l'entretien des espaces verts du site Causse Comtal à une entreprise du secteur adapté locale.

2.9 Réduire l'impact environnemental du Crédit Agricole

Engagée à diminuer l'impact de ses activités sur l'environnement, le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées concentre ses actions sur les axes suivants :

- > Réduire l'impact environnemental des ressources utilisées
- > Réduire l'impact environnemental déchets liés au fonctionnement
- > Diminuer l'empreinte carbone

- > Neutraliser les émissions résiduelles
- > Favoriser la plantation d'arbres
- > Agir pour la protection de la biodiversité

2.9.1 Réduire l'impact environnemental des ressources utilisées

- La Caisse régionale

La consommation d'eau

Les chiffres – clé	2019	2018	2017
Consommation d'eau (m3)	23 229	24 950	27 700

Des économiseurs d'eau ont été généralisés sur les sites et dans les agences au fur et à mesure des travaux de rénovation. Un système de pilotage électronique est désormais installé dans chaque agence rénovée, permettant de déclencher des alertes en cas de consommation anormale ou de couper l'eau en cas de fuite avérée.

La démarche – papier

Matériau majeur utilisé dans les processus bancaires, le papier fait l'objet depuis plusieurs années d'une démarche ancrée sur trois piliers : sobriété, par la diminution des supports destinés aux clients (remis en agence, expédiés par courrier etc.) et utilisés en interne (sites et agence) ; éco-responsabilité, par l'utilisation de papier éco-labélisés diminuant la pression sur les ressources utilisées (eau, énergies, fibre de bois etc.) et recyclage, comme exposé au paragraphe « Gestion des déchets ».

> *Sobriété :*

Les chiffres – clé (en tonnes)	2019	2018	2017
PAPIER – RAMETTES	98,9	114,0	131,3
RELEVÉS DE COMPTE, COMMUNICATION CLIENTS	63,2	66,5	72,5
CHEQUIERS	37,2	42,9	46,6
IMPRIMES BANCAIRES, ROULEAUX TPE, BOBINES ILS	48,2	48,7	52,9
ENVELOPPES	34,4	35,1	37,2
AGENDAS CALENDRIERS PRESSE DOC	31,1	29,3	33,8
PAPETERIE AUTRE	3,8	4,1	3,6
TOTAL CONSOMMATION PAPIER (tonnes)	316,8	340,6	378,3

Les chiffres – clé (en milliers)	2019	2018	2017
Comptes avec relevé électronique	543 514	387 163	324 000

L'objectif de réduction des quantités de papier utilisées est motivé par plusieurs enjeux : environnemental, réduction des coûts ; sécurité des opérations ; satisfaction des clients. La dématérialisation des documents réduit les erreurs liées aux pertes ou à la manipulation de papier et procure plus de services en termes d'utilisation et de conservation des documents.

Le volume de papier utilisé en interne ou à destination des clients est évalué grâce à un suivi des sources les plus significatives. Quelques sources ne sont donc pas comptabilisées, comme les annexes expédiées avec les mailings, les supports externes de formation ou la publicité sur les lieux de vente.

En 5 ans, le volume de papier utilisé est passé de 433,2 à 316,8 tonnes, soit une diminution de 27%.

Chaque année, des efforts sont déployés pour peser sur la consommation de papier, comme, par exemple, l'équipement des agences avec des imprimantes recto – verso, la réduction continue des imprimés bancaires et autres bordereaux et pièces administratives, ceci par les actions de simplification et de dématérialisation. Ces efforts sont conduits dans tous les domaines. Ils portent par exemple sur:

- > Le processus de numérisation des factures

- > Le projet « Dématérialisation des processus » mené en vue d'augmenter le recours aux technologies digitales pour limiter l'utilisation de supports - papier dans diverses procédures. Plusieurs domaines sont concernés, comme les RH, la gestion du courrier, l'archivage en agence et au siège, les éditions automatiques des états informatiques, la reprographie, et les contrôles internes

- > La mise à disposition des salariés du coffre - fort électronique, afin de dématérialiser certains documents tels que les bulletins de paie, le bilan social individualisé, mais également de stocker des documents numériques privés. Le service est personnel, confidentiel, sécurisé et gratuit. Les salariés peuvent le conserver à vie, même après leur départ de l'entreprise

- > La communication de bordereaux et documents justificatifs de gestion des Caisses locales, de même que l'émargement des sociétaires aux Assemblées générales des Caisses locale

- > Les échanges avec les notaires grâce à un portail en ligne

- > L'instruction des dossiers de demandes de crédit Agri et Professionnels

- > Avec le projet « DROPS », les responsables de service peuvent revisiter les processus de leur domaine à partir d'outils tels la carte d'identité digitale de leur service. Ils bénéficient de développement d'outils digitaux (workflows, applis etc.) permettant de sécuriser et d'augmenter la productivité des procédures, afin de consacrer plus de temps aux tâches à valeur ajoutée. En 2019, la démarche a été étendue à l'ensemble des services de la Caisse régionale. Fin 2019, 41 fiches - projet supplémentaires étaient en cours de traitement.

Les tendances observées en matière de consommation de papier sont également à mettre en relation avec les attentes des clients, comme le montre par exemple la baisse régulière de l'utilisation des chèques ou l'adoption du relevé de compte électronique.

>Eco – responsabilité.

Pour tous les relevés de compte et autres documents expédiés aux clients, la Caisse régionale utilise du papier éco-labellisé PEFC pour les courriers et les enveloppes. Ce label garantit qu'au moins 70% des fibres de bois utilisées proviennent de forêts gérées durablement. Les ramettes de papier utilisées par les services administratifs et les agences sont éco labélisés PEFC, tout comme les agendas.

Depuis 2016, les chéquiers du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées sont également certifiés PEFC. La Caisse régionale a travaillé avec le prestataire Numen pour mettre en place une chaîne de fabrication et de commercialisation ininterrompue d'entreprises certifiées.

Electricité

Les chiffres – clé

	2019	2018	2017
Electricité consommée (Millions kWh)	8,52	9,06	9,42
Electricité verte produite (contrat EDF Equilibre) - Millions kWh	4,80	5,97	5,38

En 2015, la Caisse régionale a signé avec EDF le contrat « Equilibre » garantissant l'injection dans le réseau d'une quantité d'électricité issue de sources d'énergies renouvelables équivalente au volume

d'électricité consommé. L'objectif est donc de favoriser la production d'énergie renouvelable et de participer ainsi à la transition énergétique. Ce contrat est applicable aux tarifs jaunes et verts.

Biomasse

Le site administratif de Rodez Causse Comtal bénéficie d'un système de chauffage mixte biomasse et fioul. Renouvelée en 2011, la chaudière à biomasse d'une puissance de 700 kW, est approvisionnée en plaquettes fournies par une entreprise locale à partir de bois éco-certifié PEFC.

- Le Groupe Inforsud =>

Le papier :

Spécialisée dans la production de documents, les filiales recherchent en permanence à optimiser la consommation de matière première et ainsi à réduire leur impact sur l'environnement. Dans ce cadre, Edokial propose à ses clients:

- > des solutions visant à regrouper des états par destinataire (regroupement de courriers),
- > des solutions d'édition privilégiant le mode recto-verso,
- > des solutions de dématérialisation et de diffusion de documents numériques (émission de mails, fax, sms,).

Les fabrications réalisées à Chabrillac favorisent des encres à base aqueuse.

En matière de papier, Edokial et Chabrillac possèdent la double certification FSC & PEFC.

Au niveau d'Edokial, un document « chaîne de contrôle » a été mis en place dont le but de vérifier la qualité du papier (certifié FSC et PEFC) depuis l'approvisionnement jusqu'à la facturation. Pour ce faire, les différents acteurs du process sont formés :

- les gestionnaires de stock pour contrôler la conformité du papier à la livraison ; cette information doit figurer sur le bon de commande et sur le bon de livraison,
- les responsables build et run éditique car les développeurs doivent paramétrer l'apposition des logos et du numéro de certificat sur le papier lors de l'impression, pour les clients qui pourront désormais demander d'apposer les logos PEFC et FSC sur leurs documents et ainsi mettre en valeur le caractère développement durable des forêts, - le service Achats/Facturation car les factures des productions réalisées sur papier certifié doivent aussi comporter ces mentions.

Les certifications PEFC et FSC sont des standards d'exploitation de forêts durablement gérées apportant aux utilisateurs des garanties de gestion durable des forêts, notamment en terme de replantation et respect de la réglementation sur le droit du travail, le respect des espèces protégées, de la faune et de la flore etc.

L'eau :

La production de froid est assurée par 2 aérocondenseurs externes, permettant le refroidissement des équipements par ventilation naturelle d'une boucle d'eau circulant dans la totalité des installations en circuit fermé. Les processus de production ne génèrent aucun rejet polluant dans les réseaux d'assainissement. Les eaux de process des filiales imprimerie sont récupérées pour être ensuite retraitées par un fournisseur agréé.

Les chiffres – clé	2019	2018	2017
Consommation d'eau estimée (m3)	1 703	1 232	1 431

2.9.2 Réduire l'impact environnemental des déchets liés au fonctionnement.

- La Caisse régionale

La politique de la Caisse régionale vise à favoriser le recyclage des principales sources de déchets générés par l'activité : papier, cartouches d'encre, déchets électriques et électroniques, cartes bancaires, bouteilles d'eau en plastique et canettes en aluminium, stylos.

Le papier

Les chiffres – clé	2019	2018	2017
Papier recyclé (tonnes)	126	148	212

Etabli dès 2008, un programme de récupération du papier de bureau par les salariés a constitué une innovation au sein des Caisses régionales de Crédit Agricole. En agence, les équipes de la logistique ont optimisé le circuit de ramassage avec celui des approvisionnements. Régulièrement, des opérations de destruction d'archives alimentent les apports.

La baisse tendancielle du recyclage reflète celle de la consommation de papier.

Le papier collecté est transporté par le prestataire Véolia sur sa plateforme à Toulouse pour y être broyé et conditionné en balles, acheminées ensuite en papeteries, principalement à l'usine française Leatradegreen (Château Thierry, 02) ou Lucart Tissue (Aranguren / Espagne). La destination finale est cependant liée au marché des matières fibreuses recyclées et peut évoluer au cours du temps.

Le carton

Sur les sites administratifs, les cartons d'emballage sont évacués à travers les filières de recyclage des collectivités locales ou, sur Rodez – Causse Comtal, compressés avant d'être pris en charge par le prestataire Véolia pour être recyclés dans des sites de production papetière.

Les cartouches d'encre

Les chiffres – clé	2019	2018	2017
Cartouches d'encre récupérées	3 284	3 234	4 164

Utilisées dans les services et les agences, les cartouches d'encre sont en totalité récupérées et confiées au consortium Conibi par l'intermédiaire du prestataire chargées des fournitures (FMS). Les cartouches collectées font l'objet d'une réutilisation (16%), d'une valorisation matière (58%), d'une valorisation énergétique (23%) ou autre (3%).

Les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE)

En 2019, 4 tonnes de DEEE ont été confié à l'entreprise adaptée ATF Gaia. Les matériels confiés sont réutilisés dans la mesure du possible et sinon, orientés sur des filières de démantèlement agréées. La traçabilité du processus est assurée grâce à la mise à disposition sur l'extranet de l'entreprise des données nécessaires (rapport de réception, d'audit, certificat d'effacement des données, de destruction, bordereaux de livraison).

Les bouteilles –plastiques et canettes de boisson

Les 4 sites administratifs sont équipés de containers dédiés à la collecte des bouteilles plastique et canettes de boisson en aluminium. Installés à proximité des distributeurs de boisson, et également

dans les salles de réunion, ces containers accueillent les contenants déposés par les usagers. Relevée par les personnes en charge du ménage, la collecte est acheminée vers les bacs de recyclage entreposés dans chaque site avant d'être pris en charge par les services des Communautés de communes.

Les cartes bancaires usagées

Les chiffres – clé	2019	2018	2017
Cartes bancaires récupérées	63 178	74 636	74 979

Avec cinq autres Caisses régionales, le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées a testé dès 2013 la mise en place d'un programme unique en Europe de récupération des cartes bancaires. Grâce à ce dispositif approuvé par l'Ademe, les cartes usagées ramenées en agence par les clients sont centralisées à Lyon, avant d'être traitées dans une unité du Groupe Umicore basée en Belgique. Les métaux contenus dans les cartes sont recyclés.

Les stylos et instruments d'écriture

Lancé en 2018, un dispositif de récupération des stylos et instruments d'écriture est à la disposition des salariés en agence et dans les sites. Les produits de la collecte sont transformés en divers objets en plastique (ex : mobilier de jardin) par le partenaire TERRA CYCLE.

- Le Groupe Inforsud

Les chiffres – clé *	2019	2018 *	2017 *
Papiers	650 t	648 t	788 t
Cartons	155 t	139 t	255 t
Encre	1.7 t	1.7 t	1.5 t
Toner	4.82 t	5.69 t	6,36 t
Emballages souillés	7.49 t	7.92 t	4.50 t
Eau de mouillage	0.2 t	0.42 t	1.10 t
DEEE	9 t	4.5 t	6 t

*Hors Merico

Conformément à la réglementation, les registres de suivi des déchets sont en place dans chaque filiale. Les opérations de chargement et déchargement sont réalisées dans le respect de la réglementation environnementale, avec mise à disposition préventive d'absorbants spécifiques et protections de plaques d'égouts aux points de dépotage.

Le papier et le carton

Sur les sites d'Edokial, le papier est rassemblé avec le reste de chutes de la production, avant d'être expédié chez le prestataire COVED pour le recyclage. Le carton est également recyclé de la même manière.

Sur les autres sites administratifs du Groupe, le papier et le carton de bureau sont triés et évacués à travers les filières de recyclage des collectivités locales.

Les encres

Sur les sites de production Edokial et Chabrilac, les contenants des encres de production sont récupérés par des prestataires spécialisés.

Sur le site du Causse comtal, les cartouches d'encres sont recyclés par le biais de la société Pro XL.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE)

Inforsud Diffusion est agréé pour la collecte des déchets DEEE de ses clients.

Marque IMPRIM'VERT

Les sites de production Edokial et Chabrillac sont labellisés Imprim'Vert. Ainsi, tous les déchets générés par leur activité (palettes de livraison, films d'emballage, gâches d'impression, cartouches d'encre, solvants, etc.) sont triés, conditionnés et confiés à des prestataires agréés.

Pour l'année 2020, une étude va être menée dans plusieurs entités du Groupe au sujet du recyclage des gobelets, bouteilles plastiques et cannette aluminium.

2.9.3 Diminuer l'empreinte carbone

2.9.3.1 Le bilan carbone complet de la Caisse régionale

Après un premier Bilan carbone complet réalisé en 2013, la Caisse régionale a réalisé un second en 2016. Ces bilans ont été réalisés dans le cadre d'une démarche volontaire d'évaluation des émissions de gaz à effet de serre. La loi impose en effet aux entreprises de plus de 500 salariés de réaliser tous les 4 ans un bilan des émissions de gaz à effet de serre (beges) sur un périmètre réduit portant sur :

- Scope 1 : émissions issues de la combustion de sources fossiles (fioul domestique, gaz naturel) et de sources organiques (plaquettes forestières) principalement pour le chauffage des bâtiments.
- Scope 2 : émissions provenant de la combustion des carburants utilisés par les véhicules appartenant à la société et par les véhicules de fonction, pour les déplacements professionnels.

Plus ambitieuse, la démarche volontaire de NMP porte sur un périmètre large (scope 3) comprenant notamment : les achats de produits ou services, les immobilisations, les déchets, le transport de marchandises, les déplacements professionnels réalisés dans les véhicules personnels, les déplacements des clients, ainsi que les déplacements domicile – travail.

Le Bilan a été conduit principalement à partir des éléments de facturation, mais aussi des inventaires (ex : informatique ; mobilier ; parc automobile). La déclaration du bilan réglementaire a été réalisée sur le site <http://www.bilans-ges.ademe.fr/>.

Au total, l'ensemble des émissions de gaz à effet de serre représente 17 900 tonnes équivalent CO₂, avec une incertitude +/- 1 900 tonnes. A titre indicatif, cela représente environ 1 750 fois le tour de la terre en véhicule, ou 5 700 allers - retours Paris New York en avion. Par rapport au précédent bilan réalisé en 2013, les émissions ont baissé de façon sensible.

La décomposition des émissions est la suivante : ensemble des déplacements : 45% (8 031 teqCO₂) ; intrants : 25% (4439 teqCO₂) ; énergie : 12% (2216 teqCO₂) ; Immobilisations : 16% (2824 teqCO₂) ; autres : 2% (367 teqCO₂).

Les trois premiers postes, représentant 82%, constituent les leviers principaux d'action pour réduire l'empreinte carbone de la Caisse régionale. Le plan d'actions porte donc sur la poursuite des principaux chantiers ouverts en vue de la réduction des déplacements, des consommations d'intrants et d'énergie.

Il est prévu de réaliser un troisième Bilan carbone en 2020.

2.9.3.2 L'empreinte carbone liée aux financements

Conformément à la réglementation, les conséquences sur le changement climatique de l'usage des biens et services produits ont été évaluées. Pour cela, le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées utilise la

méthode P9XCA élaborées par le Groupe Crédit Agricole dans le cadre de l'activité de sa banque de financement à l'international.

Cette méthode «*open source*» est reconnue par l'Ademe et présentée dans son guide sur les méthodologies de calcul des émissions de CO₂. Elle n'est cependant pas adaptée pour appréhender les conséquences sur le changement climatique de l'usage des biens et services produits par les Caisses régionales, conformément aux attendus de l'article 225 du Code de Commerce, modifié par l'article 173 de la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte. Un groupe de travail a donc été constitué par des représentants de Crédit Agricole S.A. et de 6 Caisses régionales, dont le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées, pour élaborer une méthodologie adaptée aux Caisses régionales.

Les émissions de gaz à effet de serre, mesurées par les inventaires nationaux, sont réparties en macro-secteurs regroupant 23 filières économiques. Par convention, les émissions sont totalement affectées au financement de la production et non de la consommation. Ainsi, par exemple, les émissions liées à l'usage de l'automobile sont allouées à l'industrie automobile (secteur des transports) et non pas à l'utilisation des véhicules par les particuliers.

L'estimation des émissions porte sur l'encours des prêts – clients au 31 décembre 2018, à l'exception des prêts aux Particuliers. Elle s'élève à 797 kt équivalent CO₂

Les incertitudes liées à cette estimation sont explicitées dans l'annexe méthodologique de la présente déclaration.

Les émissions de gaz à effet de serre générées par les financements représentent l'enjeu le plus important en comparaison des émissions provoquées par le fonctionnement de l'entreprise.

Comme cela a été vu plus haut, le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées exerce sa responsabilité en mettant en place les crédits concourant à diminuer le risque climatique, afin de répondre aux besoins de l'ensemble des acteurs du territoire dans leurs projets de transition énergétique.

2.9.3.3 *L'empreinte carbone liée à la consommation d'énergie et aux déplacements professionnels routiers*

Les chiffres - clé	NMP			IS		
	2019	2018	2017	2019	2018 *	2017 *
Gaz naturel (Kwh PCI)	3 066 189	2 844 114	3 029 535	1 194 044	1 049 152	1 427 094
Fioul domestique (litres)	55 000	67 500	94 591	61 000	65 000	39 000
Plaquettes forestières (tonnes)	292	341	342	0	0	0
Electricité (Kwh)	8 524 330	9 059 996	9 416 730	6 548 067	7 258 947	7 795 849
Déplacements routiers professionnels (km)	4 280 453	4 386 661	4 051 061	557 067	560 856	609 569
Emissions de gaz à effet de serre Energie et Déplacements professionnels routiers (tonnes équivalent CO ₂)	2 469,7	2 518,9	2 655,1	983,0	1004,7	1076,3

*hors Merico

- La Caisse régionale

Le suivi de l'empreinte carbone de l'énergie consommée et des déplacements professionnels routiers montre une diminution importante : en 5 ans, les émissions de gaz à effet de serre correspondantes

ont régressé de 23%.

L'énergie

Tous les ans, un suivi détaillé permet de mesurer l'atteinte des objectifs de réduction des quantités d'énergie consommées dans les différentes entités de la Caisse régionale. Un collaborateur de la Logistique est spécialement désigné pour prendre en charge le pilotage de ces objectifs. Le suivi de l'empreinte carbone inclut en outre les émissions de gaz à effet de serre liées aux déplacements routiers professionnels des salariés (véhicules personnels et véhicules de service) et des administrateurs.

L'année 2019 marque une poursuite de la baisse de l'empreinte carbone, avec une réduction de 2%, dans un contexte global de réchauffement climatique⁴.

Optimisation énergétique sur les sites

La poursuite des travaux de rénovation permet d'adopter des techniques plus efficaces d'un point de vue énergétique : isolation des bâtiments, éclairages à détection automatique, régulation thermique de nuit, généralisation des LED, ajustement de la puissance électrique des compteurs aux besoins réels des bâtiments. A titre d'exemple, le parking du site de Cahors a été équipé avec un éclairage LED et détecteurs de mouvements, permettant une réduction de la consommation de 16 000 kWh/an, avec une durée de vie beaucoup plus importante des lampes. Le parking souterrain de Rodez Causse Comtal a été équipé de la même façon.

Enfin, les systèmes d'éclairage des 4 sites administratifs ont été entièrement renouvelés avec des LED.

L'isolation des sites a été optimisée : sur le site d'Albi, les huisseries et vitrages ont été remplacés, de même qu'à Rodez Causse Comtal où ces équipements représentaient 32% des déperditions. Les travaux ont été achevés sur site de Cahors (remplacement de menuiseries extérieures et renforcement de l'isolation des châssis de fenêtres) et sur le site de Montauban.

Au titre du décret 2014-1393 relatif aux audits énergétiques dans les entreprises de plus de 250 salariés, un audit a été réalisé en 2019 sur un échantillon de 10 agences et deux sites administratifs, ouvrant un plan d'actions destinées à corriger les éventuels écarts constatés.

Optimisation énergétique dans les agences.

Les travaux de rénovation des agences intègrent la nécessité de réduire les consommations énergétiques et de viser une meilleure efficacité énergétique, comme par exemple l'installation d'équipements performants privilégiant les pompes à chaleur, avec un objectif de réduire les chaudières à fioul et à gaz.

Dans le cadre du chantier de rénovation des agences, les travaux sont conduits conformément à la réglementation thermique en vigueur. L'installation de portes « à la française » évite les déperditions énergétiques, de même que la suppression des rideaux d'air chaud. Un dispositif de régulation à distance permettant de piloter le suivi et la gestion des locaux du point de vue énergétique (chauffage, conditionnement d'air, éclairage) est installé dans chacune des agences rénovées. Dans le domaine de la consommation électrique, les enseignes lumineuses des agences sont programmées pour une extinction nocturne. Les enseignes et le système d'éclairage de toutes les agences rénovées ou créées sont équipés de *LED*. Des dispositifs de détection de présence sont installés. Des actions de dimensionnement de compteurs électriques sont également conduites.

⁴ <http://www.meteofrance.fr/climat-passe-et-futur/bilans-climatiques/bilan-2019/bilan-climatique-de-l-annee-2019>

Production d'électricité photovoltaïque

Dans le cadre du chantier de rénovation des agences, toutes les nouvelles constructions sont équipées de panneaux photovoltaïques et une étude est menée pour tous les autres bâtiments. Ainsi, en 2019, des installations photovoltaïques ont été mises en service dans les agences de Rignac (12), Capdenac (12), Montauban Petit Versailles (82) Biars Bretenoux (46) Lavit de Lomagne (82). La production totale d'électricité photovoltaïque s'est élevée à 158 059 kWh en 2019.

Les déplacements professionnels

Poste majeur dans les émissions de gaz à effet de serre, source de risque routier, de temps perdu, de coûts carbone et de coût financier, les déplacements professionnels des salariés et des administrateurs en véhicules personnels ou avec ceux de la Caisse régionale font l'objet d'un suivi détaillé. Des actions sont mises en œuvre pour réduire le nombre de kilomètres parcourus, comme par exemple le co-voiturage professionnel, le regroupement des réunions au niveau des agences et l'utilisation des audio et visio-conférences. Les salles équipées du système de vidéo-conférence VNCA sur les sites administratifs et le logiciel de visio-conférence Lync installé sur les postes de travail informatiques permettent de dématérialiser un grand nombre de rencontres jusqu'ici organisées en présentiel. Dès 2015, le projet « Banque à trois » a permis de déployer dans les agences un dispositif permettant de réunir par vidéo le conseiller et son client en agence avec un expert présent physiquement sur un site. Pour cela, des grands écrans ont été installés pour faciliter les échanges.

Véhicules électriques

Pour réduire l'empreinte carbone des déplacements professionnels, une voiture électrique équipe chacun des sites administratifs pour les déplacements professionnels. En 2019, 2 fourgonnettes électriques ont rejoint le parc.

- Le Groupe Inforsud

Optimisation énergétique sur les sites

Chaque année une partie des investissements est consacrée à l'amélioration énergétique des bâtiments.

Sur les différents sites du Groupe, les néons types fluorescents sont changés petit à petit par des éclairages LED.

Un dispositif de régulation à distance permettant de piloter le suivi et la gestion des consommations énergétiques (chauffage, conditionnement d'air) est installé dans la plupart des sites.

Déplacements professionnels :

En raison de l'éloignement géographique des différents sites, les déplacements professionnels sont sources de risque routier, de coût financier et d'émission de gaz à effet de serre. Ils font l'objet d'un suivi au sein du Groupe.

Plusieurs actions sont mises en œuvre pour les réduire:

>Co-voiturage professionnel

>Installation supplémentaire de visio conférence (trois en 2019)

>Sensibilisation aux risques routiers

>Déploiement de l'outil de visio conférence Skype Entreprise avec les interlocuteurs extérieurs

>Inforsud Diffusion : équipement des véhicules avec un outil connecté permettant de réduire les coûts inhérents à l'usage du véhicule, diminuer le taux de la sinistralité, impliquer les conducteurs,

optimiser les performances environnementales.

2.9.4 Neutraliser les émissions résiduelles

Le dérèglement climatique constitue le défi majeur de nos sociétés. Chaque jour, l'actualité nourrit les inquiétudes, comme l'a rappelé l'Australie en flamme à la fin de l'année 2019. Les français ne s'y trompent pas, plaçant la question environnementale au premier rang de leur préoccupation. Face à ce défi, le CANMP a décidé de renforcer sa stratégie carbone.

Après les deux bilans-carbone complets réalisés en 2013 et 2016, un nouveau bilan est prévu en 2020. A cette occasion, il est envisagé de définir une stratégie-carbone alignée sur l'Accord de Paris. En complément, la Caisse régionale a décidé en 2019 de s'engager à neutraliser les émissions résiduelles sur une période de 20 ans. Comment ? En rejoignant le dispositif Livelihoods dont les projets procurent des crédits-carbone par des actions de séquestration ou d'évitement de gaz carbonique. Une enveloppe de 2 M€ de fonds propres a été consacrée à cette opération.

Les projets Livelihoods sont portés par des communautés locales qui en tirent d'importants bénéfices sociaux et environnementaux. Par exemple, les plantations de mangrove en Indonésie restaurent les côtes, protègent des tsunamis, permettent de réintroduire des activités piscicoles et de la biodiversité.

2.9.5 Favoriser la plantation d'arbres

Le CANMP s'est associé en 2019 à une opération nationale visant à proposer aux clients souscrivant certains contrats de prévoyance de planter gratuitement un arbre. Les contrats sont éligibles à la gamme prévoyance Décès. D'autres contrats comme le Contrat Solidaire (Assurance vie) sont concernés. Le client choisit en ligne le lieu où il souhaite planter son arbre pour participer au reboisement d'une forêt. Il reçoit un certificat de plantation personnalisé.

Pour animer l'opération, des jeux pédagogiques ont été créés pour les clients et pour les salariés. Fin 2019, 10 968 arbres ont été plantés.

Par ailleurs, parallèlement au dispositif Livelihoods, des projets de plantation le Conseil d'Administration a décidé en 2019 d'accompagner des projets de plantation d'arbres ou de haie champêtres sur le territoire de NMP en raison des nombreux bénéfices de ces plantation : agro-foresterie, biodiversité; réduction des îlots de chaleur en ville etc.

2.9.6 Agir pour la protection de la biodiversité

Le site administratif de Rodez Causse Comtal est situé sur des terrains présentant une richesse remarquable en termes de biodiversité comme l'ont montré des inventaires réalisés sous la conduite de la Ligue de Protection des Oiseaux de l'Aveyron, notamment en raison de la présence abondante du Sénéçon de Rodez, plante endémique inscrite à la liste rouge des espèces menacées. Outre la richesse floristique et faunistique, le site concentre plusieurs autres enjeux comme par exemple la présence d'une ancienne voie romaine.

Historiquement, l'espace était menacé par la fermeture du milieu due à la déprise agricole et à la disparition des systèmes agro - pastoraux traditionnels en zone karstique. L'absence d'entretien avait conduit à l'installation progressive d'espèces invasives comme le genévrier. Les bâtiments étaient menacés par une végétation devenue impénétrable et particulièrement inflammable. La richesse faunistique et floristique était également compromise.

Au total, le site cristallise un enjeu patrimonial majeur, avec une forte visibilité sur un espace fragile en proximité de l'agglomération ruthénoise.

Face à ces enjeux, un projet a été ouvert en 2017, avec plusieurs objectifs :

- > Ré-ouverture du milieu par débroussaillage et entretien par la réintroduction d'une gestion agro-pastorale permettant à la fois un développement agricole et une conservation écologique du milieu,
- > Mise en place d'une démarche scientifique de gestion de milieu compte tenu de sa spécificité, en associant les parties prenantes internes et externes,
- > Création de références techniques et scientifiques,
- > Installation d'une station de phyto-épuration des eaux usées,
- > Développement de nouvelles fonctions permettant de valoriser le site (ex : parcours pédagogiques; partenariats éducatifs avec des structures d'enseignement).

Pour atteindre les objectifs, le CANMP est accompagné par la Ligue de Protection des Oiseaux Aveyron, structure possédant une expérience de gestion de milieu fragile. Un programme a été arrêté sur une durée de 5 ans, prévoyant diverses actions, notamment : inventaires faunistiques et floristiques en début et en fin de programme, travaux d'ouverture ; cloturage, entretien par agro-pastoralisme, réhabilitation du petit patrimoine bâti, mise en place d'un rucher.

Un Comité scientifique associant les parties prenantes a été institué. Cette instance consultative réunie annuellement apporte son expertise aux gestionnaires du projet. Elle est composée des structures suivantes :

- Conservatoire Botanique Nationale Midi-Pyrénées ; Conservatoire Régional des Espaces Naturels ; Lycée la Roque ; Association Arbres Haies et Paysages 12 ; Chambre d'Agriculture ; Association de défense de l'environnement Comité - - Causse Comtal ; Association Abeilles 12 ; Fédération des chasseurs 12 ; Association de gestion Gages-Montrozier.

Les travaux de débroussaillage ont démarré en 2018. Une convention a été signée avec le Lycée Agricole de La Roque (12) pour le pâturage. Les premiers troupeaux ovins et bovins sont arrivés en 2019. Parallèlement, les travaux d'étude pour l'installation de la station de phyto épuration ont été poursuivis.

2.10 Renforcer la gouvernance de la démarche de responsabilité sociétale et environnementale

Issue du regroupement de 4 Caisses régionales dont la plus ancienne fût créée en 1900⁵, le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées regroupe des femmes et des hommes, salariés et administrateurs, engagés dans le développement durable de l'entreprise et partageant des valeurs communes de proximité, responsabilité et solidarité.

La gouvernance du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées est organisée sur la base du principe coopératif « une personne, une voix », par lequel seule la qualité de sociétaire, et non le montant de capital détenu, détermine le poids d'un vote. Le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées est engagé dans une démarche visant à promouvoir la représentativité des sociétaires au niveau des Caisses locales et au niveau de la Caisse régionale.

⁵ Caisse régionale du Tarn créée le 7 janvier 1900 ; du Tarn-et-Garonne, le 29 septembre 1906 ; du Lot le 13 novembre 1907 et de l'Aveyron, le 8 février 1908.

2.10.1 Assurer la représentativité des sociétaires au niveau des Caisses locales et de la Caisse régionale

Les chiffres – clé	2019	2018	2017
Nombre de sociétaires	289 140	281 173	273 789
Taux de sociétariat au niveau des clients	41%	40,0%	39,0%
Place des femmes dans les Conseils d'administration des Caisses locales	38,3%	36,4 %	35,6 %
Place des femmes au Conseil d'administration de la Caisse régionale	40,0%	35,0%	30,0%
Agriculteurs et retraités de l'agriculture (Caisses locales)	52,6%	52,0 %	55,4 %
Artisans et commerçants (Caisses locales)	12,7%	13,2 %	13,0%
Salariés (Caisses locales)	18,9%	19,4 %	19,6 %
Chefs d'entreprise et professions libérales (Caisses locales)	13,0%	11,1 %	10,3 %
Taux de présence aux réunions des Conseil d'administration des Caisses	73,2%	74,4%	ND
Taux de présence aux réunions du Conseil d'administration de la Caisse	99,6%	95,9%	90,6%%

Clients détenteurs de parts sociales des Caisses locales, les sociétaires sont à la base du fonctionnement coopératif du Crédit Agricole. Leurs représentants, administrateurs de Caisse locale, sont parties prenantes du système de décision de l'entreprise. C'est pourquoi le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées s'attache à encourager le développement du nombre de sociétaires. Par ailleurs, la Caisse régionale crée les conditions adaptées au bon fonctionnement des Caisses locales, notamment par l'organisation des Assemblées générales, la formation et l'information des élus, la mise à disposition de moyens humains pour assurer le secrétariat des Caisses locales et financiers pour l'accomplissement des missions d'intervention et d'animation du territoire.

Réunis en Assemblée générale, les sociétaires désignent tous les ans leurs représentants au Conseil d'administration des soixante-six Caisses locales affiliées à la Caisse régionale. Les Assemblées sont l'occasion d'organiser des réunions d'information ouvertes au plus grand nombre, constituant des moments de dialogue avec les dirigeants du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées.

A l'issue de l'Assemblée générale, les administrateurs élisent le président et les vice-présidents de leur Caisse locale. L'évolution des profils au sein des Conseils d'administration montre un mouvement de féminisation et d'ouverture sur des catégories socio - professionnelles jusqu'alors moins représentées.

Les Conseils d'administration des Caisses locales sont réunis statutairement une fois par trimestre. C'est l'occasion pour les administrateurs de prendre connaissance de l'activité commerciale des agences, d'échanger sur la vie économique et sociale du territoire, d'examiner les projets présentés par les associations et de valider les demandes de souscription et de remboursement de parts sociales. En dehors des réunions du Conseil d'administration, les élus peuvent s'engager dans des missions mutualistes. A titre d'exemple, en 2019, certains d'entre eux ont souhaité devenir accompagnateurs bénévoles dans les Points Passerelle ; d'autres ont choisi de s'investir comme parrains ou marraines de mini-entreprises dans le cadre du programme Entreprendre pour Apprendre.

Quatre fois par an, l'Assemblée des Présidents est l'occasion de dialoguer, de prendre connaissance des actualités du Groupe Crédit Agricole et de la Caisse régionale, grâce notamment à l'intervention d'experts. Postérieurement, les sujets sont partagés lors des Conseils d'administration des Caisses locales.

Pour assurer leur mission, les administrateurs bénéficient d'un programme de formation proposé par la Caisse régionale. Lors de leur prise de fonction, ils sont ainsi réunis au cours d'une journée pour prendre connaissance de l'organisation du Groupe Crédit Agricole et de son histoire, de celle de la

Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées, du rôle et des missions des administrateurs, du fonctionnement des Caisses locales, des outils d'information qui leur sont accessibles (extranet des élus) et enfin des principes déontologiques guidant leur action.

La Commission mutualiste, composée de 9 administrateurs de la Caisse régionale est une instance de réflexion sur diverses thématiques, comme par exemple « Jeunes et mutualisme », « Format des rencontres des Caisses locales », « Rôle de l'élu ».

Un portail en ligne a été créé afin de constituer un espace d'échanges et de documentation accessible à tous les administrateurs, à tout moment, depuis n'importe où. Chaque administrateur peut créer du contenu, prendre connaissance d'informations en provenance de la Caisse régionale, entrer en contact plus facilement avec ses pairs par le biais d'annuaires, de forum de discussion, ou de foires aux questions.

Réunis lors de l'Assemblée générale, les présidents des Caisses locales élisent tous les ans les membres du Conseil d'administration de la Caisse régionale.

La mission principale des administrateurs de la Caisse régionale est d'opérer les choix stratégiques de l'entreprise, d'examiner annuellement le budget de la Caisse régionale, de valider les politiques de la Caisse régionale dans divers domaines comme celui des crédits, de surveiller et contrôler l'application de ces politiques.

Le Conseil d'administration élit en son sein un Bureau composé d'un président, de quatre vice-présidents et de trois administrateurs. Quel que soit son poids, chaque département est représenté à égalité par 5 administrateurs au Conseil et par 2 administrateurs au Bureau du Conseil.

Pour assurer leurs missions, les administrateurs de la Caisse régionale bénéficient d'un programme de formation visant à parfaire leurs compétences dans tous les domaines relatifs à leur mandat. Des experts de la Caisse régionale ou des intervenants extérieurs animent ces formations. Les administrateurs peuvent également bénéficier d'un programme de perfectionnement proposé au niveau national par l'Institut de Formation du Crédit Agricole.

2.10.2 Structurer la démarche de Responsabilité Sociétale et Environnementale

- La Caisse régionale

Le pilotage de la démarche RSE est confié au Comité de direction RSE placé sous l'autorité du Directeur général et composé des directeurs et du responsable RSE. Ce Comité a pour mission de définir la politique RSE, de statuer sur les actions et d'en suivre la mise en œuvre.

Force de proposition, d'animation, de communication interne, ainsi que de co-construction des actions, une communauté de salariés a été créée en 2019. Dénommée « le Studio RSE », cette communauté est composée de plus de 50 salariés ayant répondu à un appel à volontaires.

Au niveau du Conseil d'Administration, une commission ad hoc a été créée en 2019 : le Comité RSE. Cette instance consultative a pour mission d'assister le Conseil d'Administration dans ses prises de décision sur le domaine de la RSE. Le Comité contribue à l'orientation de la politique RSE de l'entreprise. Il suit la mise en œuvre de cette politique et des actions afférentes et en analyse les effets et les résultats. Il rend compte régulièrement au Conseil d'Administration de l'exercice de ses missions. Présidé par le premier vice-président de la Caisse régionale, le Comité est composé de 5 administrateurs. Le Directeur générale Adjoint en charge du Développement participe aux réunions, dont le secrétariat est assuré par le Responsable RSE.

- Le Groupe Inforsud

Pour structurer la démarche de Responsabilité Sociétale et Environnementale des entités du Groupe Inforsud, un chantier a été ouvert en 2019, avec l'assistance du cabinet Ecoact.

Sous la conduite d'un Comité de pilotage, les travaux sont menés dans le cadre des objectifs suivants :

- > Etablissement d'un diagnostic des initiatives existantes et d'un benchmarck des entreprises du secteur
- > Etablissement de la cartographie des parties prenantes
- > Analyse des enjeux RSE prioritaires et déclinaison des risques et opportunités
- > Consultation des parties prenantes internes et externes, selon la norme ISO26000
- > Etablissement de la matrice de matérialité destinée à prioriser les enjeux RSE en croisant les attentes des parties prenantes et celles de l'entreprise
- > Définition des lignes directrices et des engagements de la démarche RSE.

En 2019, la démarche proposée par le Comité de Pilotage a démarré au niveau de l'entité Inforsud Diffusion. La méthodologie pourra être déclinée ultérieurement aux autres entités.

2.11 Annexe : note méthodologique

Contexte

La Déclaration de performance extra-financière (DPEF) résulte des dispositions du décret n° 2017-1265 du 9 août 2017 pris pour l'application de l'ordonnance n° 2017-1180 du 19 juillet 2017 relative à la publication d'informations non financières par certaines grandes entreprises et certains groupes d'entreprises.

Objectifs de la DPEF

Outre le modèle d'affaires de la société, la DPEF présente une description des principaux risques liés à l'activité de la société ou de l'ensemble de sociétés y compris, lorsque cela s'avère pertinent et proportionné, les risques créés par ses relations d'affaires, ses produits ou ses services ; une description des politiques appliquées par la société ou l'ensemble de sociétés incluant, le cas échéant, les procédures de diligence raisonnable mises en œuvre pour prévenir, identifier et atténuer la survenance des risques ; les résultats de ces politiques, incluant des indicateurs clés de performance.

Vérification et traçabilité des données

Conformément à l'article L225-102-1 du Code du Commerce, les informations figurant dans la DPEF font l'objet d'une vérification par un organisme tiers indépendant. Selon l'article R225-105-2, le rapport de cet organisme comprend :

- a) Un avis motivé sur la conformité de la déclaration, ainsi que sur la sincérité des informations fournies;
- b) Les diligences qu'il a mises en œuvre pour conduire sa mission de vérification.

Périmètre de collecte

Les données sont établies sur la base du périmètre financier consolidé, intégrant la filiale Inforsud Gestion, constituée de la holding Inforsud Gestion et des entreprises Edokial, Chabrillac, et Inforsud Diffusion. La SAS NMP Développement et la SARL Caseg ne sont pas intégrées au périmètre de reporting RSE en raison du caractère non significatif de leur activité sur les indicateurs RSE. Les données intègrent également les activités et le fonctionnement des Caisses locales affiliées à la Caisse régionale.

Période

Les données RSE collectées portent sur l'année civile complète, soit du 1^{er} janvier au 31 décembre. Par exception, les données peuvent toutefois porter sur une période de 12 mois ne commençant pas au 1^{er} janvier.

Interlocuteurs et rôles

Le coordinateur du processus de collecte des données RSE est le responsable du Service Développement Durable, sous la direction du Directeur Général Adjoint chargé du Développement. Il est le correspondant du Contrôle de gestion, responsable de l'intégration des données au Rapport de gestion de la Caisse régionale. Il est l'interlocuteur auprès de l'organisme chargé de la vérification des données. Le coordinateur assure les fonctions de collecte des données auprès des services et de la filiale Inforsud Gestion, du contrôle de cohérence de second niveau, et d'intégration à la DPEF. Il prend en charge la rédaction et la mise en page du rapport.

Au niveau de la Caisse régionale

Les responsables de service garantissent la production des données, s'assurent de leur fiabilité, et effectuent les contrôles de cohérence de premier niveau. Les directeurs sont responsables de la qualité des données RSE relevant de leur domaine de compétence. A ce titre, ils valident la DPEF avant intégration au Rapport de gestion.

Au niveau du Groupe Inforsud Gestion

La collecte et la transmission des données sont assurées par la Responsable Contrôle, Sécurité & Moyens Généraux de la holding Inforsud, sous la supervision du Directeur général adjoint du Groupe.

Méthodologie d'identification des principaux risques extra – financiers

1- Liste des enjeux RSE

L'établissement des principaux risques RSE a été conduit dans le cadre d'une réflexion conduite par le Comité de direction RSE visant à déterminer les principaux enjeux RSE de la Caisse régionale. Le résultat de cette réflexion a conduit la Caisse régionale à partager en interne puis mettre en ligne sur ca-nmp.fr une Charte de 8 engagements RSE assortie d'indicateurs.

Les principaux enjeux RSE ont été déterminés grâce à la méthodologie suivante :

- La matrice d'enjeux du CA Nord Midi-Pyrénées s'appuie sur le Baromètre RSE du Groupe Crédit Agricole, administré par la Direction RSE de CA S.A. Le baromètre est un dispositif quantitatif auprès du grand public et des collaborateurs, et qualitatif auprès des leaders d'opinion. Au niveau du grand public, un échantillon de salariés du Groupe et un panel de personnes de 18 ans et plus représentatives de la population française a été consulté par un questionnaire auto-administré en ligne. Des leaders d'opinion ont été consultés par entretien téléphonique. L'importance des enjeux du point de vue des parties prenantes a été croisée avec le point de vue du Groupe Crédit Agricole. Cette analyse a permis à CA S.A. de déterminer 11 enjeux RSE principaux.

- Les enseignements du baromètre RSE du Groupe ont été complétés par les résultats des enquêtes réalisées par mail auprès des clients par le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées pour estimer l'indice de recommandation client (IRC). A partir des 11 enjeux issus du baromètre des résultats des enquêtes internes IRC, le Comité de direction RSE a retenu une liste de 8 enjeux RSE.

Enjeux RSE du Groupe Crédit Agricole	Enjeux RSE du CANMP
Ethique dans les affaires	Agir avec éthique
Relations durable avec les clients	Apporter notre expertise à nos clients partout sur le territoire
Inclusion financière	
Produits Offres responsables et innovantes	Etre une banque utile au territoire
Accompagnement des territoires dans leurs enjeux de développement durable	
Maîtriser les risques, y compris ESG	
Qualité de vie au travail	Favoriser l'épanouissement des salariés au travail
Equité, diversité	Etre exemplaire sur l'égalité de traitement des salariés
Développement et employabilité	Accompagner la montée en compétence des salariés
Gouvernance	Renforcer la gouvernance de la démarche RSE
Empreinte environnementale	Réduire l'impact environnemental du CA

2- Principaux risques extra-financiers

Les principaux risques extra-financiers ont été établis au regard des enjeux RSE définis par la Caisse régionale. Ils ont été cotés à dire d'expert en fonction de la probabilité de survenance et de leur gravité potentielle.

Caractérisation et impacts des principaux risques extra-financiers

Enjeux RSE	Intitulé du risque extrafinancier associé	Caractérisation du risque extra financier	Principaux impacts du risque extrafinancier	Proba. Survenan	Gravité	Cotation
Agir avec éthique	Pratiques non éthiques	Pratiques contraires aux règles de déontologie et d'éthique de la Caisse régionale, y compris fraude et corruption, et à la charte Ethique du Groupe; Dysfonctionnement dans le traitement des réclamations-client. Dysfonctionnement dans la politique d'achats responsables	Impact négatif sur l'activité commerciale Risques juridiques ou réglementaires Risque d'image et de réputation	3	3	9
	Pratiques non responsables vis-à-vis des populations vulnérables	Manque de prise en compte des clients fragiles (offres, accueil, procédures bancaires)		2	3	6
Apporter notre expertise à nos clients partout sur le territoire	Mauvaise accessibilité aux services proposés (agences & digital)	Dysfonctionnement dans les dispositifs de distribution des offres (immobilier, mobilier ou digital)	Impact négatif sur l'activité commerciale Risque d'image et de réputation	2	3	6
Etre une banque utile au territoire	Défaillance dans la prise en compte des attentes des clients et des enjeux de transition	Inadaptation des produits et services en réponse aux besoins des clients; défaut de conseil	Impact négatif sur l'activité commerciale Risques juridiques ou réglementaires Risque d'image et de réputation	3	3	9
	Défaillance dans la prise en compte des enjeux sociétaux du territoire	Absence de dialogue et de soutien aux parties prenantes du territoire (ex : associations)	Risque d'image et de réputation Impact négatif sur l'activité commerciale	2	2	4
Accompagner la montée en compétence des salariés	Compétence des salariés insuffisante	Inadéquation des dispositifs de formation et d'information en réponse aux besoins des clients et aux enjeux d'employabilité des salariés	Baisse de performance des salariés Difficultés d'évolution pour les salariés (employabilité) Impact négatif sur l'activité commerciale	3	3	9
Favoriser l'épanouissement des salariés au travail	Relations et conditions de travail inadaptées	Mauvaises conditions de travail; reconnaissance insuffisante des performances; management défaillant; déficit de dialogue avec les instances représentatives du personnel.	Baisse de performance des salariés Augmentation du turn over, de l'absentéisme, des accidents Baisse de l'adéquation entre le profil des nouveaux embauchés avec les exigences des métiers Difficulté de recrutement (attractivité)	2	3	6
Etre exemplaire sur l'égalité de traitement des salariés	Discrimination envers certaines catégories de personnel.	Politique RH inadaptée au regard des enjeux d'égalité Femmes Hommes; mauvaise prise en compte du handicap dans la politique de recrutement et de maintien dans l'emploi; processus inefficaces d'accompagnement des salariés handicapés	Baisse de performance des salariés discriminés Risque d'image et de réputation	2	2	4
Réduire l'Impact environnemental du CANMP	Défaillance dans la prise en compte des enjeux environnementaux liés au fonctionnement de la Caisse régionale	Procédures inadaptées de gestion des ressources (énergie, déplacements, intrants) et des déchets; faible recours aux ressources renouvelables; non prise en compte des enjeux de biodiversité	Impact négatif sur les charges de fonctionnement Risque d'image et de réputation Risques juridiques et réglementaires	2	3	6
Renforcer la gouvernance de la démarche RSE	Défaillance dans la prise en compte des enjeux de gouvernance	Dysfonctionnement des procédures de gestion des sociétaires et des Caisses locales. Insuffisance du pilotage et de l'animation de la démarche RSE	Impact négatif sur l'activité commerciale Risques juridiques ou réglementaires Risque d'image et de réputation	3	2	6

Informations non traitées dans la DPEF

Compte tenu de l'activité de la Caisse régionale, les domaines relatifs au gaspillage alimentaire ; à l'économie circulaire ; à la lutte contre la précarité alimentaire ; au respect du bien-être animal ainsi qu'à l'alimentation responsable, équitable et durable ne sont pas identifiés comme susceptibles de générer des risques extra-financiers.

Précision sur l'indicateur Emissions de gaz à effet de serre

Les facteurs d'émission de gaz à effet de serre issues de la consommation d'énergie et des déplacements professionnels sont issus la base <http://www.bilans-ges.ademe.fr/fr>.

Précisions sur l'incertitude des données présentées au paragraphe « Conséquences sur le changement climatique de l'usage des biens et services produits »

Les incertitudes associées aux résultats de l'analyse sont dues aux incertitudes associées aux facteurs d'émission utilisés et aux incertitudes sur les données d'activité collectées (encours au bilan des acteurs et leur classification).

Les explications sont communiquées sur cette page : *Source : <http://www.bilans-ges.ademe.fr/docutheque/docs/guide-3-tomes.pdf> page 114*

Précisions concernant le Groupe Inforsud.

Les consommations d'eau 2019 ne concernent pas les sites d'Alfortville, d'Edokial à Saint Etienne et de Chabrillac.

Les consommations du gaz du site de Grenoble ne sont pas reportées.

Fiabilisation des données

La fiabilisation constante des données a conduit à identifier des écarts sur les données historiques. Ces écarts ont été corrigés dans la présente édition.

3 Examen de la situation financière et du résultat

3.1 La situation économique

3.1.1 Environnement Economique et financier global

RÉTROSPECTIVE 2019

Dans un climat de fortes incertitudes, la croissance a poursuivi son ralentissement, marqué par les piètres performances de l'investissement productif et du commerce mondial

En 2019, le cycle économique mondial a poursuivi son mouvement de lent ralentissement amorcé depuis le pic récent de 2017 (3,8%). La croissance mondiale se serait ainsi établie à 2,9% (après 3,6% en 2018), soit son rythme le plus modéré depuis le rebond postérieur à la crise financière mondiale de 2008/2009. Ce fléchissement résulte évidemment de tendances lourdes affectant, bien qu'inégalement, l'ensemble des pays et d'éléments propres à chaque économie ou à chaque secteur. Aux tendances générales amplifiant des ralentissements cycliques et structurels déjà à l'œuvre (grandes économies développées et Chine) se sont ajoutées les faiblesses propres à certains pays émergents majeurs (Brésil, Inde, Mexique, Russie). Certains secteurs industriels, tels l'industrie automobile, ont été pénalisés par des changements réglementaires (nouvelles normes d'émissions). Ces chocs spécifiques sont restés cantonnés et ont peu pénalisé les secteurs des services ou de la construction.

Au-delà des spécificités, les tensions commerciales sino-américaines (barrières commerciales effectives mais aussi inquiétudes quant aux secteurs et pays susceptibles de constituer de nouvelles cibles) et le climat d'incertitude ont nettement pesé sur les perspectives de demande, l'incitation à investir et, plus généralement, sur le climat des affaires. Dans un environnement économique plus « anxieux », le

ralentissement le plus notable est enregistré par l'investissement productif alors que la consommation des ménages, globalement, résiste.

Les entreprises ont, en effet, révisé à la baisse leurs projets d'investissement et la consommation des ménages en biens durables s'est légèrement infléchi. Confrontées à une demande moins dynamique ou plus incertaine, les entreprises ont fini par ajuster leur production. Plus sensible à l'investissement et à la consommation de biens durables, le commerce mondial s'est encore essoufflé. Les échanges mondiaux de biens et services n'auraient ainsi crû que de 1,1% en 2019, après avoir progressé de 3,6% et de 5,7% en 2018 et 2017, respectivement. Ce fléchissement à près de 1% est également à rapprocher du rythme annuel moyen enregistré entre 2010 et 2018, proche de 5% (3,8% pour le PIB mondial). Cependant, des politiques monétaires très accommodantes et largement préventives (voir ci-après) et des conditions financières favorables ont permis d'amortir le ralentissement et, *in fine*, de contribuer à la résistance du marché du travail. Création d'emplois, augmentation progressive des salaires, inflation toujours contenue, gains de pouvoir d'achat ont soutenu la confiance et les dépenses des ménages.

Une tendance commune à la décélération mais des singularités nationales conditionnées par le degré d'exposition au commerce mondial et au secteur industriel

Aux États-Unis, l'année 2019 s'est achevée sur une croissance trimestrielle annualisée de 2,1%, soutenue par les exportations nettes (contraction des importations) alors que les dépenses de consommation ont ralenti, que les stocks ont pesé sur la croissance et que les investissements en capital fixe des entreprises se sont contractés pour le troisième trimestre consécutif. Sur l'ensemble de l'année, la croissance fléchit de 2,9% à 2,3% mais reste supérieure au rythme potentiel estimé proche de 2%. La demande intérieure en demeure le principal moteur, avec des contributions fortes de la consommation des ménages (1,8 point de pourcentage) et des dépenses publiques (0,4 point) mais en net retrait de l'investissement productif (0,2 point) et négative des échanges extérieurs (-0,2 point). Alors que l'économie est au plein-emploi (avec un taux de chômage à 3,5% fin 2019), l'inflation est restée modérée. L'indice de prédilection de la Réserve Fédérale (indice des prix PCE, *Personal Consumption Expenditures*) a augmenté de 1,4% au quatrième trimestre 2019 (variation trimestrielle annualisée), un rythme inférieur à l'objectif d'inflation de 2%. Après 2,1% en moyenne 2018, l'inflation (PCE) sur l'année atteint 1,4%.

En Chine, aux facteurs de fléchissement lent et naturel de la croissance (tertiarisation, vieillissement, montée de la propension à épargner, repli du rythme des créations d'emplois), sont venus se superposer les pertes d'emplois urbains et le conflit commercial avec les États-Unis. Le rythme de croissance s'est replié en fin d'année portant la croissance moyenne sur 2019 à 6,1%, son plus faible niveau depuis 1990. La consommation privée et publique fournit l'essentiel (60%) de l'expansion, alors que la contribution de l'investissement productif se replie (1,9 point de pourcentage, sa contribution la plus faible depuis 2000) et que celle des échanges extérieurs reste positive (0,7 point).

Au Royaume-Uni, l'année 2019 a, indéniablement, été dominée par la saga du Brexit. Les interminables tractations parlementaires ont conduit à une impasse impliquant trois reports de la date du Brexit (initialement fixée au 31 mars 2019). En cause ? Les divisions importantes au sein du gouvernement minoritaire de Theresa May et l'impopularité de son « backstop » sur la frontière irlandaise. Après la tenue d'élections européennes au mois de mai, à l'occasion desquelles le parti conservateur a essuyé une lourde défaite, Th. May a été contrainte de démissionner du poste de Premier ministre. Son successeur Boris Johnson a renégocié le « backstop » avec l'UE et a réussi à acculer le Labour à des élections générales anticipées mi-décembre. Ces élections se sont soldées par une victoire historique des Conservateurs face à un Labour défavorisé par une politique trop à gauche et anti-business.

Dans un contexte de ralentissement mondial, l'incertitude sur le Brexit a pesé sur la croissance britannique qui s'est aussi montrée plus volatile. Si, grâce à un marché du travail au plein-emploi, la consommation des ménages a résisté, l'investissement privé a particulièrement souffert et enregistré le pire taux de croissance des pays du G7. Sur l'ensemble de l'année 2019, la croissance devrait s'établir à

1,3% en moyenne annuelle, le même chiffre qu'en 2018, grâce à un effet d'acquis favorable « boosté » par un important mouvement de stockage en amont de la première date de sortie du 31 mars 2019.

En zone euro, en 2019, la croissance a tout d'abord déçu puis rassuré. Déçu car le rebond attendu au premier semestre après la récession manufacturière de la fin 2018 n'a pas eu lieu. Rassuré car, à défaut de rebondir, l'activité s'est néanmoins stabilisée au deuxième semestre évitant une spirale « récessionniste ». La résilience de la demande intérieure, consommation privée mais aussi investissement, a limité la contagion de l'industrie au secteur des services. Les créations d'emplois ont certes ralenti mais ont encore permis une baisse du taux de chômage (7,4% fin 2019 après 7,8% fin 2018). L'action préventive de la BCE a été efficace : elle a permis de maintenir des conditions de financement favorables, de limiter l'appréciation de l'euro et, finalement, de soutenir la confiance. L'impulsion budgétaire a été moins significative, mais plus importante que par le passé dans les pays disposant de marges de manœuvre. En-deçà de son rythme potentiel (estimé à 1,3%) et toujours incapable de ranimer l'inflation encore bien inférieure à la cible de la BCE (1,2% et 1% pour, respectivement, l'inflation totale et l'inflation *core*), la croissance du PIB aurait atteint 1,1% (après 1,9% en 2018) : un résultat global recouvrant d'importantes disparités entre pays selon, notamment, leur degré d'exposition au commerce mondial et à l'industrie. Aux performances décevantes de l'Allemagne (0,6%) et de l'Italie (0,2%), plus industrielles et ouvertes, s'oppose ainsi la croissance encore correcte enregistrée par la France (1,2%).

Après 1,7% en 2018, la croissance française a en effet atteint 1,2% grâce à une demande intérieure restée robuste. La consommation des ménages a accéléré (+1,2% en 2019 contre 0,9% en 2018), soutenue par les mesures fiscales de soutien au pouvoir d'achat annoncées suite au mouvement des gilets jaunes et au Grand Débat National du printemps. La faible inflation ainsi que des créations d'emplois très dynamiques ont également participé au dynamisme des gains de pouvoir d'achat (+2,1% sur l'année). Le taux de chômage a ainsi diminué passant de 8,7% en moyenne en 2018 à 8,3% en moyenne en 2019. L'investissement des sociétés non financières est également resté très dynamique et a même accéléré, progressant de 4,1% sur l'année. Les sociétés ont ainsi bénéficié d'un environnement de taux bas mais également d'effets temporaires tels que la bascule du CICE en baisse de charges qui a boosté les profits et soutenu l'investissement (et les créations d'emplois). Après une contribution exceptionnellement positive à la croissance en 2018, le commerce extérieur a contribué négativement à la croissance en 2019. En effet, alors que le dynamisme de la demande intérieure a soutenu les importations, les exportations ont subi les incertitudes internationales et la crise du secteur manufacturier, en particulier en Europe.

La mise en œuvre de politiques monétaires accommodantes propices à une baisse des taux d'intérêt a permis d'amortir le ralentissement économique tout en permettant aux marchés d'actions d'afficher de belles performances

Dans un contexte d'inflation faible, les banques centrales ont réagi de manière agressive et largement préventive au repli de l'activité. Les principales banques centrales des pays avancés (dont la Réserve fédérale américaine et la Banque centrale européenne, BCE) mais aussi celles des grands marchés émergents ont baissé leurs taux d'intérêt directeurs.

La Réserve Fédérale a procédé à trois baisses préventives du taux des Fed Funds de juillet à octobre (-75 points de base – pb – portant le taux à 1,75%). En septembre, à la suite d'une révision à la baisse des prévisions de croissance assorties d'un aléa baissier en raison d'un degré élevé d'incertitude, d'une inflation « dangereusement » basse et d'un décrochage des anticipations de marchés, la BCE a de nouveau mobilisé tous ses outils d'assouplissement monétaire : *Forward Guidance* (les taux qui vont rester à leur niveau actuel voire à des niveaux inférieurs tant que l'inflation ne convergera pas « fermement » vers sa cible), baisse du taux de dépôt à -0,5%, introduction d'un système par palier (*tiering*) pour soulager les banques. La BCE a également réactivé son programme d'achats d'obligations (*Quantitative Easing*) au rythme mensuel de 20 milliards d'euros à partir du 1^{er} novembre pour une durée indéterminée et assoupli les conditions des TLTRO III.

Outre l'accommodation monétaire, l'année 2019 s'est conclue sur l'espoir d'un accord commercial entre les États-Unis et la Chine se traduisant par une envolée des marchés boursiers aux dépens des actifs les plus sûrs. Les taux des titres d'État américains et allemands à 10 ans se sont brutalement tendus pour terminer l'année à 1,90% et -0,20% alors que les actions profitaient évidemment de l'enthousiasme ambiant. La progression annuelle des marchés les plus représentatifs atteint près de 15% (MSCI, marchés émergents) et culmine à 29% (S&P 500).

Aussi abruptes qu'aient été les remontées des taux américains et allemands fin 2019, leurs baisses respectives n'en ont pas moins atteint près de 75 et 40 points de base (pb) sur l'année écoulée du fait de politiques monétaires préventivement très accommodantes mais qui ne parviennent pas à réactiver l'inflation : la croissance sera restée décente voire soutenue pour une inflation faible. La politique de la BCE aura échoué à faire accélérer l'inflation, remonter les taux d'intérêt et la pente de la courbe. Le succès est en revanche manifeste s'il peut être jugé à l'aune du resserrement des primes de risque des pays dits « périphériques » dont l'Espagne et l'Italie fournissent de belles illustrations. Leurs spreads contre Bund se sont contractés de, respectivement, 50 et 90 pb à 65 et 160 pb alors que la prime française (à 30 pb fin 2019) s'est repliée de 15 pb.

3.1.2 Environnement local et positionnement de la CR sur son marché

La Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées regroupe les quatre départements de l'Aveyron, du Lot, du Tarn et du Tarn-et-Garonne, quatre départements avec une forte typicité.

Sur ce territoire, il n'y a pas de grande métropole mais une démographie très dynamique sur le croissant Toulousain avec des flux migratoires favorables. Ailleurs, nous pouvons noter une démographie hétérogène dans les départements à dominante rurale et une population stable de 1,1 million d'habitants sur un vaste territoire.

Le territoire de la Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées est dynamique sur un plan économique, reconnu pour l'excellence de ses savoir-faire avec deux piliers forts :

- **L'agriculture/l'agro-alimentaire**. Une activité diversifiée sur de nombreuses filières, performante et qui met l'accent sur les labels : Vin AOC Gaillac Cahors Marcillac, AOC Rocamadour, AOC Roquefort, Label rouge veau d'Aveyron et du Ségala, Ail rose de Lautrec (Label Rouge et IGP), le raisin Chasselas de Moissac (AOP) ...Une agriculture raisonnée, agriculture de proximité et de circuits courts. L'accent est tout particulièrement porté sur l'agriculture biologique. L'Occitanie est la 1ère région bio en nombre d'exploitations.
- **L'aéronautique** (plus de 80 000 emplois sur la région). Avec la mécanique vallée autour de Figeac, Capdenac jusqu'à Brive où se trouvent de nombreux sous-traitants des grands constructeurs (Ratier Figeac, Figeac Aéro, SERMATI...).

Parmi les autres secteurs importants de notre territoire, on trouve l'industrie pharmaceutique, les Métiers de l'artisanat ainsi que la filière touristique.

Une caractéristique majeure de ce territoire c'est son tissu de PME. Le territoire de la Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées dispose de nombreuses PME qui contribuent de façon dynamique à la performance économique de la région.

Les défis de demain concernant le territoire de la Caisse régionale passeront par un développement des transports (TGV // autoroutes), une dynamisation de l'accès au numérique (fibre optique) ainsi que par l'attractivité démographique.

La Caisse régionale finance près de la moitié de l'économie des quatre départements. En 2019 l'activité a augmenté de manière significative tant sur la collecte que sur les crédits tirée par une embellie économique réelle sur la plupart des secteurs d'activité. La Part de marché commerciale

clients est de 47,43 % (un ménage sur deux), a part de marché Crédit s'établit à 49.6% (à fin novembre 2019) contre 49.4%(novembre 2018) et la part de marché Collecte s'établit à 43.1% (à fin novembre 2019) contre 43.2%(novembre 2018)

En 2019, 33 341 nouveaux clients ont rejoint le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées.

3.1.3 Activité de la Caisse Régionale au cours de l'exercice

Le fonds de commerce

La Caisse régionale a pour ambition le développement durable et rentable de son fonds de commerce dans un contexte de banque 100% humaine et 100 % digitale.

Avec 33 481 nouvelles Entrées en Relation, la Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées a concrétisé son attractivité sur tous les marchés : jeunes, actifs, professionnels et entreprises.

En lien avec son engagement mutualiste, le nombre de sociétaires ayant rejoint les caisses locales de la Caisse régionale a progressé de 2.8%.

La collecte

La collecte progresse de + 5.2 % sur un an pour dépasser la barre des 22Md€ (22,4 Md€), avec une évolution marquée des liquidités (DAV +9%) et de l'épargne réglementée (+ 3.8 %/ 2018). Les Valeurs Mobilières évoluent de 7,7%.

La Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées reste leader sur son territoire avec une part de marché de 43,1 % à fin novembre 2019 (source BDF).

Le crédit

Avec 13.5 Md€ l'encours augmente de + 6,6 % sur 2019.

La Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées reste leader sur son territoire avec une part de marché globale de 49,6% à fin novembre 2019 [source BDF].

Avec 1,3 Mds€ de réalisations soutenant l'investissement local, l'encours des crédits à l'équipement évolue de 4,7%.

La Caisse régionale a continué d'accompagner la filière agricole avec l'octroi de 311 M€ de crédits équipement.

Dans un contexte de baisse des taux et de vive concurrence, les réalisations habitat s'établissent à 1 368 M€.

Sur le marché des particuliers, les crédits à la consommation ont connu une nette évolution, avec 227 M€ de réalisations, l'encours progresse de 7,7 %.

Les assurances de biens et de personnes

La Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées poursuit son développement dans la vente de produits d'assurances.

L'assurance Prévoyance (Prévoyance décès, Dépendance, Obsèque, GAV ...) connaît une croissance avec près de 179 000 contrats en stock (+1.4% /2018). (Source CA.sa) quand le portefeuille assurance IARD (329 000 contrats) progresse de 3,4%.

Les produits et services

A fin 2019, la Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées présente plus de 300.000 titulaires de comptes services, dont 277 756 (décembre 2019) sur le marché des particuliers.

En complémentarité avec son réseau d'agences, le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées a poursuivi,

en 2018, le développement des canaux et des offres répondant aux aspirations des clients désireux de communiquer et d'échanger avec leur banque où ils le veulent et quand ils le veulent, dans des conditions de sécurité garanties.

Les visites sur le site internet www.ca-nmp.fr représentent 33 millions de connexions. Ce site traite 84 % des virements réalisés par internet et près de 99.5 % des ordres de bourse.

Les communications via SMS s'élèvent à 3.3 millions et l'envoi de relevé électronique concerne plus de 543 000 plis. En 2019, le renforcement de l'usage de la tablette en agence a permis la signature électronique de contrats qui couvre aujourd'hui plus de 90 % des actes éligibles.

Concernant Ma Banque, le nombre de profils actifs dépasse 119 000 au 02 janvier 2020.

3.1.4 Les faits marquants

Lors de l'exercice 2019, la Caisse régionale a connu les faits marquants suivant :

- Entrée en vigueur de la norme IFRS 16
- Entrée dans le périmètre de consolidation de NMP Développement
- Opération de titrisation : cession le 23/05/2019 de 3046 créances pour un CRD de 275M€
- Sortie du périmètre de consolidation de Mérico suite à cession
- Remboursement anticipé d'avances globales pour 300,7M€ au cours de l'exercice 2019 ce qui a généré 15,5 M€ de soultes
- Provision Epargne Logement : Dotation de 9,5M€

3.2 Analyse des comptes consolidés

3.2.1 Présentation du groupe de la Caisse Régionale

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées présente des comptes consolidés en appliquant les normes de consolidation prévues dans le référentiel international.

En accord avec les autorités de régulation française, le Crédit Agricole a défini une société-mère conventionnelle régionale constitué de la Caisse Régionale et des Caisses locales qui lui sont affiliées.

Le périmètre de consolidation du Groupe Crédit Nord Midi-Pyrénées a évolué au cours de l'année 2019 :

- NMP Développement, société de capital-risque, détenue à 100% par la Caisse régionale, a été intégrée dans le périmètre de consolidation.

Le Groupe est donc constitué de :

- La Caisse Régionale de Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées
- 66 Caisses Locales de Crédit Agricole affiliées à la Caisse Régionale
- NMP Développement et Inforsud Gestion
- Les Fonds dédiés Force 4 et NMP Gestion
- Les FCT CA Habitat 2015, 2017, 2018 & 2019, issues des opérations de titrisation des créances habitat des Caisses Régionales du groupe Crédit Agricole réalisées en Octobre 2015, Février 2017, Avril 2018 et Mai 2019.

- Ces sociétés sont toutes consolidées selon la méthode de l'Intégration Globale.

3.2.2 Contribution des entités du groupe de la Caisse Régionale

<i>En milliers d'€</i>	Contribution au PNB consolidé du groupe de la CR	Contribution au résultat Brut d'exploitation consolidé du groupe de la CR	Contribution au résultat net consolidé du groupe de la CR
Caisse régionale	410 970	167 816	123 686
Caisses locales	2 084	1 835	1 435
FCT Crédit Agricole Habitat	-1 272	-1 272	-1 658
Fonds dédiés	9 113	8 857	6 564
NMP Développement	380	350	350
Inforsud Gestion	61 028	493	-5 657

- Le contexte favorable sur les marchés financiers permet une forte croissance sur l'exercice, des gains sur les instruments financiers à la juste valeur par résultat, aussi bien sur l'entité Caisse régionale que sur les fonds dédiés.
- En revanche, la contribution d'Inforsud Gestion au résultat consolidé est fortement grevée par la moins-value comptabilisée lors de la cession de sa filiale Merico.

3.2.3 Résultat consolidé

Montant en K€	2018	2019	Variations	
			Montants	%
PNB	454 675	482 303	27 628	6,1%
Charges générales d'exploitation	-286 806	-284 566	2 240	-0,8%
Résultat brut d'exploitation	150 455	178 079	27 624	18,4%
Coût du risque	-13 332	-3 899	9 433	-70,8%
Résultat d'Exploitation	137 123	174 180	37 057	27,0%
Résultat avant impôt	136 484	168 952	32 468	23,8%
Impôt sur les bénéfices	-39 625	-44 292	-4 667	11,8%
Résultat net	96 859	124 660	27 801	28,7%
Résultat net part du groupe	96 652	124 720	28 068	29,0%

Evolution du **PNB** :

- La marge nette d'intermédiation globale (MIG) s'inscrit en diminution sous l'effet de la baisse des taux

- Les commissions, en hausse, viennent compenser partiellement cette tendance constatée sur la MIG.
- Les gains sur instruments financiers à la JV par résultat sont en nette hausse sous l'effet favorable du contexte sur les marchés financiers. Les gains sur instruments comptabilisés à la juste valeur en capitaux propres progressent également consécutivement à l'augmentation des dividendes des participations SAS Rue La Boétie, SACAM Développement et SACAM Mutualisation, mais aussi du dividende de Grand Sud-Ouest Capital versé sur l'exercice 2019.

Les **charges générales d'exploitation** sont en baisse au cours de l'exercice mais sont compensées par des dotations aux amortissements en hausse dans le cadre du projet de modernisation des agences.

Le **coût du risque** est en nette baisse sur l'exercice en dépit d'une politique de provisionnement qui demeure toujours très prudente (taux de provisionnement affectées >81%). Les encours en défaut sont en baisse.

3.2.4 Bilan consolidé et variations des capitaux propres

Bilan ACTIF (en milliers d'euros)	31/12/19	31/12/18	Variation	
			Montants	%
Caisse, banques centrales	101 909	97 098	4 811	4,95%
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	366 462	537 499	-171 037	-31,82%
<i>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</i>	11 744	17 219	-5 475	-31,80%
<i>Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat</i>	354 718	520 280	-165 562	-31,82%
Instruments dérivés de couverture	77 888	79 483	-1 595	-2,01%
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	1 784 669	1 706 020	78 649	4,61%
<i>Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables</i>	164 328	160 291	4 037	2,52%
<i>Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables</i>	1 620 341	1 545 729	74 612	4,83%
Actifs financiers au coût amorti	14 976 190	14 114 061	862 129	6,11%
<i>Prêts et créances sur les établissements de crédit</i>	888 464	855 888	32 576	3,81%
<i>Prêts et créances sur la clientèle</i>	13 256 709	12 412 651	844 058	6,80%
<i>Titres de dettes</i>	831 017	845 522	-14 505	-1,72%
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	5 189	5 580	-391	-7,01%
Actifs d'impôts courants et différés (1)	34 619	38 372	-3 753	-9,78%
Comptes de régularisation et actifs divers	300 865	274 055	26 810	9,78%
Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées			0	
Participation dans les entreprises mises en équivalence			0	
Immeubles de placement	5 359	5 035	324	6,43%
Immobilisations corporelles	132 910	126 513	6 397	5,06%
Immobilisations incorporelles	466	238	228	95,80%
Ecarts d'acquisition			0	
TOTAL DE L'ACTIF	17 786 526	16 983 954	802 572	4,73%

Bilan PASSIF (en milliers d'euros)	31/12/19	31/12/18	Variation	
			Montants	%
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	12 214	16 738	-4 524	-27,03%
<i>Passifs financiers détenus à des fins de transaction</i>	12 214	16 738	-	-
<i>Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</i>			-4 524	27,03%
Instruments dérivés de couverture	68 182	57 124	11 058	19,36%
Passifs financiers au coût amorti	14 097 484	13 516 939	580 545	4,29%
<i>Dettes envers les établissements de crédit</i>	8 525 593	8 329 304	196 289	2,36%
<i>Dettes envers la clientèle</i>	5 535 470	5 147 450	388 020	7,54%
<i>Dettes représentées par un titre</i>	36 421	40 185	-	-
			-3 764	9,37%
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	67 508	70 904	-3 396	-4,79%
Passifs d'impôts courants et différés	808	402	406	101,00%
Comptes de régularisation et passifs divers	322 075	315 986	6 089	1,93%
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées			-	-
Provisions	92 152	84 007	8 145	9,70%
Dettes subordonnées			-	-
Total dettes	14 660 423	14 062 100	598 323	4,25%
Capitaux propres	3 126 103	2 921 854	204 249	6,99%
Capitaux propres part du Groupe	3 121 286	2 916 977	204 309	7,00%
Capital et réserves liées	916 260	910 232	6 028	0,66%
Réserves consolidées	1 766 540	1 675 645	90 895	5,42%
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	313 766	234 448	79 318	33,83%
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur activités abandonnées				
Résultat de l'exercice	124 720	96 652	28 068	29,04%
Participations ne donnant pas le contrôle	4 817	4 877	-	-
			60	-1,23%
TOTAL DU PASSIF	17 786 526	16 983 954	802 572	4,73%

Le total bilan s'élève à 17,8Md€, en progression de 4,73% sur l'exercice.

Actif :

- Les prêts et créances sur la clientèle sont en augmentation sur l'exercice. Les encours « Bucket 1 » représentent environ 92% des encours globaux de crédit. Les provisions affectées s'élèvent à 223M€ soit un taux de provisionnement supérieur à 81%. Les provisions non affectées s'inscrivent en légère diminution sur l'exercice à 137M€.
- Les actifs financiers à la Juste Valeur par résultat sont en diminution sensible. Les encours d'OPCVM souscrits sur la période sont en baisse mais ont été compensés par une variation positive de la juste valeur.
- Les actifs financiers à la JV par capitaux propres recyclables et non recyclables s'inscrivent en forte hausse, sous l'effet principal de l'augmentation de la juste valeur des participations SAS Rue La Boétie et SACAM Mutualisation.

Passif :

- Les dettes envers la clientèle : accroissement des encours des DAV de la clientèle

- Les dettes envers les établissements de crédit : augmentation des encours d'emprunts en blanc sur l'exercice compensée par le non renouvellement des opérations de repo/reverse repo
- Les capitaux propres sont en augmentation sur l'exercice sous l'effet combiné de :
 - L'intégration du résultat N-1 aux réserves
 - L'augmentation de la juste valeur des titres de participation comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres
 - L'augmentation significative du résultat de certaines entités du périmètre consolidés, en particulier la Caisse régionale et le fonds dédié NMP Gestion.

3.2.5 Activité et résultat des filiales

Le fonds dédié NMP Gestion fait apparaître un résultat en nette hausse sous l'effet du contexte favorable des marchés financiers.

Inforsud Gestion connaît en revanche un exercice dont le résultat a été grevé par la cession de sa filiale Mérico. Une moins-value de cession dépassant 5M€ a été comptabilisée dans les comptes d'Inforsud Gestion.

Tableau de présentation de l'endettement des entités consolidées (hors Caisse régionale et STT)

(Données sociales en K€)

Filiales	Total des dettes (A)	Dont dettes contractualisées avec une entité consolidée (groupe Caisse régionale)	Capitaux Propres (B)	Taux d'endettement (A) / (B)
Caisses locales	544	-	278 402	0%
Fonds dédiés	18 884	-	318 205	6%
NMP Développement	306	-	15 117	2%
Inforsud Gestion	20 981	1 377	23 962	88%

3.3 Analyse des comptes individuels

3.3.1 Résultat financier sur base individuelle

Montant en K€	2018	2019	Variations	
			Montants	%
PNB	425 064	404 388	-20 676	-4,9%
Charges générales d'exploitation	-227 220	-226 735	485	-0,2%
Résultat brut d'exploitation	183 074	160 898	-22 176	-12,1%
Coût du risque	-12 501	-3 722	8 779	-70,2%
Résultat d'Exploitation	170 573	157 176	-13 397	-7,9%
Résultat avant impôt	171 638	159 700	-11 938	-7,0%
Impôt sur les bénéfices	-45 211	-46 729	-1 518	3,4%
Résultat net	102 227	103 472	1 245	1,2%

Dans un contexte fortement marqué par la poursuite de la baisse des taux intérêts le PNB atteint 404 Millions d'€ en diminution de près de 5 %.

Celle-ci provient essentiellement d'une baisse significative de la marge d'intérêts globale. L'augmentation des volumes compense partiellement l'effet dépressif lié à la baisse des taux.

L'augmentation des Commissions se poursuit. Celles-ci progressent de 3,0 % et représentent désormais 45 % du PNB total. Cette hausse résulte de l'augmentation des produits liés aux assurances et également des commissions sur collecte tiers.

Par ailleurs le PNB sur activité de portefeuille progresse sous l'effet de l'augmentation des dividendes des participations de la Caisse régionale.

Les charges sont toujours contenues en progression de 0,6 % avec une légère progression (1 %) des rémunérations et une augmentation forte des amortissements liés aux nouvelles agences.

Les risques évoluent très favorablement avec une diminution des CDL. Le taux de couverture des risques nés se maintient à un niveau élevé (81%).

Le résultat sur actifs immobilisés progresse consécutivement aux plus-values externalisées lors de la cession partielle d'une participation, et malgré la comptabilisation d'une dotation de provisions de 1,8 Millions d'€ sur SACAM International.

Une dotation de 9,5 Millions d'€ au FRBG est comptabilisée, portant le stock à environ 191 Millions d'€.

3.3.2 Bilan et variations des capitaux propres sur base individuelle

BILAN ACTIF (en milliers d'euros)	2019	2018	Variations	
			K€	%
Opérations interbancaires et assimilées	433 697	520 703	-87 006	-16,70%
Opérations internes au Crédit Agricole	878 845	759 945	118 900	15,60%
Opérations avec la clientèle	12 742 816	12 174 814	568 002	4,70%
Opérations sur titres	1 524 807	1 448 309	76 498	5,30%
Valeurs immobilisées	1 467 299	1 460 647	6 652	0,50%
Capital souscrit non versé				
Actions propres				
Comptes de régularisation et actifs divers	302 335	287 492	14 843	5,20%
TOTAL DE L'ACTIF	17 349 800	16 651 909	697 891	4,20%

BILAN PASSIF (en milliers d'euros)	2019	2018	Variations	
			K€	%
Opérations interbancaires et assimilées	36 605	130 697	-94 092	-71,99%
Opérations internes au Crédit Agricole	8 609 702	8 330 229	279 473	3,40%
Comptes créditeurs de la clientèle	5 545 054	5 151 524	393 531	7,60%
Dettes représentées par un titre				
Comptes de régularisation et passifs divers	309 006	304 634	4 372	1,40%
Provisions et dettes subordonnées	421 134	410 016	11 118	2,70%
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	190 948	181 448	9 500	5,20%
Capitaux propres hors FRBG	2 237 350	2 143 361	93 989	4,40%
TOTAL DU PASSIF	17 349 800	16 651 909	697 891	4,20%

Les principales variations des postes du bilan sont :

- **Les ressources :**
 - Opérations interbancaires : les opérations de repo/reverse repo n'ont pas été renouvelées en fin d'exercice
 - Opérations internes CA : augmentation des encours d'emprunts en blanc sur l'exercice
 - Opérations avec la clientèle : accroissement des encours des DAV de la clientèle
 - FRBG : dotation de 9,5M€ sur l'exercice
 - Capitaux propres : affectation du résultat 2018 dans les réserves
- **Les emplois :**
 - Opérations interbancaires : les opérations de repo/reverse repo n'ont pas été renouvelées en fin d'exercice
 - Opérations internes CA : hausse des dépôts auprès de CASA pour constituer des réserves LCR en lien avec le tiering mis en place par la BCE
 - Opérations avec la clientèle : accroissement des encours de crédit
 - Dettes représentées par un titre : auto souscription des titres dans le cadre de la titrisation compensée par une diminution des encours souscrits sur le portefeuille de placement

3.3.3 Hors Bilan sur base individuelle

(en milliers d'euros)	2019	2018	Variations	
			K€	%
Engagements donnés	1 868 013	1 678 469	189 544	11,30%
Engagement de financement	1 369 092	1 178 781	190 311	16,10%
Engagement de garantie	498 141	496 515	1 626	0,30%
Engagements sur titres	780	3 173	-2 393	-75,40%

(en milliers d'euros)	2019	2018	Variations	
			K€	%
Engagements reçus	3 083 719	3 052 679	31 040	1,00%
Engagement de financement	38 151	18 151	20 000	110,20%
Engagement de garantie	3 044 788	3 031 355	13 433	0,40%
Engagements sur titres	780	3 173	-2 393	-75,40%

Les principales variations des postes du hors bilan portent sur :

- La comptabilisation de l'engagement de rembourser par anticipation un prêt contracté auprès de CASA pour 130M€
- L'accroissement des encours de prêts accordés non encore réalisés dans une tendance similaire à celle de la production de crédit de la Caisse régionale
- La comptabilisation d'un engagement reçu de 20M€ pour en emprunt en blanc dont la date de départ est en janvier 2020

3.4 Capital social et sa rémunération

Le capital social de la Caisse régionale est stable sur l'exercice.

3.4.1 Les parts sociales

(en euros)	Intérêts aux parts	Montant global
EXERCICE 2018	0,29	1 825 817,76
EXERCICE 2017	0,23	1 451 291,04
EXERCICE 2016	0,20	1 264 027,68

3.4.2 Les Certificats coopératifs d'associé

(en euros)	Dividende unitaire	Montant global
EXERCICE 2018	3,68	7 657 034,88
EXERCICE 2017	3,53	7 344 927,48
EXERCICE 2016	3,51	7 303 313,16

3.5 Autres filiales et participations

3.5.1 Filiales non consolidées

Noms des filiales	Valeur d'acquisition (en K€)	Capital détenu (en %)
NMP IMMO	200	100%
NMP PATRIMONIAL	100	100%
CASEG	69	99%
SCI NMP VANEAU	0	100%
SCI NMP CHASSELOUP	0	100%

3.5.2 Participations

- Les participations significatives sont les suivantes :

Noms des participations	Valeur d'acquisition (en K€)	Capital détenu (en %)
SAS BOETIE	651 858	3%
SACAM MUTUALISATION	552 019	3%
SACAM_ INTERNATIONAL	30 194	3%
SACAM_ DEVELOPPEMENT	24 597	3%
G.S.O.C	8 489	12%

Les principaux mouvements enregistrés pour l'année sur les titres de participation sont les suivants :

En milliers d'euros	Taux de détention avant l'acquisition	Acquisitions	Taux de détention après l'acquisition	Activités
G.S.O.C	12%	1093	12%	Capital développement
SACAM_ FIRECA	3%	1084	3%	Capital innovation

Les cessions significatives enregistrées sur l'année sont les suivantes :

- Sopra Steria : 2,2M€ (valeur d'achat)
- Axway software : 1,4M€ (valeur d'achat)

3.6 Tableau des cinq derniers exercices

	2015	2016	2017	2018	2019
1- Situation Financière (en milliers d'euros)					
Capital social	124 843	124 843	124 843	124 843	124 843
Nbre de parts sociales	6 242 112	6 242 112	6 242 112	6 242 112	6 242 112
Nbre de CCI	-	-	-	-	-
Nbre de CCA	2 080 716	2 080 716	2 080 716	2 080 716	2 080 716
2- Résultat global des opérations (en milliers d'euros)					
Produit Net Bancaire	425 211	398 790	379 313	425 064	404 388
Résultat Brut d'exploitation	203 753	171 596	151 059	183 074	160 898
Impôt sur les bénéfices	-65 178	-44 201	-21 877	-45 211	-46 729
Bénéfice après impôt, amortissement et provisions	99 018	97 518	98 084	102 227	103 472
Bénéfices distribués	8 409	8 567	8 796	9 483	9 566
3- Résultat des opérations réduit à 1 titres (en €)					
Résultat Brut d'exploitation après impôt avant amortissements	16,65	15,31	15,52	16,56	13,72
Bénéfice après impôt, amortissement et provisions	11,90	11,72	11,78	12,28	12,43
Intérêt net versé à chaque Part Sociale	0,16	0,20	0,23	0,29	0,29
Dividende Net versé à chaque Certificat Coopératif d'investissement	-	-	-	-	-
Dividende Net versé à chaque Certificat Coopératif d'associé	3,56	3,51	3,53	3,68	3,73
4- Personnel					
Effectif moyen des salariés employés durant l'exercice	2 124	2 119	2 133	2 131	2 117
Montant de la masse salariale de l'exercice	111 566	114 921	119 569	120 466	119 168
Montant versé au titre des charges sociales et assimilées de l'exercice	42 550	43 739	47 204	47 506	45 028

3.7 Evénements postérieurs à la clôture et perspectives pour le groupe CR

Crédit Agricole S.A. démantèlera le 2 mars 2020 35% du mécanisme de garantie « Switch » mis en place entre les Caisses régionales et Crédit Agricole S.A, soit moins d'un an après la publication de son nouveau Plan Moyen Terme, à l'occasion duquel il avait pris l'engagement de démanteler la moitié de cette garantie d'ici 2022.

Le mécanisme de garantie « Switch » correspond à un transfert vers les Caisses régionales d'une partie des exigences prudentielles s'appliquant à Crédit Agricole S.A. au titre de ses activités d'assurances contre une rémunération fixe.

3.8 Informations diverses

3.8.1 Informations sur les délais de paiement

L'article L. 441-6-1 du Code de commerce impose aux sociétés dont les comptes annuels sont certifiés par un Commissaire aux comptes de publier dans leur rapport de gestion le solde des dettes à l'égard des fournisseurs par date d'échéance suivant les modalités du décret n° 2008-1492 article D. 441-4.

Ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes.

*Factures reçues et émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu
(tableau prévu au I de l'article D. 441-4)*

	Article D.441 I.-1° : Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						Article D.441 I.-1° : Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					
	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	TOTAL (1 jour et plus)	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	TOTAL (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement												
Nombre cumulé de factures concernées		233	14	4	14	265		19	7	9	7	42
Montant cumulé en K€ des factures concernées TTC		481	4	45	63	593		239	130	83	165	617
Pourcentage du montant total TTC des factures reçues dans l'année		81,1%	0,7%	7,6%	10,6%	100,0%						
Pourcentage du montant total TTC des factures émises dans l'année								38,7%	21,1%	13,5%	26,7%	100,0%
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	Délais contractuels : Délais légaux : 30 jours						Délais contractuels : Délais légaux : 30 jours					

Les montants publiés sont mentionnés en TTC.

Factures reçues et émises ayant connu un retard de paiement au cours de l'exercice (tableau prévu au II de l'article D. 441-4)

	Article D.441 I.-1° : Factures reçues ayant connu un retard de paiement au cours de l'exercice						Article D.441 I.-1° : Factures émises ayant connu un retard de paiement au cours de l'exercice					
	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	TOTAL (1 jour et plus)	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	TOTAL (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement												
Nombre cumulé de factures concernées	16864	3849	881	306	418	5454	370					1
Montant cumulé en K€ des factures concernées TTC	77864	29596	6550	1775	3618	41539	10177	5				5
Pourcentage du montant total TTC des factures reçues dans l'année	65,2%	24,8%	5,5%	1,5%	3,0%	34,8%						
Pourcentage du montant total TTC des factures émises dans l'année							99,95%	0,05%	0,00%	0,00%	0,00%	0,05%
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	Délais contractuels : Délais légaux : 30 jours						Délais contractuels : Délais légaux : 30 jours					

Les montants publiés sont mentionnés en TTC.

3.8.2 Informations relatives aux comptes inactifs

ETAT AU 10 JANVIER 2020

Nombre de comptes inactifs	Montant des avoirs sur comptes inactifs	Nombre de comptes transférés à la CDC	Montant transféré à la CDC
10 892	10 022 284,79	716	946 358,38

3.8.3 Charges non fiscalement déductibles

Pour se conformer à la législation, nous vous informons que les dépenses, comptabilisées dans les comptes sociaux, non déductibles au titre de l'article 39-4 du Code Général des Impôts s'élèvent à 48 105,89 milliers d'euros.

4 Facteurs de risques et informations prudentielles

4.1 Informations prudentielles

4.1.1 Composition et pilotage du capital

Le règlement (UE) n° 575/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 (*Capital Requirements Regulation*, dit « CRR ») tel que modifié par CRR n° 2019/876 (dit « CRR 2 ») impose aux établissements assujettis (incluant notamment les établissements de crédit et les entreprises d'investissement) de publier des informations quantitatives et qualitatives relatives à leur activité de gestion des risques. Le dispositif de gestion des risques et le niveau d'exposition aux risques de la Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées sont décrits dans la présente partie et dans la partie « Gestion des risques ».

Les accords de Bâle 3 s'organisent autour de trois piliers :

le **Pilier 1** détermine les exigences minimales d'adéquation des fonds propres et le niveau des ratios conformément au cadre réglementaire en vigueur ;

le **Pilier 2** complète l'approche réglementaire avec la quantification d'une exigence de capital couvrant les risques majeurs auxquels est exposée la banque, sur la base de méthodologies qui lui sont propres (cf. partie 1.7.4 : « Adéquation du capital économique ») ;

le **Pilier 3** instaure des normes en matière de communication financière à destination du marché ; cette dernière doit détailler les composantes des fonds propres réglementaires et l'évaluation des risques, tant au plan de la réglementation appliquée que de l'activité de la période.

Le pilotage de la solvabilité vise principalement à évaluer les fonds propres et à vérifier qu'ils sont suffisants pour couvrir les risques auxquels la Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées est, ou pourrait être exposée compte tenu de ses activités.

Les ratios de solvabilité font partie intégrante du dispositif d'appétence au risque appliqué au sein de la Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées (décrit dans le chapitre « Facteurs de risque »).

4.1.2 Cadre réglementaire applicable

Renforçant le dispositif prudentiel, les accords de Bâle 3 ont conduit à un rehaussement de la qualité et du niveau des fonds propres réglementaires requis et ont introduit la prise en compte de nouveaux risques dans le dispositif prudentiel.

En complément, un cadre réglementaire spécifique, permettant une alternative à la mise en faillite des banques a été instauré suite à la crise financière de 2008.

Les textes concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement ont été publiés au Journal officiel de l'Union européenne le 26 juin 2013. Ils comprennent la directive 2013/36/EU (*Capital Requirements Directive*, dite CRD 4), et le règlement 575/2013 (*Capital Requirements Regulation*, dit CRR) et sont entrés en application le 1er

janvier 2014, conformément aux dispositions transitoires prévues par les textes.

La directive 2014/59/EU, « Redressement et résolution des banques » ou Bank Recovery and Resolution Directive (dite BRRD), a été publiée le 12 juin 2014 et est appliquée depuis le 1er janvier 2015. Le règlement européen “Mécanisme de Résolution Unique” ou *Single Resolution Mechanism Regulation* (dit SRMR, règlement 806/2014) a été publié le 30 Juillet 2014 et est entré en vigueur le 1er janvier 2016, conformément aux dispositions transitoires prévues par les textes.

Le 7 juin 2019, quatre textes constituant le paquet bancaire ont été publiés au Journal officiel de l’Union européenne pour application progressive d’ici fin juin 2021 :

BRRD 2 : Directive (UE) 2019/879 du Parlement européen et du Conseil du 20 Mai 2019 modifiant la Directive 2014/59/EU ;

SRMR 2 : Règlement (UE) 2019/877 du Parlement européen et du Conseil du 20 Mai 2019 modifiant le règlement (UE) No 806/2014 ;

CRD 5 : Directive (UE) 2019/878 du Parlement européen et du Conseil du 20 Mai 2019 modifiant la Directive 2013/36/EU ;

CRR 2 : Règlement (UE) 2019/876 du Parlement européen et du Conseil du 20 Mai 2019 modifiant le Règlement (UE) No 575/2013.

Les directives BRRD 2 et CRD 5 seront transposées en droit français. Les règlements SRMR 2 et CRR 2 sont entrés en vigueur 20 jours après leur publication, soit le 27 juin 2019 (toutes les dispositions n’étant toutefois pas d’application immédiate).

Dans le régime CRR 2/CRD 4 (et dans l’attente de la transposition de CRD 5), quatre niveaux d’exigences de fonds propres sont calculés :

le ratio de fonds propres de base de catégorie 1 ou ratio *Common Equity Tier 1* (CET1) ;

le ratio de fonds propres de catégorie 1 ou ratio *Tier 1* ;

le ratio de fonds propres globaux ;

le ratio de levier.

Le calcul de ces ratios est phasé de façon à gérer progressivement :

la transition entre les règles de calcul Bâle 2 et celles de Bâle 3 (les dispositions transitoires ont été appliquées aux fonds propres jusqu’au 1er janvier 2018 et s’appliquent aux instruments de dette hybride jusqu’au 1er janvier 2022) ;

les critères d’éligibilité définis par CRR 2 (jusqu’au 28 juin 2025).

Les ratios sont également en vision non phasée comme si les nouvelles dispositions réglementaires étaient d’application immédiate.

Les exigences applicables à la Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées sont respectées.

4.1.3 Supervision et périmètre prudentiel

Les établissements de crédit et certaines activités d'investissement agréés visés à l'annexe 1 de la directive 2004/39/CE sont assujettis aux ratios de solvabilité, de résolution et de grands risques sur base individuelle ou, le cas échéant, sous-consolidée.

L'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) a accepté que certaines entités du Groupe puissent bénéficier de l'exemption à titre individuel ou, le cas échéant, sur base sous-consolidée dans les conditions prévues par l'article 7 du règlement CRR. Dans ce cadre, la Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées a été exemptée par l'ACPR de l'assujettissement sur base individuelle.

Le passage sous supervision unique le 4 novembre 2014 par la Banque centrale européenne n'a pas remis en cause les exemptions individuelles accordées précédemment par l'ACPR.

4.1.4 Politique de capital

Lors de la journée Investisseurs du 6 juin 2019, le Groupe Crédit Agricole a dévoilé sa trajectoire financière pour le plan à moyen terme 2022. Des objectifs en termes de résultat et de ressources rares ont été précisés à cette occasion.

Groupe Crédit Agricole

Le groupe Crédit Agricole vise à rester parmi les établissements d'importance systémique mondiale les plus capitalisés en Europe en atteignant et conservant un ratio CET1 supérieur à 16% à horizon 2022. Cet objectif sera réalisé grâce à la conservation de plus de 80% de ses résultats, portant ses fonds propres de base de catégorie I (CET1) à 100 milliards d'euros d'ici fin 2022.

Le groupe Crédit Agricole se donne comme cible d'atteindre un niveau de ratio MREL subordonné (hors dette senior préférée) de 24% à 25% des emplois pondérés d'ici fin 2022, et de garder un niveau de ratio MREL subordonné d'au moins 8% du TLOF.

L'atteinte de ces deux objectifs permettra de confirmer la robustesse et la solidité financière du groupe Crédit Agricole, confortant ainsi la sécurisation des dépôts de ses clients et sa notation vis-à-vis des agences de rating.

Groupe Crédit Agricole S.A.

Le groupe Crédit Agricole S.A. se fixe comme objectif de maintenir un ratio CET1 de 11%. Il s'engage à distribuer en numéraire 50% de son résultat net du coût des dettes de type *additional Tier 1*.

Dans un contexte économique-réglementaire incertain, ce modèle soutient un équilibre entre une politique de distribution attractive pour l'actionnaire, une allocation d'actifs agile, et le financement de la moitié du démantèlement du mécanisme de garantie Switch d'ici fin 2022. Ce niveau de fonds propres sécurise aussi le respect de la recommandation SREP P2G.

Caisses régionales

Grâce à leur structure financière, les Caisses régionales ont une forte capacité à générer du capital par la conservation de la majeure partie de leur résultat. Le capital est également renforcé par les

émissions de parts sociales réalisées par les Caisses locales.

Filiales

Les filiales de Crédit Agricole S.A. sous contrôle exclusif et assujetties au respect d'exigences en fonds propres sont dotées en capital à un niveau cohérent, prenant en compte les exigences réglementaires locales, les besoins en fonds propres nécessaires au financement de leur développement et un coussin de gestion adapté à la volatilité de leur ratio CET1.

4.1.5 Gouvernance

La réglementation prudentielle constitue un élément principal pour la promotion des principes de la bonne gouvernance afin de garantir la solidité et la stabilité du secteur bancaire français.

4.1.6 Fonds propres prudentiels

Bâle 3 définit trois niveaux de fonds propres :

- les fonds propres de base de catégorie 1 ou *Common Equity Tier 1* (CET1) ;
- les fonds propres de catégorie 1 (*Tier 1*), constitués du *Common Equity Tier 1* et des fonds propres additionnels de catégorie 1 ou *Additional Tier 1* (AT1) ;
- les fonds propres globaux, qui sont constitués des fonds propres de catégorie 1 et des fonds propres de catégorie 2 (*Tier 2*).

L'ensemble des tableaux et commentaires ci-après inclut le résultat conservé de la période.

Fonds propres de base de catégorie 1 ou Common Equity Tier 1 (CET1)

Ils comprennent :

- le capital ;
- les réserves, y compris les primes d'émission, le report à nouveau, le résultat net d'impôt après distribution ainsi que les autres éléments du résultat global accumulés incluant notamment les plus ou moins-values latentes sur les actifs financiers détenus à des fins de collecte et vente et les écarts de conversion ;
- les intérêts minoritaires, qui font l'objet d'un écrêtage, voire d'une exclusion, selon que la filiale est un établissement de crédit éligible ou non ; cet écrêtage correspond à l'excédent de fonds propres par rapport au niveau nécessaire à la couverture des exigences de fonds propres de la filiale et s'applique à chaque compartiment de fonds propres ;
- les déductions, qui incluent principalement les éléments suivants :
 - les détentions d'instruments CET1, au titre des contrats de liquidité et des programmes de rachat ;
 - les parts sociales en attente de remboursement
- les actifs incorporels, y compris les frais d'établissement et les écarts d'acquisition ;
- la *prudent valuation* ou « évaluation prudente » qui consiste en l'ajustement du montant des actifs et des passifs de l'établissement si, comptablement, il n'est pas le reflet d'une valorisation jugée prudente par la réglementation ;
- les impôts différés actifs (IDA) dépendant des bénéfices futurs liés à des déficits reportables ;
- les insuffisances de provisions par rapport aux pertes attendues pour les expositions suivies en approche notations internes ainsi que les pertes anticipées relatives aux expositions sous forme d'actions ;

- les instruments de fonds propres détenus dans les participations financières inférieures ou égales à 10 % (dits investissements non importants), pour le montant qui dépasse un plafond de 10 % des fonds propres CET1 de l'établissement souscripteur, à hauteur de la proportion d'instruments CET1 dans le total des instruments de fonds propres détenus ; les éléments non déduits sont pris en compte dans les emplois pondérés (pondération variable selon les natures d'instruments et la méthode bâloise) ;
- les impôts différés actifs (IDA) dépendant des bénéfices futurs liés à des différences temporelles pour le montant qui dépasse un plafond individuel de 10 % des fonds propres CET1 de l'établissement ; les éléments non déduits sont pris en compte dans les emplois pondérés (pondération à 250 %) ;
- les instruments de CET1 détenus dans les participations financières supérieures à 10 % (dits investissements importants) pour le montant qui dépasse un plafond individuel de 10 % des fonds propres CET1 de l'établissement ; les éléments non déduits sont pris en compte dans les emplois pondérés (pondération à 250 %) ;
- la somme des impôts différés actifs (IDA) dépendant des bénéfices futurs liés à des différences temporelles et des instruments de CET1 détenus dans les participations financières supérieures à 10 % (dits investissements importants) pour le montant qui dépasse un plafond commun de 17,65 % des fonds propres CET1 de l'établissement, après calculs des plafonds individuels explicités ci-dessus ; les éléments non déduits sont pris en compte dans les emplois pondérés (pondération à 250 %) ;
- les ajustements demandés par le superviseur au titre du Pilier 2 (engagements de paiement irrévocables relatifs au Fonds de Résolution Unique et au Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution).

Fonds propres additionnels de catégorie 1 ou Additional Tier 1 (AT1)

Ils comprennent principalement :

- les fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1) éligibles qui correspondent aux instruments de dette perpétuelle, dégagés de toute incitation ou obligation de remboursement (en particulier le saut dans la rémunération ou *step up clause*).
- les déductions d'instruments de fonds propres détenus dans les participations financières inférieures ou égales à 10 % (dits investissements non importants), pour le montant qui dépasse un plafond de 10 % des fonds propres CET1 de l'établissement souscripteur, à hauteur de la proportion d'instruments AT1 dans le total des instruments de fonds propres détenus ; les éléments non déduits sont pris en compte dans les emplois pondérés (pondération variable selon les natures d'instruments et la méthode bâloise) ;
- les autres éléments de fonds propres AT1 ou autres déductions (dont les intérêts minoritaires éligibles en AT1).

La Caisse régionale n'émet pas d'instruments de fonds propres AT1.

Le règlement CRR 2 ajoute des critères d'éligibilité. Par exemple, les instruments émis par un établissement installé dans l'Union européenne qui relèvent d'un droit de pays tiers doivent comporter une clause de bail-in (renflouement interne) pour être éligibles. Ces dispositions s'appliquent pour chacune des catégories d'instruments de fonds propres AT1 et Tier 2.

Fonds propres de catégorie 2 (Tier 2)

Ils comprennent :

- les instruments de dette subordonnée qui doivent être d'une durée minimale de 5 ans et pour lesquels :

les incitations au remboursement anticipé sont interdites ;

une décote s'applique pendant la période des cinq années précédant leur échéance.

- les déductions de détentions directes d'instruments *Tier 2* (dont *market making*) ;
- l'excès de provisions par rapport aux pertes attendues éligibles déterminées selon l'approche notations internes, limité à 0,6 % des emplois pondérés en IRB (*Internal Rating Based*) ;
- les déductions d'instruments de fonds propres détenus dans les participations financières inférieures ou égales à 10 % (dits investissements non importants), pour le montant qui dépasse un plafond de 10 % des fonds propres CET1 de l'établissement souscripteur, à hauteur de la proportion d'instruments *Tier 2* dans le total des instruments de fonds propres détenus ; les éléments non déduits sont pris en compte dans les emplois pondérés (pondération variable selon les natures d'instruments et la méthode bâloise) ;
- les déductions d'instruments *Tier 2* détenus dans les participations financières supérieures à 10 % (dits investissements importants), majoritairement du secteur des assurances ;
- les éléments de fonds propres *Tier 2* ou autres déductions (dont les intérêts minoritaires éligibles en *Tier 2*).

Le montant des instruments *Tier 2* retenu dans les ratios non phasés correspond aux instruments de fonds propres de catégorie 2 éligibles au CRR n° 575/2013 tel que modifié par CRR n° 2019/876 (CRR 2).

Dispositions transitoires

Pour faciliter la mise en conformité des établissements de crédit avec CRR 2/CRD 4 (dans l'attente de la transposition de CRD 5), des assouplissements ont été consentis à titre transitoire, grâce à l'introduction progressive de traitements prudentiels sur les fonds propres.

Toutes ces dispositions transitoires ont pris fin au 1^{er} janvier 2018, excepté celles portant sur les instruments de dette hybride qui s'achèvent le 1er janvier 2022.

Les instruments de dette hybride qui étaient éligibles en fonds propres sous CRD 3 et qui ne le sont plus du fait de l'entrée en vigueur de la réglementation CRD 4 peuvent sous certaines conditions être éligibles à la clause de maintien des acquis :

- tout instrument émis après le 31 décembre 2011 et non conforme à la réglementation CRR est exclu depuis le 1er janvier 2014 ;
- les instruments dont la date d'émission est antérieure peuvent sous conditions être éligibles à la clause de grand-père et sont alors progressivement exclus sur une période de 8 ans, avec une diminution de 10 % par an. En 2014, 80 % du stock global déclaré au 31 décembre 2012 était reconnu, puis 70 % en 2015 et ainsi de suite ;

La partie non reconnue peut être incluse dans la catégorie inférieure de fonds propres (d'AT1 à *Tier 2* par exemple) si elle remplit les critères correspondants.

Pendant la phase transitoire, le montant de *Tier 2* retenu dans les ratios correspond à la somme :

- du *Tier 2* éligible CRR 2 ;
- des instruments de fonds propres de catégorie 2 éligibles CRR émis entre le 1er janvier 2014 et le 27 juin 2019 ;
- d'une fraction du *Tier 2* non éligible CRR émis avant le 1er janvier 2014, égale au minimum :
du montant prudentiel des titres *Tier 2* non éligibles en date de clôture et, le cas échéant, du

report des titres *Tier 1* en excédent par rapport au seuil de 30 % (seuil pour l'exercice 2019) des titres *Tier 1* non éligibles ;

- de 30 % (seuil pour 2019) du stock de *Tier 2* non éligible CRR existant au 31 décembre 2012 ; le stock de *Tier 2* non éligible CRR existant au 31 décembre 2012 s'élevait à 1 628 millions d'euros, soit un montant maximal pouvant être reconnu de 488 milliers d'euros.

Situation au 31 décembre 2019

Le tableau ci-après présente les fonds propres prudentiels au 31 décembre 2019 et au 31 décembre 2018.

Fonds propres prudentiels simplifiés (en millions d'euros)	31/12/2019		31/12/2018	
	Phasé	Non Phasé	Phasé	Non Phasé
Capitaux propres part du groupe	3 121	3 121	2 917	2 917
(-) Prévision de distribution	(11)	(11)	0	0
Intérêts minoritaires éligibles	0	0	0	0
(-) <i>Prudent valuation</i>	(22)	(22)	(28)	(28)
(-) Déductions des écarts d'acquisition et des autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0
(-) Insuffisance des ajustements pour risque de crédit par rapport aux pertes anticipées selon l'approche notations internes et pertes anticipées des expositions sous forme d'actions	(14)	(14)	(14)	(14)
(-) Dépassement de franchise des instruments CET1 d'entités du secteur financier dans lesquels l'établissement ne détient pas d'investissement important	(1 275)	(1 275)	(1 214)	(1 214)
(-) Dépassement de franchise des instruments CET1 d'entités du secteur financier dans lesquels l'établissement détient un investissement important et des impôts différés actifs déductibles dépendant de bénéfices futurs et résultant de différences temporelles	0	0	0	0
Excédent de déduction d'éléments AT1 sur les fonds propres AT1	(3)	(3)	(3)	(3)
Autres éléments du CET1	(2)	(2)	(12)	(12)
FONDS PROPRES DE BASE DE CATEGORIE 1 (CET1)	1 794	1 794	1 646	1 646
(-) Instruments AT1 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement ne détient pas d'investissement important	(3)	(3)	(3)	(3)
(-) Excédent de déduction d'éléments T2 sur les fonds propres T2	0	0	0	0
Excédent de déduction d'éléments AT1 sur les fonds propres AT1 (déduit du CET1)	3	3	3	3
Autres éléments du Tier 1	0	0	0	0
FONDS PROPRES ADDITIONNELS DE CATEGORIE 1	0	0	0	0
FONDS PROPRES DE CATEGORIE 1 (TIER 1)	1 794	1 794	1 646	1 646
Instruments de capital éligibles <i>Tier 2</i>	0	0	0	0
Instruments de capital <i>Tier 2</i> non éligibles bénéficiant d'une clause d'antériorité	0	0	0	0
Excès de provisions par rapport aux pertes attendues éligible selon l'approche notations internes	23	23	23	23
Excédent de déduction d'éléments T2 sur les fonds propres T2 (déduit des AT1)	0	0	0	0
Autres éléments du <i>Tier 2</i>	(16)	(16)	(21)	(21)
FONDS PROPRES DE CATÉGORIE 2	7	7	2	2
FONDS PROPRES GLOBAUX	1 801	1 801	1 648	1 648

Evolution des fonds propres prudentiels sur la période :

Les fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) s'élèvent à 1 793,8 millions d'euros au 31 décembre 2019 et font ressortir une hausse de 148 millions d'euros par rapport à la fin de l'exercice 2018.

Les variations sont détaillées ci-dessous par rubrique du ratio :

Evolution des fonds propres prudentiels phasés (en millions d'euros)	31/12/2019 VS 31/12/2018
Fonds propres de base de catégorie 1 au 31/12/2018	1 646
Augmentation de capital	0
Résultat comptable attribuable de l'exercice avant distribution	125
Prévision de distribution	(11)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	79
Intérêts minoritaires éligibles	0
Ecart d'acquisition et autres immobilisations incorporelles	0
Insuffisance des ajustements pour risque de crédit par rapport aux pertes anticipées selon l'approche notations internes et pertes anticipées des expositions sous forme d'actions	0
Dépassement de franchises	(61)
Excédent de déduction d'éléments AT1 sur les fonds propres AT1	0
Autres éléments du CET1	16
FONDS PROPRES DE BASE DE CATEGORIE 1 au 31/12/2019	1 794
Fonds propres additionnels de catégorie 1 au 31/12/2018	0
Variation des autres éléments du Tier 1	0
FONDS PROPRES ADDITIONNELS DE CATEGORIE 1 au 31/12/2019	0
FONDS PROPRES DE CATEGORIE 1 au 31/12/2019	1 794
Fonds propres de catégorie 2 au 31/12/2018	2
Emissions	0
Remboursements	0
Autres éléments du Tier 2	5
FONDS PROPRES DE CATEGORIE 2 au 31/12/2019	7
FONDS PROPRES GLOBAUX AU 31/12/2019	1 801

4.1.7 Adéquation du capital

L'adéquation du capital porte sur les ratios de solvabilité, sur le ratio de levier et sur les ratios de résolution. Chacun de ces ratios rapporte un montant de fonds propres prudentiels et d'instruments éligibles à une exposition en risque, en levier, ou en bilan. Les définitions et les calculs de ces expositions sont développés dans la partie 2 « Composition et évolution des emplois pondérés ».

Ratios de solvabilité

Les ratios de solvabilité ont pour objet de vérifier l'adéquation des différents compartiments de fonds propres (CET1, Tier 1 et fonds propres globaux) aux emplois pondérés issus des risques de crédit, des risques de marché et des risques opérationnels. Ces risques sont calculés soit en approche standard soit en approche interne (cf. partie 2 « Composition et évolution des emplois pondérés »).

Au numérateur des ratios de solvabilité

Bâle 3 définit trois niveaux de fonds propres :

- Les fonds propres de base de catégorie 1 ou *Common Equity Tier 1* (CET1),
- Les fonds propres de catégorie 1 ou *Tier 1*, constitués du *Common Equity Tier 1* et des fonds propres additionnels de catégorie 1 ou *Additional Tier 1* (AT1),
- Les fonds propres globaux, qui sont constitués des fonds propres de catégorie 1 et des fonds propres de catégorie 2 (*Tier 2*).

Au dénominateur des ratios de solvabilité

Bâle 3 définit plusieurs types de risque : les risques de crédit, les risques de marché et les risques opérationnels qui donnent lieu à des calculs d'emplois pondérés. Conformément au règlement (UE) 575/2013 du 26 juin 2013, les expositions au risque de crédit restent mesurées selon deux approches :

- L'approche "Standard" qui s'appuie sur des évaluations externes de crédit et des pondérations forfaitaires selon les catégories d'exposition bâloises ;
- L'approche "Notations internes" (IRB – *Internal Ratings Based*) qui s'appuie sur le système de notations internes de l'établissement. On distingue :
 - l'approche "Notations internes fondation" selon laquelle les établissements peuvent utiliser uniquement leurs estimations des probabilités de défaut ;
 - l'approche "Notations internes avancées" selon laquelle les établissements utilisent l'ensemble de leurs estimations internes des composantes du risque : expositions en cas de défaut, maturité, probabilités de défaut, pertes en cas de défaut.

Exigences prudentielles

Les exigences en fonds propres au titre du Pilier 1 sont régies par le règlement CRR.

Exigences minimales	31/12/2019	31/12/2018
<i>Common Equity Tier 1</i> (CET1)	4,5%	4,5%
<i>Tier 1</i> (CET1 + AT1)	6,0%	6,0%
Fonds propres globaux (<i>Tier 1</i> + <i>Tier 2</i>)	8,0%	8,0%
Coussin de conservation	2,50%	1,88%
Coussin contracyclique	0,25%	0,01%
Coussin pour risque systémique	0,00%	0,00%
Exigence globale de coussins de fonds propres	2,75%	1,89%
Exigences minimales y compris coussins de fonds propres		
Ratio CET1	7,25%	6,39%
Ratio Tier 1	8,75%	7,89%
Ratio global	10,75%	9,89%

Fonds Propres	31/12/2019	31/12/2018
CET1	1 794	1 646
Tier 1	1 794	1 646
Fonds propres globaux	1 801	1 648

Exigence globale de coussins de fonds propres et seuil de restrictions de distribution

La réglementation a prévu la mise en place de coussins de fonds propres dont la mise en application est progressive :

le coussin de conservation (2,5 % des risques pondérés en 2019) ;

le coussin contracyclique (taux en principe fixé dans une fourchette de 0 à 2,5 %), le coussin au niveau de l'établissement étant une moyenne pondérée par les valeurs exposées au risque (EAD¹) pertinentes des coussins définis au niveau de chaque pays d'implantation de l'établissement ; lorsque le taux d'un coussin contracyclique est calculé au niveau d'un des pays d'implantation, la date d'application est 12 mois au plus après la date de publication sauf circonstances exceptionnelles ;

les coussins pour risque systémique (entre 0 % et 3 % dans le cas général et jusqu'à 5 % après accord de la Commission européenne et plus exceptionnellement au-delà) ; pour les établissements d'importance systémique mondiale (G-SII) entre 0 % et 3,5 %) ; ou pour les autres établissements d'importance systémique (O-SII), entre 0 % et 2 %). Ces coussins ne sont pas cumulatifs et, de manière générale, sauf exception, c'est le taux du coussin le plus élevé qui s'applique. Seul le groupe Crédit Agricole fait partie des établissements d'importance systémique et a un coussin de 1 % depuis le 1er janvier 2019, phasé à 0,75% en 2018. La Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées n'est pas soumise à ces exigences.

Ces coussins sont entrés en application en 2016 et doivent être couverts par des fonds propres de base de catégorie 1. Le coussin de conservation et les coussins pour risque systémique se sont appliqués par incrément progressif annuel jusqu'en 2019 (75 % du coussin demandé en 2018, 100% en 2019).

A ce jour, des coussins contracycliques sur 15 pays ont été activés par les autorités nationales compétentes. En ce qui concerne les expositions françaises, le Haut Conseil de Stabilité Financière (HCSF) a porté ce taux à 0,25 % au 1er juillet 2019 ; il sera de 0,50% à compter du 2 avril 2020.

Compte tenu des expositions dans ces pays, le taux de coussin contracyclique s'élève à 0,25% au 31/12/2019.

Situation au 31 décembre 2019

Synthèse chiffres-clés (en millions d'euros)	31/12/2019		31/12/2018	
	Phasé	Non Phasé	Phasé	Non Phasé
FONDS PROPRES DE BASE DE CATEGORIE 1 (CET1)	1 794	1 794	1 646	1 646
FONDS PROPRES DE CATEGORIE 1 (TIER 1)	1 794	1 794	1 646	1 646
FONDS PROPRES GLOBAUX	1 801	1 801	1 648	1 648
TOTAL DES EMPLOIS PONDERES	7 836	7 836	7 687	7 687
RATIO CET1	22,9%	22,9%	21,4%	21,4%
RATIO TIER 1	22,9%	22,9%	21,4%	21,4%
RATIO GLOBAL	23,0%	23,0%	21,4%	21,4%

Les exigences minimales applicables sont respectées ; le ratio CET1 de la Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées est de 22,9%.

En tenant compte des ajustements effectués dans le cadre du Pilier 2 conformément à la demande de la Banque centrale européenne, portant à ce jour exclusivement sur la déduction prudentielle des engagements de paiement irrévocables relatifs au Fonds de résolution unique (FRU) et au Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution (FGDR), les ratios CET1 et globaux phasés de la Caisse régionale ressortent respectivement à 22,7% et 22,8% au 31 décembre 2019.

4.1.8 Ratio de levier

Cadre réglementaire

Le ratio de levier a pour objectif de contribuer à préserver la stabilité financière en agissant comme filet de sécurité en complément des exigences de fonds propres fondées sur le risque et en limitant l'accumulation d'un levier excessif en période de reprise économique. Il a été défini par le Comité de Bâle dans le cadre des accords de Bâle 3 et transposé dans la loi européenne via l'article 429 du CRR, modifié par le règlement délégué 62/2015 en date du 10 octobre 2014 et publié au Journal officiel de l'Union européenne le 18 janvier 2015.

Le ratio de levier est le rapport entre les fonds propres de catégorie 1 et l'exposition en levier, soit les éléments d'actifs et de hors-bilan après certains retraitements sur les dérivés, les opérations entre entités affiliées du Groupe, les opérations de financements sur titres, les éléments déduits du numérateur et le hors-bilan.

Depuis la publication au Journal officiel de l'Union européenne le 7 juin 2019 du règlement européen CRR 2, le ratio de levier devient une exigence minimale de Pilier 1 applicable à compter du 28 juin 2021 :

L'exigence minimale de ratio de levier sera de 3% ;

À ce niveau s'ajoutera, à partir du 1^{er} janvier 2022, pour les établissements d'importance systémique mondiale (G-SII), donc pour le groupe Crédit Agricole, un coussin de ratio de levier, défini comme la moitié du coussin systémique de l'entité ;

Enfin, le non-respect de l'exigence de coussin de ratio de levier entraînera une restriction de distributions et le calcul d'un montant maximal distribuable (L-MMD).

La publication du ratio de levier est obligatoire depuis le 1^{er} janvier 2015 au moins une fois par an : les établissements peuvent choisir de publier un ratio non phasé ou un ratio phasé. Si l'établissement décide de modifier son choix de publication, il doit effectuer, lors de la première publication, un rapprochement des données correspondant à l'ensemble des ratios publiés précédemment, avec les données correspondant au nouveau ratio choisi.

La Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées a retenu comme option de publier le ratio de levier en format phasé.

Situation au 31 décembre 2019

Le ratio de levier de la Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées s'élève à 11,2% sur une base de *Tier 1* phasé.

	31/12/2019	31/12/2018
Expositions au bilan (excepté dérivés et SFT)	16 381	15 537
Expositions sur dérivés	65	140
Expositions sur opérations de financement sur titres (SFT)	0	101
Autres expositions de hors-bilan	1 235	1 064
Expositions intragroupe exemptées	-1 702	-1 616
Montant des actifs déduits	0	0
Exposition totale aux fins du ratio de levier	15 978	15 226
Fonds propres de catégorie 1 (Tier 1)	1 794	1 646
Ratio de levier	11,2%	10,8%

Le ratio de levier est en hausse de 40 pb sur l'année.

4.1.9 Liens en capital entre Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales

Garanties spécifiques apportées par les Caisses régionales à Crédit Agricole S.A. (Switch)

Les exigences prudentielles sur la participation de Crédit Agricole S.A. dans Crédit Agricole Assurances ont fait l'objet d'un transfert de risque aux Caisses régionales à travers la mise en place de garanties spécifiques (*Switch*), depuis le 2 janvier 2014. Le montant garanti s'élève à 9,2 milliards d'euros, dont 296 millions consentis par la Caisse régionale.

Le dispositif des garanties Switch, mis en place le 23 décembre 2011 complété par un premier avenant signé le 19 décembre 2013 et amendé par deux avenants en 2016 respectivement signés le 17 février (avenant n°2) et le 21 juillet (avenant n°3), s'inscrit dans le cadre des relations financières entre Crédit Agricole S.A., en qualité d'organe central, et le réseau mutualiste des Caisses régionales de Crédit Agricole. Les derniers amendements de ces garanties ont pris effet rétroactivement le 1er juillet 2016, en remplacement des précédentes, avec pour échéance le 1er mars 2027 sous réserve de résiliation anticipée totale ou partielle ou de prorogation selon les dispositions prévues au contrat.

A travers ce dispositif, et dans la limite du plafond contractuel, les Caisses régionales s'engagent à supporter, pour le compte de Crédit Agricole S.A., les exigences prudentielles liées à la mise en équivalence de certaines participations détenues par Crédit Agricole S.A., et à en subir les risques économiques associés sous forme d'indemnisation le cas échéant.

Les garanties en vigueur permettent un transfert des exigences prudentielles s'appliquant désormais aux participations de Crédit Agricole S.A. dans Crédit Agricole Assurances (CAA), celles-ci étant mises en équivalence pour les besoins prudentiels : on parle désormais des garanties Switch Assurance. Elles font l'objet d'une rémunération fixe qui couvre le risque actualisé et le coût d'immobilisation

des fonds propres par les Caisses régionales.

La bonne fin du dispositif est sécurisée par des dépôts de garantie versés par les Caisses régionales à Crédit Agricole S.A. Ces dépôts de garantie sont calibrés pour matérialiser l'économie de fonds propres réalisée par Crédit Agricole S.A., et sont rémunérés à taux fixe aux conditions de la liquidité long terme.

Ainsi les garanties Switch Assurance protègent Crédit Agricole S.A. en cas de baisse de la valeur de mise en équivalence des participations susvisées moyennant le versement par les Caisses régionales d'une indemnisation compensatrice prélevée sur le dépôt de garantie. Symétriquement, en cas de hausse ultérieure de la valeur de mise en équivalence, Crédit Agricole S.A., de par l'application d'une clause de retour à meilleure fortune, pourrait restituer les indemnisations préalablement perçues.

Sur le plan prudentiel :

- Crédit Agricole S.A. réduit ses exigences de capital à proportion du montant des garanties accordées par les Caisses régionales ;
- Les Caisses régionales constatent symétriquement des exigences de capital égales à celles économisées par Crédit Agricole S.A.

Ce dispositif, qui est neutre au niveau du groupe Crédit Agricole, permet de rééquilibrer l'allocation en fonds propres entre Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales.

Sur le plan comptable :

Les garanties s'analysent en substance comme des contrats d'assurance du fait de l'existence d'un risque d'assurance au sens de la norme IFRS 4.

La norme IFRS 4 permet à l'émetteur d'un contrat d'assurance, de recourir aux principes comptables déjà appliqués pour des garanties données similaires, sous réserve d'effectuer un test de suffisance du passif selon les modalités visées par le paragraphe 14(b) de la norme.

Par conséquent, le traitement comptable des garanties est assimilable à celui d'une garantie donnée à première demande et leur rémunération est enregistrée de manière étalée dans la marge d'intérêt en Produit net bancaire. Dans le cas où il existerait des perspectives de perte nette à l'échéance après prise en compte d'hypothèse raisonnables de retour à meilleure fortune, une provision serait à doter, en Coût du risque, conformément aux exigences du test de suffisance du passif. En cas d'appel des garanties, ou le cas échéant lors d'un retour à meilleure fortune ultérieur, la charge d'indemnisation ou le produit de remboursement seraient respectivement reconnus en Coût du risque.

Il convient de noter que l'activation des garanties Switch Assurance est semestrielle et s'apprécie sur la base des variations semestrielles de la Valeur de Mise en Equivalence des participations détenues dans Crédit Agricole Assurances. Lors des arrêtés trimestriels, les Caisses régionales sont tenues d'estimer s'il existe un risque d'indemnisation et de le provisionner le cas échéant ; en cas de retour probable à meilleure fortune, aucun produit ne peut être comptabilisé, celui-ci n'étant pas certain. Lors des arrêtés semestriels et si les conditions sont vérifiées, les Caisses régionales comptabilisent les effets de l'activation des garanties sous forme d'appel ou de retour à meilleure fortune.

Crédit Agricole S.A. a informé les Caisses régionales en Janvier 2020 son intention de rembourser [35%] de la garantie en date du 2 mars 2020.

Autres liens de capital entre les Caisses régionales et Crédit Agricole SA

Les relations en capital entre Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales sont régies selon les termes d'un protocole conclu entre ces dernières et Crédit Agricole S.A., préalablement à l'introduction en bourse de Crédit Agricole S.A. En application de ce protocole, le contrôle des Caisses régionales sur Crédit Agricole S.A. s'exerce à travers la société SAS Rue La Boétie, détenue en totalité par les Caisses régionales. SAS Rue La Boétie a pour objet la détention d'un nombre d'actions suffisant pour lui conférer à tout moment plus de 50 % du capital et des droits de vote de Crédit Agricole S.A.

4.1.10 Composition et évolution des emplois pondérés

(en millions d'euros)	31/12/2019	31/12/2018
Risque de crédit	7 190	7 176
dont approche standard	734	705
dont approche fondation IRB	2 406	2 258
dont approche avancée IRB	1 410	1 626
dont actions en approche NI selon la méthode de pondération simple ou sur les modèles internes	2 601	2 542
dont risque d'ajustement de l'évaluation de crédit	39	46
Risque de marché	0	0
dont risque de change	0	0
Risque opérationnel	646	511
dont approche standard	93	91
dont approche par mesure avancée	554	420
TOTAL	7 836	7 687

Le compartiment « actions en approche NI » du risque de crédit contient notamment les exigences au titre des participations financières détenues par la Caisse régionale dans notamment SAS Rue La Boétie et SACAM Mutualisation, mais également les exigences liées à l'engagement de garantie donné relatif au contrat Switch.

4.2 Facteurs de risques

Les principaux types de risques propres à l'activité de la Caisse régionale sont présentés ci-après et sont explicités au travers des actifs pondérés ou d'autres indicateurs lorsque les actifs pondérés ne sont pas adaptés.

Le risque de crédit : le risque de crédit est défini comme la probabilité d'une inexécution par un emprunteur ou une contrepartie de ses obligations vis-à-vis de la Banque conformément aux conditions convenues. L'évaluation de cette probabilité de défaut et du taux de recouvrement du prêt ou de la créance en cas de défaut est un élément essentiel de l'évaluation de la qualité du crédit.

Les actifs pondérés spécifiques à ce risque s'élèvent à 7,15 milliards d'euros au 31 décembre 2019. Conformément aux recommandations de l'Autorité Bancaire Européenne, ce risque intègre également les risques sur les participations en actions.

Le risque opérationnel : le risque opérationnel est le risque de perte résultant de processus internes défaillants ou inadéquats (notamment ceux impliquant le personnel et les systèmes informatiques) ou d'événements externes, qu'ils soient délibérés, accidentels ou naturels (inondations, incendies, tremblements de terre, attaques terroristes...). Le risque opérationnel recouvre la fraude, les risques en lien avec les ressources humaines, les risques juridiques et de réputation, les risques de non-conformité, les risques fiscaux, les risques liés aux systèmes d'information, la fourniture de services financiers inappropriés (conduct risk), les risques de défaillance des processus opérationnels y compris les processus de crédit, ou l'utilisation d'un modèle (risque de modèle), ainsi que les conséquences pécuniaires éventuelles liées à la gestion du risque de réputation. Les actifs pondérés spécifiques à ce risque s'élèvent à 646,4M€ au 31 décembre 2019.

Le risque de contrepartie : le risque de contrepartie est la manifestation du risque de crédit à l'occasion d'opérations de marché, d'investissements, et/ou de règlements. Le montant de ce risque varie au cours du temps avec l'évolution des paramètres de marché affectant la valeur potentielle future des transactions concernées. Les actifs pondérés spécifiques à ce risque s'élèvent à 38,8M€ au 31 décembre 2019.

Le risque de marché : le risque de marché est le risque de perte de valeur provoqué par une évolution défavorable des prix ou des paramètres de marché. Les paramètres de marché sont, sans que cette liste soit exhaustive, les taux de change, les cours des valeurs mobilières et des matières premières négociables (que le prix soit directement coté ou obtenu par référence à un actif similaire), le prix de dérivés sur un marché organisé ainsi que tous les paramètres qui peuvent être induits de cotations de marché comme les taux d'intérêt, les spreads de crédit, les volatilités ou les corrélations implicites ou d'autres paramètres similaires.

Le risque de titrisation du portefeuille bancaire : la titrisation est une opération ou un montage par lequel le risque de crédit associé à une exposition ou à un ensemble d'expositions est subdivisé en tranches. Tout engagement pris dans le cadre d'une structure de titrisation (y compris les dérivés et les lignes de liquidité) est considéré comme une exposition de titrisation. L'essentiel de ces engagements est en portefeuille bancaire prudentiel. La Caisse régionale ne détient pas d'actifs pondérés spécifiques à ce risque.

Le risque de liquidité : le risque de liquidité est le risque que la Banque ne puisse pas honorer ses engagements ou dénouer ou compenser une position en raison de la situation du marché ou de facteurs qui lui sont spécifiques, dans un délai déterminé et à un coût raisonnable. Il traduit le risque de ne pas pouvoir faire face à des flux nets sortants de trésorerie y compris liés à des besoins en collatéral, sur l'ensemble des horizons du court terme au long terme. Le risque spécifique de la Caisse régionale peut être notamment appréhendé au travers du Ratio de Liquidité à Court terme (LCR) analysant la couverture des sorties nettes de trésorerie à trente jours en scénario de stress.

De manière transversale, les risques auxquels la Caisse régionale est exposée peuvent provenir d'un certain nombre de facteurs liés entre autres à l'évolution de son environnement macro-économique, concurrentiel, de marché et réglementaire ou de facteurs liés à la mise en œuvre de sa stratégie, à son activité ou à ses opérations.

Ces facteurs de risque sont détaillés ci-dessous.

En complément des descriptions qualitatives et quantitatives présentées ci-après, le tableau ci-dessous présente, de manière générale, le montant des actifs pondérés relatifs aux principaux risques auxquels est exposée la Caisse régionale :

<i>(Actifs pondérés en millions d'euros)</i>	31 décembre 2019
Risque de crédit	7150,9
Risque de contrepartie	38,8
Risque opérationnel	646,4
Risque de marché	0
Total des actifs pondérés	7836,1

Les risques propres à l'activité de la Caisse régionale sont présentés dans la présente section sous les catégories suivantes : (i) risques de crédit et de contrepartie, (ii) risques financiers, (iii) risques opérationnels et risques connexes, (iv) risques liés à l'environnement dans lequel la Caisse régionale évolue, (v) risques liés à la stratégie et aux opérations de la Caisse régionale et (vi) risques pour les porteurs de titres émis par la Caisse régionale.

Au sein de chacune de ces six catégories, les risques que la Caisse régionale considère actuellement comme étant les plus importants, sur la base d'une évaluation de leur probabilité de survenance et de leur impact potentiel, sont présentés en premier. Toutefois, même un risque actuellement considéré comme moins important, pourrait avoir un impact significatif sur la Caisse régionale s'il se concrétisait à l'avenir.

4.2.1 Risques de crédit et de contrepartie

4.2.1.1 La Caisse régionale est exposée au risque de crédit de ses contreparties

Le risque d'insolvabilité de ses clients et contreparties est l'un des principaux risques auxquels la Caisse régionale est exposée. Le risque de crédit affecte les comptes consolidés de la Caisse régionale lorsqu'une contrepartie n'est pas en mesure d'honorer ses obligations et que la valeur comptable de ces obligations figurant dans les livres de la banque est positive. Cette contrepartie peut être une banque, un établissement financier, une entreprise industrielle ou commerciale, un État ou des entités étatiques, un fonds d'investissement ou une personne physique. Le taux de défaut des contreparties pourrait augmenter par rapport aux taux récents historiquement bas, la Caisse régionale pourrait avoir à enregistrer des charges et provisions significatives pour créances douteuses ou irrécouvrables, ce qui affecterait alors sa rentabilité.

Bien que la Caisse régionale cherche à réduire son exposition au risque de crédit en utilisant des méthodes d'atténuation du risque telles que la constitution de collatéral, l'obtention de garanties, la conclusion de contrats de dérivés de crédit et d'accords de compensation, il ne peut être certain que ces techniques permettront de compenser les pertes résultant des défauts des contreparties. En outre, la Caisse régionale est exposée au risque de défaut de toute partie qui lui fournit la couverture du risque de crédit (telle qu'une contrepartie au titre d'un instrument dérivé) ou au risque de perte de valeur du collatéral. Par ailleurs, seule une partie du risque de crédit supporté par la Caisse régionale est couverte par ces techniques. En conséquence, la Caisse régionale est exposée de manière significative au risque de défaut de ses contreparties.

Au 31 décembre 2019, l'exposition au risque de crédit et de contrepartie de la Caisse régionale s'élevait à 15.68 milliards d'euros avant prise en compte des méthodes d'atténuation du risque.

L'exposition au risque de crédit est répartie à hauteur de 74.56% sur la clientèle de détail, 16.16% sur les entreprises, et 9.22% sur les collectivités publiques. Par ailleurs, les montants des actifs pondérés par les risques (RWA) relatifs au risque de crédit et au risque de contrepartie auxquels est exposée la Caisse régionale étaient respectivement de 7,15 milliards d'euros et de 38,8M€ au 31 décembre 2019. A cette date d'arrêté, le solde des prêts et titres de créances en défaut et ayant fait l'objet d'une réduction de valeur (dépréciés) s'élevait à 276,58M€ (en méthode de « groupe de risque »).

4.2.1.2 Une détérioration de la qualité de crédit des entreprises industrielles et commerciales pourrait avoir une incidence défavorable sur les résultats de la Caisse régionale

La qualité du crédit des emprunteurs corporate pourrait être amenée à se détériorer de façon significative, principalement en raison d'une augmentation de l'incertitude économique et, dans certains secteurs, aux risques liés aux politiques commerciales des grandes puissances économiques. Les risques pourraient être amplifiés par des pratiques récentes ayant consisté pour les prêteurs à réduire leur niveau de protection en termes de covenants bancaires inclus dans leur documentation de prêt, ce qui pourrait réduire leurs possibilités d'intervention précoce pour protéger les actifs sous-jacents et limiter le risque de non-paiement. Si une tendance de détérioration de la qualité du crédit devait apparaître, la Caisse régionale pourrait être contrainte d'enregistrer des charges de dépréciation d'actifs ou déprécier la valeur de son portefeuille de créances, ce qui pourrait se répercuter de manière significative sur la rentabilité et la situation financière de la Caisse régionale.

Au 31 décembre 2019, l'exposition de la Caisse régionale sur les secteurs entreprises (hors collectivités publiques, banques, assurances), professionnels et agriculteurs s'élève à 5,44 milliards d'euros (dont 183.61M€ en défaut) et provisionnés à hauteur de près de 162.11M€ (en méthode « groupe de risque »).

4.2.1.3 La solidité et le comportement des autres institutions financières et acteurs du marché pourraient avoir un impact défavorable sur la Caisse régionale

La capacité de la Caisse régionale à effectuer des opérations de financement ou d'investissement et à conclure des transactions portant sur des produits dérivés pourrait être affectée défavorablement par la solidité des autres institutions financières ou acteurs du marché. Les établissements financiers sont interconnectés en raison de leurs activités de trading, de compensation, de contrepartie, de financement ou autres. Par conséquent, les défaillances d'un ou de plusieurs établissements financiers, voire de simples rumeurs ou interrogations concernant un ou plusieurs établissements financiers, ou la perte de confiance dans l'industrie financière de manière générale, pourraient conduire à une contraction généralisée de la liquidité sur le marché et pourraient à l'avenir entraîner des pertes ou défaillances supplémentaires. La Caisse régionale est exposée à des contreparties financières, des banques commerciales, des banques d'investissement, des fonds communs de placement et de couverture ainsi que d'autres clients institutionnels, avec lesquels elle conclue de manière habituelle des transactions. Nombre de ces opérations exposent la Caisse régionale à un risque de crédit en cas de défaillance ou de difficultés financières. En outre, le risque de crédit de la Caisse régionale serait exacerbé si les actifs détenus en garantie par la Caisse régionale ne pouvaient pas être cédés ou si leur prix ne leur permettait pas de couvrir l'intégralité de l'exposition de la Caisse régionale au titre des prêts ou produits dérivés en défaut.

Au 31 décembre 2019, le montant total des prêts et créances sur les établissements de crédits (hors opérations internes) était de 9.62M€.

4.2.1.4 La Caisse régionale pourrait être impactée de manière défavorable par des événements affectant les secteurs auxquels elle est fortement exposée

A fin décembre 2019, les expositions crédit du marché des particuliers de la Caisse régionale s'élevaient à 8,05 milliards d'euros, soit 54,14% des expositions au risque de crédit. Par ailleurs, la

Caisse régionale est exposée au risque que certains événements puissent avoir un impact disproportionné sur le secteur habitat auquel il est fortement exposé. Au 31 décembre 2019, le portefeuille des prêts habitats de la Caisse régionale représente 48.37% % de l'encours global.

Les emprunteurs du secteur public pourraient être affectés par les politiques budgétaires nationales et locales et l'affectation des dépenses publiques. Les emprunteurs du secteur de l'énergie sont exposés à la volatilité des prix de l'énergie. Si ces secteurs ou d'autres secteurs tel l'agroalimentaire (dont l'encours de la Caisse régionale s'élève à 2.07 milliard d'euros) qui représentent une part significative du portefeuille de la Caisse régionale devaient être frappés par une conjoncture défavorable, la rentabilité et la situation financière de la Caisse régionale pourraient en être affectées. Enfin, à fin 2019, la Caisse régionale était exposée à 1.57 milliards d'euros sur le marché de l'agriculture soit 10.54% de l'encours global.

4.2.1.5 Toute augmentation substantielle des provisions pour pertes sur prêts ou toute évolution significative du risque de perte estimé par la Caisse régionale liée à son portefeuille de prêts et de créances pourrait peser sur ses résultats et sa situation financière

Dans le cadre de ses activités de prêt, la Caisse régionale comptabilise périodiquement, lorsque cela est nécessaire, des charges pour créances douteuses afin d'enregistrer les pertes réelles ou potentielles de son portefeuille de prêts et de créances, elles-mêmes comptabilisées dans son compte de résultat au poste "Coût du risque". Le niveau global des provisions de la Caisse régionale est établi en fonction de l'historique de pertes, du volume et du type de prêts accordés, des normes sectorielles, des arrêtés des prêts, de la conjoncture économique et d'autres facteurs liés au taux de recouvrement des divers types de prêts. Bien que la Caisse régionale s'efforce de constituer des provisions adaptées, elle pourrait être amenée à l'avenir à augmenter les provisions pour créances douteuses en réponse à une augmentation des actifs non performants ou pour d'autres raisons, comme la dégradation des conditions de marché ou des facteurs affectant certains pays ou industries. L'augmentation significatives des provisions pour créances douteuses, la modification substantielle du risque de perte, tel qu'estimé, inhérent à son portefeuille de prêts non douteux, ou la réalisation de pertes sur prêts supérieure aux montants provisionnés, pourraient avoir un effet défavorable sur les résultats et la situation financière de la Caisse régionale.

A 31 décembre 2019, le montant brut des prêts, avances et titres de créance de la Caisse régionale s'élevait à 15.68 milliards d'euros. Au titre du risque de crédit, les montants de provisions affectées s'élevaient à 225,46M€ (en méthode « groupe de risque »).

4.2.1.6 La Caisse régionale est soumise à un risque de contrepartie dans la conduite de ses activités de marché

La Caisse régionale est soumise au risque de contrepartie dans la conduite de ses activités de marché.

Toutefois la Caisse Régionale n'exerce en son nom propre aucune activité de marché et ne détient pas en conséquence de portefeuille de négociation. Son exposition au risque de marché ne concerne que les valeurs détenues en banking book, traitées au paragraphe traitant des Risques financiers.

4.2.2 Risques financiers

4.2.2.1 L'évolution des prix, la volatilité ainsi que de nombreux paramètres exposent la Caisse régionale à des risques de marché

Les activités de la Caisse régionale sont impactées de manière significative par les conditions des marchés financiers qui sont, à leur tour, affectées par la conjoncture économique, actuelle et à venir, en France et en Europe. Une évolution défavorable des conditions du marché, de la conjoncture

économique ou du contexte géopolitique pourrait à l'avenir mettre les établissements financiers à l'épreuve en complexifiant l'environnement au sein duquel ils opèrent. La Caisse régionale est ainsi fortement exposée aux risques suivants : les fluctuations des taux d'intérêt, des cours des titres, des taux de change, de la prime applicable à ses émissions obligataires.

La Caisse régionale réalise des stress tests afin de quantifier son exposition potentielle dans des scénarios extrêmes, tels que décrits et quantifiés aux paragraphes « Méthodologie de mesure et d'encadrement des risques de marché – Indicateurs » et « Expositions ».

Au 31 décembre 2019 le montant du stress « groupe » des titres de placement de la Caisse régionale s'élève à 45.25M€ soit 9.60% du total des titres de placement (472,26M€ valeur « mark to market »). Le stress groupe est un stress hypothétique validé au CRG de mars 2019 et élaboré à partir d'une dégradation marquée sur le souverain France, provoquée par l'absence de réformes structurelles avec une propagation sur les autres titres souverains corporates et bancaires en particulier ceux des pays périphériques de la zone euro. Par convention, les chocs sont une hausse de spreads de crédit et une baisse de la valeur de marché des actions de 30% ainsi que sur les autres classes d'actifs.

a. Toute variation significative des taux d'intérêt pourrait avoir un impact défavorable sur les revenus consolidés ou la rentabilité de la Caisse régionale

Le montant des revenus nets d'intérêts encaissés par la Caisse régionale sur une période donnée impacte de manière significative ses revenus et sa rentabilité pour cette période. Les taux d'intérêt sont sensiblement affectés par de nombreux facteurs sur lesquels la Caisse régionale n'a aucune emprise. L'évolution des taux d'intérêt du marché pourrait affecter différemment les actifs porteurs d'intérêts et les taux d'intérêt payés sur la dette. Toute évolution défavorable de la courbe des taux pourrait diminuer les revenus nets d'intérêt des activités de prêts de la Caisse régionale. A titre illustratif, en cas de hausse sur l'année 2020 des taux d'intérêt de la zone euro de + 200 points de base, la Caisse régionale perdrait 7 millions d'euros sur le portefeuille bancaire au 31 décembre 2019, soit une baisse de 1.65 % du PNB de l'année 2018. L'impact cumulé sur les 30 prochaines années d'une hausse des taux de + 200 points de base correspond à un impact négatif de – 24 millions d'euros, soit 1.40 % des fonds propres prudentiels du 30 septembre 2019 (Tiers 1 + Tiers 2) de la Caisse régionale après déduction des participations. Par ailleurs, une augmentation des taux d'intérêt sur les financements à court terme et le non-adossement des échéances sont susceptibles de peser sur la rentabilité de la Caisse régionale.

4.2.2.2 Les stratégies de couverture mises en place par la Caisse régionale pourraient ne pas écarter tout risque de pertes

Si l'un quelconque des instruments ou stratégies de couvertures utilisées par la Caisse régionale pour couvrir différents types de risques auxquels elle est exposée dans la conduite de ses activités s'avérait inopérant, la Caisse régionale pourrait subir des pertes. Nombre de ses stratégies sont fondées sur l'observation du comportement passé du marché et l'analyse des corrélations historiques. Par exemple, si la Caisse régionale détient une position longue sur un actif, elle pourra couvrir le risque en prenant une position courte sur un autre actif dont le comportement permet généralement de neutraliser toute évolution de la position longue. Toutefois, la couverture mise en place par la Caisse régionale pourrait n'être que partielle ou les stratégies pourraient ne pas permettre une diminution effective du risque dans toutes les configurations de marché ou ne pas couvrir tous les types de risques futurs. Toute évolution inattendue du marché pourrait également diminuer l'efficacité des stratégies de couverture de la Caisse régionale. En outre, la manière dont les gains et les pertes résultant des couvertures inefficaces sont comptabilisés peut accroître la volatilité des résultats publiés par la Caisse régionale.

Le stock en vie à décembre 2019 de la caisse régionale était le suivant :

- Swap d'intermédiation clientèle : 260,47M€
- Swap Emprunteur hors cap : 861,23M€ (avec 270M€ supplémentaires en départ décalé)
- Swap Prêteur 420M€ (avec 110M€ supplémentaires en départ décalé)
- Cap : 36,80M€

4.2.2.3 Les revenus tirés par la Caisse régionale de ses activités d'assurance, de gestion d'actifs, et autres pourraient être impactés par une dégradation des conditions de marché

Toute sous-performance des organismes de placement collectif de la Caisse régionale ou de ses produits d'assurance-vie pourrait entraîner une accélération des rachats et une diminution des souscriptions, ce qui aurait pour conséquence une contraction des revenus que la Caisse régionale tire de ses activités de gestion d'actifs et d'assurance.

4.2.2.4 Des ajustements apportés à la valeur comptable des portefeuilles de titres et d'instruments dérivés de la Caisse régionale, ainsi que de la dette de la Caisse régionale, pourraient impacter son résultat net et ses capitaux propres

La valeur comptable des portefeuilles de titres, d'instruments dérivés et de certains autres actifs de la Caisse régionale est ajustée à chaque date d'établissement de ses états financiers. Les ajustements de valeur effectués reflètent notamment le risque de crédit inhérent à la dette propre de la Caisse régionale. La plupart de ces ajustements sont effectués sur la base de la variation de la juste valeur des actifs et des passifs de la Caisse régionale au cours d'un exercice comptable, cette variation étant enregistrée au niveau du compte de résultat ou directement dans les capitaux propres. Les variations comptabilisées dans le compte de résultat, si elles ne sont pas compensées par des variations inverses de la juste valeur d'autres actifs, ont un impact sur le résultat net consolidé de la Caisse régionale. Tout ajustement à la juste valeur affecte les capitaux propres et, par conséquent, le ratio d'adéquation des fonds propres de la Caisse régionale. Le fait que les ajustements à la juste valeur soient comptabilisés pour un exercice comptable donné ne signifie pas que des ajustements complémentaires ne seront pas nécessaires pour des périodes ultérieures.

Au 31 décembre 2019, les actifs financiers à la juste valeur par résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrat en unités de compte) s'élevait à 477,6M€ et les actifs financiers détenus à la juste valeur par capitaux propres (hors opérations internes) s'élevait à 164,33M€.

La Caisse régionale peut subir des pertes liées à la détention de titres de capital

La valeur des titres de capital détenus par la Caisse régionale pourrait décliner, occasionnant ainsi des pertes. La Caisse régionale supporte le risque d'une baisse de valeur des titres de capital qu'elle détient principalement dans le cadre de prises de participations stratégiques dans le capital de sociétés en vue d'exercer le contrôle et d'influencer la stratégie de l'émetteur. Dans l'hypothèse de participations stratégiques, le degré de contrôle de la Caisse régionale peut être limité et tout désaccord avec d'autres actionnaires ou avec la Direction de l'entité concernée pourrait avoir un impact défavorable sur la capacité de la Caisse régionale à influencer les politiques de cette entité. Si la valeur des titres de capital détenus par la Caisse régionale venait à diminuer de manière significative, la Caisse régionale pourrait être contrainte de réévaluer ces titres à leur juste valeur ou de comptabiliser des charges de dépréciation dans ses états financiers consolidés, ce qui pourrait avoir un impact défavorable sur ses résultats et sa situation financière.

Concernant la Caisse régionale, ses principales participations stratégiques se situent dans les structures Groupe Crédit agricole que sont la SAS Rue La Boétie et Sacam Mutualisation et qui contribuent significativement par leurs dividendes aux revenus de la Caisse. Au travers de ces entités qui portent respectivement 55,9% du capital de Crédit agricole SA et environ 25% du capital de

chaque Caisse régionale (*), la Caisse peut se trouver indirectement exposée, et en fonction de sa quote-part détenue dans ces entités, à des risques affectant la Caisse régionale.

(*) hors Corse

4.2.2.5 La Caisse régionale doit assurer une gestion actif-passif adéquate afin de maîtriser son risque de pertes

La Caisse régionale est exposée au risque que la maturité, le taux d'intérêt ou la devise de ses actifs ne correspondent pas à ceux de ses passifs. L'échéancier de paiement d'un certain nombre d'actifs de la Caisse régionale est incertain, et si la Caisse régionale perçoit des revenus inférieurs aux prévisions à un moment donné, elle pourrait avoir besoin d'un financement supplémentaire provenant du marché pour faire face à ses obligations. Bien que la Caisse régionale s'impose des limites strictes concernant les écarts entre ses actifs et ses passifs dans le cadre de ses procédures de gestion des risques, il ne peut être garanti que ces limites seront pleinement efficaces pour éliminer toute perte potentielle qui résulterait de l'inadéquation entre ces actifs et passifs.

L'objectif de la Caisse régionale en matière de gestion de sa liquidité est d'être en situation de pouvoir faire face à tout type de situation de crise de liquidité sur des périodes de temps prolongées.

Au 31 décembre 2019, la Caisse régionale affichait un ratio LCR (Liquidity Coverage Ratio - ratio prudentiel destiné à assurer la résilience à court terme du profil de risque de liquidité) de 113.42%, supérieur au plancher réglementaire de 100 %.

4.2.3 Risques opérationnels et risques connexes

Le **risque opérationnel** de la Caisse régionale est défini comme le risque de perte résultant de l'inadéquation ou de la défaillance des processus internes, des personnes, des systèmes ou d'événements extérieurs. Il inclut le risque de non-conformité, le risque juridique et également les risques générés par le recours à des Prestations de Service Essentielles Externalisées (PSEE).

Le montant des actifs pondérés par les risques (RWA) relatifs au risque opérationnel auquel est exposé la Caisse régionale s'élevait à 646,4 Millions d'euros au 31 décembre 2019.

4.2.3.1 Les politiques, procédures et méthodes de gestion des risques mises en œuvre par la Caisse régionale pourraient l'exposer à des risques non identifiés ou non anticipés, susceptibles d'engendrer des pertes significatives

Les techniques et stratégies de gestion des risques utilisées par la Caisse régionale pourraient ne pas garantir une diminution effective de son exposition au risque dans tous les environnements de marché ou de son exposition à tout type de risques, y compris aux risques qu'elle ne saurait pas identifier ou anticiper. Par ailleurs, les procédures et politiques de gestion des risques utilisées par la Caisse régionale ne permettent pas non plus de garantir une diminution effective de son exposition dans toutes les configurations de marché. Ces procédures pourraient également s'avérer inopérantes face à certains risques, en particulier ceux que la Caisse régionale n'a pas préalablement identifiés ou anticipés. Certains des indicateurs et outils qualitatifs que la Caisse régionale utilise dans le cadre de la gestion des risques s'appuient sur des observations du comportement passé du marché. Pour évaluer son exposition, la Caisse régionale applique des outils statistiques et autres à ces observations. Ces outils et indicateurs pourraient toutefois ne pas prédire efficacement l'exposition au risque de la Caisse régionale. Cette exposition pourrait, par exemple, naître de facteurs qu'il n'aurait pas anticipés ou correctement évalués dans ses modèles statistiques ou de mouvements de marché sans précédent. Ceci diminuerait sa capacité à gérer ses risques et pourrait impacter son résultat. Les pertes subies par la Caisse régionale pourraient alors s'avérer être nettement supérieures aux pertes anticipées sur la base des mesures historiques. Par ailleurs, certains des

processus que la Caisse régionale utilise pour évaluer son exposition au risque sont le résultat d'analyses et de facteurs complexes qui pourraient se révéler incertains. Les modèles tant qualitatifs que quantitatifs utilisés par la Caisse régionale pourraient ne pas s'avérer exhaustifs et pourraient exposer la Caisse régionale à des pertes significatives ou imprévues. En outre, bien qu'aucun fait significatif n'ait à ce jour été identifié à ce titre, les systèmes de gestion du risque sont également soumis à un risque de défaut opérationnel, y compris la fraude.

Au 31 décembre 2019, la Caisse régionale présente une exigence de fonds propres prudentiels de 51,7 Millions d'€ au titre de la couverture de la perte extrême estimée relative à ses risques opérationnels.

4.2.3.2 Les événements futurs pourraient s'écarter des hypothèses et estimations retenues par l'équipe de direction de la Caisse régionale dans le cadre de la préparation des états financiers, ce qui pourrait engendrer des pertes imprévues

Conformément aux normes et interprétations IFRS en vigueur, la Caisse régionale est tenue de prendre en compte certaines estimations dans la préparation de ses états financiers, y compris notamment des estimations comptables pour déterminer les provisions pour pertes sur prêts, les provisions pour litiges futurs et la juste valeur de certains actifs et passifs. Si les estimations ainsi déterminées par la Caisse régionale s'avéraient substantiellement inexactes, ou si les méthodes permettant de déterminer ces estimations étaient modifiées dans les normes ou interprétations IFRS, la Caisse régionale pourrait enregistrer des pertes imprévues.

4.2.3.3 La Caisse régionale est exposée aux risques liés à la sécurité et à la fiabilité de ses systèmes informatiques et de ceux des tiers

La Caisse régionale est confrontée au cyber risque, c'est-à-dire au risque causé par un acte malveillant et/ou frauduleux, commis virtuellement, avec pour intention de manipuler des informations (données personnelles, bancaires/assurantielles, techniques ou stratégiques), processus et utilisateurs dans le but de porter significativement préjudice aux sociétés, leurs employés, partenaires et clients. Le cyber risque est devenu une priorité en matière de risques opérationnels. Le patrimoine informationnel des entreprises est exposé à de nouvelles menaces complexes et évolutives qui pourraient impacter de manière significative, en termes financiers comme de réputation, toutes les entreprises et plus spécifiquement les établissements du secteur bancaire. La professionnalisation des organisations criminelles à l'origine des cyber-attaques a conduit les autorités réglementaires et de supervision à investir le champ de la gestion des risques dans ce domaine.

Comme la plupart des banques, la Caisse régionale dépend étroitement de ses systèmes de communication et d'information dans la conduite de l'ensemble de ses métiers. Toute panne, interruption ou défaillance dans la sécurité dans ces systèmes pourrait engendrer des pannes ou des interruptions au niveau des systèmes de gestion des fichiers clients, de comptabilité générale, des dépôts, de service et/ou de traitement des prêts. Si, par exemple, les systèmes d'information de la Caisse régionale devenaient défaillants, même sur une courte période, la Caisse régionale se trouverait dans l'incapacité de répondre aux besoins de certains de ses clients dans les délais impartis et pourrait ainsi perdre des opportunités commerciales. De même, une panne temporaire des systèmes d'information de la Caisse régionale, en dépit des systèmes de sauvegarde et des plans d'urgence qui pourraient être déployés, pourrait engendrer des coûts significatifs en termes de récupération et de vérification d'information. La Caisse régionale ne peut assurer que de telles défaillances ou interruptions ne se produiront pas ou, si elles se produisaient, qu'elles seraient traitées d'une manière adéquate. La survenance de toute défaillance ou interruption pourrait en conséquence impacter sa situation financière et ses résultats.

La Caisse régionale est aussi exposée au risque d'interruption ou de dysfonctionnement opérationnel

d'un agent compensateur, de marchés des changes, de chambres de compensation, de banques dépositaires ou de tout autre intermédiaire financier ou prestataire externe de services auxquels la Caisse régionale a recours pour exécuter ou faciliter ses transactions sur instruments financiers. En raison de son interconnexion grandissante avec ses clients, la Caisse régionale pourrait également voir augmenter son exposition au risque de dysfonctionnement opérationnel des systèmes d'information de ses clients. Les systèmes de communication et d'information de la Caisse régionale, et ceux de ses clients, de ses prestataires de services et de ses contreparties, pourraient également être sujets à des dysfonctionnements ou interruptions en conséquence d'un cyber-crime ou d'un acte de cyber-terrorisme. La Caisse régionale ne peut garantir que de tels dysfonctionnements ou interruptions dans ses propres systèmes ou dans ceux de tiers ne se produiront pas ou, s'ils se produisent, qu'ils seront résolus de manière adéquate.

Sur la période allant de 2017 à 2019, les pertes opérationnelles au titre du risque de dysfonctionnement de l'activité et des systèmes ont représenté 2,2% des pertes opérationnelles.

4.2.3.4 La Caisse régionale est exposée au risque de payer des dommages-intérêts ou des amendes élevées résultant de procédures judiciaires, arbitrales ou administratives qui pourraient être engagées à son encontre

La Caisse régionale pourrait faire l'objet de procédures judiciaires, arbitrales ou administratives de grande ampleur, dont notamment des actions de Groupe. Lorsqu'elles ont une issue défavorable pour la Caisse régionale, ces procédures sont susceptibles de donner lieu au paiement de dommages et intérêts, d'amendes ou de pénalités élevées. Bien que, dans de nombreux cas, la Caisse régionale dispose de moyens de défense importants, la Caisse régionale pourrait, même lorsque l'issue de la procédure engagée à son encontre lui est finalement favorable, devoir supporter des coûts importants et mobiliser des ressources importantes pour la défense de ses intérêts.

4.2.3.5 La nature des activités de la Caisse régionale l'expose à des risques juridiques et de conformité

Les activités de la Caisse régionale l'exposent aux risques inhérents à l'exercice d'activités, principalement en France, notamment à la nécessité de se conformer à de multiples lois et réglementations, souvent complexes, régissant les activités concernées, telles que les lois et réglementations bancaires, les exigences en matière de contrôle interne et d'information, les règles en matière de confidentialité des données, les lois et réglementations européennes, américaines et locales sur le blanchiment de capitaux, la corruption et les sanctions internationales, ainsi que d'autres règles et exigences.

Toute violation de ces lois et réglementations pourrait nuire à la réputation de la Caisse régionale, faire naître des litiges, engendrer le prononcé de sanctions civiles ou pénales, ou avoir un impact défavorable important sur l'activité de la Caisse régionale.

En dépit de la mise en œuvre et de l'amélioration des procédures visant à assurer le respect de ces lois et règlements, rien ne garantit que tous les salariés ou sous-traitants de la Caisse régionale respecteront ces politiques ou que ces programmes permettront de prévenir toute violation. Il ne peut être exclu que des opérations effectuées en contradiction avec les politiques de la Caisse régionale soient identifiées et donnent lieu éventuellement à des pénalités.

4.2.3.6 Tout préjudice porté à la réputation de la Caisse régionale pourrait avoir un impact défavorable sur son activité

Les activités de la Caisse régionale dépendent en grande partie du maintien d'une réputation solide en matière de conformité et d'éthique. Toute procédure judiciaire ou mauvaise publicité visant la

Caisse régionale sur des sujets tels que la conformité ou d'autres questions similaires pourrait porter préjudice à sa réputation, ce qui pourrait avoir un impact négatif sur ses activités. Ces questions englobent une gestion inadéquate de conflits d'intérêts potentiels ou d'exigences légales et réglementaires ou des problématiques en matière de concurrence, de déontologie, de blanchiment, de sécurité de l'information et de pratiques commerciales. La Caisse régionale est exposée à tout manquement d'un salarié, ainsi qu'à toute fraude ou malversation commise par des intermédiaires financiers, ce qui pourrait également nuire à sa réputation. Tout préjudice porté à la réputation de la Caisse régionale pourrait entraîner une baisse d'activité, susceptible de peser sur ses résultats et sa situation financière. Une gestion inadéquate de ces problématiques pourrait également engendrer un risque juridique supplémentaire, ce qui pourrait accroître le nombre de litiges et exposer la Caisse régionale à des amendes ou des sanctions règlementaires.

Le risque de réputation est significatif pour la Caisse régionale et géré par l'unité Contrôles Permanents qui assure notamment la prévention et le contrôle des risques de non-conformité avec dans ce cadre, la prévention du blanchiment de capitaux, la lutte contre le financement du terrorisme, la prévention de la fraude, le respect des embargos et des obligations de gel des avoirs.

4.2.4 Risques liés à l'environnement dans lequel la Caisse régionale évolue

4.2.4.1 Des conditions économiques et financières défavorables ont eu par le passé, et pourraient avoir à l'avenir, un impact sur la Caisse régionale

Dans l'exercice de ses activités, la Caisse régionale est spécifiquement exposée à l'évolution des marchés financiers et, plus généralement, à l'évolution de la conjoncture économique en France, en Europe et dans le reste du monde. Une détérioration des conditions économiques pourrait notamment avoir une ou plusieurs des conséquences suivantes :

- Un contexte économique défavorable pourrait affecter les activités et les opérations des clients de la Caisse régionale, ce qui pourrait accroître le taux de défaut sur les emprunts et autres créances clients ;
- Une baisse des cours des titres obligataires, actions et matières premières pourrait impacter une part importante des activités de la Caisse régionale ;
- Les politiques macroéconomiques adoptées en réponse aux conditions économiques, réelles ou anticipées, pourraient avoir des effets imprévus, et potentiellement des conséquences sur les paramètres de marché tels que les taux d'intérêt et les taux de change, lesquels pourraient à leur tour impacter les activités de la Caisse régionale ;
- La perception favorable de la conjoncture économique, globale ou sectorielle, pourrait favoriser la constitution de bulles spéculatives, ce qui pourrait, en conséquence, exacerber l'impact des corrections qui pourraient être opérées lorsque la conjoncture se détériorera ;
- Une perturbation économique significative (à l'image de la crise financière de 2008 ou de la crise de la dette souveraine en Europe en 2011) pourrait avoir un impact significatif sur toutes les activités de la Caisse régionale, en particulier si la perturbation était caractérisée par une absence de liquidité sur les marchés, qui rendrait difficile la cession de certaines catégories d'actifs à leur valeur de marché estimée, voire empêcherait toute cession.

A ce titre, de nombreux facteurs, tels que l'incertitude résultant de la décision du Royaume-Uni de quitter l'Union européenne, l'activisme politique en France, le contexte politique et économique incertain en Italie, pourraient impacter les marchés européens. Les marchés américains pourraient être affectés par des facteurs tels que les mesures de politique commerciale ou les blocages politiques ayant engendré des paralysies gouvernementales et affecté les marchés monétaires et financiers globaux. Les marchés asiatiques pourraient être impactés par des facteurs tels que le ralentissement du taux de croissance en Chine ou les tensions géopolitiques sur la péninsule

coréenne. Le prix des actions a récemment connu une forte volatilité et pourrait chuter si la conjoncture économique se détériorait ou si le marché anticipait une baisse des cours. Les marchés du crédit et la valeur des actifs à revenu fixe pourraient être impactés de manière défavorable si les taux d'intérêt venaient à augmenter, dans un contexte où la Banque centrale européenne, le prix du pétrole a connu une forte volatilité au cours de ces derniers mois et pourrait être impacté par des facteurs géopolitiques imprévisibles dans des régions telles que le Moyen-Orient ou la Russie.

Plus généralement, la volatilité croissante des marchés financiers pourrait avoir des conséquences défavorables significatives sur les activités de la Caisse régionale. Au cours des dernières années, les marchés financiers ont subi d'importantes perturbations, accompagnées d'une forte volatilité, qui pourrait survenir à nouveau, exposant la Caisse régionale à des pertes.

Il est difficile d'anticiper le repli de la conjoncture économique ou des marchés financiers, et de déterminer quels marchés seront les plus touchés. Si la conjoncture économique ou les conditions de marché en France ou ailleurs en Europe, ou les marchés financiers dans leur globalité, venaient à se détériorer ou devenaient plus volatiles de manière significative, les opérations de la Caisse régionale pourraient être perturbées et ses activités, ses résultats et sa situation financière pourraient en conséquence subir un impact défavorable significatif.

4.2.4.2 La prolongation ou la fin de l'environnement actuel de taux d'intérêt bas pourrait impacter la rentabilité et la situation financière de la Caisse régionale

Ces dernières années, les marchés mondiaux ont été caractérisés par des taux d'intérêt bas. Si cet environnement de taux bas devait perdurer, la rentabilité de la Caisse régionale pourrait être affectée de manière significative. Durant des périodes de taux d'intérêt bas, les différentiels des taux d'intérêt tendent à se resserrer, et la Caisse régionale pourrait alors ne pas être en mesure d'abaisser suffisamment son coût de financement pour compenser la baisse de revenus liée à l'octroi de prêts à des taux de marché plus bas. Les efforts déployés pour réduire le coût des dépôts pourraient être contrecarrés par la prédominance, notamment en France, marché d'origine de la Caisse régionale, des produits d'épargne réglementés (tels que le Plan d'Épargne Logement (PEL)) rémunérés par des taux d'intérêt fixés au-dessus des taux de marché actuels. Des taux d'intérêt bas pourraient également affecter la rentabilité des activités d'assurance vie de la Caisse régionale. En outre, en raison de la baisse des taux, la Caisse régionale a dû faire face à une hausse des remboursements anticipés et des refinancements de prêts hypothécaires et autres prêts à taux fixe consentis aux particuliers et aux entreprises, les clients cherchant à tirer parti de la baisse des coûts d'emprunt.

La survenance d'une nouvelle vague de remboursements anticipés ne peut être exclue. Ceci, conjugué avec l'octroi de nouveaux prêts aux faibles taux d'intérêt en vigueur sur le marché, pourrait entraîner une diminution globale du taux d'intérêt moyen des portefeuilles de prêts. Une réduction des spreads de crédit et une diminution des revenus générés par la banque de détail résultant de la baisse des taux d'intérêt des portefeuilles de créances pourraient affecter de manière significative la rentabilité des activités de banque de détail de la Caisse régionale et la situation financière globale de la Caisse régionale. Un environnement persistant de taux d'intérêt bas pourrait également avoir pour effet d'aplanir la courbe des taux sur le marché en général, ce qui pourrait réduire significativement les revenus générés par la Caisse régionale dans le cadre des activités de financement et affecter défavorablement leur rentabilité et leur situation financière. Un tel aplanissement de la courbe des taux pourrait également inciter les institutions financières à s'engager dans des activités plus risquées en vue d'obtenir le niveau de taux escompté, ce qui pourrait être de nature à accroître le risque et la volatilité du marché de manière globale. En conséquence, les opérations de la Caisse régionale pourraient être perturbées de manière significative, et ses activités, ses résultats et sa situation financière pourraient de ce fait subir un impact défavorable significatif.

Inversement, la fin d'une période prolongée de taux d'intérêt bas comporte des risques. Une

augmentation des taux d'intérêt sur le marché devrait entraîner une perte de valeur de tout portefeuille de créances rémunérées par des taux d'intérêts bas résultant d'une période prolongée de taux bas ou d'actifs à revenu fixe. Si les stratégies de couverture de la Caisse régionale s'avéraient inefficaces ou ne fournissaient qu'une couverture partielle contre cette diminution de valeur, la Caisse régionale pourrait subir des pertes significatives. En outre, toute augmentation des taux plus forte ou plus rapide que prévu pourrait menacer la croissance économique dans l'Union Européenne, aux États-Unis et ailleurs. Concernant les prêts octroyés par la Caisse régionale, cela pourrait éprouver la résistance des portefeuilles de prêts et d'obligations, et conduire à une augmentation des créances douteuses et des cas de défaut. Plus généralement, la fin des politiques monétaires accommodantes pourrait entraîner des corrections importantes sur certains marchés ou catégories d'actifs (par exemple, les sociétés et emprunteurs souverains ne bénéficiant pas d'une notation investment grade, certains marchés actions et immobiliers) qui ont particulièrement bénéficié d'un environnement prolongé de taux d'intérêt bas et d'une importante liquidité. Ces corrections pourraient se propager à l'ensemble des marchés financiers, du fait notamment d'une hausse importante de la volatilité. En conséquence, les opérations de la Caisse régionale pourraient être perturbées de manière significative, et ses activités, ses résultats et sa situation financière pourraient de ce fait subir un impact défavorable significatif.

4.2.4.3 La Caisse régionale intervient dans un environnement très réglementé et les évolutions législatives et réglementaires en cours pourraient impacter de manière importante sa rentabilité ainsi que sa situation financière

La Caisse régionale est soumise à une réglementation importante.

Cette réglementation couvre notamment, à titre d'illustration :

- Les exigences réglementaires et prudentielles applicables aux établissements de crédit, en ce compris les règles prudentielles en matière d'adéquation et d'exigences minimales de fonds propres et de liquidité, de diversification des risques, de gouvernance, de restriction en terme de prises de participations et de rémunérations ;
- Les règles applicables au redressement et à la résolution bancaire ;
- Les réglementations applicables aux instruments financiers (en ce compris les Obligations), ainsi que les règles relatives à l'information financière, à la divulgation d'informations et aux abus de marché ;
- Les politiques monétaires, de liquidité et de taux d'intérêt et autres politiques des banques centrales et des autorités de régulation ;
- Les réglementations encadrant certains types de transactions et d'investissements, tels que les instruments dérivés et opérations de financement sur titres et les fonds monétaires ;
- Les réglementations des infrastructures de marché, telles que les plateformes de négociation, les contreparties centrales, les dépositaires centraux et les systèmes de règlement-livraison de titres ;
- La législation fiscale et comptable, ainsi que les règles et procédures relatives au contrôle interne, à la gestion des risques et à la conformité.

En outre, la Caisse régionale est placée sous la surveillance de la BCE à laquelle un plan de redressement Groupe est soumis chaque année conformément à la réglementation applicable. Pour plus d'informations sur la réglementation applicable au Groupe Crédit Agricole, se référer à la Section « Supervision et Réglementation des Établissements de Crédit en France » du présent Prospectus.

Le non-respect de ces réglementations pourrait avoir des conséquences importantes pour la Caisse régionale : un niveau élevé d'intervention des autorités réglementaires ainsi que des amendes, des sanctions internationales politiques, des blâmes publics, des atteintes portées à la réputation, une suspension forcée des opérations ou, dans des cas extrêmes, le retrait de l'autorisation d'exploitation. Par ailleurs, des contraintes réglementaires pourraient limiter de manière importante

la capacité de la Caisse régionale à développer ses activités ou à poursuivre certaines de ses activités. De surcroît, des mesures législatives et réglementaires sont entrées en vigueur ces dernières années ou pourraient être adoptées ou modifiées en vue d'introduire ou de renforcer un certain nombre de changements, dont certains permanents, dans l'environnement financier global. Même si ces nouvelles mesures visent à prévenir la survenance d'une nouvelle crise financière mondiale, elles ont modifié de manière significative, et sont susceptibles de continuer à modifier, l'environnement dans lequel la Caisse régionale et d'autres institutions financières opèrent. A ce titre, ces mesures qui ont été ou qui pourraient être adoptées à l'avenir incluent un renforcement des exigences de fonds propres et de liquidité, des taxes sur les transactions financières, des plafonds ou taxes sur les rémunérations des salariés dépassant certains niveaux déterminés, des limites imposées aux banques commerciales concernant les types d'activités qu'elles sont autorisées à exercer (interdiction ou limitation des activités de trading pour compte propre, des investissements et participations dans des fonds de capital-investissement et des hedge funds), l'obligation de circonscrire certaines activités, des restrictions sur les types d'entités autorisées à réaliser des opérations de swap, certains types d'activités ou de produits financiers tels que les produits dérivés, la mise en place d'une procédure de dépréciation ou de conversion obligatoire de certains instruments de dette en titres de capital en cas de procédure de résolution, et plus généralement des dispositifs renforcés de redressement et de résolution, de nouvelles méthodologies de pondération des risques (notamment dans les activités d'assurance), des tests de résistance périodiques et le renforcement des pouvoirs des autorités de supervision. Certaines des nouvelles mesures adoptées après la crise financière devraient ainsi être prochainement modifiées, affectant la prévisibilité des régimes réglementaires auxquels la Caisse régionale est soumise.

Par ailleurs, l'environnement politique global a évolué de manière défavorable pour les banques et le secteur financier, ce qui s'est traduit par une forte pression politique pesant sur les organes législatifs et réglementaires favorisant l'adoption de mesures réglementaires renforcées, bien que celles-ci puissent également impacter le financement de l'économie et d'autres activités économiques. Étant donné l'incertitude persistante liée aux nouvelles mesures législatives et réglementaires, il est impossible de prévoir leur impact sur la Caisse régionale.

4.2.5 Risques liés à la stratégie et aux opérations de la Caisse régionale

4.2.5.1 Des événements défavorables pourraient affecter simultanément plusieurs activités de la Caisse régionale

Bien que les principales activités de la Caisse régionale soient chacune soumise à des risques propres et à des cycles de marché différents, il est possible que des événements défavorables affectent simultanément plusieurs activités de la Caisse régionale. Par exemple, une baisse des taux d'intérêts pourrait impacter simultanément la marge d'intérêt sur les prêts, le rendement et donc la commission réalisée sur les produits de gestion d'actif. Dans une telle situation, la Caisse régionale pourrait ne pas tirer avantage de la diversification de ses activités dans les conditions escomptées. Par exemple, des conditions macroéconomiques défavorables pourraient impacter la Caisse régionale à plusieurs titres, en augmentant le risque de défaut dans le cadre de ses activités de prêt, en réduisant la valeur de ses portefeuilles de titres et les revenus dans ses activités générant des commissions. Lorsqu'un événement affecte défavorablement plusieurs activités, son impact sur les résultats et la situation financière de la Caisse régionale est d'autant plus important.

4.2.5.2 La Caisse régionale est exposée aux risques liés au changement climatique

Bien que de manière générale les activités de la Caisse régionale ne soient pas exposées directement aux risques liés au changement climatique, la Caisse régionale est soumise à un certain nombre de risques indirects qui pourraient avoir un impact important. Dans une telle hypothèse, si la Caisse

régionale était amenée à prêter à des entreprises dont les activités génèrent des quantités importantes de gaz à effet de serre, elle se retrouverait exposée au risque qu'une réglementation ou des limitations plus strictes soient imposées à son emprunteur, ce qui pourrait avoir un impact défavorable important sur la qualité de crédit de ce dernier, et réduirait ainsi la valeur du portefeuille de créances de la Caisse régionale. Avec l'accélération de la transition vers un environnement climatique plus contraignant, la Caisse régionale devra adapter ses activités de manière appropriée afin d'atteindre ses objectifs stratégiques et éviter de subir des pertes.

Le Groupe s'est engagé à sortir du charbon thermique en 3 étapes dans le Projet du Groupe et PMT2022. D'ici 2030 pour les pays de l'OCDE, d'ici 2040 pour la Chine et d'ici 2050 pour le reste du monde.

4.2.5.3 La Caisse régionale est confrontée à une concurrence intense

La Caisse régionale est confrontée à une concurrence forte, sur tous les marchés des services financiers, pour tous les produits et services qu'elle offre dans le cadre de son activité de banque de détail. Concernant ses activités, à titre illustratif, la Caisse régionale a des parts de marché crédits et collecte respectivement de 49,6% et 43,1% à fin novembre 2019. Les marchés européens des services financiers sont matures et la demande de services financiers est, dans une certaine mesure, corrélée au développement économique global. Dans ce contexte, la concurrence repose sur de nombreux facteurs, notamment les produits et services offerts, les prix, les modalités de distribution, les services proposés aux clients, la renommée de la marque, la solidité financière perçue par le marché et la volonté d'utiliser le capital pour répondre aux besoins des clients. Le phénomène de concentration a donné naissance à un certain nombre de sociétés qui, à l'instar de la Caisse régionale, ont la capacité d'offrir une large gamme de produits, allant de l'assurance, des prêts et dépôts aux services de courtage, de banque d'investissement et de gestion d'actifs.

En outre, de nouveaux concurrents compétitifs (y compris ceux qui utilisent des solutions technologiques innovantes), qui peuvent être soumis à une réglementation distincte ou plus souple, ou à d'autres exigences en matière de ratios prudentiels, émergent également sur le marché. Les avancées technologiques et la croissance du commerce électronique ont permis à des institutions n'étant pas des banques d'offrir des produits et services qui étaient traditionnellement des produits bancaires, et aux institutions financières et à d'autres sociétés de fournir des solutions financières électroniques, reposant sur la technologie de l'Internet, incluant la négociation électronique d'instruments financiers. Ces nouveaux entrants exercent des pressions à la baisse sur les prix des produits et services offerts par la Caisse régionale et parviennent à conquérir des parts de marché dans un secteur historiquement stable entre les acteurs financiers traditionnels. De surcroît, de nouveaux usages, notamment de paiements et de banque au quotidien, des nouvelles devises, tels que le bitcoin, et de nouvelles technologies facilitant le traitement des transactions, comme la blockchain, transforment peu à peu le secteur et les modes de consommation des clients. Il est difficile de prédire les effets de l'émergence de ces nouvelles technologies, dont le cadre réglementaire est toujours en cours de définition, mais leur utilisation accrue pourrait redessiner le paysage concurrentiel du secteur bancaire et financier. La Caisse régionale doit donc s'attacher à maintenir sa compétitivité en France ou sur les autres grands marchés sur lesquels il intervient, adapter ses systèmes et renforcer son empreinte technologique pour conserver ses parts de marché et son niveau de résultats.

4.2.6 Risques pour les porteurs de titres émis par les Caisses régionales

Si l'un des membres du Réseau rencontrait des difficultés financières, Crédit Agricole SA serait tenue de mobiliser les ressources du Réseau (en ce compris ses propres ressources) au soutien de l'entité concernée.

Crédit Agricole SA est l'organe central du Réseau Crédit Agricole composé de Crédit Agricole SA, des Caisses régionales et des Caisses locales, en application de l'article R.512-18 du Code monétaire et financier, ainsi que de CACIB et BforBank en tant que membres affiliés (le « Réseau »).

Dans le cadre du mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L.511-31 du Code monétaire et financier, Crédit Agricole SA, en sa qualité d'organe central, doit prendre toutes mesures nécessaires pour garantir la liquidité et la solvabilité de chacun des établissements membres du Réseau comme de l'ensemble. Ainsi, chaque membre du Réseau bénéficie de cette solidarité financière interne et y contribue.

Les dispositions générales du Code monétaire et financier ont été déclinées par des dispositifs internes qui prévoient les mesures opérationnelles à prendre dans le cadre de ce mécanisme légal de solidarité financière interne. En particulier, ceux-ci ont institué un Fonds pour Risques Bancaires de Liquidité et de Solvabilité (FRBLS) destiné à permettre à Crédit Agricole S.A. d'assurer son rôle d'organe central en intervenant en faveur des membres du Réseau qui viendraient à connaître des difficultés.

Bien que Crédit Agricole S.A. n'ait pas connaissance de circonstances susceptibles d'exiger à ce jour de recourir au FRBLS pour venir au soutien d'un membre du Réseau, rien ne garantit qu'il ne soit pas nécessaire d'y faire appel à l'avenir. Dans une telle hypothèse, si les ressources du FRBLS devaient être insuffisantes, Crédit Agricole S.A., en raison de ses missions d'organe central, aura l'obligation de combler le déficit en mobilisant ses propres ressources et le cas échéant celles des autres membres du Réseau.

En raison de cette obligation, si un membre du Réseau venait à rencontrer des difficultés financières majeures, l'événement sous-jacent à ces difficultés financières pourrait alors impacter la situation financière de Crédit Agricole S.A. et celle des autres membres du Réseau ainsi appelés en soutien au titre du mécanisme de solidarité financière. Dans le cas extrême où cette situation entraînerait l'ouverture d'une procédure de résolution du Groupe ou la liquidation judiciaire d'un membre du Réseau, la mobilisation des ressources de Crédit Agricole S.A. et le cas échéant des autres membres du Réseau au soutien de l'entité qui aurait initialement subi la difficulté financière pourrait impacter, dans un premier temps, les instruments de fonds propres de toute catégorie (CET1, AT1, Tier 2) et, dans un deuxième temps, si la perte s'avérait supérieure au montant des instruments de fonds propres, des éléments de passif constitutifs d'engagements éligibles au renflouement interne, y compris les titres senior non-préférés et senior préférés et autres dettes de rang similaire, selon les modalités prévues par la loi et les dispositions contractuelles applicables. Dans un tel cas, les porteurs et créanciers concernés pourraient perdre tout ou partie de leur investissement.

Les porteurs de titres émis par les Caisses régionales, comme tout porteur d'instruments de fonds propres émis par une entité du Groupe, pourraient subir des pertes si une procédure de résolution devait être engagée ou si la situation financière du Groupe se détériorait de manière significative.

Le cadre européen de résolution des crises bancaires¹ a introduit un dispositif de prévention et de résolution des crises bancaires et doté les autorités de résolution européennes, dont le Conseil de résolution unique, de pouvoirs très étendus en vue de prendre toute mesure nécessaire dans le cadre de la résolution de tout ou partie d'un établissement de crédit ou du groupe auquel il appartient. De telles procédures sont ouvertes lorsque l'Autorité de résolution (selon les cas, l'ACPR ou le CRU) considère que :

- La défaillance de l'établissement ou du groupe auquel il appartient est avérée ou prévisible,
- Il n'existe aucune perspective raisonnable qu'une autre mesure empêche la défaillance dans

des délais raisonnables,

- Une procédure de liquidation serait inadaptée pour préserver la stabilité financière.

L'Autorité de résolution considère² que la stratégie de point d'entrée unique est la plus appropriée s'agissant du Groupe Crédit Agricole. En application de cette stratégie, Crédit Agricole S.A., en sa qualité d'organe central et de société mère de ses filiales, serait ce point d'entrée unique dans l'hypothèse d'une mise en résolution du Groupe Crédit Agricole.

Dès lors que la défaillance du groupe est avérée ou prévisible et qu'il n'existe aucune perspective raisonnable qu'une autre mesure permette d'éviter une telle défaillance dans un délai raisonnable et/ou que la situation du groupe requiert un soutien financier exceptionnel des pouvoirs publics, l'Autorité de résolution doit, avant d'ouvrir une procédure de résolution ou si y recourir est nécessaire pour préserver la viabilité du Groupe, procéder, après épuisement des réserves, à la réduction de la valeur nominale des instruments de fonds propres (les titres de capital que sont les actions, parts sociales, CCI et CCA, ainsi que les fonds propres additionnels de catégorie 1 et les fonds propres de catégorie 2) émis par les établissements concernés ou à la conversion de ces instruments de fonds propres (à l'exclusion des titres de capital) en titres de capital ou autres instruments.

Si besoin, l'Autorité de résolution pourrait aller au-delà et décider de mettre en œuvre l'outil de renflouement interne (bail-in) sur le reste des instruments de fonds propres (ainsi, décider de la dépréciation totale ou partielle de leur valeur nominale ou de leur conversion en titres de capital ou autres instruments) ainsi que sur des engagements éligibles émis par les établissements concernés du plus junior au plus senior, à l'exclusion de certaines catégories limitées de passifs, selon les modalités prévues par la loi et les dispositions contractuelles applicables.

Au vu de ce qui précède, les porteurs d'instruments de fonds propres et de titres éligibles susvisés pourraient perdre tout ou partie de leur investissement en cas de mise en œuvre d'une procédure de résolution bancaire à l'échelle du Groupe Crédit Agricole, et en amont de la mise en œuvre d'une telle procédure pour les porteurs d'instruments de fonds propres.

L'Autorité de résolution peut également mettre en œuvre d'autres mesures de résolution, notamment : la cession totale ou partielle des activités d'un établissement concerné à un tiers ou à un établissement relais, la séparation des actifs de cet établissement et la modification des termes et conditions des instruments financiers émis par cet établissement (y compris la modification de leur maturité, du montant des intérêts payables et/ou une suspension temporaire de toute obligation de paiement au titre de ces instruments).

Si la situation financière du groupe Crédit Agricole venait à se détériorer ou était perçue comme pouvant se détériorer, la mise en œuvre par les autorités de résolution des pouvoirs de renflouement interne et autres mesures de résolution présentées ci-avant pourrait en conséquence accélérer la perte de valeur des actions et autres instruments financiers émis par Crédit Agricole S.A. et les autres membres du Réseau.

¹ Règlement européen 806/2014 sur le mécanisme de résolution unique (modifié par le règlement 2019/877), et Directive européenne 2014/59/UE établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit (modifiée par la directive 2019/879).

² Décision du Collège de Résolution Unique du 19 avril 2018.

4.3 Gestion des risques

Conformément aux dispositions réglementaires et aux bonnes pratiques de la profession, la gestion des risques au sein de la Caisse régionale se traduit par une gouvernance dans laquelle le rôle et les responsabilités de chacun sont clairement identifiés, ainsi que par des méthodologies et procédures de gestion des risques efficaces et fiables permettant de mesurer, surveiller et gérer l'ensemble des risques encourus.

4.3.1 Appétence au risque, Gouvernance et organisation de la gestion des RISQUES

Brève déclaration sur les risques

(Déclaration établie en conformité avec l'article 435(1)(f) du règlement UE n° 575/2013)

Le Conseil d'administration de la Caisse régionale exprime annuellement son appétence au risque par une déclaration formelle. Pour l'année 2019, celle-ci a été discutée et validée le 12 décembre 2019 après examen et recommandation du Comité des risques. Cette déclaration est une partie intégrante et directrice du cadre de référence de la gouvernance englobant la stratégie, les objectifs commerciaux, le pilotage des risques et la gestion financière globale de la Caisse régionale.

L'appétence au risque (*Risk Appetite*) est le type et le niveau agrégé de risque que la Caisse régionale est prête à assumer, dans le cadre de ses objectifs stratégiques.

La détermination de l'appétence au risque de la Caisse régionale s'appuie en particulier sur la politique financière et la politique de gestion des risques qui sont fondées sur :

- une politique de financement sélective et responsable articulée entre une politique d'octroi prudent encadrée par les stratégies risques, la politique de responsabilité sociétale d'entreprise et le système de délégations ;
- l'objectif de maintenir une exposition réduite au risque de marché ;
- l'encadrement strict de l'exposition au risque opérationnel ;
- la limitation du risque de non-conformité au risque subi, lequel est strictement encadré ;
- la maîtrise de l'accroissement des emplois pondérés ;
- la maîtrise des risques liés à la gestion actif-passif.

La formalisation de l'appétence au risque permet à la Direction générale et au Conseil d'administration de définir la trajectoire de développement de la Caisse régionale en cohérence avec les orientations stratégiques et de la décliner en stratégies opérationnelles. Elle résulte d'une démarche coordonnée et partagée entre les Directions.

La déclaration d'appétence au risque vise notamment à :

- engager les administrateurs et la Direction dans une réflexion et un dialogue sur la prise de risque ;
- formaliser, normer et expliciter le niveau de risque acceptable en lien avec une stratégie donnée ;
- intégrer pleinement la dimension risque/rentabilité dans le pilotage stratégique et les processus de décision ;
- disposer d'indicateurs avancés et de seuils d'alertes permettant à la Direction d'anticiper les dégradations excessives des indicateurs stratégiques et d'améliorer la résilience en activant des leviers d'action en cas d'atteinte de niveaux d'alerte par rapport à la norme d'appétence pour le risque.

L'appétence au risque de la Caisse régionale s'exprime au moyen :

- **d'indicateurs clés :**

- la solvabilité qui garantit la pérennité de la Caisse régionale en assurant un niveau de fonds propres suffisants au regard des risques pris par l'établissement,
- la liquidité dont la gestion vise à éviter un assèchement des sources de financement de la Caisse régionale pouvant conduire à un défaut de paiement, voire à une mise en résolution,
- le risque d'activité mesuré à travers le coefficient d'exploitation.
- le résultat, car il nourrit directement la solvabilité future de la Caisse régionale.

- **de limites, seuils d'alerte et enveloppes sur les risques** définis en cohérence avec ces indicateurs : risques de crédit, de marché, de taux, opérationnels.

Les indicateurs clés sont déclinés en trois niveaux de risques :

- **l'appétence** correspond à une gestion normale et courante des risques. Elle se décline sous forme d'objectifs budgétaires dans le cadre de limites opérationnelles, dont les éventuels dépassements sont immédiatement signalés à la Direction générale qui statue sur des actions correctrices ;
- **la tolérance** correspond à une gestion exceptionnelle d'un niveau de risque dégradé. Le dépassement des seuils de tolérance sur des indicateurs ou limites clés déclenche une information au Conseil d'administration ;
- **la capacité** reflète le niveau maximal de risques que la Caisse régionale pourrait théoriquement assumer sans enfreindre ses contraintes opérationnelles ou réglementaires.

Le dispositif d'appétence au risque de la Caisse régionale s'appuie sur le processus d'identification des risques qui vise à recenser de la manière la plus exhaustive possible les risques majeurs de la Caisse régionale.

Profil de risque global :

L'activité de la Caisse régionale est centrée sur l'activité de Banque universelle de proximité sur son territoire avec un stock de défaut faible et un taux de provisionnement prudent.

Le profil de risque de la Caisse régionale est suivi et présenté semestriellement en Comité des risques et Conseil d'administration. Le franchissement des niveaux tolérés des indicateurs ou des limites du dispositif conduisent à l'information et à la proposition d'actions correctrices au Conseil d'administration. Les dirigeants effectifs et l'organe de surveillance sont ainsi régulièrement informés de l'adéquation du profil de risque avec l'appétence au risque.

Indicateurs définis en 2019 par le Conseil d'Administration :

	Indicateurs de suivi du risque	Nature de risque	Seuil d'alerte au conseil	31/12/2018	31/12/2019	Niveau
Solvabilité	Ratio CET1	Fonds propres	16,5%	21,4%	22,9%	
	Encours consolidé de PS/CCI/CCA de la CR et des CL affiliées	Fonds propres	359,1	374,8	381,2	
Liquidité	LCR	Liquidité	100%	119,8%	113,4%	
	Stress global de survie	Liquidité	Trésorerie non excédentaire à 1 mois	Excedentaire de 815 M€ à 1 mois	Excedentaire de 1008 M€ à 1 mois	
	stress idiosyncratique	Liquidité	Trésorerie non excédentaire à 3 mois	Excedentaire de 1163 M€ à 3 mois	Excedentaire de 1242 M€ à 3 mois	
	stress systémique	Liquidité	Trésorerie non excédentaire à 12 mois	Excedentaire de 1924 M€ à 12 mois	Excedentaire de 1717 M€ à 12 mois	
	Consommation LCT selon la limite en vigueur	Liquidité	Si LCT conditionnelle en vigueur : 105% LCT ferme; Si LCT ferme en vigueur : 95% de la LCT ferme	73% au 31/12/2018 de la LCT Ferme	83% au 31/12/2019 de la LCT Ferme	
Activité	Coefficient d'exploitation	Activité	67%	57%	60%	
	Coût du risque	Contrepartie	160 M€	12,5 M€	3,7 M€	
Résultat	Taux de défaut (créances dépréciées / encours brut)	Crédit	4,3%	2,1%	2,0%	
	RN base sociale NF	Impact / Fonds propres	0	102,2 M€	103,5 M€	
Autres indicateurs	Taux de provisions individuelles / créances dépréciées (capital + intérêts)	Crédit	66%	80%	81%	
	Limite LBO + FSA + CEL (politique crédit en vigueur)	Crédit	315 M€ (politique 09/2019)	242M€	234M€	
	Impact VAN choc +/-200bp (taux) et +/-100bp (inflation) sur fonds propres	Risque de taux	155 M€	49,6M€	39,5M€	
	Impact du stress « Groupe » sur la valeur du portefeuille titres du banking book évalué à la juste valeur (JVR, JCR)	Marché	75 M€	47,4M€	43,3 M€	
	Seuil Incident significatif RO (en vigueur)	Opérationnel	incident >= 6 M€	-	-	
	Coût de la fraude avérée (externe et interne) /PNB - données actualisées	Conformité	1,5%	0,20%	0,18%	
	Coût du RO pur / PNB (en date de détection) - données actualisées	Opérationnel	3,0%	0,58%	0,59%	
	Connaissance Client (KYC)	Conformité	T1-85%; T2-87,5% ; T3-90% ; T4-95%	85,50%	100,00%	
	Criblage	Conformité	95%	100,00%	100,00%	

Aucun dépassement des seuils d'alerte définis n'a été constaté en 2019.

Adéquation aux risques des dispositifs de l'établissement l'article 435.1 (e) du règlement de l'Union européenne n°575/2013.

Organisation de la gestion des risques

La gestion des risques, inhérente à l'exercice des activités bancaires, est au cœur du dispositif de contrôle interne de la Caisse régionale, mis en œuvre par tous les acteurs intervenant de l'initiation des opérations jusqu'à leur maturité finale.

La responsabilité de la mesure des risques et de leur surveillance est assurée par une fonction dédiée, la ligne métier Risques (pilotée par le RCPR – Responsable des Contrôles Permanents et des Risques), indépendante des métiers et rapportant directement à la Direction générale.

Afin d'assurer une vision homogène des risques au sein de la Caisse régionale, le RCPR assure les

missions suivantes :

- coordonner le processus d'identification des risques et la mise en œuvre du cadre d'appétence au risque de la Caisse régionale en collaboration avec les fonctions Finances, Stratégie et Conformité et les lignes métiers ;
- définir et/ou valider les méthodes et les procédures d'analyse, de mesure et de suivi des risques de crédit, de marché et des risques opérationnels ;
- contribuer à l'analyse critique des stratégies de développement des lignes métiers, en s'attachant aux impacts de ces stratégies en termes de risques encourus ;
- fournir des avis indépendants à la Direction générale sur l'exposition aux risques induite par les prises de position des lignes métiers (opérations de crédit, fixation des limites des risques de marché) ou anticipées par leur stratégie risques ;
- assurer le recensement et l'analyse des risques collectés dans les systèmes d'informations risques.

La gestion des risques structurels de gestion de bilan (taux, change, liquidité) ainsi que la politique de refinancement et le pilotage des besoins en capital sont assurés par la Direction Financière de la Caisse régionale.

La surveillance de ces risques par la Direction générale s'exerce dans le cadre des Comités de trésorerie et de gestion actif-passif, auxquels participe le RCPR.

Le RCPR tient informés les dirigeants effectifs et l'organe de surveillance du degré de maîtrise du risque dans la Caisse régionale, leur présente les diverses stratégies risques pour validation et les alerte de tout risque de déviation par rapport aux politiques risques validées par les organes exécutifs. Il les informe des performances et des résultats du dispositif de prévention, dont ils valident les principes d'organisation. Il leur soumet toute proposition d'amélioration du dispositif rendue nécessaire par l'évolution des métiers et de leur environnement.

Cette action s'inscrit au niveau consolidé dans le cadre des instances de gouvernance tout particulièrement :

- le Comité des risques (émanation du Conseil d'administration, a minima une réunion trimestrielle) : analyse des facteurs clés de la déclaration d'appétence au risque définie par la Direction générale, examen régulier des problématiques de gestion des risques et de contrôle interne, revue de l'information semestrielle et du Rapport annuel sur le contrôle interne et sur la mesure et la surveillance des risques ;
- le Comité de contrôle interne (CCI, présidé par le Directeur général de la Caisse régionale, quatre réunions par an) : examine des problématiques de contrôle interne, impulse des actions à caractère transverse à mettre en œuvre, valide l'information semestrielle et le Rapport annuel sur le contrôle interne, instance de coordination des trois fonctions de contrôle ;
- le Comité actif/passif et liquidité - fonds propres (Comité ALM présidé par le Directeur général de la Caisse régionale ; quatre réunions par an) : analyse les risques financiers de la Caisse régionale (taux, change, liquidité) et valide les orientations de gestion permettant de les maîtriser ;
- le Comité de Management de la Conformité et de l'Ethique (CCME, présidé par le Directeur général adjoint en charge du développement de la Caisse régionale, quatre réunions par an) : apprécie le niveau de maîtrise de la Caisse régionale en matière de Conformité, examine avant leur application, tous les projets de dispositifs de normes et procédures relatifs à la conformité, examine tous les dysfonctionnements significatifs et valide les mesures correctives, prend toute décision sur les mesures à prendre pour remédier aux défaillances éventuelles, prend connaissance des principales conclusions formulées par les missions d'audit se rapportant à la conformité, valide le rapport annuel de conformité ;

- le Comité des Risques Opérationnels (CRO, présidé par le Directeur général adjoint en charge du fonctionnement de la Caisse régionale, quatre réunions par an) : apprécie le niveau de maîtrise de la Caisse régionale dans les quatre domaines suivants : plans de continuité d'activités, suivi des PSEE, pilotage des risques opérationnels, protection des données, sécurité des personnes et des biens et sécurité des Systèmes d'information.

Culture risque

La culture risque est diffusée de manière transverse dans l'ensemble de la Caisse régionale et s'appuie sur :

- Un dispositif de formation permanent s'adressant à l'ensemble des salariés dans les 6 mois de leur arrivée et un dispositif d'animation/formation par l'Unité Prévention du Risque et Recouvrement (formation ½ journée) à travers des interventions dans les agences et les secteurs sur des thématiques risque, un suivi dans le temps des nouveaux embauchés, des formations des équipes d'engagements des crédits. Par ailleurs, une formation spécifique des membres du Conseil d'administration a été réalisée le 31/01/2019 sur les mécanismes de gestion de risques crédits et les cotations Bâle II.
- La diffusion d'indicateurs hebdomadaires au management des réseaux de proximité ainsi que la mise à disposition permanente sur le portail opérationnel de listes à traiter (clients pré-cdl, clients sensibles > 150 K€, situations débitrices, ...).
- La diffusion d'indicateurs de risques mensuels au Comité de Direction et au Conseil d'administration.
- L'analyse systématique des risques récents (dossier en défaut dans les 24 mois suivant la réalisation) afin de responsabiliser tous les acteurs

Suivi des risques sur base consolidée

Le Comité des risques de la Caisse régionale examine trimestriellement l'évolution du périmètre de surveillance sur base consolidée ainsi que les principaux résultats de contrôles et faits marquants des entités composant le PSC.

4.3.2 Dispositif de stress tests

Les stress tests, simulations de crises ou tests de résistance font partie intégrante du dispositif de gestion des risques de la Caisse régionale. Les stress tests contribuent à la gestion prévisionnelle des risques, à l'évaluation de l'adéquation du capital et répondent à des exigences réglementaires. A ce titre, par la mesure de l'impact économique, comptable ou réglementaire de scénarios économiques sévères mais plausibles, le dispositif de stress tests apporte une mesure de la résilience utilisée dans le cadre de l'ICAAP et de l'Appétence au Risque. Le dispositif de stress tests couvre le risque de crédit, de marché, opérationnel, ainsi que le risque de liquidité et les risques liés aux taux. Le dispositif de stress tests pour la gestion des risques de la Caisse régionale regroupe des exercices de natures diverses.

Différents types de stress tests

- **Gestion prévisionnel du risque par les stress tests** : des exercices spécifiques récurrents ou réalisés à la demande sont effectués en Central afin de compléter et d'enrichir les diverses analyses assurant le bon suivi des risques. Ces études font l'objet d'une présentation à la Direction Générale. A ce titre, des stress tests encadrant le risque de marché ou le risque de liquidité sont produits périodiquement.

Pour le risque de crédit, la Caisse régionale utilise le kit stress-test du groupe Crédit Agricole, qui fournit les résultats d'un scénario macroéconomique global, violent mais plausible, s'inscrivant

dans l'avenir et déterminé par les économistes du groupe.

- Dans le cadre de l'exercice d'identification des risques majeurs, la Caisse régionale s'appuie sur le dispositif d'évaluation et de cotation des **scénarios majeurs**. Ce dispositif permet d'appréhender le niveau de stress maximum sur les risques identifiés par la Caisse régionale. En 2019, la Caisse régionale a souhaité compléter ce dispositif par une provision spécifique sur risque SI basée sur un scénario de vol de données.

Gouvernance

Reprenant les orientations de l'EBA (European Banking Authority), le programme de stress tests au niveau du Groupe et des principales entités explicite clairement la gouvernance et les responsabilités de chacun des acteurs pour les stress tests couvrant le risque de crédit, de marché, opérationnel, liquidité et les risques liés aux taux.

Les scénarios utilisés dans les processus ICAAP, Appétence au risque ou pour des besoins réglementaires sont élaborés par la Direction Economique (ECO) et font l'objet d'une présentation au Conseil d'Administration. Ces scénarios économiques présentent l'évolution centrale et stressée des variables macroéconomiques et financières (PIB, chômage, inflation, taux d'intérêt et de change).

4.3.3 Procédures de contrôle interne et gestion des risques

L'organisation du contrôle interne de la Caisse régionale témoigne d'une architecture en phase avec les exigences légales et réglementaires, ainsi qu'avec les recommandations du Comité de Bâle.

Le dispositif et les procédures de contrôle interne sont définis, au sein de la Caisse régionale, comme l'ensemble des dispositifs visant la maîtrise des activités et des risques de toute nature et permettant la régularité (au sens du respect des lois, règlements et normes internes), la sécurité et l'efficacité des opérations.

Le dispositif et les procédures de contrôle interne se caractérisent par les objectifs qui leur sont assignés :

- application des instructions et orientations fixées par la Direction générale ;
- performance financière, par l'utilisation efficace et adéquate des actifs et ressources de la Caisse régionale, ainsi que la protection contre les risques de pertes ;
- connaissance exhaustive, précise et régulière des données nécessaires à la prise de décision et à la gestion des risques ;
- conformité aux lois et règlements et aux normes internes ;
- prévention et détection des fraudes et erreurs ;
- exactitude, exhaustivité des enregistrements comptables et établissement en temps voulu d'informations comptables et financières fiables.

Ces procédures comportent toutefois les limites inhérentes à tout dispositif de contrôle interne, du fait notamment de défaillances techniques ou humaines.

Conformément aux principes en vigueur au sein de la Caisse régionale, le dispositif de contrôle interne s'applique sur un périmètre large visant à l'encadrement et à la maîtrise des activités, ainsi qu'à la mesure et à la surveillance des risques sur base consolidée. Ce principe permet de décliner le dispositif de contrôle interne selon une logique pyramidale et sur l'ensemble des filiales de la Caisse régionale.

Les moyens, outils et reportings mis en œuvre dans cet environnement normatif permettent une information régulière, notamment au Conseil d'administration, au Comité des risques, à la Direction

générale et au management, sur le fonctionnement des dispositifs de contrôle interne et sur leur adéquation (système de contrôle permanent et périodique, rapports sur la mesure et la surveillance des risques, plans d’actions correctives, etc.).

a. Références en matière de contrôle interne

Les références en matière de contrôle interne procèdent des dispositions du Code monétaire et financier, de l’arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque, des services de paiement et des services d’investissement soumises au contrôle de l’Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR), du Règlement général de l’AMF et des recommandations relatives au contrôle interne, à la maîtrise des risques et à la solvabilité émises par le Comité de Bâle.

Ces normes, nationales et internationales, sont complétées de normes internes propres au Crédit Agricole :

- *Corpus* des communications à caractère permanent, réglementaire (réglementation externe et règles internes au Groupe) et d’application obligatoire, relatives notamment à la comptabilité (Plan comptable du Crédit Agricole), à la gestion financière, aux risques et aux contrôles permanents, applicables à l’ensemble de la Caisse régionale ;
- Charte de déontologie du Groupe Crédit Agricole ;
- Recommandations du Comité plénier de contrôle interne des Caisses régionales ;
- Corps de “notes de procédure” portant sur l’organisation, le fonctionnement ou les risques. Dans ce cadre, Crédit Agricole S.A. avait dès 2004 adopté un ensemble de notes de procédures visant au contrôle de la conformité aux lois et règlements. Ce dispositif procédural a été depuis lors adapté aux évolutions réglementaires et déployé dans les entités du Groupe, notamment en matière de sécurité financière (prévention du blanchiment de capitaux, lutte contre le financement du terrorisme, gel des avoirs, respect des embargos...) ou de détection des dysfonctionnements dans l’application des lois, règlements, normes professionnelles et déontologiques, par exemple. Ces notes de procédure font l’objet d’une actualisation régulière, autant que de besoin, en fonction notamment des évolutions de la réglementation et du périmètre de surveillance sur base consolidée.

4.3.3.1 Principes d’organisation du dispositif de contrôle interne

Afin que les dispositifs de contrôle interne soient efficaces et cohérents entre les différents niveaux d’organisation du Groupe, le Groupe Crédit Agricole s’est doté d’un corps de règles et de recommandations communes, basées sur la mise en œuvre et le respect de principes fondamentaux. Ainsi, la Caisse régionale se doit d’appliquer ces principes à son propre niveau.

Principes fondamentaux

Les principes d’organisation et les composantes des dispositifs de contrôle interne recouvrent des obligations en matière :

- d’information de l’organe de surveillance (stratégies risques, limites fixées aux prises de risques, activité et résultats du contrôle interne, incidents significatifs) ;
- d’implication directe de l’organe de direction dans l’organisation et le fonctionnement du dispositif de contrôle interne ;
- de couverture exhaustive des activités et des risques, de responsabilité de l’ensemble des acteurs ;
- de définition claire des tâches, de séparation effective des fonctions d’engagement et de contrôle,

de délégations formalisées et à jour ;

- de normes et procédures formalisées et à jour.

Ces principes sont complétés par :

- des dispositifs de mesure, de surveillance et de maîtrise des risques : de crédit, de marché, de liquidité, financiers, opérationnels (traitements opérationnels, qualité de l'information financière et comptable, processus informatiques), risques de non-conformité et risques juridiques ;
- un système de contrôle, s'inscrivant dans un processus dynamique et correctif, comprenant des contrôles permanents réalisés par les unités opérationnelles ou par des collaborateurs dédiés, et des contrôles périodiques (réalisés par les unités d'Inspection générale ou d'audit) ;
- l'adaptation des politiques de rémunérations du Groupe et des procédures de contrôle interne – en application de la réglementation nationale, européenne ou internationale en vigueur et notamment les réglementations liées à la *Capital Requirements Directive 4* (CRD 4), à l'AIFM, à UCITS V et à solvabilité 2, aux dispositions relatives à la *Volcker Rule*, à la loi de Séparation bancaire et à la directive MIF ainsi que les recommandations professionnelles bancaires relatives d'une part, à l'adéquation entre la politique de rémunération et les objectifs de maîtrise des risques, et d'autre part, à la rémunération des membres des organes exécutifs et de celle des preneurs de risques.

Pilotage du dispositif

Depuis l'entrée en vigueur des modifications du règlement 97-02 sur le contrôle interne relatives à l'organisation des fonctions de contrôle, éléments repris dans l'arrêté du 3 novembre 2014 abrogeant ce règlement, l'obligation est faite à chaque responsable de métier, chaque manager, chaque collaborateur, d'être à même de rendre compte et de justifier à tout moment de la correcte maîtrise de ses activités et des risques induits, conformément aux normes d'exercice des métiers bancaires et financiers, afin de sécuriser de façon pérenne chaque activité et chaque projet de développement et d'adapter les dispositifs de contrôle à mettre en œuvre à l'intensité des risques encourus.

Cette exigence repose sur des principes d'organisation et une architecture de responsabilités, de procédures de fonctionnement et de décision, de contrôles et de *reportings* à mettre en œuvre de façon formalisée et efficace à chacun des niveaux de la Caisse régionale : fonctions centrales, métiers, filiales, unités opérationnelles et fonctions support.

COMITE DE CONTROLE INTERNE

Le Comité de contrôle interne de la Caisse régionale, instance faîtière de pilotage des dispositifs, se réunit régulièrement sous la présidence du Directeur général de la Caisse régionale.

Ce Comité a pour objectif de renforcer les actions à caractère transversal à mettre en œuvre au sein de la Caisse régionale. Il a vocation à examiner les problématiques de contrôle interne et à s'assurer de la cohérence et de l'efficacité du contrôle interne sur base consolidée. Le Comité de contrôle interne, à caractère décisionnel et à décisions exécutoires, est composé des membres du Comité de Direction et les représentants des fonctions de contrôle. À ce titre, il est distinct du Comité des risques, démembré du Conseil d'administration, et il est notamment chargé de la coordination des trois fonctions de contrôle : Audit-Inspection, Risques, Conformité.

TROIS LIGNES METIERS INTERVENANT SUR L'ENSEMBLE DE LA CAISSE REGIONALE

En application de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque, des services de paiement et des services d'investissement soumises au contrôle de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, le RCPR a été désigné comme responsable de la

gestion des risques pour la Caisse régionale.

Le responsable de la fonction gestion des risques (RCPR), le responsable des contrôles périodiques (RAI) sont directement rattachés au Directeur général de la Caisse régionale. Le responsable Conformité est rattaché directement au RCPR.

Les fonctions de contrôle sont chargées d'accompagner les métiers et les unités opérationnelles pour assurer la régularité, la sécurité et l'efficacité des opérations. Elles effectuent à ce titre :

- le pilotage et le contrôle des risques de crédit, de marché, de liquidité, comptables, financiers et opérationnels ;
- la prévention et le contrôle des risques de non-conformité, notamment la prévention du blanchiment de capitaux, la lutte contre le financement du terrorisme, la prévention de la fraude, le respect des embargos et des obligations de gel des avoirs ;
- le contrôle indépendant et périodique du bon fonctionnement de l'ensemble des entités de la Caisse régionale.

En complément l'unité juridique a deux objectifs principaux : la maîtrise du risque juridique, potentiellement générateur de litiges et de responsabilités, tant civiles que disciplinaires ou pénales, et l'appui juridique nécessaire aux unités afin de leur permettre d'exercer leurs activités, tout en maîtrisant les risques juridiques et en minimisant les coûts associés.

L'application de l'ensemble des règles du Groupe est facilitée par la diffusion de recommandations nationales sur le contrôle interne par le Comité plénier de contrôle interne des Caisses régionales et par l'activité des fonctions de contrôles centrales de Crédit Agricole S.A. Le Comité plénier, chargé de renforcer le pilotage des dispositifs de contrôle interne des Caisses régionales, est composé de Directeurs généraux, de cadres de direction et de responsables des fonctions de contrôle des Caisses régionales, ainsi que de représentants de Crédit Agricole S.A. Son action est prolongée au moyen de rencontres régionales régulières et de réunions de travail et d'information entre responsables des fonctions de contrôle de Crédit Agricole S.A. et leurs homologues des Caisses régionales.

Le rôle d'organe central dévolu à Crédit Agricole S.A. amène celui-ci à être très actif et vigilant en matière de contrôle interne. En particulier, un suivi spécifique des risques et des contrôles des Caisses régionales est exercé à Crédit Agricole S.A. par l'unité Risque Banque de Proximité et Retail de la Direction des risques Groupe et par la Direction de la conformité Groupe.

ROLE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'administration de la Caisse régionale a connaissance de l'organisation générale de l'entreprise et approuve son dispositif de contrôle interne. Il approuve l'organisation générale de la Caisse régionale et de ses filiales ainsi que celle de son dispositif de contrôle interne et définit l'appétence au risque, dans le cadre d'une déclaration annuelle. Il est informé de l'organisation, de l'activité et des résultats du contrôle interne. Outre les informations qui lui sont régulièrement transmises, il dispose du Rapport annuel et de la présentation semestrielle sur le contrôle interne qui lui sont communiqués, conformément à la réglementation bancaire.

Le Conseil est informé, au travers du Comité des risques, des principaux risques encourus par l'entreprise et des incidents significatifs révélés par les systèmes de contrôle interne et de gestion des risques.

Le Président du Comité des risques de la Caisse régionale rend compte au Conseil des travaux du Comité et en particulier du Rapport annuel sur le contrôle interne et sur la mesure et la surveillance des risques. À la date de l'Assemblée générale, le Rapport annuel aura été présenté au Comité des risques, transmis à bonne date à l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) et aux Commissaires aux comptes. Il aura également fait l'objet d'une présentation au Conseil d'administration.

ROLE DU DIRECTEUR GENERAL EN MATIERE DE CONTROLE INTERNE

Le Directeur général définit l'organisation générale de l'entreprise et s'assure de sa mise en œuvre efficiente par des personnes habilitées et compétentes. Il est directement et personnellement impliqué dans l'organisation et le fonctionnement du dispositif de contrôle interne. En particulier, il fixe les rôles et responsabilités en matière de contrôle interne et lui attribue les moyens adéquats.

Il s'assure que les stratégies et limites de risques sont compatibles avec la situation financière (niveaux des fonds propres, résultats) et les stratégies arrêtées par le Conseil d'administration, dans le cadre de la déclaration d'appétence au risque.

Il veille à ce que des systèmes d'identification et de mesure des risques, adaptés aux activités et à l'organisation de l'entreprise, soient adoptés. Il veille également à ce que les principales informations issues de ces systèmes lui soient régulièrement reportées.

Il s'assure que le dispositif de contrôle interne fait l'objet d'un suivi permanent, destiné à vérifier son adéquation et son efficacité. Il est informé des dysfonctionnements que le dispositif de contrôle interne permettrait d'identifier et des mesures correctives proposées.

4.3.3.2 Dispositifs de contrôle interne spécifiques et dispositifs de maîtrise et surveillance des risques.

La Caisse régionale met en œuvre des processus et dispositifs de mesure, de surveillance et de maîtrise de ses risques (risques de contrepartie, de marché, opérationnels, risques financiers, etc.) adaptés à ses activités et à son organisation, faisant partie intégrante du dispositif de contrôle interne, dont il est périodiquement rendu compte à l'organe de direction, à l'organe de surveillance, au Comité des risques, notamment *via* les rapports sur le contrôle interne et la mesure et la surveillance des risques.

Fonction Risques et contrôles permanents

La ligne métier Risques Groupe a été créée en 2006 en application des modifications du règlement 97-02 (abrogé et remplacé par l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque, des services de paiement et des services d'investissement soumises au contrôle de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution). Elle a en charge à la fois la gestion globale et le dispositif de contrôle permanent des risques du Groupe : risques de crédit, financiers et opérationnels, notamment ceux liés à la qualité de l'information financière et comptable, à la sécurité physique et des systèmes d'information, à la continuité d'activité et à l'encadrement des prestations de services essentielles externalisées.

La gestion des risques de la Caisse régionale s'appuie sur un dispositif selon lequel les stratégies des métiers, y compris en cas de lancement de nouvelles activités ou de nouveaux produits, font l'objet d'un avis risques, et de limites de risques formalisées dans les politiques risques de la Caisse régionale. Ces limites sont revues *a minima* une fois par an ou en cas d'évolution d'une activité ou des risques et sont validées par le Conseil d'Administration. La cartographie des risques potentiels, la mesure et le suivi des risques avérés font l'objet d'adaptations régulières au regard de l'activité.

Les plans de contrôle sont adaptés au regard des évolutions de l'activité et des risques, auxquels ils sont proportionnés.

L'unité Contrôles Permanents représente la ligne métier Risques de la Caisse régionale. Elle est indépendante de toute fonction opérationnelle et rattachée au Directeur général de la Caisse régionale. Elle réunit les fonctions de contrôle central des risques de crédit, comptables et financiers, le contrôle permanent et risques opérationnels et les équipes conformité et sécurité financière. Les effectifs s'élèvent à 22,5 ETP au 31/12/2019.

Le fonctionnement de la ligne métier s'appuie sur des instances de gouvernance structurées, parmi lesquelles le Comité de contrôle interne, le Comité de Management de la Conformité et de l'Éthique, le Comité des risques opérationnels, le Comité des risques, le Conseil d'Administration, et des comités mensuels de suivi des risques de niveau Direction (comité grands risques, comités mensuels des risques, comité de gestion financière, comité financier...)

Contrôles permanents des risques opérationnels

L'unité Contrôles Permanents assure la coordination du dispositif du Contrôle Permanent (définition d'indicateurs de contrôles clés par type de risques, dispositif de maîtrise des risques opérationnels, le résultat des contrôles permanents, organisation d'un *reporting* des résultats de contrôles auprès des différents niveaux de consolidation concernés au sein de la Caisse régionale).

Dispositif de contrôle interne en matière de plans de continuité d'activité et de sécurité des systèmes d'information

Le dispositif de contrôle interne mis en place permet d'assurer auprès des instances de gouvernance de la sécurité de la Caisse régionale un *reporting* périodique sur le suivi des risques relatifs aux plans de continuité d'activité et à la sécurité des systèmes d'information.

PLANS DE CONTINUITE D'ACTIVITE

La Caisse régionale a retenu 90 processus essentiels du référentiel CASA pour lesquels une procédure PCA intégrant 6 types d'indisponibilités (Personnel (IDP) / SI (ILSI + IPSI) / Poste de Travail (IMPT) / Site de Production (IDP) + Prestataire) est décrite.

Le dispositif PCA de la CR intègre un dispositif de Gestion de Crise éprouvé et maintenu en condition opérationnelle par des tests réguliers des procédures PCA (100% des PCA sur 3 ans) ainsi que du dispositif de Gestion de Crise.

Le dispositif PCA intègre les PSEE par la formalisation dans les contrats de la nécessité de disposer d'un PCA et par la vérification périodique de la réalisation des tests PCA par le prestataire en charge de la PSE

En ce qui concerne les plans de secours informatique, les productions informatiques de la majorité des filiales de Crédit Agricole S.A. ainsi que celles des 39 Caisses régionales hébergées sur le bi-site sécurisé Greenfield bénéficient structurellement de solutions de secours d'un site sur l'autre.

Ces solutions sont testées, pour Crédit Agricole S.A. et ses filiales, de manière désormais récurrente. Les Caisses régionales suivent sensiblement le même processus en termes de tests.

SECURITE DES SYSTEMES D'INFORMATION

La Caisse régionale a poursuivi le renforcement de sa capacité de résilience face à l'ampleur des risques informatiques et en particulier des cyber-menaces et ce, en termes d'organisation et de projets (programme CARS). Ainsi, la Caisse régionale a mis en œuvre un comité de validation des barrières CARS et rend compte régulièrement à la Gouvernance de l'avancée du programme.

Les fonctions Manager des risques systèmes d'information (MRSI) et *Chief Information Security Officer* (CISO) sont déployées dans la Caisse régionale : le MRSI, rattaché au RCPR (responsable Contrôle permanent et Risques), consolide les informations lui permettant d'exercer un second regard.

Prévention et contrôle des risques de non-conformité

Voir partie 4.3.9 ci-dessous.

Contrôle périodique

L'unité audit-contrôle périodique, directement rattachée au Directeur général de la Caisse régionale, est le niveau ultime de contrôle au sein du Groupe Nord Midi-Pyrénées. Elle a pour responsabilité d'assurer le contrôle périodique du Groupe Nord Midi-Pyrénées au travers des missions qu'elle mène.

A partir d'une approche cartographique actualisée des risques se traduisant par un cycle d'audit en général compris entre 2 et 5 ans, elle conduit des missions de vérification sur place et sur pièces dans les unités de la Caisse régionale et dans les filiales du périmètre de surveillance sur base consolidée.

Ces vérifications périodiques intègrent un examen critique du dispositif de contrôle interne mis en place par les entités auditées. Ces diligences sont établies pour apporter des assurances raisonnables sur l'efficacité de ce dispositif en termes de sécurité des opérations, de maîtrise des risques et de respect des règles externes et internes.

Elles consistent notamment, au sein des entités auditées, à s'assurer du respect de la réglementation externe et interne, à apprécier la sécurité et l'efficacité des procédures opérationnelles, à s'assurer de l'adéquation des dispositifs de mesure et de surveillance des risques de toute nature et à vérifier la fiabilité de l'information comptable.

Comme prévu par la réglementation, l'audit de la Caisse régionale effectue également des missions d'audit des prestations de services essentiels externalisées.

Par ailleurs, l'unité audit-contrôle périodique s'assure, dans le cadre des Comités de contrôle interne, auxquels participent la Direction générale, le responsable de l'Audit interne, le responsable Risques et contrôle permanent et le responsable de la Conformité de la Caisse régionale – du bon déroulement des plans d'audit, de la correcte maîtrise des risques et d'une façon générale, de l'adéquation des dispositifs de contrôle interne.

L'unité audit-contrôle périodique assure un suivi régulier de la mise en œuvre des recommandations. Ce dispositif permet de s'assurer de l'avancement des actions correctrices programmées, mises en œuvre selon un calendrier précis, en fonction de leur niveau de priorité, et au responsable de l'Audit interne d'exercer, le cas échéant, le devoir d'alerte auprès de l'organe de surveillance et du Comité des risques en vertu de l'article 26 b) de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque, des services de paiement et des services d'investissement soumises au contrôle de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution.

En application de l'article 23 de l'arrêté, l'unité audit-contrôle périodique rend compte de l'exercice de ses missions au Conseil d'administration de la Caisse régionale.

4.3.4 Risques de crédit

Un risque de crédit se matérialise lorsqu'une contrepartie est dans l'incapacité de faire face à ses obligations et que celles-ci présentent une valeur d'inventaire positive dans les livres de la Banque. Cette contrepartie peut être une banque, une entreprise industrielle et commerciale, un État et les diverses entités qu'il contrôle, un fonds d'investissement ou une personne physique.

Définition du défaut

La définition du défaut utilisée en gestion, identique à celle utilisée pour les calculs réglementaires, est conforme aux exigences prudentielles en vigueur dans les différentes entités du Groupe.

Ainsi, un débiteur est considéré en situation de défaut, lorsqu'au moins une des deux conditions suivantes est satisfaite :

- un arriéré de paiement généralement supérieur à 90 jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- l'entité estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

L'engagement peut être constitué de prêts, de titres de créances ou de propriété ou de contrats d'échange de performance, de garanties données ou d'engagements confirmés non utilisés. Ce risque englobe également le risque de règlement-livraison inhérent à toute transaction nécessitant un échange de flux (espèce ou matière) en dehors d'un système sécurisé de règlement.

Prêts restructurés

Les restructurations au sens de l'EBA (*forbearance*) correspondent à l'ensemble des modifications apportées à un ou plusieurs contrats de crédit, ainsi qu'aux refinancements, accordés en raison de difficultés financières rencontrées par le client.

Dès lors que l'opération de restructuration au sens de l'EBA a été réalisée, l'exposition conserve ce statut de « restructuré » pendant une période minima de 2 ans si l'exposition était saine au moment de la restructuration, ou de 3 ans si l'exposition était en défaut au moment de la restructuration. Ces périodes sont prolongées en cas de survenance de certains événements prévus par les normes du Groupe (nouveaux incidents par exemple).

Dans ce contexte, la Caisse régionale a mis en œuvre des solutions d'identification et de gestion de ces expositions, selon les cas : à dire d'expert, algorithmique. Ces dispositifs permettent également de répondre à l'exigence de production trimestrielle des états réglementaires sur cette thématique.

4.3.4.1 Objectifs et politique

La prise de risque de crédit par la Caisse régionale s'inscrit dans le cadre de l'appétence au risque validée par le Conseil d'administration de la Caisse régionale. Les stratégies risques sont adaptées à chaque marché et à leur plan de développement. Elles décrivent les limites globales applicables, les critères d'intervention (notamment type de contreparties autorisées, nature et maturité des produits autorisés, sûretés exigées) et le schéma de délégation de décision.

Le respect de ces stratégies risques relève de la responsabilité des marchés spécialisés et est contrôlé par le responsable des Risques et Contrôles Permanents. La Caisse régionale procède à l'actualisation périodique de la politique de maîtrise des risques. La dernière révision a été validée par le Conseil d'Administration dans sa séance du 23 Juillet 2019.

L'utilisation d'instruments de marché pour réduire et diversifier les risques de contrepartie comme les dérivés de crédit ou les mécanismes de titrisation permet à la Caisse régionale d'optimiser l'emploi de ses fonds propres. De même, la syndication de crédits auprès de banques externes ainsi que la recherche de couverture des risques (assurance-crédit, dérivés), constituent d'autres solutions pour atténuer les concentrations éventuelles.

La Caisse régionale s'efforce de diversifier ses risques afin de limiter son exposition au risque de crédit et de contrepartie, notamment en cas de crise sur un secteur industriel ou un pays. Dans cet objectif, la Caisse régionale surveille régulièrement le montant total de ses engagements par contrepartie, par portefeuille d'opérations, par secteur économique et par pays.

Lorsque le risque est avéré, une politique de dépréciation individuelle ou sur base de portefeuille est mise en œuvre.

S'agissant plus spécifiquement du risque de contrepartie sur opération de marché, la politique en matière de constitution de réserves de crédit sur ce type de risque est similaire au risque de crédit avec, pour les clients « sains » un mécanisme d'évaluation du risque CVA (*Crédit Valuation Adjustment*) économiquement comparable à une provision collective, et pour les clients en défaut une dépréciation adaptée à la situation du dérivé, tenant compte de l'existence du montant de CVA constitué avant le défaut.

4.3.4.2 Gestion du risque de crédit

4.3.4.2.1 Principes généraux de prise de risque

Toute opération de crédit nécessite une analyse approfondie de la capacité du client à rembourser son endettement et de la façon la plus efficiente de structurer l'opération, notamment en termes de sûretés et de maturité. Elle doit s'inscrire dans la stratégie risques du métier concerné et dans le dispositif de limites en vigueur, tant sur bases individuelles que globale.

La décision finale d'engagement s'appuie également sur la note interne de la contrepartie et est prise par des unités d'engagement ou des Comités de crédit, accompagnée le cas échéant d'un avis risque indépendant du Contrôles Permanents, dans le cadre du système de délégation en vigueur.

Tableau récapitulatif des limites individuelles de risque de crédit

Types de contrepartie	Grades BALE 2	Limite individuelle (en EAD et en €)	
Particuliers	Tous grades	2,5 M€	Les dépassements sont du ressort du Comité des Engagements
Agriculteurs	Tous grades	4 M€	Les dépassements sont du ressort du Comité des Engagements
Professionnels	Tous grades	4 M€	Les dépassements sont du ressort du Comité des Engagements
Professionnels de la CASEG	Tous grades	6 M€	Les dépassements sont du ressort du Comité des Engagements
Marché des entreprises	Grades A à C	30 M€ net après prise en compte de la garantie FONCARIS	Les dépassements sont du ressort du Comité des Engagements
Marché des entreprises	Grades C- et D+	20 M€ net après prise en compte de la garantie FONCARIS	Les dépassements sont du ressort du Comité des Engagements
Marché des entreprises	Grades D et suivantes	15 M€ net après prise en compte de la garantie FONCARIS	Les dépassements sont du ressort du Comité des Engagements
Marché des entreprises	LBO purs	15 M€	Les dépassements sont du ressort du Comité des Engagements
Promotion Immobilière	Tous grades	12 M€ net après prise en compte de la garantie FONCARIS	Les dépassements sont du ressort du Comité des Engagements

Sociétés d'Economie Mixte (SEM)	Tous grades	12 M€	Les dépassements sont du ressort du Comité des Engagements
Collectivités Publiques <i>Hors Départements et Région CR NMP</i>	Tous grades	30 M€	Les dépassements sont du ressort du Comité des Engagements
Départements CR NMP et Région OCCITANIE	A+/A	90 M€ Et 50% de l'endettement bancaire de la Collectivité Publique	Les dépassements sont du ressort du Comité des Engagements
CCMSA	A+/A	50 M€	Les dépassements sont du ressort du Comité des Engagements

Tableau récapitulatif des limites globales de risque de crédit

Type de crédits ou marchés	Limites globales (en %)	Limites globales (en EAD bruts) au 31/12/2019	EAD bruts Au 31/12/2019
Crédits syndiqués toutes contreparties Entreprises (CRNMP suiveurs)	< ou = à 20 % de l'EAD brut du marché Entreprises*	437 M€	270 M€
FEL (LBO / FSA / CEL)	< ou = à 15 % de l'EAD brut du marché Entreprises*	328 M€	234 M€
dont LBO purs	< ou = à 5 % de l'EAD brut du marché Entreprises*	109 M€	33 M€
Promotion Immobilière	< ou = à 3 % de l'EAD brut du marché Entreprises*	66 M€	21 M€
Energies Renouvelables	< ou = 10 % de l'EAD brut des marchés Entreprises & Agriculture & Professionnels**	522 M€	250 M€
Particuliers	Aucune	Non concerné	
Agriculteurs	Aucune	Non concerné	
Professionnels	Aucune	Non concerné	
Professionnels de la CASEG	Aucune	Non concerné	
Entreprises	Aucune	Non concerné	
Professionnels de l'Immobilier	Aucune	Non concerné	
Sociétés d'Economie Mixtes (SEM)	Aucune	Non concerné	
Marché des Collectivités Publiques	Aucune	Non concerné	

Procédures de décision

Le Conseil d'administration a délégué ses pouvoirs en matière d'octroi de crédits au Directeur général ainsi qu'à deux types de Comités : le Comité départemental des prêts et le Comité des Engagements.

- Le Directeur Général : il a reçu des pouvoirs du Conseil d'Administration qu'il a délégué à différents collaborateurs selon le métier exercé et dans le respect de limites strictes contenues dans le recueil des délégations.
- Le comité départemental des prêts : il se réunit toutes les semaines. Il agit par délégation du Conseil d'Administration. Il statue sur l'octroi de crédit pour les dossiers hors délégation du réseau et des marchés dans les limites maximum d'un encours après projet par groupe de contrepartie suivantes :
 - De 2,5 M€ pour les clients relevant du marché des Particuliers.
 - De 4 M€ pour les clients des marchés Professionnels et Agriculteurs.
 - De 5 M€ pour les Entreprises notées E+, E, E-.
 - De 8 M€ pour les Entreprises notées de A+ à D-.
 - De 8 M€ pour les Collectivités Publiques.
 - De 5 M€ pour la Promotion Immobilière.

Au-delà de ces montants, les dossiers sont présentés au Comité des Engagements. Le Comité des Prêts est informé, sur les marchés de proximité, des dossiers relevant du Comité des Engagements.

- Le Comité des Engagements est composé :
 - D'administrateurs désignés par le Conseil d'Administration.
 - Du Directeur Général ou de son représentant qui est un Directeur Général adjoint ou, par exception, un membre de la Direction.

Il se réunit en principe tous les 15 jours et sur la base des analyses présentées par les responsables des marchés particuliers, professionnels, agriculteurs, entreprises, collectivités publiques, il statue sur :

- les dossiers qui excèdent les pouvoirs des Comités Départementaux des Prêts (Cf. chiffres indiqués ci-dessus).

- les dossiers dépassant les limites individuelles de la Caisse régionale (présentation semestrielle en Conseil d'administration des dépassements).

- Avis Risque Indépendant :
 - Certains dossiers doivent faire l'objet d'un Avis Risque Indépendant de la part du Contrôle Permanent (Contrôle Central des Risques) qui est lu lors de la présentation du dossier devant l'instance décisionnelle.
 - Critères d'éligibilité à l'avis risque indépendant :
 - Comités des Prêts Départementaux :
 - Dossiers Corporate (Entreprises, Promotion Immobilière, Collectivités Publiques) : Groupe de Risque dont l'encours après projet est > 3 M€

et dont la note est égale à : o E+ ou E ou E- (sensibles), o F ou Z (défaut).

- Financement d'acquisition de parts : projet > 2 M€ quelle que soit la note du Groupe de Risque, et quel que soit le marché.

- Comité des Engagements :

- Collectivités Publiques : Groupe de Risque dont l'encours après projet est > 24 M€, quelle que soit la note.
- Entreprises :
 - Groupe de Risque dont l'encours après projet est > 12 M€ pour les notes allant de A à D.
 - o Groupe de Risque dont l'encours après projet est > 8 M€ pour la note D-.
- Promotion Immobilière : Groupe de Risque dont l'encours après projet est > 5 M€, quelle que soit la note.
- Dossiers Corporate (Entreprises, Promotion Immobilière, Collectivités Publiques) : Groupe de Risque dont l'encours après projet est > 5 M€ et dont la note est égale à :
 - E+ ou E ou E- (sensibles).
 - F ou Z (défaut).
- Financement d'acquisition de parts avec projet > 2 M€ et dont l'encours après projet du Groupe de Risque relève du Comité des Engagements, quelle que soit la note et quel que soit le marché.
- Agris-Pros et Pros de la CASEG : Groupe de Risque dont l'encours après projet est > 4 M€ quelle que soit la note.
- Particuliers : Groupe de Risque dont l'encours après projet est > 2,5 M€ quelle que soit la note.

4.3.4.2.2 Méthodologies et systèmes de mesure des risques

LES SYSTEMES DE NOTATION INTERNE ET DE CONSOLIDATION DES RISQUES DE CREDIT

La Caisse régionale s'appuie sur les outils internes au groupe.

Sur le périmètre de la clientèle de détail, l'analyse s'effectue sur des critères d'appréciation du risque spécifiques à chaque marché, qui couvrent les crédits aux particuliers (notamment les prêts à l'habitat et les crédits à la consommation), aux professionnels et agriculteurs.

Une note est attribuée mensuellement à chaque contrat et groupe de risque. Elle est déterminée par le croisement de plusieurs critères qui permettent d'estimer le risque de probabilité de défaut.

L'échelle de notation de LUC comprend différents grades hors défaut assortis des probabilités de défaut indiquées dans les tableaux de correspondance ci-dessous.

Le modèle a évolué en février 2019 « version V42 » avec un complément « V42 Bis » à fin Avril 2019.

Tableau des PD par segment de notation utilisé en 2019.

	Grade PD	Total	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	Y	U
GR PARTICULIERS	PD V41	1,82%	0,04%	0,07%	0,17%	0,34%	0,64%	1,03%	2,63%	6,51%	11,95%	21,20%	47,66%		
	PD V42	1,76%	0,04%	0,07%	0,17%	0,33%	0,61%	1,06%	2,56%	6,30%	11,71%	20,88%	50,91%		
GR AGRICULTEURS	PD V41	2,75%			0,18%	0,32%	0,55%	0,98%	2,42%	6,31%	11,99%	22,97%	47,97%	0,86%	
	PD V42	2,56%			0,16%	0,27%	0,44%	0,80%	2,09%	5,55%	10,80%	21,41%	46,39%	0,78%	
GR PROFESSIONNELS	PD V41	4,08%			0,16%	0,33%	0,63%	1,27%	2,37%	5,49%	11,96%	23,75%	47,83%	1,78%	
	PD V42	3,83%			0,15%	0,30%	0,56%	1,12%	2,11%	4,80%	10,73%	22,13%	47,11%	1,66%	
GR ASSOCIATIONS	PD V41	0,60%	0,05%		0,17%	0,40%	0,90%	1,76%		4,83%		24,06%			0,29%
	PD V42	0,68%	0,05%		0,16%	0,42%	1,12%	1,69%		6,52%		23,09%			0,36%

Comparaison des PD V41 et V42

Sur le périmètre de la grande clientèle, une échelle de notation unique sur quinze positions, qui a été établie sur la base d'une segmentation du risque "au travers du cycle", permet de disposer d'une vision homogène du risque de défaillance. Elle est constituée de treize notes (A+ à E-) qualifiant les contreparties qui ne sont pas en défaut (dont 3 notes dites « sensibles » E+/E/ E-) et de deux notes (F et Z) qualifiant les contreparties en défaut.

CORRESPONDANCES ENTRE LA NOTATION GROUPE ET LES AGENCES DE NOTATION

Groupe Crédit Agricole	A+	A	B+	B	C+	C	C-	D+	D	D-	E+	E	E-
Équivalent indicatif Moody's	Aaa	Aa1/Aa2	Aa3/A1	A2/A3	Baa1	Baa2	Baa3	Ba1	Ba2	Ba3	B1/B2	B3	Caa/Ca/C
Équivalent indicatif Standard & Poor's	AAA	AA+/AA	AA-/A+	A/A-	BBB+	BBB	BBB-	BB+	BB	BB-	B+/B	B-	CCC/CC/C
Probabilité de défaut à 1 an	0,001 %	0,01 %	0,02 %	0,06 %	0,16 %	0,30 %	0,60 %	0,75 %	1,25 %	1,90 %	5,0 %	12,00 %	20,00 %

Par ailleurs, la Caisse régionale continue de porter ses efforts d'amélioration du dispositif de pilotage des risques sur la gestion des tiers et des groupes, qui a pour objet de garantir la correcte identification des tiers et groupes porteurs de risque.

MESURE DU RISQUE DE CREDIT

La mesure des expositions au titre du risque de crédit intègre les engagements tirés augmentés des engagements confirmés non utilisés.

La politique de fixation de limites pour le risque de Crédit est identique à celle décrite ci-dessus dans le paragraphe 4.3.4 Risques de crédit paragraphe b Gestion du risque de crédit.

4.3.4.2.3 Dispositif de surveillance des engagements

Des règles de division des risques, de fixation des limites, des processus spécifiques d'engagements et de critères d'octroi sont mises en place dans le but de prévenir toute concentration excessive du portefeuille et de limiter l'impact de toute dégradation éventuelle.

PROCESSUS DE SURVEILLANCE DES CONCENTRATIONS PAR CONTREPARTIE OU GROUPE DE CONTREPARTIES LIEES

Les engagements consolidés de la Caisse régionale sont suivis par contrepartie d'une part et par groupe de contreparties liées d'autre part. On entend, par groupe de contreparties, un ensemble d'entités juridiques françaises ou étrangères liées entre elles, quels que soient leur statut et leur activité économique, permettant de prendre la mesure de l'exposition totale aux risques de défaillance sur ce groupe du fait de celle de l'une ou plusieurs de ces entités. Les engagements sur une contrepartie ou sur un groupe de contreparties liées incluent l'ensemble des crédits accordés par le Groupe, mais également les opérations de haut de bilan, les portefeuilles d'obligations, les

engagements par signature et les risques de contrepartie liés à des opérations de marché. Les limites sur les contreparties et sur les groupes de contreparties liées sont enregistrées au sein du système d'information interne. Lorsqu'une contrepartie est partagée entre plusieurs filiales, un dispositif de limite globale de niveau Groupe est alors mis en place à partir de seuils d'autorisation d'engagement dépendant de la notation interne.

Chaque marché transmet semestriellement au Conseil d'Administration les plus grands groupes de risques dont les engagements sont supérieurs aux limites individuelles.

Fin 2019, les engagements commerciaux de la Caisse régionale auprès de leurs dix plus grands clients non bancaires hors États souverains représentent 5.63% du portefeuille total d'engagements commerciaux. La diversification du portefeuille sur base individuelle est satisfaisante.

PROCESSUS DE REVUE DE PORTEFEUILLE ET DE SUIVI SECTORIEL

Des revues périodiques de portefeuille par entité ou métier étoffent le processus de surveillance et permettent ainsi d'identifier les dossiers qui se dégradent, d'actualiser la notation des contreparties, d'opérer le suivi des stratégies risques et de surveiller l'évolution des concentrations (par filière économique par exemple).

Ce processus de surveillance s'articule autour des comités des risques (comité des risques, comité des grands risques) piloté par les Contrôles Permanents, soit pour l'année 2019 :

➤ Comités Mensuels Risques : 12 comités ont été tenus en 2019.

Le Comité Mensuel des Risques est présidé par le Directeur Général Adjoint Fonctionnement. Interviennent les services du Contentieux, le Recouvrement Amiable et les Marchés (celui ou ceux qui participent au Comité Grands Risques prévu sur la séance), le Contrôle Permanent et toutes unités à la demande du Comité sur des problématiques risques spécifiques.

Sujets abordés (liste non exhaustive) :

- Chaque marché présente une synthèse des résultats de ses contrôles de délégation d'octroi de crédit agence et marché, avec le cas échéant, des plans d'actions rendus nécessaires par la dégradation d'indicateurs.
- Analyse individualisée de certains dossiers,
- Etudes sur des sujets relatifs au risque de crédit (analyse filières, étude des scores, etc.),
- Zoom sur les évolutions des risques à travers les différents indicateurs et tableau de bord,

Cette instance statue également comme entité faîtière de mise en œuvre du dispositif d'alertes du Groupe Crédit Agricole, ainsi que du dispositif de notation Corporate, en application de la procédure interne de notation :

- Présentation des dossiers avec encours > 5 M€ et dégradation de NOR > 1 grade suite à renotation pour décision d'engager la procédure d'alerte Groupe ;
- Présentation des dossiers avec écarts de NOR / NCF > 2 grades pour validation de la notation;
- Validation des notes Bâle 2 dans le cadre du Second Regard pour les notes Bâle 2 avec écart NOR/NCF > 1 grade (NOR = Note Financière Retenue ; NCF = Note Financière Calculée) ;
- Notion de « Triple Regard » sur les notes Bâle 2 validées par le Second Regard dont l'écart NOR/NCF est ≤ 1 et :
 - Dont le Chiffre d'Affaires de la Contrepartie ou de son Groupe de Risques est ≥ 50 M€
 - Et/ou dont les Contreparties ou leur Groupe de Risques ont une note « Sensible » (E+, E et E-) et comptabilisent un EAD ≥ 10 M€.

En 2019, plusieurs analyses ont été conduites par les Contrôles Permanents (liste non exhaustive) :

- Analyse du portefeuille Entreprises et analyse LBO/FSA au CMR du 30/01/2019.
- Analyse du portefeuille du segment des Professionnels, 27/02/2019.
- Analyse sur les octrois habitat suite à enquête nationale (dégradation des critères d'octroi), au CMR du 26/06/2019.
- Analyse portefeuille crédits Segment Entreprises au 30/06/2019, aux CMR du 31/07/2019.
- Analyse des portefeuilles « sensibles » en relation avec la mise en place de la Forbearance (prêts restructurés, prêts in fine, prêt CT habitat renouvelés une fois).
- Présentations des indicateurs Forbearance, au CMR des 03/10/2019.
- Prescription Habitat par génération, analyse du risque par prescripteur et analyse prêts in fine sur l'Habitat, CMR du 18/12/2019.

Dans le cadre de la surveillance du risque habitat, une revue de portefeuille a été organisée suite à décision du CMR du 3 octobre 2019. Elle concerne les financements habitat avec apport < 5% et note dégradée ainsi que les clients avec financement habitat ayant bénéficié de plusieurs options /modulations sur 12 mois.

- **Comités Grands Risques** : 12 comités ont été tenus en 2019 ; 8 dédiés à la Banque de détail (4 pour la clientèle Particuliers, 4 pour la clientèle Professionnels et Agriculteurs) et 4 à la Grande clientèle.

Le CGR est présidé par le Directeur Général Adjoint du Fonctionnement pour la Banque de Détail et du Développement pour le Corporate, chacun pouvant intervenir en remplacement de l'un de l'autre si cela s'avère nécessaire.

Il est composé du Directeur du/des Marchés concernés, du Directeur des Risques, du Responsable de l'unité Contrôles Permanents ou de son représentant et du Contrôle Central des Risques.

Les sélections de dossiers sont effectuées par l'unité Contrôles Permanents.

Par ailleurs, d'autres dossiers peuvent être examinés sur propositions du Comité.

La présentation des contreparties porte sur l'évolution de leur situation financière, la nature des garanties détenues par la Caisse régionale, l'évolution du marché et de la concurrence, les projets du client, les flux confiés, le fonctionnement du compte, l'évolution de la cotation interne ou Banque de France, etc.

Les décisions prises peuvent avoir pour effet le classement du client en CDL/défaut forcé ou donner lieu à des recommandations précises auprès des agences et des services du siège quant à la suite à réserver à la relation (désengagement, nécessité d'accroître les flux confiés, etc.).

PROCESSUS DE SUIVI DES CONTREPARTIES DEFAILLANTES ET SOUS SURVEILLANCE

Les contreparties défaillantes ou sous surveillance font l'objet d'une gestion rapprochée par les métiers, en liaison avec les responsables des Risques et Contrôles Permanents.

Le suivi des contreparties défaillantes de la Caisse régionale est adapté en fonction du marché :

Au niveau des marchés de proximité (particuliers, professionnels, agriculteurs), le processus se décline en 3 phases :

- 1ère phase : traitement dans les points de vente.
- 2ème phase : en l'absence de régularisation, le dossier est transféré dans les unités de recouvrement commercial, placées sous la responsabilité de la Direction des Risques. Il s'agit d'unités de recouvrement amiable.
- 3ème phase : le dossier est transféré au contentieux en cas d'échec des phases amiables ou en cas de survenance d'une procédure collective : sauvegarde, redressement judiciaire, liquidation judiciaire.

Au niveau du marché des entreprises

- La cellule « Affaires Spéciales », rattachée à la Direction des Entreprises, accompagne les Centres d'Affaires Entreprises dans la gestion quotidienne des risques. Elle gère les dossiers présentant un risque aggravé pour la CR et qui lui sont transférés sur décision du Directeur du Marché ou du Comité des Risques.
- Le transfert à l'unité contentieux, placée sous la responsabilité de la Direction des Risques, s'effectue lors de la survenance d'une procédure collective : sauvegarde, redressement judiciaire, liquidation judiciaire.

Particularisme des Défaits forcés

Il doit être noté que lorsqu'une contrepartie (non notée « défaut ») présente des risques élevés de défaillance, la Caisse régionale prend l'initiative de la positionner en « Défaut forcé ». De ce fait, cette contrepartie est exclue de la délégation d'octroi de crédit des agences de proximité et les encours sont affectés d'une provision individuelle.

Revue de portefeuille des Unités de recouvrement commercial

La Direction des Risques examine les dossiers de l'unité recouvrement amiable. Les dossiers sont sélectionnés par le Directeur des Risques. Deux revues ont été réalisées en 2019 sur les portefeuilles des clientèles particuliers, professionnels et agriculteurs.

Revue de portefeuille Contentieux

Deux réunions (mai et novembre) ont été tenues en 2019, sur la base d'une sélection réalisée par l'Unité Contrôles Permanents de dossiers rattachés à chaque portefeuille. L'objectif de cette revue est notamment de s'assurer que les dossiers font l'objet d'un traitement de recouvrement actif (exploitation des voies de recouvrement, tenue des fiches de synthèse des dossiers, provisionnement et passages à perte), et qu'ils ne restent pas en souffrance.

Y participent le Directeur des risques, le Responsable de l'unité Contentieux, les analystes de l'Unité, le Contrôleur Central des Risques.

PROCESSUS DE SUIVI DES RISQUES DE CREDIT SUR BASE CONSOLIDEE

Le profil de risque de crédit de la Caisse régionale est suivi en Comité de Contrôle Interne. Par ailleurs, le Conseil d'Administration est informé tous les mois des principaux indicateurs de risques par marchés.

En complément, des analyses détaillées sont réalisées en Comité Mensuel des risques bancaires.

PROCESSUS DE SURVEILLANCE ET DE GESTION DU RISQUE PAYS

La Caisse régionale respecte les règles de territorialité édictées par le Groupe Crédit Agricole (entrée en relation et financements). Le territoire privilégié de développement crédit est composé des 4 départements de Nord Midi-Pyrénées (12 – 46 – 81 et 82). Par ailleurs, la Caisse régionale, de par sa

relation historique, peut financer ou entrer en relation avec les clients d'origine Aveyronnaise résidant sur Paris et avec des clients ou prospects qui rachètent des Cafés Hôtels Restaurants déjà financés préalablement. La zone privilégiée de développement se situe à Paris « intra-muros ».

STRESS TESTS DE CREDIT

La Caisse régionale utilise le kit stress-test du groupe Crédit Agricole, qui fournit les résultats d'un scénario macroéconomique global, violent mais plausible, s'inscrivant dans l'avenir et déterminé par les économistes du groupe.

Le stress de sensibilité consiste en l'application d'une dégradation massive de la notation Bâle 2 du portefeuille de la grande clientèle, telle qu'observée lors de la crise des PME de 1993 en France. Il s'agit ainsi de mesurer l'impact, sur le portefeuille actuel, d'une crise identifiée.

Les résultats des stress tests à A+1 et A+2 appliqués au portefeuille de crédits, mettent en évidence l'hétérogénéité de sensibilité des filières et la capacité de résistance de la Caisse régionale et ont été présentés en Comité Risques des Administrateurs du 10 décembre 2019.

4.3.4.2.4 Mécanismes de réduction du risque de crédit

GARANTIES REÇUES ET SURETES

Les crédits consentis par la Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées sont globalement assortis de garanties. La prise de garantie ne se substitue en aucun cas à l'instruction et n'est jamais considérée comme un élément clé de la décision. Les garanties doivent être adaptées au financement accordé et appréciées à leur juste valeur.

UTILISATION DE CONTRATS DE COMPENSATION

Dans le cadre de la réduction du risque de contrepartie, la Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées dispose d'une convention FBF avec Crédit Agricole Corporate and Investment Bank relative aux opérations sur instruments financiers à terme.

UTILISATION DE DERIVES DE CREDIT

Ces dérivés clients dit « autres que de couvertures » sont systématiquement adossés dans les comptes de la Caisse régionale, opération de « back to back ». Lors de la mise en place de ces instruments, une double validation est nécessaire : Direction du marché des Entreprises et Direction Financière. Ces instruments sont valorisés mensuellement dans les comptes de la Caisse régionale, une communication à minima annuelle est adressée à l'attention des clients.

Au 31/12/2019 l'encours des dérivés de crédit s'élève à 201,2M€, valorisés à 7,9 M€ (l'encours était de 212,1 M€ à fin 2018). (Source KTP).

4.3.4.3 Expositions

4.3.4.3.1 Exposition maximale

Le montant de l'exposition maximale au risque de crédit de la Caisse régionale correspond à la valeur nette comptable des prêts et créances, des instruments de dettes et des instruments dérivés de couverture.

Au 31 décembre 2019, l'exposition maximale au risque de crédit et de contrepartie de la Caisse régionale s'élève à 15,68 milliards d'euros (14,87 milliards d'euros au 31 décembre 2018), en hausse de 5.41 % par rapport à l'année 2018.

4.3.4.3.2 Concentration

DIVERSIFICATION DU PORTEFEUILLE PAR FILIERE D'ACTIVITE ECONOMIQUE

Sur le portefeuille d'engagements commerciaux, le périmètre ventilé par filière d'activité économique s'élève à 7,4 milliards d'euros au 31 décembre 2019, en augmentation de 5,77% sur un an.

REPARTITION DES ENGAGEMENTS COMMERCIAUX PAR FILIERE D'ACTIVITE ECONOMIQUE

Filières/Secteurs d'Activité	EAD			
	31/12/2019	%	31/12/2018	Evol/2018
AGROALIMENTAIRE	2 070 437	27,81%	1 936 763	6,90%
IMMOBILIER	1 558 104	20,93%	1 403 219	11,04%
SERVICES NON MARCHANDS / SECTEUR PUBLIC / COLLECTIVITES	1 116 034	14,99%	1 110 751	0,48%
TOURISME / HÔTELS / RESTAURATION	466 495	6,27%	443 518	5,18%
DIVERS	419 912	5,64%	397 118	5,74%
DISTRIBUTION / INDUSTRIES DE BIEN DE CONSOMMATION	409 748	5,50%	380 973	7,55%
SANTE / PHARMACIE	334 970	4,50%	339 097	-1,22%
ENERGIE	281 191	3,78%	294 547	-4,53%
BTP	264 172	3,55%	244 898	7,87%
UTILITIES	111 929	1,50%	113 432	-1,33%
AUTOMOBILE	113 578	1,53%	100 533	12,98%
INDUSTRIE LOURDE	77 282	1,04%	76 568	0,93%
AUTRES TRANSPORTS	58 924	0,79%	52 198	12,89%
AUTRES INDUSTRIES	54 138	0,73%	53 204	1,76%
AUTRES ACTIVITES FINANCIERES (NON BANCAIRES)	26 181	0,35%	18 175	44,05%
BOIS / PAPIER / EMBALLAGE	21 159	0,28%	19 223	10,07%
ASSURANCE	18 135	0,24%	15 326	18,33%
MEDIA / EDITION	12 010	0,16%	15	79966,67%
TELECOM	11 912	0,16%	11 776	1,15%
INFORMATIQUE / TECHNOLOGIE	8 433	0,11%	6 444	-
BANQUES	7 385	0,10%	6 379	15,78%
AERONAUTIQUE / AEROSPATIAL	1 467	0,02%	1 663	-11,79%
MARITIME	356	0,00%	384	-
TOTAUX	7 443 952	100,00%	7 037 698	5,77%

(Source Gerico - Prévention des Risques)

Le portefeuille d'engagements commerciaux ventilé par filière d'activité économique est bien diversifié avec toutefois 3 dominantes supérieures à 10% : l'AGROALIMENTAIRE : 28 %, l'IMMOBILIER : 21%, et les SERVICES NON MARCHAND/SECTEUR PUBLIC/COLLECTIVITES : 15%.

VENTILATION DES ENCOURS DE PRETS ET CREANCES PAR AGENT ECONOMIQUE

Les encours bruts de prêts (14,9 milliards d'euros au 31 décembre 2019 contre 13,8 milliards d'euros au 31 décembre 2018) augmentent de 8% en 2019. Ils se répartissent respectivement entre la Grande Clientèle (25,39%) et la Clientèle de Détail (74,61%).

MARCHE	EAD au 31/12/2019 en M€	%
PART	8 050	54,14%
AGRI	1 567	10,54%
PRO	1 468	9,87%
ENT	2 403	16,16%
ASSO	10	0,06%
COLL PUB	1 370	9,22%
TOTAL EAD	14 868	100,00%

4.3.4.3.3 Qualité des encours

ANALYSE DES PRETS ET CREANCES PAR CATEGORIES

La répartition des encours de prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle se présente de la manière suivante :

Prêts et créances (en millions d'euros)	31/12/2019	31/12/2018
Ni en souffrance, ni dépréciés	14062	12797
En souffrance, non dépréciés	165	190
Dépréciés	268	281
TOTAL	14495	13268

Le portefeuille de prêts et créances au 31 décembre 2019 est composé à 97% d'encours ni en souffrance, ni dépréciés (96.45 % au 31 décembre 2018).

Selon la norme IFRS 7, un actif financier est en souffrance lorsqu'une contrepartie n'a pas effectué un paiement à la date d'échéance contractuelle de celui-ci.

Le détail des actifs financiers en souffrance ou dépréciés est présenté en note 3.1 des états financiers consolidés.

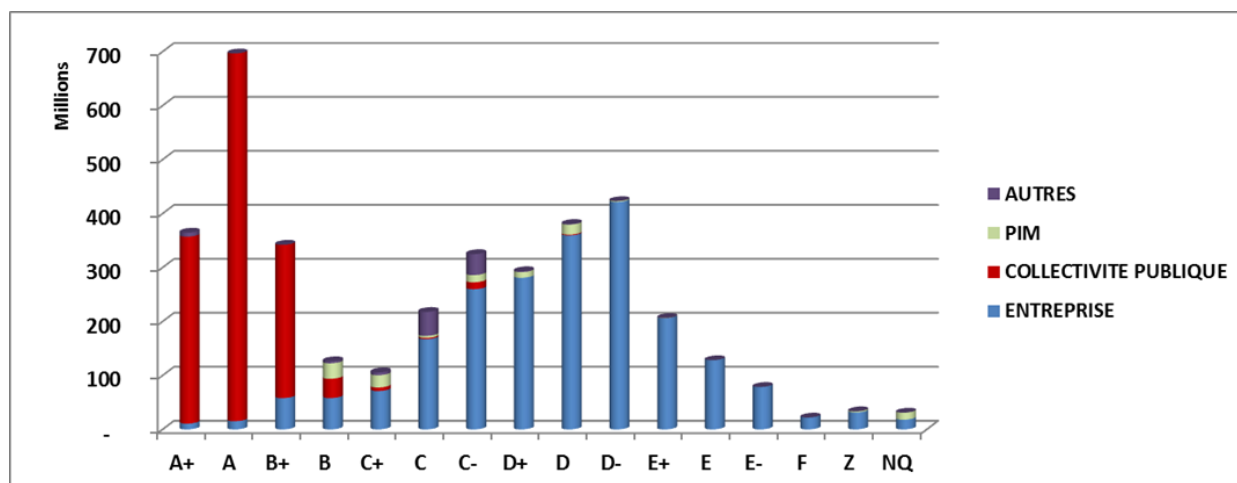
ANALYSE DES ENCOURS PAR NOTATION INTERNE

La politique de notation vise à couvrir l'ensemble du portefeuille clientèle de la Caisse régionale (clientèle de proximité, entreprises, institutions financières, banques, administrations et collectivités publiques).

Répartition des EAD en fonction des notes

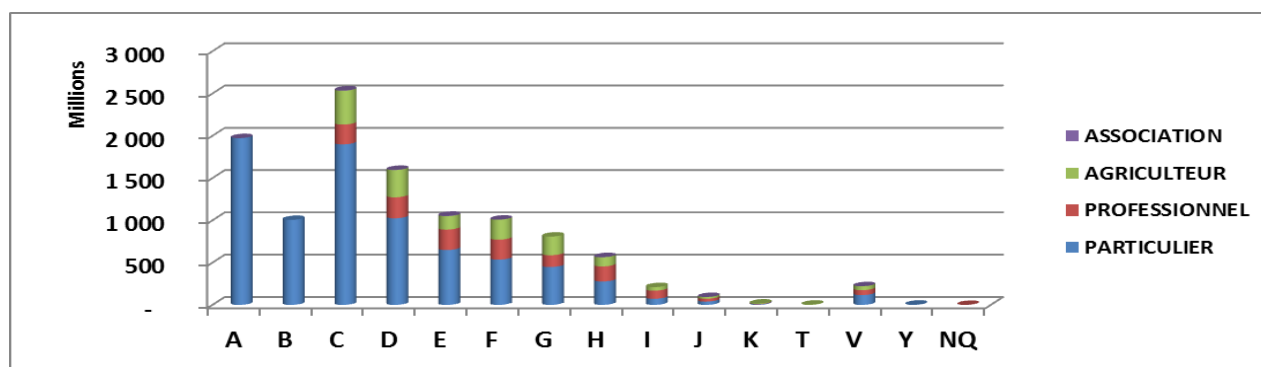
Le périmètre ventilé dans les graphiques ci-après est celui des engagements portés par la Caisse régionale sur les clients de la Grande Clientèle et de la Banque de Détail à fin décembre 2019, soit un total de 14,9 Md€.

Marché Grande Clientèle



Source GERICO

Marché Banque de Détail



Source GERICO

Le portefeuille des engagements sains de la clientèle Corporate représente 87,48% des encours, quasi stable par rapport à fin 2018 (87,91%).

Le portefeuille des engagements sains de la clientèle Retail représente 95,06% des encours, soit une évolution favorable de 0,7% par rapport à fin 2018 (94,36%).

DEPRECIATION ET COUVERTURE DU RISQUE

Politique de dépréciation et couverture des risques

La politique de couverture des risques de pertes repose sur deux natures de corrections de valeur pour pertes de crédit :

- des dépréciations sur base individuelle destinées à couvrir la perte probable sur les créances dépréciées ;
- des dépréciations pour perte de crédit, en application de la norme IFRS 9, consécutives à une dégradation significative de la qualité de crédit. Ainsi, ces dépréciations visent à couvrir la dégradation du profil de risque sur certains secteurs d'activité économique ou certaines contreparties non en défaut mais du fait de leur notation dégradée. Des dépréciations sur base de portefeuille sont également réalisées en Banque de proximité. Ces dépréciations sont calculées essentiellement sur des bases statistiques fondées sur le montant de pertes attendues jusqu'à la maturité des transactions, utilisant les critères bâlois d'estimation des probabilités de défaut (PD) et des pertes en cas de défaut (*Loss Given Default* – LGD).

Encours d'actifs financiers dépréciés

Au 31 décembre 2019, la Caisse Régionale n'enregistre aucun actif financier (titres de dettes) déprécié. Ceci était également le cas pour l'année 2018.

4.3.4.4 Coût du risque

Les principaux facteurs ayant eu un impact sur le niveau des dépréciations observé au cours de l'année :

4.3.4.4.1 Données chiffrées

Le coût du risque de la Caisse régionale s'élève à 3,72M€ au 31 décembre 2019 contre 12.50M€ en 2018, soit une baisse significative de 70%.

4.3.4.5 *Risque de contrepartie sur instruments dérivés*

Le risque de contrepartie sur les instruments dérivés se traduit dans les comptes de la Caisse régionale par la provision CVA/DVA (Crédit / Debt valuation adjustment) pour les dérivés conclus avec une contrepartie hors groupe Crédit Agricole,

La « CVA » : risque de contrepartie sur dérivés

La « DVA » : risque de contrepartie de l'émetteur du dérivé (IFRS)

Le calcul porte sur le Mark to Market (valorisation des flux futurs aux conditions de marché)

+ add-on [valorisation du risque relatif à la maturité résiduelle], y.c. collatéral, et intègre une estimation des pertes attendues (mesure sur la base de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut).

La provision CVA représente 1,4 M€ au 31/12/2019 (1M€ au 31/12/2018).

4.3.4.6 *Application de la norme IFRS9*

4.3.4.6.1 Evaluation des pertes attendues

Les principes, utilisés pour le calcul des pertes de crédit attendues (*Expected Credit loss* - ECL) sont décrits dans les principes et méthodes comptables (§ risque de crédit) qui précise en particulier les données d'entrée, les hypothèses et techniques d'estimation utilisées.

Afin d'évaluer les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir et pour la durée de vie et déterminer si le risque de crédit des instruments financiers a augmenté de façon importante depuis la comptabilisation initiale, la Caisse régionale s'appuie donc essentiellement sur les données utilisées dans le cadre du dispositif mis en œuvre pour les calculs réglementaires (dispositif de notation interne, évaluation des garanties et des pertes en cas de défaut).

Les informations macro-économiques prospectives (*Forward Looking*) sont prises en compte lors de l'estimation de la perte attendue avec deux niveaux distincts : le *forward looking* central permettant d'assurer une homogénéité de la vision macro-économique pour l'ensemble des entités du Groupe et le *forward looking* local qui permet d'ajuster les paramètres du scénario central pour tenir compte des spécificités locales.

Pour la construction du « forward looking central », Le Groupe s'appuie sur 4 scénarios macroéconomiques prospectifs établis par le département des études économiques (ECO) de Crédit Agricole SA qui sont pondérés en fonction de leur probabilité d'occurrence anticipée. Le scénario de base qui est fondé sur les hypothèses budgétaires est complété par trois autres scénarios (adverse, adverse modéré et favorable). Les modèles quantitatifs permettant d'évaluer l'impact des données macro-économiques sur l'évolution des ECL sont également utilisés dans les stress tests internes et réglementaires.

Les perspectives économiques et les scénarios utilisés pour le calcul des ECL sont examinés trimestriellement par le Comité de coordination IFRS9 qui regroupe les principales entités du Groupe ainsi que les Directions de Crédit Agricole SA impliquées dans le process IFRS9.

4.3.4.6.2 Evolution des ECL

Structure des encours

Globalement l'encours des provisions IFRS9 de l'année 2019 reste quasi équivalent à l'année 2018 soit respectivement 137M€ et 137.5M€. Une baisse de la part du bucket 2 (0.78% des expositions vs 0.81% en fin d'année 2018) est observée par rapport au bucket 1. Cette évolution s'explique par la dynamique 2019 de l'activité crédit ; en effet les encours bucket 1 et bucket 2 sont quasi identiques d'une année sur l'autre (bucket 2 à 110.5M€ en 2018 vs 110.4M€ en 2019) ; ainsi que par la bonne tenue du niveau de risque de l'ensemble des composantes du portefeuille crédit.

Les provisions en bucket 3 qui représentent 223.3M€ au 31 décembre 2019 sont en baisse en valeur absolue (-4,6M€) et en poids relatif compte tenu de la progression de l'encours crédit.

Evolution des ECL

Les corrections de valeur pour perte sur le bucket 1 sont restées stables en valeur absolue mais en baisse en valeur relative eu égard au stock de ce segment qui a augmenté au cours de l'année 2019 (+666M€).

Les ECL du bucket 2 sont restées stables avec une réduction des encours de ce segment (-37M€).

La couverture du bucket 3 témoigne d'un niveau de provisionnement prudent avec les encours. En effet le taux de provisionnement des CDL s'élève à 81.15% en 2019 vs 80.46% en 2018.

4.3.5 Risques de marché

Le risque de marché représente le risque d'incidences négatives sur le compte de résultat ou sur le bilan, de fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers à la suite de la variation des paramètres de marché notamment :

- les taux d'intérêt : le risque de taux correspond au risque de variation de juste valeur ou au risque de variation de flux de trésorerie futurs d'un instrument financier du fait de l'évolution des taux d'intérêt ;
- les taux de change : le risque de change correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution du cours d'une devise ;
- les prix : le risque de prix résulte de la variation et de la volatilité des cours des actions, des matières premières, des paniers d'actions ainsi que des indices sur actions. Sont notamment soumis à ce risque les titres à revenu variable, les dérivés actions et les instruments dérivés sur matières premières ;
- les *spreads* de crédit : le risque de crédit correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution des *spreads* de crédit des indices ou des émetteurs. Pour les produits plus complexes de crédit s'ajoute également le risque de variation de juste valeur lié à l'évolution de la corrélation entre les défauts des émetteurs.

4.3.5.1 Objectifs et politique

La Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées est exposée au risque de marché sur les éléments de son portefeuille de titres et de dérivés lorsque ces instruments sont comptabilisés en juste valeur (au prix de marché).

On distingue comptablement le Trading book et le Banking book. La variation de juste valeur du Trading book se traduit par un impact sur le résultat. La variation de juste valeur du Banking book se traduit par un impact sur les fonds propres en comptes consolidés.

La Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées ne détient pas de Trading book. Son Banking book est constitué de titres de participation, de titres d'investissement et de titres de placement.

La gestion du Banking book a pour objectif de contribuer régulièrement au PNB tout en maîtrisant et contrôlant les expositions au risque de marché à travers des limites destinées à restreindre les éventuels impacts négatifs sur le PNB.

4.3.5.2 Gestion du risque

Le contrôle des risques de marché du groupe Crédit Agricole s.a. est structuré sur deux niveaux distincts mais complémentaires :

- Au niveau central, la Direction des Risques et Contrôles Permanents Groupe assure la coordination sur tous les sujets de pilotage et contrôle des risques de marché à caractère transverse. Elle norme les données et les traitements afin d'assurer l'homogénéité de la mesure consolidée des risques et des contrôles.
- Au niveau de la Caisse régionale, un Responsable des Risques et Contrôles Permanents pilote et contrôle les risques de marché issus des activités. Ce Responsable est nommé par le Directeur Général de la Caisse régionale et lui est directement rattaché.

Les comités de décision et de suivi des risques

L'organisation des instances décisionnelles est déclinée sous forme de :

- Comité Financier : comité stratégique
- Comité de Gestion Financière : comité qui pilote le déploiement opérationnel des orientations stratégiques.

Ces comités revêtent un caractère pluridisciplinaire.

Organisation opérationnelle : 12 Comités par an dont 4 Comités Financiers à vocation trimestrielle

Composition du Comité Financier trimestriel

Président : Directeur Général

Animateur : Directeur Financier

Membres permanents :

- Directeurs Généraux Adjoint
- Responsable Contrôle de Gestion-Pilotage-Infocentre
- Responsable d'Equipe Gestion & Finance
- Responsable Comptable
- Responsable Contrôles Permanents
- Responsable Audit-Contrôles Périodiques

Mission du Comité Financier

Définit, pilote et optimise le cadre stratégique de :

- L'allocation d'actifs du portefeuille de placement et d'investissement
- La gestion du risque de taux d'intérêt général
- La gestion du risque de liquidité
- La gestion des ratios prudentiels.

Et traite tout autre élément impactant (environnement financier, réglementaires...)

Composition du Comité de Gestion Financière mensuel

Président : Directeur Général Adjoint Fonctionnement

Animateur : Directeur Financier

Membres permanents :

- Responsable Contrôle de Gestion-Pilotage-Infocentre
- Responsable d'Equipe Gestion & Finance
- Responsable Comptable
- Responsable Contrôles Permanents

Mission du Comité de Gestion Financière

Définit, pilote et optimise la mise en œuvre opérationnelle de :

- L'allocation d'actifs du portefeuille de placement et d'investissement
- La gestion du risque de taux d'intérêt général
- La gestion du risque de liquidité
- La gestion des ratios prudentiels.

Et traite tout autre élément impactant (environnement financier, réglementaires...)

L'organisation décrite ci-dessus et les principes suivants concourent à l'encadrement de la prise de décision des comités et à la contribution des parties prenantes.

- Avant d'être souscrit, tout nouveau produit ou activité est examiné en Comité de Gestion Financière en présence des différentes parties prenantes afin de s'assurer de l'identification des risques induits et de la mise en place de procédures de contrôles adaptés, ainsi que l'adéquation à la politique financière et au système d'information.
- Le Responsable Contrôles Permanents, représente la fonction Risques et Conformité, il apporte le « double regard » et émet des avis motivés sur les propositions soumises lors des comités.

- Cet avis ne porte pas sur l'opportunité de l'opération en termes de gestion mais donne une appréciation sur la conformité de l'opération avec la politique financière, sur l'identification des risques, sur leurs mesures et leur encadrement.
- Les comptes rendus des comités mentionnent les avis émis par le Responsable Contrôle Permanent.
- Les nouvelles activités et nouveaux produits sont analysés, préalablement à leur lancement, notamment sous l'angle des risques associés, conformément aux dispositions de l'article 103 de l'arrêté du 3 novembre 2014.
- L'étude des décisions d'investissement sur des produits financiers pour compte propre, est formalisée au travers de la grille d'analyse détaillée (cf LJ 2010-160) et du Complément grille d'analyse Volcker-LBF (cf LJ 2017-131/132) qui synthétisent l'adéquation de la politique financière et l'adaptation du système d'information aux produits susceptibles d'être achetés.

A défaut de pouvoir déterminer ou mesurer ces éléments la Caisse régionale s'interdit d'intervenir.

4.3.5.3 Méthodologie de mesure et d'encadrement des risques de marché

L'encadrement des risques de marché de la Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées repose sur la combinaison des indicateurs de risque sur base IFRS (titres PLA dont fonds dédiés en transparence totale & CAM), donnant lieu à encadrement par des limites et/ou seuils d'alerte.

L'encadrement définis par le Conseil d'Administration inscrite dans la politique financière de la Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées est le suivant :

- Stress Groupe
Stress hypothétique élaboré à partir d'une dégradation marquée sur le souverain France qui se propage sur les autres titres souverains, corporates et bancaires, et en particulier sur les titres périphériques.

Les exemples de chocs appliqués sont les suivants pour le calcul de la situation 2019 :

Stress Groupe 2019

Chocs sur les covered (bp)

Rating	Choc de Crédit
AAA	120
AAA	120
AAA	170
BBB	220
Choc par défaut	700

Chocs inchangés sur les corporates (bp)

Catégorie	Stress Groupe 2019
Financières sans Rating	1050
Absence de Secteur (Rating AAA)	90
Absence de Secteur (Rating AA)	90
Absence de Secteur (Rating A)	140
Absence de Secteur (Rating BBB)	240
Absence de Secteur (Rating BB)	450
Absence de Secteur (Choc par Défaut)	840

Changement de chocs (bp)

Catégorie	Stress Groupe 2018	Stress Groupe 2019	Variation
France	150	160	10
Italie	190	240	50

Autres chocs inchangés, pour mémoire :

- Supranationaux à 70bp
- Espagne à 180bp
- Angleterre à 60 bp
- Belgique à 50 bp
- Allemagne, Pays-Bas, Luxembourg, Autriche, Norvège, Suède & Canada à 0 bp

La mesure de stress est effectué en central par Crédit agricole SA / DRG

- Stress adverse 1 an.
Il reprend pour chaque facteur de risque [composante crédit et taux] la plus grande variation sur 1an observée sur un historique long [sup à 10 ans].

Concrètement les paramètres sont choqués de façon corrélée et visent à une reconduction simultanée des crises de crédit sur les pays périphérique, de la crise 2008 etc.

Stress Adverse 1an

Exemple de chocs Stress Adverse 1 an		
Actions	-50%	
Inflation	140 bp	
Obligataire	Ratings	Fourchette de chocs
Banques et financières	AAA à BBB	190 bp à 350 bp *
Autres corpo	AAA à BBB	90 bp à 240 bp *
Souverain France	3 mois à 15 ans	120 bp *
Souverain Allemagne & Pays-Bas	3 mois à 15 ans	80 bp *
Souverain Espagne, Portugal & Irlande	3 mois à 15 ans	500 bp *
Souverain Belgique	3 mois à 15 ans	290 bp *
Supra zone €	3 mois à 15 ans	270 bp à 330 bp *
Autres souverains en €	3 mois à 15 ans	120 bp *

* Hors chocs de taux

Les limites sur ces indicateurs réglementaires ressortent à :

Indicateurs de risques	Limite Conseil d'Administration	Seuil d'information Conseil d'Administration	Limites Opérationnelles	Situation au 31/12/2019
Stress scénario Groupe périmètre PLA	90 M€	80 M€	70 M€	45 M€
Stress scénario Groupe Périmètre CAM		163 M€		65 M€
Stress Adverse Périmètre PLA		110 M€	100 M€	71 M€

La Caisse régionale a complété le dispositif de limite en s'imposant des règles plus fines et contraignantes sur l'évolution de son stock de plus-values latentes du portefeuille par rapport 31 décembre N-1 à savoir :

	Seuil d'information Conseil d'Administration	Limite Opérationnelle	Situation au 31/12/2019
Baisse du stock de PVL	- 20M€	- 15M€	+ 10,5 M€

		NMP 31/12/2019	
		M€	%
Portefeuille "sans risque de marché"	Titres dégageant des revenus réguliers [Obligataire TI]	823	65%
	Prêts en blancs fonds propres	0	0%
	Monétaire + Disponible	71	6%
Titres général des revenus potentiels	Actions	57	5%
	Obligataire	268	21%
	Diversifié	19	2%
	Capital investissement & Immobilier	50	4%
Impact du retraitement des fonds dédiés		-32	-2%

La gestion réalisée en 2019, sur la même base que 2018, sur le portefeuille s'est décliné au travers de 3 axes :

- Renforcement du portefeuille LCR contenant les actifs éligibles au ratio court terme Bâle III.
- maintien d'un niveau élevé de titres non soumis au risque de marché
- Poursuivre la diversification des placements dans un cadre sécurisant et dans une perspective à Moyen / long terme.

Cette stratégie nous permet d'atteindre un niveau de ratio LCR de 113,4% à fin décembre 2019.

4.3.5.4 Risque action

➤ Risque sur actions provenant des activités de trading et d'arbitrage

La Caisse régionale n'a pas d'activité de trading, ni d'arbitrage.

➤ Risque sur actions provenant des portefeuilles de placement

Au 31 décembre 2019, la Caisse régionale détient en direct 57 M€ d'OPCVM actions positionnés dans un fonds dédié. Ce fonds dédié comprend une poche actions de 40 M€ - fonds de fonds - dont la gestion est effectuée par CPR AM, les 17 M€ supplémentaires sont positionnés pour 11,5M€ dans des OPCVM actions thématiques et non-directionnels, et 5,5M€ en ETF short Eurostoxx 50 (couverture). L'encours total de ces fonds actions représente 4,5% des placements de FP.

Les lignes de fonds actions, en transparence, représentent 4,4 M€ de plus-values latentes.

4.3.5.5 Risques particuliers

La Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées ne détient aucun CDO (Collateralised Debt Obligations).

Les CDO sont des contrats consistant à transférer un risque de crédit (risque de défaut) moyennant le versement d'une prime, sans transfert de propriété de l'actif sous-jacent aussi longtemps que l'événement de crédit (la défaillance) ne survient pas.

Le portefeuille de placement ne comporte pas d'encours en gestion extinctive [supports ne répondant plus aux objectifs de la politique financière], sur des CDO au 31/12/2019.

4.3.5.6 Portefeuille d'investissement

Le portefeuille d'investissement n'est pas soumis aux risques de marché et représente 823 M€.

Dans le cadre du ratio réglementaire LCR [Liquidity Coverage Ratio], la Caisse régionale a constitué un portefeuille LCR de titres éligibles dont 744 M€ sont comptabilisés en titres d'investissement.

Le portefeuille de titre d'investissement comporte notamment 0,8 M€ d'encours en gestion extinctive [supports ne répondant plus aux objectifs de la politique financière].

Les provisions pour risque de contrepartie au 31 décembre 2019 s'élèvent à 0,8 M€ soit l'intégralité des titres en gestion extinctive.

4.3.6 Gestion du bilan

4.3.6.1 Gestion du bilan – Risques financiers structurels

La Direction de la gestion financière de Crédit Agricole S.A. définit les principes de la gestion financière et en assure la cohérence d'application au sein des Caisses Régionales. Elle a la responsabilité de l'organisation des flux financiers, de la définition et de la mise en œuvre des règles :

- de refinancement,
- de la gestion actif-passif
- et du pilotage des ratios prudentiels.

L'optimisation des flux financiers au sein de la Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées est un objectif permanent. Dans ce cadre, la mutualisation des ressources excédentaires, selon les normes Groupe et la possibilité de couverture des risques induits contribuent à cette fin.

Ainsi, les principes de gestion du Groupe assurent que les excédents et/ou les déficits en termes de ressources clientèle, notamment en provenance de l'ensemble des Caisses régionales, sont remontés dans les livres de Crédit Agricole S.A. Cette mise en commun participe au refinancement des autres entités du Groupe (notamment Crédit Agricole Leasing & Factoring, Crédit Agricole Consumer Finance) en tant que de besoin.

Ce dispositif de centralisation à Crédit Agricole S.A. de la gestion de la liquidité permet d'en maîtriser et d'en optimiser la gestion d'autant plus qu'il s'accompagne d'un adossement partiel en taux.

Ainsi, le Groupe se caractérise par une forte cohésion financière et une diffusion limitée des risques financiers, de liquidité notamment. La Caisse Régionale est néanmoins responsable de la gestion du risque à son niveau, dans le cadre des limites qui lui a été dévolues.

Au sein de la Caisse Régionale, le Conseil d'administration fixe les limites concernant le risque de taux

d'intérêt global et détermine les seuils d'alertes pour la gestion de leurs portefeuilles de placement (titres disponibles à la vente). Ces limites font l'objet d'une remontée auprès de Crédit Agricole S.A.

4.3.6.2 Risque de taux d'intérêt global

Objectifs et politique

De par son activité, la Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées est structurellement exposée au risque de taux d'intérêt.

Le risque de taux est le risque encouru en cas de variation des taux d'intérêt du fait de l'ensemble des opérations de bilan et de hors bilan (y compris les compartiments titres et fonds propres).

Dans le cadre de sa gestion actif-passif, la Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées cherche à limiter la sensibilité du PNB et des fonds propres à l'intérieur de limites répondant à la réglementation Bâle II, définies en Comité Financier et validées en Conseil d'Administration (politique financière 2019).

Gestion du risque

L'exposition de la Caisse régionale au risque de taux est mesurée par le pôle de coopération gestion financière, en application des normes et modèles internes au groupe Crédit Agricole et caisses régionales, encadrés par Crédit Agricole S.A.. Cette mesure fait l'objet d'une présentation en Comité de Gestion Financière et en Comité Financier.

Ces comités statuent sur les couvertures à mettre en œuvre, sont informées de la réalisation des décisions prises et s'assurent du respect des limites validées en Conseil d'Administration.

L'Unité Contrôle Permanent s'assure régulièrement de l'exhaustivité, de la qualité et de l'auditabilité du bilan risqué ainsi que des positions de couverture réalisées.

Méthodologie

La Caisse régionale mesure son exposition sur le bilan risqué par le calcul d'un gap de taux fixe entre ses passifs et ses actifs avec une approche statique (sans renouvellement de l'activité) tout en tenant compte de la macro couverture.

L'analyse du risque de taux est réalisée avec l'outil RCO géré en central par Crédit Agricole S.A. selon des modèles nationaux (conventions d'écoulement des produits sans échéance, scénario d'évolution de taux...) et des modèles locaux revus et validés annuellement par le Comité de gestion Financière : uniquement les hypothèses de remboursements anticipés pour les DAT au 31/12/2019. La production de la plupart des indicateurs est assurée par le pôle de coopération gestion financière de la Caisse Régionale Toulouse 31.

A chaque mesure de l'exposition au risque de taux, un écoulement des encours des différents postes du bilan est réalisé de 1 à 30 ans par pas annuel.

La représentation de l'exposition est faite à travers le gap synthétique (passifs-actifs) décomposé en gap d'activité (hors fonds propres), un gap inflation et un gap Fonds Propres, complété d'une analyse sur la position optionnelle (Equivalent Delta et effet Gamma) et sur le risque de bases.

L'impact du risque de taux est évalué en % des fonds propres prudentiels et du PNB au travers d'un stress scénario de +/- 2 %. Afin de réduire l'exposition de son bilan à la variation des taux, les limites globales Conseil d'Administration 2019 sont les suivantes:

- Les pertes potentielles actualisées sur les 30 prochaines années doivent être inférieures à 10 % des fonds propres prudentiels, soit 166 M€ au 30 juin 2019.
- Une limite de concentration est calibrée sur le gap synthétique par année en fonction du PNB d'activité budgété : 878 M€ pour les deux premières années civiles et 702 M€ de l'année 3 à l'année 15 pour 2019.

L'impact d'une évolution adverse conjointe des taux [+/-200 bp] et de l'inflation [+100 bp] est encadré par une limite à 11 % des Fonds Propres prudentiels, soit 183 M€ au 30 juin 2019.

La limite de concentration sur le gap inflation s'appliquent sur 10 ans, en cohérence avec le profil d'écoulement des postes de bilan porteurs de risque inflation : 400 M€ sur un horizon de 1 à 5 ans, 300 M€ sur années 6 à 10 ans.

Ces limites sont déclinées en seuils d'information du Conseil d'Administration et en limites opérationnelles (SOT18 – cf Supervisory Outlier Test). Dans sa gestion, la Caisse régionale complète ce dispositif de limites d'un suivi opérationnel du risque de taux d'activité, du risque inflation, du risque optionnel et du risque de bases.

Exposition

La mesure de l'exposition de la Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées au risque de taux au 31 décembre 2019 se traduit par les indicateurs suivants :

- Gap synthétique égal à [somme des passifs à taux fixe – somme des actifs à taux fixe] + [somme des passifs inflations – somme des actifs inflations]

En M€	A1	A2	A3	A4	A5	A6	A7	A8	A9	A10
Gap Synthétique	364	74	-47	9	50	77	-51	-143	-203	-218

En M€	A11	A12	A13	A14	A15	A16	A17	A18	A19	A20
Gap Synthétique	-148	-60	38	159	295	343	305	284	257	214

En M€	A21	A22	A23	A24	A25	A26	A27	A28	A29	A30
Gap Synthétique	156	99	53	19	-7	-19	-24	-27	-28	-26

- Au 31/12/2019, les limites fixées par le Conseil d'Administration sont respectées :

Une baisse des taux de 2 % induirait un gain global actualisé sur 30 ans de 35.9 M€ soit 2.1 % des fonds propres de la Caisse régionale (< 10 %).

Une hausse des taux de 2 % induirait une perte globale actualisée sur 30 ans de 24 M€ soit 1.4 % des fonds propres de la Caisse régionale (< 10 %).

L'exposition au risque de taux respecte les limites de concentration à 15 ans.

Une baisse adverse des taux de 2 % et hausse de l'inflation de +1% induirait un gain global actualisé sur 30 ans de 20.3 M€ soit 1.2 % des fonds propres de la Caisse régionale (< 11 %).

Une hausse adverse des taux de 2 % et de l'inflation de +1% induirait une perte globale actualisée sur 30 ans de 39.5 M€ soit 2.4 % des fonds propres de la Caisse régionale (< 11 %).

L'exposition au risque inflation respecte les limites de concentration à 10 ans.

Supervisory Outlier Test

Les superviseurs ont mis en place avec première application au 30/06/2019 le Supervisory Outlier Test (SOT).

Le Supervisory Outlier Test mesure la sensibilité de la valeur économique des fonds propres à des chocs de taux d'intérêt. Il s'agit d'un indicateur externe avec une méthodologie de calcul imposée par les Superviseurs et commune à tous les établissements bancaires.

Le calcul et le reporting du SOT sont actuellement requis par la CRD IV, puis le seront dans le cadre de la CRD V et de CRR II, publiés le 7 juin 2019, qui seront applicables à partir du 28 juin 2021.

l'ABE est mandatée par la Commission européenne à définir des exigences plus détaillées de calcul du SOT. Celles-ci ont été mises à jour en juillet 2018 dans le document « Orientations sur la gestion du risque de taux d'intérêt inhérent aux activités hors portefeuille de négociation » dans un chapitre dédié (en vigueur à partir de l'arrêté au 30/06/2019).

Ce document détaille non seulement les exigences pour le SOT requis par la CRD IV avec le seuil de 20 % des FP totaux (« SOT20 »), mais inclut également un deuxième SOT, qui a un rôle de signal d'alerte (« early warning signal »), avec une méthodologie plus complexe et un seuil de 15 % du T1 (« SOT15 »).

Le SOT20 est à ce stade le Test Outlier officiel et doit être respectée par les CR individuellement.

CAsa produit trimestriellement les résultats du test Outlier pour les Caisses Régionales.

Résultats du test Outlier au 30/09/2019 pour la Caisse Régionale Nord Midi-Pyrénées :

	En % de FP
SOT 20	-12,66%
SOT 15	-12,68%

La Caisse Régionale Nord Midi-Pyrénées complète ce dispositif par une limite opérationnelle à 18% des fonds propres totaux, en déclinaison du SOT20.

4.3.6.3 Risque de change

La Caisse régionale n'est pas exposée au risque de change, elle s'interdit les prises de positions de change direct. Pour autant, elle pourra être indirectement exposée à ce risque dans le cadre de ses investissements en OPCVM Euro susceptible de contenir, dans leurs allocations, un risque de change résiduel. Ce risque résiduel inhérent aux parts en Euro de fonds hors zone Euro non couverts du risque de change est encadré au travers d'une limite opérationnelle fixée à 75 M€.

4.3.6.4 Risque de liquidité et de financement

Le Groupe est exposé, comme tous les établissements de crédit, au risque de liquidité, c'est-à-dire de ne pas disposer des fonds nécessaires pour faire face à ses engagements. La réalisation de ce risque correspondrait, par exemple, à une crise de confiance générale des investisseurs des marchés monétaires et obligataires, ou à des retraits massifs des dépôts de la clientèle.

Objectifs et politique

La Caisse régionale privilégie la recherche de ressources collectées auprès de sa clientèle.

En effet, la collecte client constitue la première ressource permettant de financer en liquidité le développement du crédit. Cette proportion est mesurée par le LTD [Loan to Deposit] Ratio Crédit / Collecte, faisant l'objet d'un suivi mensuel.

Le refinancement du déficit crédit/collecte s'effectue auprès du groupe Crédit Agricole, sous forme d'avances à long moyen terme et/ou d'emprunts en blanc à court terme, et peut éventuellement s'opérer dans le cadre d'émission de NEUCP financiers dans la limite fixée par le Conseil d'Administration.

La Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées, a inscrit dans sa politique financière, la recherche d'un refinancement par le biais de ressources adaptées en fonction de l'évolution des coûts.

Les refinancements obtenus auprès de Crédit Agricole SA sont souscrits dans le cadre de la convention de gestion de la liquidité, de la convention OFI, et de la limite d'endettement à court terme définis par le groupe. Un suivi journalier est effectué afin de déterminer les volumes et les durées des refinancements à court terme nécessaires.

Gestion du risque

La stratégie de gestion de la liquidité est définie par le Comité Financier trimestriel, dans le cadre de la politique financière fixée par le Conseil d'Administration.

Le risque de liquidité est produit par le pôle de coopération gestion financière [CR T31] et fait l'objet d'un suivi journalier et d'un reporting mensuel.

Depuis d'octobre 2015, le LCR a remplacé le coefficient de liquidité, avec un niveau minimum réglementaire de 100 % depuis le 1^{er} janvier 2018.

Dans le cadre des relations financières internes au groupe Crédit Agricole SA, un dispositif de surveillance et de gestion du risque de liquidité vient en complément des dispositions réglementaires.

Les différentes entités du groupe sont dotées d'une limite de refinancement à court terme. Cette limite constitue une enveloppe maximum de refinancement à court terme ferme (1,44 Md€ au 31 décembre 2019). Elle est ventilée sur plusieurs plages de maturité : à 1 jour (CCT), à 1 semaine, à 1 mois, à 3 mois, au-delà de 6 mois et jusqu'à 1 an.

Conditions de refinancement

Compte tenu du contexte favorable du prix de la liquidité et des taux bas, la Caisse régionale a opté pour les orientations stratégiques suivantes en 2019 :

- poursuivre l'utilisation des possibilités de refinancement à court terme [limite LCT] tout en renouvelant la quasi intégralité des tombées MLT
- opérer des remboursements anticipés de refinancement moyen terme dans un contexte de baisse des taux
- accepter de recevoir sa quote-part sous forme d'avances de toutes les émissions de Crédit Agricole S.A. relatives aux émissions obligataires Predica, aux Covered Bonds (CACB), aux refinancements relatifs à la BEI et à la CDC afin de bénéficier du coût attractif de ces liquidités à Long et Moyen Terme.

31/12/2019	Montant (M€)	Durée moyenne pondérée (Année/Mois)	Principales contreparties	Coûts de Refinancement
CCT CA S.A.	-30	1 jour	CA.sa	Eonia
Emprunts en blanc CA S.A.	2 516	2,3 ans	CA.sa	0,31
TSR Groupe	0			
Avances globales CA S.A.	1 629 (CRD)	9,7 ans	CA.sa	0,63
Avances spécifiques:SHR, Covered, etc	787 (CRD)	6,3 ans	CA.sa	0,37
CDN/BMTN interbancaire	0			
Autres Actifs éligibles BCE	1 269			
TOTAL	6 171			

Méthodologie

La liquidité de la Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées est gérée sous les aspects : ratio règlementaire et limites d'endettement à court terme fixées par Crédit Agricole SA.

➤ Limites d'endettement à court terme

La Caisse régionale mesure chaque mois sa situation de liquidité à court terme et les encours de ses réserves de liquidités mobilisables. En application du dispositif de gestion de la liquidité du groupe Crédit Agricole, une limite d'endettement à court terme est définie semestriellement en fonction des réserves de liquidité (2 niveaux de limite possible, LCT ferme ou conditionnelle selon la situation de Groupe). Le niveau de consommation de la limite d'endettement court terme est validé par le Conseil d'Administration et se décline ainsi dans la politique financière :

Limite Conseil d'administration : 100 % de la LCT en vigueur [fixée par Casa].

Seuil d'information Conseil d'Administration : Correspond avec souplesse de 4 jours ouvrés de dépassement :

- à 105% de la LCT Ferme si la LCT conditionnelle est en vigueur
- à 95 % de la LCT ferme si la LCT ferme est en vigueur.

La Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées mesure quotidiennement la situation d'endettement à court terme ainsi que la répartition des emprunts par bandes de maturité.

La limite d'endettement court terme est complétée de 3 limites sur la base de l'application de stress scenarii Groupe [stress idiosyncratique, systémique et global].

➤ Limites d'endettement à long moyen terme

La Caisse régionale Nord Midi-Pyrénées mesure mensuellement le respect de la limite sur la concentration des échéances de dettes LT Nettes.

En application du dispositif de gestion de la liquidité du groupe Crédit Agricole, les tombées d'échéances semestrielles (au-delà de 18 mois) des avances à long moyen terme sont limitées à 1.8 % de l'encours des crédits par semestre sauf réduction imposée par CASA en fonction de l'échéancier total des Caisses Régionale. Cette limite est validée par le Conseil d'Administration.

➤ Ratio de liquidité LCR

Le LCR est un ratio de stress de la liquidité mesurant la capacité à disposer de suffisamment de réserves de liquidité pour résister pendant un mois à la fermeture des marchés [impossibilité de renouveler les tombées de dette court terme et moyen long terme] et à une fuite importante de la collecte clientèle.

Afin de répondre aux exigences LCR, la Caisse régionale a respecté les exigences réglementaires fixées par la lettre jaune 2015-050 à savoir un minimum à 100%. Au cours de l'année 2019, des achats de titres éligibles ont été réalisés, des opérations de repo-reverse-repo ont été mises en œuvre.

La mesure de ce ratio est effectuée dans l'outil New Deal, mis en place par le Groupe.

Exposition

➤ Limites d'endettement à court terme

- La Limite d'endettement à Court Terme (LCT) fixée par Crédit Agricole S.A. a été respectée à tout moment ainsi que les seuils en fin de mois sur les différents composants de cette limite.
- Au cours de l'année 2019, les 3 stress Groupe de mesure du stress Global, du Stress idiosyncratique et systémique ont été respectés.

➤ Limite de concentration des échéances de dettes LT Nettes

- au cours de l'année 2019, cette limite fixée à 1.8 % des encours crédits par semestre, a toujours été respectée [dans la cadre du dépassement autorisé pour le financement du projet Eureka].

➤ Ratio de liquidité LCR

Au 31 décembre 2019, la Caisse régionale a atteint un niveau de ratio de 113.42 %.

4.3.6.5 Politique de couverture

Au sein de la Caisse Régionale, l'utilisation d'instruments dérivés répond à deux objectifs principaux :

- apporter une réponse aux besoins des clients du Groupe ;
- gérer les risques financiers du Groupe ;

Lorsque les dérivés ne sont pas détenus à des fins de couverture (au sens de la norme IAS 39 ⁶), ils sont classés en instruments dérivés détenus à des fins de transaction et font dès lors l'objet d'un suivi au titre des risques de marché, en plus du suivi du risque de contrepartie éventuellement porté.

Il est à noter que certains instruments dérivés peuvent être détenus à des fins de couverture économique des risques financiers, sans toutefois respecter les critères posés par la norme IAS 39. Ils sont alors également classés en instruments dérivés détenus à des fins de transaction.

Dans tous les cas, l'intention de couverture est documentée dès l'origine et vérifiée trimestriellement par la réalisation des tests appropriés.

La Caisse Régionale gère ses risques financiers dans le cadre des limites qui lui ont été octroyées par le Conseil d'Administration.

4.3.7 Risques opérationnels

Le risque opérationnel est défini comme le risque de pertes découlant d'une inadéquation ou d'une défaillance des processus, du personnel et des systèmes internes ou d'événements extérieurs.

Il inclut le risque juridique, le risque de non-conformité, le risque de fraude interne et externe, le risque de modèle et les risques induits par le recours à des prestations de services essentielles externalisées (PSEE).

4.3.7.1 Objectifs et politique

Le dispositif de gestion des risques opérationnels, décliné dans les entités du Groupe, comprend les composantes suivantes, communes à l'ensemble du Groupe :

- Gouvernance de la fonction gestion des risques opérationnels : supervision du dispositif par la Direction Générale (via le comité trimestriel des risques opérationnels ou le volet risques opérationnels du Comité de Contrôle Interne), rôles des responsables des Contrôles Permanents et des Risques (Crédit Agricole S.A et entités) en matière d'animation du dispositif et de synthèse, responsabilités des entités dans la maîtrise de leurs risques (par l'intermédiaire du réseau des Managers des Risques Opérationnels).
- Identification et évaluation qualitative des risques à travers des cartographies, complétées par la mise en place d'indicateurs permettant la surveillance des processus les plus sensibles.
- Collecte des pertes opérationnelles et remontées des alertes pour les incidents significatifs, avec une consolidation dans une base de données permettant la mesure et le suivi du coût du risque.
- Calcul et allocation des fonds propres réglementaires au titre des risques opérationnels au niveau consolidé et au niveau entité.
- Réalisation périodique d'un tableau de bord des risques opérationnels au niveau entité,
- Prévenir les risques de Sécurité Informatique afin de garantir l'intégrité, la confidentialité la disponibilité du système d'information.
- Garantir la continuité d'activité des processus essentiels de la Caisse régionale en cas d'indisponibilité d'un site administratif, du personnel, d'agences, du système d'information ou d'un prestataire assurant une Prestation de Service Essentiel Externalisé (PSEE).

La Politique de Gestion des Risques Opérationnels est validée annuellement par le Conseil d'Administration.

4.3.7.2 Organisation et dispositif de surveillance

Le dispositif de gestion du risque opérationnel couvre intégralement le périmètre opérationnel et fonctionnel de la Caisse régionale.

L'organisation de la gestion des risques opérationnels s'intègre dans l'organisation globale de la ligne

métier Risques et Contrôles Permanents du Groupe : le responsable des risques opérationnels de la Caisse régionale est rattaché au RCPR de la Caisse régionale. Un back up responsable des risques opérationnels (*Manager des Risques Opérationnels*) est également nommé.

La surveillance et l'analyse des risques opérationnels s'effectuent principalement à l'aide de :

➤ La cartographie

Le déploiement du dispositif risques opérationnels intègre la réalisation de la cartographie avec l'outil «EUROPA» qui permet de recenser et qualifier les risques potentiels et avérés. La cartographie fait l'objet d'une révision triennale sauf pour les processus critiques actualisés annuellement, notamment à partir des éléments d'incidents collectés au cours des exercices passés.

La cartographie des risques opérationnels permet également d'adapter le dispositif de contrôle interne aux risques auxquels la Caisse régionale est exposée.

➤ La collecte des incidents

Elle est réalisée à l'aide de l'outil Groupe « OLIMPIA », mis en œuvre au sein des Caisses régionales en 2005, qui permet de collecter les incidents survenus avec un impact financier potentiel (dotations) ou définitif (pertes) pour la Caisse régionale. Cette collecte permet de suivre l'évolution du coût du risque opérationnel et ses composantes, et d'identifier des actions correctrices à mettre en œuvre.

Au titre de la collecte des incidents définitifs, l'année 2019 fait apparaître une perte de 1 362 K€ contre 947K€ sur la génération 2018.

➤ Reporting

Le Manager du Risque Opérationnel (*MRO*) rapporte régulièrement sur son activité et sur le niveau d'exposition au risque dans le cadre du Comité des Risques Opérationnels réuni trimestriellement dont la Présidence est assurée par la Direction Générale Adjointe Fonctionnement de la Caisse régionale ainsi qu'au Comité de Contrôle Interne présidé par le Directeur Général. Le MRO et le RCPR peuvent intervenir ponctuellement auprès du Comité de Direction sur le thème des risques opérationnels.

Les thématiques relatives aux risques informatiques, au suivi du dispositif Plan de Continuité d'Activité de la Caisse régionale et au pilotage des PSEE sont également traitées en Comité Risques Opérationnels.

L'organe exécutif est par ailleurs informé a minima trimestriellement par un tableau de bord après intégration des dernières collectes des incidents et pertes avérées du risque opérationnel dans le cadre du dispositif de recensement de la Caisse régionale. Le contrôle périodique et les contrôleurs du deuxième degré de deuxième niveau sont destinataires de ces informations.

L'organe délibérant est informé semestriellement sur l'évolution du coût du risque et les événements marquants du dispositif, ceci au Conseil d'Administration et au Comité des Risques.

La Caisse régionale utilise le tableau de bord des Indicateurs Clés (KRI) proposé par Crédit Agricole SA. L'objectif de ces KRI est de présenter une vision globale du dispositif risques opérationnels d'une Caisse régionale ainsi que son profil de risque. Ces KRI ont pour vocation de couvrir l'ensemble du dispositif de risques opérationnels : collecte des incidents, cartographie des risques, exigence en fonds propres, politique de gestion des risques opérationnels, alertes

Les principaux travaux réalisés en 2019 ont porté sur les points suivants :

- ⇒ Actualisation de la Politique de Gestion des Risques Opérationnels de la Caisse régionale
- ⇒ Analyse de l'évolution du coût du risque opérationnel collecté (*risques purs et frontière crédit*) et comparatif avec l'ensemble des Caisses régionales,
- ⇒ Révision d'un tiers des risques de la cartographie des risques opérationnels suivant un plan triennal.
- ⇒ Rapprochement de la cartographie des risques opérationnels, de la collecte des risques opérationnels et du plan de contrôle interne afin de fiabiliser les cotations et le niveau de maîtrise des risques,
- ⇒ Suivi des alertes et des faits marquants et des plans d'actions,
- ⇒ Révision des scénarios majeurs : 17 scénarios majeurs sont quantifiés par la Caisse régionale,
- ⇒ Validation de l'exigence de Fonds Propres au titre des risques opérationnels,
- ⇒ Evaluation de la qualité des reportings concernant les Prestations de Services Essentiels Externalisées (PSEE) adressés par les prestataires Hors Groupe au correspondant de la Caisse régionale en charge du pilotage de la PSEE,
- ⇒ Organisation et réalisation des tests des Plans de Continuité d'Activité conformément au plan de test PCA défini sur 3 ans.

4.3.7.3 Méthodologie

La Caisse régionale met en œuvre la méthode de mesure avancée (AMA) pour les risques opérationnels.

Le dispositif « risques opérationnels » couvre le périmètre bancaire de la Caisse régionale et celui des filiales du périmètre de contrôle interne. Le périmètre AMA est constitué de la Caisse régionale, des caisses locales, de FORCE 4 et d'NMP Gestion.

L'ACPR a validé l'utilisation cette méthode avancée en décembre 2007.

Concernant la SA Inforsud Gestion, des travaux ont été conduits avec le responsable du contrôle interne pour élaborer la cartographie des risques opérationnels de cette filiale. Pour le calcul de l'exigence en fonds propres, Inforsud Gestion reste en périmètre méthode standard TSA.

Le dispositif défini par le Groupe et décliné dans la Caisse régionale vise à respecter l'ensemble des critères qualitatifs (intégration de la mesure des risques dans la gestion quotidienne, indépendance de la fonction risques, déclaration périodique des expositions au risque opérationnel...) et des critères quantitatifs Bâle II (intervalle de confiance de 99,9 % sur une période d'un an ; prise en compte des données internes, des données externes, d'analyses de scénarios et de facteurs reflétant l'environnement).

Le modèle AMA de calcul des fonds propres repose sur un modèle actuariel de type « Loss Distribution Approach » (LDA) qui est unique au sein du Groupe.

Ce modèle LDA est mis en œuvre d'une part sur les données internes collectées mensuellement dans la Caisse régionale, ce qui constitue son historique de pertes, et d'autre part sur des scénarios majeurs qui permettent d'envisager des situations non observées dans l'entité et ayant une probabilité de survenance au-delà de l'horizon d'un an. Ce travail d'analyse est mené dans la Caisse régionale à partir d'une liste Groupe de scénarios applicables à la banque de détail, pilotés et contrôlés par Crédit Agricole SA. Cette liste de scénarios majeurs fait l'objet d'une révision annuelle et a pour but de couvrir l'ensemble des catégories de Bâle, ainsi que toutes les zones de risques majeurs susceptibles d'intervenir dans l'activité banque de détail.

Pour les Caisses régionales, un principe de mutualisation des données internes est mis en œuvre. Ce principe de mutualisation du calcul de l'Exigence de Fonds Propres pour l'ensemble des Caisses

régionales concerne la partie de l'Exigence de Fonds Propres qui dépend de l'historique de pertes. Ainsi les historiques de pertes de l'ensemble des Caisses régionales sont concaténés, ce qui permet de disposer d'une profondeur d'historique d'incidents accrue et d'un profil de risque plus complet.

La mutualisation des données lors de la détermination de la charge en capital implique de réaliser une répartition de cette charge par Caisse régionale. Pour ce faire Crédit Agricole SA utilise une clé de répartition prenant en compte les caractéristiques de la Caisse régionale (coût du risque et PNB de l'année écoulée).

Un mécanisme de diversification du risque est mis en œuvre dans le modèle LDA du Groupe. Un travail d'experts est mené à Crédit Agricole S.A. afin de déterminer les corrélations de fréquence existantes entre les différentes catégories de risque de Bâle et entre les scénarios majeurs. Ce travail d'expert a fait l'objet d'une formalisation importante, visant à structurer l'argumentation autour de différents critères qualitatifs (corrélation conjoncturelle, corrélation structurelle, étude des fréquences historiques, matrice d'incertitude...).

La méthode de calcul standard (TSA) est également utilisée et appliquée à SA Inforsud Gestion. L'exigence en fonds propres de cette entité suit la méthodologie de ventilation du PNB de l'entité par ligne métier sur les trois derniers exercices. Trimestriellement, le périmètre de consolidation fait l'objet d'une revue de validation afin de détecter toutes entrées, modifications ou sorties du périmètre. La part d'exigences en fonds propres standard (TSA) vient s'ajouter à la part AMA pour déterminer l'exigence en fonds propres finale au titre du risque opérationnel.

A l'origine, la méthodologie risque opérationnel a été présentée et validée en Comité Normes et Méthodologie de Crédit Agricole SA le 15 février 2007. Depuis, le calcul des fonds propres au titre du risque opérationnel s'est inscrit dans un procédé industriel de calcul annuel pour le Groupe Crédit Agricole. Pour information, l'ensemble de la méthodologie Risques Opérationnels a été représenté au CNM de décembre 2011.

4.3.7.4 Principaux foyers de risque et plans d'actions associés

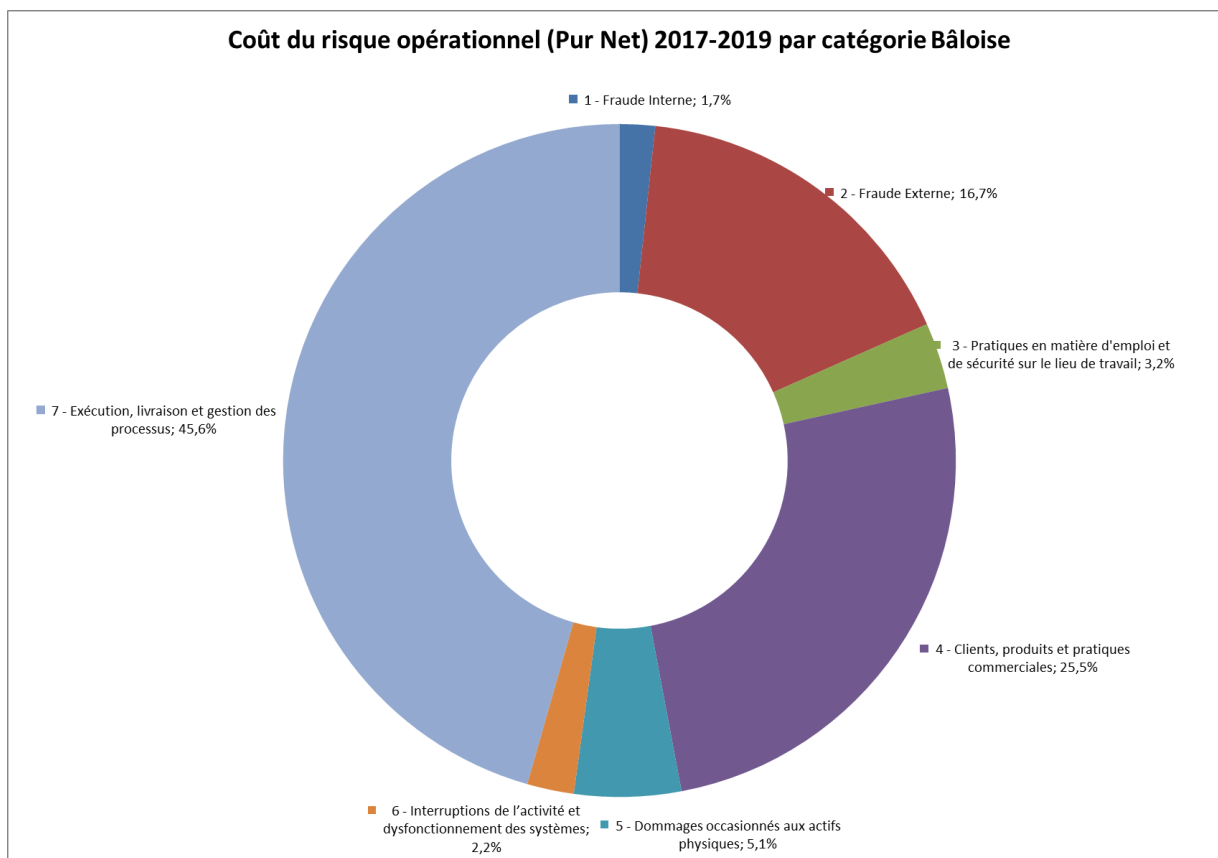
Répartition du coût du risque opérationnel (net pur) par catégorie bâloise :

	1 - Fraude Interne	2 - Fraude Externe	3 - Pratiques en matière d'emploi et de sécurité sur le lieu de travail	4 - Clients, produits et pratiques commerciales	5 - Dommages occasionnés aux actifs physiques	6 - Interruptions de l'activité et dysfonctionnement des systèmes	7 - Exécution, livraison et gestion des processus	Total général
2017	3,56%	9,06%	5,26%	24,66%	5,22%	0,90%	51,34%	100,00%
2018	-	24,77%	1,39%	16,37%	6,40%	5,20%	45,87%	100,00%
2019	1,22%	17,72%	2,55%	33,69%	4,00%	1,23%	39,59%	100,00%
Total général	1,70%	16,65%	3,18%	25,50%	5,13%	2,25%	45,58%	100,0%

La collecte des risques opérationnels **2019** est principalement réalisée sur les catégories bâloises « exécution, livraison et gestion des processus » et « clients, produits et pratiques commerciales ».

- ⇒ Concernant la catégorie bâloise « exécution, livraison et gestion des processus », trois problématiques représentent 71% de la collecte de cette catégorie :
- Une problématique concerne les pertes sur sinistres ADE de l'année 2019 (346 K€).
 - Une seconde problématique (206K€) concerne une omission de paramétrage de conditions de facturation.
 - Une troisième problématique (109K€) concerne un problème de fonctionnement ACTILIBRE.

⇒ Concernant la catégorie bâloise « clients, produits et pratiques commerciales », quatre assignations pour contestations du calcul du TAEG représentent 70% de la collecte de cette catégorie.



4.3.7.5 Assurance et couverture des risques opérationnels

Les contrats d'assurance souscrits auprès de la CAMCA couvrent tous les risques attachés à notre activité de Banque et d'Assurance en dehors des risques sur le système d'information tels que les attaques virales et la fraude sur les moyens de paiements hors offre dans le cadre du CSCA (vol de chèquiers et fraude sur carte bancaire). La Caisse régionale a pris cette position pour la partie des moyens de paiement. Sur la partie système d'information, dont les attaques virales, la Caisse régionale mène actuellement une étude d'opportunité avec la CAMCA sur la couverture assurance de ces risques.

Les assurances contractées couvrent les risques liés aux détournements, aux escroqueries, aux vols suite à hold-up ou cambriolages, la responsabilité civile professionnelle de la Caisse régionale, la responsabilité civile courtage, la responsabilité civile d'exploitation, l'assurance immeubles et machines ainsi que l'assurance individuelle accident et agression. L'objectif est de limiter les risques financiers pour la Caisse régionale.

Les niveaux de garanties proposés par la CAMCA sont examinés en interne et validés par la Direction Générale de la Caisse régionale, qui se prononce sur les couvertures à prendre pour l'exercice suivant en tenant compte des scénarios majeurs et des montants des sinistres constatés.

Les niveaux de franchise sont aussi examinés annuellement au regard des benchmarks d'autres Caisses régionales et de la sinistralité par polices d'assurances afin d'ajuster nos niveaux de franchise. Les propositions sont validées par la Direction Générale.

Pour rappel, en 2016 les niveaux de franchise et de garantie ont été modifiés sur les polices suivantes : RC du banquier, dans la Globale de Banque sur la Détournement et Escroquerie, individuelle salarié, Cadre de Direction et Administrateurs CL et CR.

En « méthode de mesure avancée » (AMA), la Caisse régionale peut prendre en compte les effets de l'assurance pour diminuer l'exigence en fonds propres dans la limite de 20 % du total des fonds propres alloués aux risques opérationnels. Cet effet réducteur peut être pris en compte par la Caisse régionale dans la mesure où son assureur répond aux exigences réglementaires.

Dans la méthodologie Groupe appliquée à la Caisse régionale, l'effet assurance est pris en compte au niveau d'un scénario majeur de destruction du site névralgique. Pour déterminer le montant de l'Exigence en Fonds Propres (EFP) prenant en compte l'effet réducteur de l'assurance, il est nécessaire de déterminer un certain nombre de paramètres calculés par l'assureur à savoir le taux de couverture, le taux d'assurabilité, la franchise globale du sinistre. La détermination de ces paramètres se fait en étudiant conjointement le scénario majeur de la Caisse Régionale et les polices d'assurance susceptibles d'intervenir.

La prise en compte de la part de l'EFP mutualisée liée à l'historique de pertes, de la part de l'EFP relative aux scénarios majeurs et les caractéristiques de l'assurance permettent ensuite de déterminer le montant total de l'exigence en fonds propres AMA.

4.3.8 Risques Juridiques

La maîtrise des risques juridiques afférents aux activités de la Caisse régionale, hors domaine RH et fiscal, est assurée, de manière centralisée, par une équipe experte « Juridique et litiges » rattachée au service Prévention des Risques de la Direction des Crédits, Risques, Logistique et Sécurité.

Cette équipe intervient à de multiples niveaux :

- Par un support juridique permanent, à la disposition à la fois de la Direction mais aussi de toutes les unités opérationnelles, de chaque collaborateur ;
- Par un accompagnement spécifique des projets conduits par la Caisse régionale ;
- Par la défense systématique des intérêts de la Caisse régionale, en particulier en cas d'assignations. A cette fin, les affaires juridiques peuvent avoir recours à un réseau d'avocats référencés, soit en interne soit par le groupe Crédit Agricole

Les principales procédures judiciaires et fiscales en cours au sein de la Caisse régionale et de ses filiales consolidées par intégration globale sont décrites dans le rapport de gestion pour l'exercice 2019.

Les risques juridiques en cours au 31 décembre 2019 susceptibles d'avoir une influence négative sur le patrimoine de la Caisse régionale ont fait l'objet de provisions qui correspondent à la meilleure estimation par la Direction générale sur la base des informations dont elle dispose.

À ce jour, à la connaissance de la Caisse régionale, il n'existe pas d'autre procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage (y compris toute procédure dont la Société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée), susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des 12 derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Caisse régionale.

Faits exceptionnels et litiges

En 2019, la Caisse régionale a enregistré 12 assignations pour 834 819 €. Ces assignations ont été entièrement provisionnées. A noter en particulier un montant de 391 K€ pour une assignation pour contestation d'un swap de taux.

4.3.9 Risques de non-conformité

La Conformité s'entend comme un ensemble de règles et d'initiatives ayant pour objet le **respect de l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires** propres aux activités bancaires et financières, des **normes et usages professionnels et déontologiques**, des principes fondamentaux qui figurent dans la **Charte Ethique** du Groupe et des instructions, **codes de conduite** et procédures internes aux entités du Groupe en relation avec les domaines relevant de la Conformité. Ceux-ci recouvrent en particulier la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, le respect des sanctions internationales (embargos, gels des avoirs etc.), la prévention de la fraude interne et externe, la lutte contre la corruption et l'exercice du droit d'alerte, le respect de l'intégrité des marchés financiers, la protection de la clientèle, les règles en matière de conformité fiscale et la protection des données personnelles.

Au-delà de répondre aux exigences réglementaires et pour satisfaire aux attentes de l'ensemble de ses parties prenantes (clients, sociétaires, actionnaires, collaborateurs), la Caisse régionale se fixe comme objectif de **faire de la Conformité un atout différenciant au service de la satisfaction client, du développement et d'une performance durable**. Les règles et initiatives en matière de conformité visent dès lors à garantir transparence et loyauté à l'égard des clients, à contribuer à l'intégrité des marchés financiers, à prévenir du risque de réputation et des risques de sanctions pénales, administratives et disciplinaires dans les domaines de son ressort.

La Caisse régionale a défini et mis en place un **dispositif de maîtrise des risques de non-conformité**, actualisé, adéquat et proportionné aux enjeux, qui implique l'ensemble des acteurs (collaborateurs, management, fonctions de contrôle dont la Conformité). Ce dispositif s'appuie notamment sur des organisations, des procédures, des systèmes d'information ou des outils, utilisés pour identifier, évaluer, surveiller, contrôler ces risques, et déterminer les plans d'actions nécessaires. Ce dispositif fait l'objet de *reportings* à l'attention des instances de gouvernance. Un dispositif de contrôle dédié s'assure de la maîtrise de ces risques, et donc de leurs impacts (pertes financières, sanctions judiciaires, administratives ou disciplinaires), avec l'objectif constant de préserver la réputation de la Caisse régionale.

Ce dispositif est structuré et déployé par la Ligne Métier Conformité de Crédit Agricole SA. Celle-ci est placée sous l'autorité du Directeur de la Conformité du Groupe, lui-même rattaché directement au Directeur Général de Crédit Agricole SA. Afin de **développer l'intégration de la filière et de garantir l'indépendance de ces fonctions**, les Responsables Conformité des filiales de Crédit Agricole SA sont rattachés hiérarchiquement au Directeur de la Conformité du Groupe, sauf lorsque le droit local s'y oppose. Un lien d'animation fonctionnelle est par ailleurs mis en place avec la Caisse régionale, au niveau du Responsable des Contrôles Permanents dont dépend la ligne métier conformité.

La Direction de la conformité Groupe de Crédit Agricole S.A. (DDC) élabore les **politiques Groupe** relatives au respect des dispositions législatives et réglementaires et s'assure de leur bonne diffusion et application. Elle dispose pour ce faire d'équipes **spécialisées par domaine d'expertise** : conformité des marchés financiers, protection de la clientèle, sécurité financière, fraude et corruption. Une équipe projet est par ailleurs dédiée au pilotage du déploiement de l'ensemble des engagements de la Caisse régionale pris dans le cadre du plan de remédiation OFAC. Dans le cadre de l'entrée en vigueur du règlement européen sur la protection des données personnelles (RGPD), le Délégué à la Protection des Données (DPO) Groupe a été rattaché directement au Directeur de la Conformité Groupe, et est en charge de l'animation de **la filière DPO du Crédit Agricole**.

La Direction de la Conformité Groupe assure également l'animation et la **supervision de la filière**. Au sein de la ligne métier Conformité, chaque responsable de Conformité met en particulier à jour une cartographie des risques de non-conformité, consolidée par la Direction de la conformité Groupe. La maîtrise des risques de non-conformité s'appuie plus largement sur un dispositif intégrant des indicateurs et contrôles permanents régulièrement déployés au sein des entités et donc la Direction

de la conformité Groupe assure la supervision de niveau Groupe (y.c. remontée des réclamations clients ou analyses de dysfonctionnements de conformité).

Le dispositif local s'organise autour d'une gouvernance pleinement intégrée au cadre de contrôle interne de la Caisse régionale. Le **Comité de Management de la Conformité**, présidé par le Directeur général Adjoint en charge du développement, se réunit 4 fois par an. Ce Comité prend les décisions nécessaires, tant pour la prévention des risques de non-conformité que pour la mise en place et le suivi des mesures correctrices à la suite des dysfonctionnements portés à sa connaissance. Les risques de non-conformité et décisions prises en vue de leur maîtrise sont régulièrement présentées en Comité de Contrôle Interne présidé par le Directeur général, au Comité des risques et au Conseil d'administration de la Caisse régionale.

Le dispositif de maîtrise des risques de non-conformité repose en premier lieu sur la diffusion d'une **culture éthique et conformité** solide auprès de l'ensemble des collaborateurs et dirigeants de la Caisse régionale.

Elle repose sur des **actions de sensibilisation et de formation** aux enjeux et risques de non-conformité qui mobilisent fortement la filière Conformité et plus largement l'ensemble des parties prenantes de la Caisse régionale : collaborateurs, dirigeants et administrateurs. Ces modules et supports de formation – généralistes ou destinés aux collaborateurs plus exposés – couvrent l'ensemble des domaines de conformité au quotidien, de prévention et détection de la fraude, de protection des données personnelles, de lutte contre le blanchiment et prévention du financement du terrorisme, relatifs aux sanctions internationales...

En amont, la culture éthique et conformité passe par le déploiement de la **Charte Ethique**, dont la Caisse régionale s'est dotée en mai 2017. Celle-ci, commune à l'ensemble des entités du Groupe, promeut les valeurs de proximité, de responsabilité et de solidarité portées par le Groupe.

Dans le prolongement de cette Charte, Crédit Agricole S.A. s'est doté d'un **Code de conduite**, qui vient la décliner opérationnellement. Il s'applique à tous, que ce soient les administrateurs, les dirigeants, les collaborateurs de la Caisse régionale, quelles que soient leur situation et leur fonction. Le code de conduite diffusé en 2018 a été pensé pour guider au quotidien les actions, décisions et comportements de chacun en intégrant des règles comportementales face à des problématiques éthiques que chacun peut être amené à rencontrer au cours de ses missions professionnelles et extraprofessionnelles. S'inscrivant dans la démarche de maîtrise des risques de non-conformité, il intègre, en outre, un volet spécifique « anti-corruption » en application des obligations découlant de Sapin II, relatives à la prévention de la corruption et du trafic d'influence. La déclinaison du code de conduite a été réalisée en 2019 au sein de la Caisse régionale.

La Caisse régionale a par ailleurs poursuivi son engagement en matière de **lutte contre la corruption**. Cette démarche a été prolongée sur 2019 avec la finalisation du déploiement opérationnel de la loi dite Sapin II sur les volets prévention de la corruption et lanceurs d'alerte.

A noter enfin que la Caisse régionale, suite à la définition du **risque de mauvaise conduite** a engagé des travaux visant à compléter la gouvernance et mettre en place un tableau de bord et un indicateur d'appétence.

La **maîtrise des risques relatifs aux exigences de sécurité financière** et notamment de sanctions internationales constitue une priorité forte du Groupe. Ces évolutions s'inscrivent dans le cadre d'un vaste projet de renforcement du dispositif de gestion des sanctions internationales, le **plan de remédiation OFAC**, conséquence des accords signés avec les autorités américaines le 19 octobre 2015 suite à des manquements au régime des « Sanctions OFAC » sur des opérations en USD de la période 2003/2008. Ce plan de remédiation a été approuvé par la FED le 24 avril 2017 et fait l'objet d'un pilotage rapproché et d'un *reporting* régulier à la gouvernance du Groupe et aux autorités

américaines. Au niveau local, une équipe dédiée, sous la responsabilité du responsable Conformité de la Caisse régionale est en charge de la coordination du dispositif et des actions en lien avec le dispositif Groupe.

Par ailleurs, les dispositifs de **connaissance client** et de **lutte contre le blanchiment et de prévention du financement du terrorisme** font l'objet de plans d'actions continus au regard tant de l'évolution des risques que des exigences réglementaires et des autorités de supervision.

L'année 2018 a été marquée par l'entrée en vigueur du règlement européen sur la **protection des données personnelles** (RGPD). Le dispositif de la Caisse régionale déployé en 2018 - dans le respect de ces nouvelles exigences – a fait l'objet d'actions de consolidation et d'industrialisation en 2019, dans le cadre de la gouvernance de la donnée et des projets du Groupe.

Enfin, la **protection de la clientèle** reste une priorité affirmée de la Caisse régionale. S'agissant des thématiques de conformité réglementaire, l'année 2019 a été marquée par la poursuite du suivi du correct déploiement opérationnel de MIFID2, PRIIPS et de la Directive sur l'Intermédiation en Assurance entrée en vigueur fin 2018. Le suivi du déploiement des dispositifs relatifs aux avoirs en déshérence (Loi Eckert), à l'assurance emprunteur (Lois Lagarde et Hamon) à l'inclusion bancaire (Droit au compte et clientèle en situation de fragilité financière) et au traitement des réclamations clients ont ainsi donné lieu à des chantiers dédiés. Plus largement, le Groupe et la Caisse régionale portent une attention spécifique à la qualité de l'information et du conseil délivrés et au bon respect des règles d'adéquation des produits proposés aux clients, mais également à l'ensemble de ses engagements en matière d'inclusion bancaire et de protection de la clientèle fragile.

5 Les perspectives 2020

Rien ne suggère actuellement une chute imminente de la croissance ; mais un climat toujours anxigène et un investissement productif déjà en repli concourent à son fléchissement.

Première source d'incertitudes, le conflit commercial sino-américain semble n'être plus voué à une escalade inexorable à brève échéance, grâce à la signature (signature dont D. Trump, président en campagne, s'enorgueillit) de l'accord dit de « phase 1 ». L'accord entre les États-Unis et la Chine couvre de nombreux sujets : commerce de biens et notamment de produits agricoles et agro-alimentaires⁷, propriété intellectuelle, transferts de technologie, services financiers, fin de la « manipulation » du taux de change, instance de résolution des conflits. Tout en étant ambitieux (les importations supplémentaires auxquelles s'est engagée la Chine sont substantielles), cet accord ne couvre évidemment pas les épineuses questions des subventions chinoises et, plus largement, du capitalisme parrainé par l'État chinois. S'il permet d'espérer une pause dans la guerre tarifaire, il n'immunise pas contre un déplacement des tensions sur d'autres sujets délicats et ne préjuge en rien

⁷ Les États-Unis ont décidé de renoncer à une taxe supplémentaire (essentiellement sur des biens de consommation grand public) et de réduire de moitié les droits de douane (de 15%) imposés en septembre sur 120 milliards de dollars d'importations en provenance de Chine. Le reste des droits déjà appliqués (25% sur 250 milliards de dollars) ne baisse pas. Environ 65% des importations américaines en provenance de Chine restent taxés. Pour rappel, en 2018, les importations américaines de biens et de services chinois ont atteint, respectivement, 540 et 18 milliards de dollars. Pour sa part, la Chine s'est notamment engagée à importer des États-Unis 200 milliards de dollars de biens et services supplémentaires en 2020-2021 par rapport à 2017, année au cours de laquelle les exportations américaines de biens et services vers la Chine avaient atteint 190 milliards de dollars.

d'une pacification durable des relations sino-américaines.

Par ailleurs, à l'issue de leur sortie de l'Union Européenne le 31 janvier, les Britanniques souhaitent voir définis les détails du futur partenariat avec l'Union Européenne (dont un accord de libre-échange) d'ici la fin de l'année 2020. Soumettre les négociations à un calendrier aussi ambitieux va générer des doutes sur la qualité de la relation à venir. Le risque d'un « Brexit sans accord commercial » va se substituer à celui d'un « Brexit sans accord ». Enfin, l'épidémie de Coronavirus et son impact sur la croissance chinoise (baisse de la demande interne) et mondiale (repli de la demande chinoise, flux touristiques, perturbation des chaînes de valeur) constituent désormais une source d'inquiétude majeure.

Les tensions politiques, géopolitiques et l'incertitude peuvent donc temporairement s'apaiser, mais n'ont pas vocation à disparaître durablement et continueront de peser sur le comportement d'investissement.

Certains signes préliminaires semblent indiquer que le recul du secteur manufacturier mais aussi du commerce mondial pourrait avoir atteint son point le plus bas. S'expliquant notamment par une amélioration dans le secteur de l'automobile, ce constat encourageant a néanmoins été dressé avant que l'épidémie de coronavirus n'isole la Chine pour une durée encore inconnue. Quant au secteur des services, il poursuit son expansion grâce à la bonne tenue des dépenses de consommation dopées par une croissance encore soutenue des salaires. Enfin, si l'investissement productif a fait preuve de résilience, son mouvement de repli se dessine. Justifié par l'incertitude sur la demande future, largement issue des inquiétudes relatives au commerce mondial, le repli est à la fois étrangement « prématuré » et encore contenu. Prématuré en ce qu'il n'intervient pas à la suite d'une dégénérescence classique du cycle, contenu en ce qu'il n'est pas encore généralisé et violent. Outre les États-Unis, la zone euro, fragmentée selon le degré d'exposition des pays au commerce mondial et au secteur manufacturier, fournit une bonne illustration. Après plusieurs années d'investissement faible, les entreprises se préparent à affronter le ralentissement sans capacités excédentaires, dont témoigne un taux d'utilisation des capacités en repli mais encore élevé, et semblent attentistes, ne répondant à l'érosion de leurs marges ni par un arrêt brutal de leurs dépenses en capital, ni par une réduction drastique de l'emploi.

Ce n'est pas sur l'investissement productif, ni sur le commerce mondial plus sensible à la croissance de l'investissement qu'à celle de la consommation, qu'il faudra compter pour soutenir la croissance : celle-ci reposera clairement sur les ménages.

Le marché du travail poursuit son ajustement à des rythmes divers et le recul des créations d'emplois ne se traduit pas encore par une remontée sensible du taux de chômage. La consommation devrait, en outre, être dopée par des salaires en légère progression et des gains de pouvoir d'achat entretenus par une inflation toujours très modérée. L'inflation sous-jacente restera faible, alors que, sans un sursaut de la demande de pétrole ou une extension de l'accord OPEP+ visant à réduire la production, les prix du pétrole risquent de pâtir d'un excès d'offre. Sans regain de tensions au Moyen-Orient et sans action militaire significative frappant une installation pétrolière, les prix pourraient se retrouver confinés sous les 60 dollars dès le second semestre 2020.

Si la consommation des ménages permet d'espérer un ralentissement et non un effondrement de la croissance, l'équilibre entre emploi, salaires et marges des entreprises est néanmoins délicat. Dans un climat incertain, confrontées à un ralentissement des gains de productivité et à une érosion de leurs marges, les entreprises pourront-elles résister longtemps à un ajustement sévère de leurs coûts

se traduisant par une réduction de l'emploi ? Si les entreprises ne procèdent pas à cet ajustement douloureux pour la croissance, les marchés actions pourraient bien entreprendre une révision à la baisse de leurs perspectives de profits.

Notre scénario retient un fléchissement de la croissance américaine vers 1,6%. Suscité par le reflux déjà bien amorcé de l'investissement et privé du soutien des dépenses publiques, ce repli (sous le taux potentiel) serait accompagné d'une inflation toujours modeste (1,9% en décembre 2020, en variation sur un an). En zone euro, dans laquelle, en ce tout début d'année, les indices de confiance se redressent et signalent une activité soutenue dans les services et la construction alors que le secteur industriel semble frémir, notre scénario table sur une croissance proche de 1,1% couplée à une inflation (1,1% en fin d'année) toujours bien inférieure à sa cible. Enfin, la croissance chinoise a été légèrement revue à la baisse pour ne plus atteindre que 5,7% en 2020 : une érosion limitée grâce à la mise en œuvre de soutiens budgétaire et monétaire offensifs.

Alors que les grandes Banques centrales ont entrepris des revues stratégiques de leurs politiques respectives, la tentation de l'assouplissement monétaire restera donc puissante.

Après avoir réagi très rapidement et très en amont du ralentissement, puis avoir opté pour le « mode pause », la Réserve Fédérale devrait finir par succomber à la tentation de l'assouplissement : notre scénario retient l'hypothèse d'une nouvelle baisse du taux des Fed Funds préventive et limitée à 25 points de base en 2020. La BCE n'y résistera pas : aucune hausse de taux (voire une baisse du taux de dépôt de 10 points de base, intégrée dans nos prévisions en 2020), extension du *Quantitative Easing* avec une augmentation de la limite de détention d'un titre de 33% à 50%, *forward guidance*. La Banque d'Angleterre y cédera également. Seule la Banque du Japon, qui connaît les dommages collatéraux des excès, ne serait pas tentée.

Tout concourt, de nouveau, au maintien de taux longs « core » faibles : matérialisation des ralentissements économiques, inflations indolores, politiques monétaires accommodantes, climat empreint de risques avérés ou latents. Notre scénario retient des taux longs (10 ans) souverains à 1,75% et -0,45% en décembre 2020 pour, respectivement, les États-Unis et l'Allemagne. Ce ne sera pas pour déplaire aux primes de risques des marchés obligataires « périphériques » et aux marchés actions : de leur résistance dépendent l'effet de richesse et la consommation des ménages, ingrédient essentiel d'un scénario de ralentissement et non d'effondrement de la croissance.

ANNEXE

1°) Assiduité exercice 2019 des administrateurs aux séances du Conseil d'administration

Administrateur	Taux de présence (*)
Mr Michel ALIBERT	100%
Mme Agnès AUBERTIN	100%
Mr Jean-Jacques CALCAT	100%
Mr Yannick FRAISSINET	100%
Mme Isabelle GARRIGUES	91%
Mr Alain GAYRAUD	100%
Mr Patrick GERAUD	100%
Mme Corinne GOMBAO	100%
Mr Bernard HOULES	100%
Mr Vincent LABRUYERE	100%
Mme Corinne LACAZE	100 % (**)
Mme Véronique LACAZE	100%
Mme Véronique MAGNANI	100%
Mr Michel PARRIEL	100%
Mr Bernard PINEL	91%
Mr Christian PUECH	82%
Mr Benoît QUINTARD	100%
Mme Patricia ROSSONI	100%
Mr William SOLIER	100%
Mme Audrey TAVERNIER-GINESTET	100%
Mr Philippe VIGUIER	100% (**)

(*) Nombre de séances où l'administrateur a été présent / nombre total de séances du Conseil d'administration en 2019 soit 11

(**) Mr VIGUIER présence du 01 janvier 2019 au 26 février 2019 ; Mme LACAZE Corinne présence à compter du 26 mars 2019.

2°) Liste des mandats et fonctions par administrateur au 31 décembre 2019

NOM	NOM DE LA SOCIETE	MANDAT
LE PRESIDENT		
Mr Jean-Jacques CALCAT	Caisse locale Quercy Brulhois EARL du Rode SARL du Rode SA Inforsud Gestion SAS Edokial SAS NMP Développement SA Grand Sud-Ouest Capital Asso FNCA SAS Sacam Mutualisation SAS Rue La Boétie SAS GSO Innovation SA BforBank SA Crédit Agricole Leasing & Factoring	Président du Conseil d'administration Gérant Gérant Administrateur Administrateur Président Administrateur Membre du Bureau Administrateur Administrateur Administrateur Administrateur Président
LE PREMIER VICE PRESIDENT		
Mr Benoît QUINTARD	Caisse locale de Rodez SARL Quintard GAEC de la Maison forte SAS Edokial SAS Inforsud Gestion	Président du Conseil d'administration Gérant Gérant associé Administrateur Administrateur
LES VICE-PRESIDENTS		
Mr Michel ALIBERT	Caisse locale de Gramat Coopérative Fermiers de Rocamadour Coopérative Capel GFA des Bergalies GAEC de Mordesson	Président du Conseil d'administration Vice-Président Administrateur Gérant Associé et Gérant
Mr Bernard HOULES	Caisse locale de Réalmont	Vice-Président du Conseil d'administration
Mr Michel PARRIEL	Caisse locale de Lafrançaise-Molières	Président du Conseil d'Administration
LES ADMINISTRATEURS		
Mme Agnès AUBERTIN	Caisse locale de Figeac SAS France Noyer SAS Sylvalpes Conseil de développement Pays de Figeac Entreprendre pour Apprendre Occitanie	Présidente du Conseil d'administration Présidente Présidente Administratrice Administratrice
Mr Yannick FRAISSINET	Caisse locale de Montauban GAEC de Nivelles SAS Adalia GFA 3F SICA CEFEL	Administrateur Gérant Président Gérant Administrateur
Mme Isabelle GARRIGUES	Caisse locale de Gaillac-Cadalen GFA de Mondou Biscuiterie chocolaterie	Administratrice Gérante Entrepreneuse individuelle

Mr Alain GAYRAUD	Caisse locale Vallée du Lot SAS Gayraud GFA Lamartine Union interprofessionnelle du vin de Cahors	Vice-Président du Conseil d'administration Gérant Gérant Censeur
Mr Patrick GERAUD	Caisse locale de Pont de Salars Association CERFrance Aveyron SEM 12 SEM Micropolis	Président du Conseil d'administration Président Censeur Administrateur
Mme Corinne GOMBAO	Caisse locale de Verdun sur Garonne SAS Chabrillac Asso Gîtes de France Vino Terra Point info CDJA 82	Présidente du Conseil d'administration Administratrice Administratrice Entrepreneuse individuelle Administratrice
Mr Vincent LABRUYERE	Caisse locale de Cahors Larroumet Chambre de métiers et de l'artisanat 46 Association Aviron cadurcien	Vice-Président du Conseil d'administration Secrétaire général – Directeur Membre du Conseil
Mme Corinne LACAZE	Caisse locale de Laissac-Séverac GAEC Causses de Lugans Association Volley Club Laissagais OGEC Collège Sacré Cœur Laissagais	Administratrice Co-Gérante Présidente Trésorière
Mme Véronique LACAZE	Caisse locale de Saint Céré GAEC La Poncie Cuma d'Aynac Association ADEFA	Présidente du Conseil d'administration Gérant Présidente Présidente
Mme Véronique MAGNANI	Caisse locale de Nègrepelisse SCEA Guimax SARL Holding des Magnas SCEA Borde Blanche Commune d'Albias Communauté de communes Quercy Vert-Aveyron	Présidente du Conseil d'administration Gérante Co-Gérante Co-Gérante Maire Vice-Présidente
Mr Bernard PINEL	Caisse locale Vallée du Girou EARL d'En Barrot CER 81 SA Inforsud Diffusion	Président du Conseil d'administration Gérant Administrateur Administrateur
Mr Christian PUECH	Caisse locale de Ségala Tarnais Commune de Moulars	Administrateur Maire
Mme Patricia ROSSONI	Caisse locale de Pays de Cocagne Société Civile PLYR SAS Chabrillac SARL Rossoni Habitat SCI Les Rieux SCI du Grés SCEA de Négolase SCI Delivery Assoc des mécènes du Pays de Cocagne CCI du Tarn	Présidente du Conseil d'administration Associée gérante Administratrice Associée gérante Associée Associée Associée Associée gérante Vice-Présidente du Conseil d'administration Elue consulaire
Mr William SOLIER	Caisse locale de Saint-Affrique Groupement d'employeur du petit St Jean Cuma de Rebourguil Gaec de Bennac	Président du Conseil d'administration Président Président Gérant

	SAS Edokial SAS Inforsud Gestion	Président Administrateur
Mme Audrey TAVERNIER-GINESTET	Caisse locale de Baraqueville SARL CMG SCI Audegi SAS Chabrilac	Administratrice Gérant Gérant Administratrice

COMPTES CONSOLIDÉS **AU 31 DECEMBRE 2019**

**Arrêtés par le Conseil d'administration de la Caisse régionale de Crédit Agricole Nord
Midi-Pyrénées en date du 27 janvier 2020 et soumis à l'approbation de l'Assemblée
générale ordinaire en date du 31 mars 2020**

Les comptes consolidés sont constitués du cadre général, des états financiers consolidés et des notes annexes aux états financiers

CADRE GENERAL

Présentation juridique de l'entité

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel (C.R.C.A.M.) NORD MIDI-PYRENEES dont le siège social est sis 219 avenue François Verdier à ALBI (81) effectue toutes les opérations que peut accomplir un établissement de crédit dans le cadre de la réglementation bancaire et conformément aux dispositions régissant le CREDIT AGRICOLE.

Forme : société coopérative de droit privé à capital et personnel variables régie par le Code Rural et la Loi du 24/01/84 relative au contrôle et à l'activité des Etablissements de crédit.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel (C.R.C.A.M.) NORD MIDI-PYRENEES est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'Albi (81) sous le numéro 444 953 830.

Son code NAF est le 6419Z.

Organigramme simplifié du Crédit Agricole

Un Groupe bancaire d'essence mutualiste

L'organisation du Crédit Agricole fait de lui un Groupe uni et décentralisé : sa cohésion financière, commerciale et juridique va de pair avec la décentralisation des responsabilités.

Les Caisses locales forment le socle de l'organisation mutualiste du Groupe. Leur capital social est détenu par 10,5 millions de sociétaires qui élisent quelques 29 658 administrateurs. Elles assurent un rôle essentiel dans l'ancrage local et la relation de proximité avec les clients. Les Caisses locales détiennent la majeure partie du capital des Caisses régionales, sociétés coopératives à capital variable et banques régionales de plein exercice.

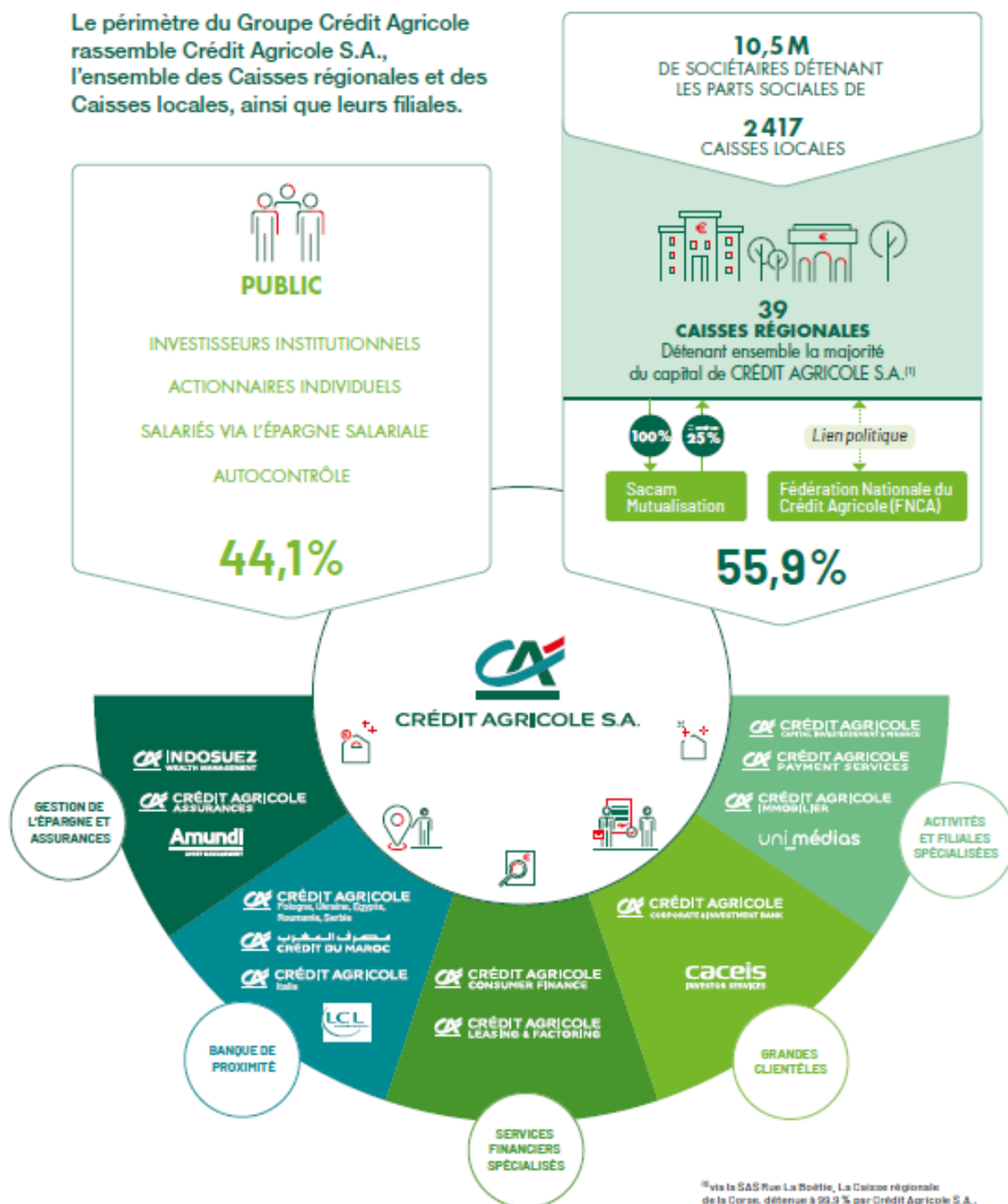
La SAS Rue La Boétie, détenue exclusivement par les Caisses régionales, détient la majorité du capital de Crédit Agricole S.A. Les titres SAS Rue La Boétie ne sont pas cessibles en dehors de la communauté des Caisses régionales. Par ailleurs, les transactions éventuelles sur ces titres entre Caisses régionales sont encadrées par une convention de liquidité qui fixe notamment les modalités de détermination du prix de transaction. Ces opérations recouvrent les cessions de titres entre les Caisses régionales et les augmentations de capital de la SAS Rue la Boétie.

La Fédération Nationale du Crédit Agricole (FNCA) constitue une instance d'information, de dialogue et d'expression pour les Caisses régionales.

Crédit Agricole S.A. en qualité d'organe central du réseau Crédit Agricole, tel que défini à l'article R. 512-18 du Code monétaire et financier veille, conformément aux dispositions du Code monétaire et financier (article L. 511-31 et article L. 511-32), à la cohésion du réseau Crédit Agricole, au bon fonctionnement des établissements de crédit qui le composent et au respect des dispositions législatives et réglementaires qui leur sont propres en exerçant sur ceux-ci un contrôle administratif, technique et financier. A ce titre, Crédit Agricole S.A. peut prendre toute mesure nécessaire, notamment pour garantir la liquidité et la solvabilité tant de l'ensemble du réseau que de chacun des établissements qui lui sont affiliés.

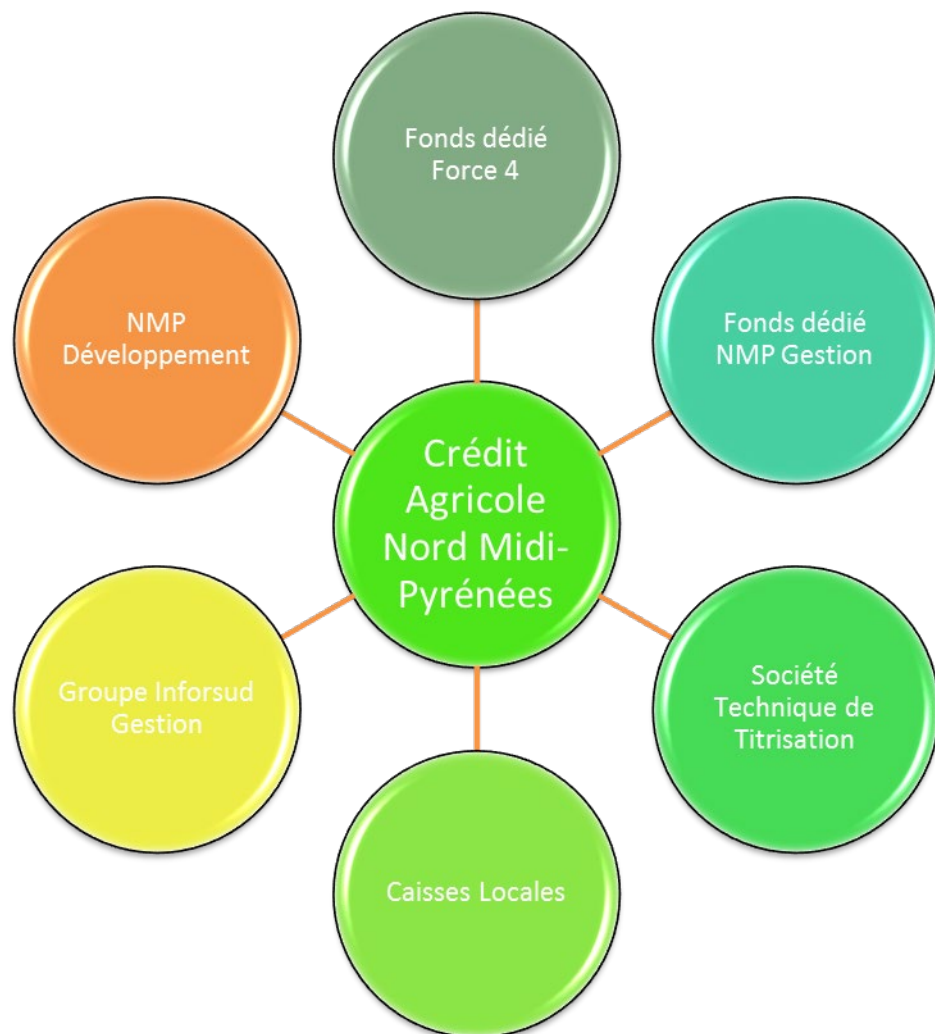
LE GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

Le périmètre du Groupe Crédit Agricole rassemble Crédit Agricole S.A., l'ensemble des Caisses régionales et des Caisses locales, ainsi que leurs filiales.



(1) via la SAS Rue La Boétie. La Caisse régionale de la Corse, détenue à 99,9 % par Crédit Agricole S.A., est actionnaire de Sacem Mutualisation.

Organigramme du groupe Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées (périmètre de consolidation):



Relations internes au Crédit Agricole

➤ Mécanismes financiers internes

Les mécanismes financiers qui régissent les relations réciproques au sein du Crédit Agricole sont spécifiques au Groupe.

• Comptes ordinaires des Caisses régionales

Les Caisses régionales ont un compte de trésorerie ouvert dans les livres de Crédit Agricole S.A., qui enregistre les mouvements financiers correspondant aux relations financières internes au Groupe. Ce compte, qui peut être débiteur ou créditeur, est présenté au bilan en "Opérations internes au Crédit Agricole - Comptes ordinaires" et intégré sur la ligne "Prêts et créances sur les établissements de crédit" ou "Dettes envers les établissements de crédit".

• Comptes d'épargne à régime spécial

Les ressources d'épargne à régime spécial (Livret d'épargne populaire, Livret de développement durable, comptes et plans d'épargne-logement, plans d'épargne populaire, Livret jeune et Livret A) sont collectées par les Caisses régionales pour le compte de Crédit Agricole S.A., où elles sont obligatoirement centralisées. Crédit Agricole S.A. les enregistre à son bilan en "Dettes envers la clientèle".

• Comptes et avances à terme

Les ressources d'épargne (comptes sur livrets, emprunts obligataires, bons et certains comptes à terme et assimilés, etc.) sont également collectées par les Caisses régionales au nom de Crédit Agricole S.A. et centralisées par Crédit Agricole S.A., elles figurent à ce titre à son bilan.

Les comptes d'épargne à régime spécial et les comptes et avances à terme permettent à Crédit Agricole S.A. de réaliser les "avances" (prêts) faites aux Caisses régionales destinées à assurer le financement de leurs prêts à moyen et long terme.

Quatre principales réformes financières internes ont été successivement mises en œuvre. Elles ont permis de restituer aux Caisses régionales, sous forme d'avances, dites "avances-miroir" (de durées et de taux identiques aux ressources d'épargne collectées), 15 %, 25 %, puis 33 % et, depuis le 31 décembre 2001, 50 % des ressources d'épargne qu'elles ont collectées et dont elles ont la libre disposition.

Depuis le 1^{er} janvier 2004, les marges financières issues de la gestion de la collecte centralisée (collecte non restituée sous forme d'avances miroirs) sont partagées entre les Caisses régionales et Crédit Agricole S.A. et sont déterminées par référence à l'utilisation de modèles de remplacement et l'application de taux de marché.

Par ailleurs, 50 % des nouveaux crédits réalisés depuis le 1^{er} janvier 2004 et entrant dans le champ d'application des relations financières entre Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales peuvent être refinancés sous forme d'avances négociées à prix de marché auprès de Crédit Agricole S.A.

Ainsi, deux types d'avances coexistent à ce jour : celles régies par les règles financières d'avant le 1^{er} janvier 2004 et celles régies par les nouvelles règles.

Par ailleurs, des financements complémentaires à taux de marché peuvent être accordés aux Caisses régionales par Crédit Agricole S.A.

- **Transfert de l'excédent des ressources monétaires des Caisses régionales**

Les ressources d'origine "monétaire" des Caisses régionales (dépôts à vue, dépôts à terme non centralisés et certificats de dépôt négociables) peuvent être utilisées par celles-ci pour le financement de leurs prêts clients. Les excédents sont obligatoirement transférés à Crédit Agricole S.A., où ils sont enregistrés en comptes ordinaires ou en comptes à terme dans les rubriques "Opérations internes au Crédit Agricole".

- **Placement des excédents de fonds propres des Caisses régionales auprès de Crédit Agricole S.A.**

Les excédents disponibles de fonds propres des Caisses régionales peuvent être investis chez Crédit Agricole S.A. sous la forme de placements de trois à dix ans dont les caractéristiques sont celles des opérations interbancaires du marché monétaire.

- **Opérations en devises**

Crédit Agricole S.A., intermédiaire des Caisses régionales auprès de la Banque de France, centralise leurs opérations de change.

- **Titres à moyen et long terme émis par Crédit Agricole S.A.**

Ceux-ci sont placés sur le marché ou par les Caisses régionales auprès de leurs clients. Ils figurent au passif du bilan de Crédit Agricole S.A., en fonction du type de titres émis, en "Dettes représentées par un titre" ou "Dettes subordonnées".

➤ **Couverture des risques de Liquidité et de Solvabilité**

Le dispositif européen de résolution des crises bancaires adopté au cours de l'année 2014 (directive BRRD, transposée en droit français par l'ordonnance 2015-1024 du 20 août 2015, qui a également adapté le droit français au règlement sur le mécanisme de résolution unique) introduit plusieurs modifications importantes dans la réglementation applicable aux établissements de crédit.

Ce dispositif, qui comprend des mesures de prévention et de résolution des crises bancaires, a pour objet de préserver la stabilité financière, d'assurer la continuité des activités, des services et des opérations des établissements dont la défaillance aurait de graves conséquences pour l'économie, de protéger les déposants, et d'éviter ou de limiter au maximum le recours au soutien financier public. Dans ce cadre, les autorités de résolutions européennes, dont le Conseil de résolution unique, ont été dotées de pouvoirs très étendus en vue de prendre toute mesure nécessaire dans le cadre de la résolution de tout ou partie d'un établissement de crédit ou du groupe auquel il appartient.

L'ACPR, autorité de résolution nationale, considère la stratégie de résolution « *single point of entry* » (point d'entrée unique ou SPE) comme la plus appropriée s'agissant du système

bancaire français. Le groupe Crédit Agricole a retenu le modèle du SPE. A ce titre, Crédit Agricole S.A., en sa qualité d'organe central, serait ce point d'entrée unique dans l'hypothèse d'une mise en résolution du groupe Crédit Agricole. Compte tenu des mécanismes de solidarité existant au sein du Groupe, la Caisse régionale ne peut pas être mise en résolution de manière individuelle.

Dans le cadre du mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du Code monétaire et financier (CMF), Crédit Agricole S.A., en sa qualité d'organe central, doit prendre toutes mesures nécessaires pour garantir la liquidité et la solvabilité de chaque établissement de crédit affilié comme de l'ensemble du réseau. Ainsi, chaque membre du réseau et chaque établissement affilié bénéficie de cette solidarité financière interne.

Les dispositions générales du Code monétaire et financier ont été déclinées par des dispositifs internes qui prévoient les mesures opérationnelles à prendre dans le cadre de ce mécanisme légal de solidarité.

Dans le cadre de l'introduction en bourse de Crédit Agricole S.A., la CNCA (devenue Crédit Agricole S.A.) a conclu en 2001 avec les Caisses régionales un protocole ayant notamment pour objet de régir les relations internes au groupe Crédit Agricole. Ce protocole prévoit en particulier la constitution d'un Fonds pour Risques Bancaires de Liquidité et de Solvabilité (FRBLS) destiné à permettre à Crédit Agricole S.A. d'assurer son rôle d'organe central en intervenant en faveur des affiliés qui viendraient à connaître des difficultés. Les principales dispositions du protocole sont détaillées au Chapitre III du Document de référence de Crédit Agricole S.A. enregistré auprès de la Commission des Opérations de Bourse le 22 octobre 2001 sous le numéro R. 01-453.

L'Autorité de résolution peut ouvrir une procédure de résolution à l'encontre d'un établissement de crédit lorsqu'elle considère que : la défaillance de l'établissement est avérée ou prévisible, il n'existe aucune perspective raisonnable qu'une autre mesure de nature privée empêche la défaillance dans des délais raisonnables, une mesure de résolution est nécessaire et une procédure de liquidation serait insuffisante pour atteindre les objectifs recherchés de la résolution ci-dessus rappelés.

L'Autorité de résolution peut utiliser un ou plusieurs instruments de résolution, tels que décrits ci-dessous avec pour objectif de recapitaliser ou restaurer la viabilité de l'établissement. Les instruments de résolution doivent être mis en œuvre de telle manière à ce que les porteurs de titres de capital (parts sociales, CCI, CCA) supportent en premier les pertes, puis les autres créanciers sous réserve de certaines exceptions. La loi française prévoit également une mesure de protection lorsque certains instruments ou mesure de résolution sont mis en œuvre tel le principe selon lequel les porteurs de titres de capital et les créanciers d'un établissement en résolution ne peuvent pas supporter des pertes plus lourdes que celles qu'ils auraient subies si l'établissement avait été liquidé dans le cadre d'une procédure normale d'insolvabilité (principe dit du *No Creditor Worse Off than on Liquidation* – NCWOL visé à l'article L 613-57.I du CMF). Ainsi les investisseurs ont le droit de réclamer des indemnités si le traitement qu'ils subissent en résolution est moins favorable que le traitement qu'ils auraient subi si l'établissement avait fait l'objet d'une procédure normale d'insolvabilité.

L'Autorité de résolution peut mettre en œuvre les outils de renflouement interne (bail-in). En

cas de résolution opérée sur le groupe Crédit Agricole, l'Autorité de résolution pourrait ainsi décider d'appliquer une mesure de « bail-in » aux parts sociales, CCI et CCA, c'est-à-dire déprécier leur valeur minimale afin d'absorber les pertes et aux instruments de dette, c'est-à-dire décider de leur dépréciation totale ou partielle ou de leur conversion en capital afin également d'absorber les pertes. Dans ce cas l'investisseur doit être conscient qu'il existe donc un risque significatif pour les porteurs de parts sociales, CCI et CCA et les titulaires d'instruments de dette de perdre tout ou partie de leur investissement en cas de mise en œuvre d'une procédure de résolution bancaire sur le Groupe.

Les autres mesures de résolution que l'Autorité de résolution peut mettre en œuvre sont pour l'essentiel ; la cession totale ou partielle des activités de l'établissement à un tiers ou à un établissement relais et la séparation des actifs de cet établissement.

Ce dispositif de résolution ne remet pas en cause le mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du CMF, appliqué au réseau Crédit Agricole tel que défini par l'article R. 512-18 de ce même Code. Crédit Agricole S.A. considère qu'en pratique, ce mécanisme devrait s'exercer préalablement à toute mesure de résolution.

L'application au groupe Crédit Agricole de la procédure de résolution suppose ainsi que le mécanisme légal de solidarité interne n'aurait pas permis de remédier à la défaillance d'une ou plusieurs entités affiliées du Groupe, et donc du réseau dans son ensemble. Elle est par ailleurs de nature à limiter la survenance des conditions de mise en œuvre de la garantie des obligations de Crédit Agricole S.A. consentie en 1988 au bénéfice de ses tiers créanciers par l'ensemble des Caisses régionales, solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Il est rappelé que cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

➤ Garanties spécifiques apportées par les Caisses régionales à Crédit Agricole S.A. (Switch)

Le dispositif des garanties Switch, mis en place le 23 décembre 2011 complété par un premier avenant signé le 19 décembre 2013 et amendé par deux avenants en 2016 respectivement signés le 17 février (avenant n°2) et le 21 juillet (avenant n°3), s'inscrit dans le cadre des relations financières entre Crédit Agricole S.A., en qualité d'organe central, et le réseau mutualiste des Caisses régionales de Crédit Agricole. Les derniers amendements de ces garanties ont pris effet rétroactivement le 1^{er} juillet 2016, en remplacement des précédentes, avec pour échéance le 1^{er} mars 2027 sous réserve de résiliation anticipée totale ou partielle ou de prorogation selon les dispositions prévues au contrat.

A travers ce dispositif, et dans la limite du plafond contractuel, les Caisses régionales s'engagent à supporter, pour le compte de Crédit Agricole S.A., les exigences prudentielles liées à la mise en équivalence de certaines participations détenues par Crédit Agricole S.A., et à en subir les risques économiques associés sous forme d'indemnisation le cas échéant.

Les garanties en vigueur permettent un transfert des exigences prudentielles s'appliquant désormais aux participations de Crédit Agricole S.A. dans Crédit Agricole Assurances (CAA), celles-ci étant mises en équivalence pour les besoins pruden tiels : on parle désormais des garanties Switch Assurance. Elles font l'objet d'une rémunération fixe qui couvre le risque actualisé et le coût d'immobilisation des fonds propres par les Caisses régionales.

La bonne fin du dispositif est sécurisée par des dépôts de garantie versés par les Caisses régionales à Crédit Agricole S.A. Ces dépôts de garantie sont calibrés pour matérialiser l'économie de fonds propres réalisée par Crédit Agricole S.A., et sont rémunérés à taux fixe aux conditions de la liquidité long terme.

Ainsi les garanties Switch Assurance protègent Crédit Agricole S.A. en cas de baisse de la valeur de mise en équivalence des participations susvisées moyennant le versement par les Caisses régionales d'une indemnisation compensatrice prélevée sur le dépôt de garantie. Symétriquement, en cas de hausse ultérieure de la valeur de mise en équivalence, Crédit Agricole S.A., de par l'application d'une clause de retour à meilleure fortune, pourrait restituer les indemnisations préalablement perçues.

Sur le plan prudentiel :

- Crédit Agricole S.A. réduit ses exigences de capital à proportion du montant de la garantie accordée par les Caisses régionales ;
- les Caisses régionales constatent symétriquement des exigences de capital égales à celles économisées par Crédit Agricole S.A.

Ce dispositif, qui est neutre au niveau du groupe Crédit Agricole, permet de rééquilibrer l'allocation en fonds propres entre Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales.

Sur le plan comptable :

Les garanties s'analysent en substance comme des contrats d'assurance du fait de l'existence d'un risque d'assurance au sens de la norme IFRS 4.

La norme IFRS 4 permet à l'émetteur d'un contrat d'assurance, de recourir aux principes comptables déjà appliqués pour des garanties données similaires, sous réserve d'effectuer un test de suffisance du passif selon les modalités visées par le paragraphe 14(b) de la norme.

Par conséquent, le traitement comptable des garanties est assimilable à celui d'une garantie donnée à première demande et leur rémunération est enregistrée de manière étalée dans la marge d'intérêt en Produit net bancaire. Dans le cas où il existerait des perspectives de perte nette à l'échéance après prise en compte d'hypothèse raisonnables de retour à meilleure fortune, une provision serait à doter, en Coût du risque, conformément aux exigences du test de suffisance du passif. En cas d'appel des garanties, ou le cas échéant lors d'un retour à meilleure fortune ultérieur, la charge d'indemnisation ou le produit de remboursement seraient respectivement reconnus en Coût du risque.

Il convient de noter que l'activation des garanties Switch Assurance est semestrielle et s'apprécie sur la base des variations semestrielles de la Valeur de Mise en Equivalence des participations détenues dans Crédit Agricole Assurances. Lors des arrêtés trimestriels, les Caisses régionales sont tenues d'estimer s'il existe un risque d'indemnisation et de le provisionner le cas échéant ; en cas de retour probable à meilleure fortune, aucun produit ne peut être comptabilisé, celui-ci n'étant pas certain. Lors des arrêtés semestriels et si les conditions sont vérifiées, les Caisses régionales comptabilisent les effets de l'activation des garanties sous forme d'appel ou de retour à meilleure fortune.

Informations relatives aux parties liées

Les Caisses Locales sont au nombre de 66 et détiennent le capital social du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées pour un montant de 93 632 milliers d'euros.

La filiale la plus significative est Inforsud Gestion et est consolidée.

La filiale NMP Développement est consolidée depuis le 1er janvier 2019.

Sont également consolidés les fonds dédiés Force 4 et NMP Gestion ainsi qu'une société technique de titrisation.

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

COMPTE DE RESULTAT

En milliers d'euros	Notes	31/12/2019	31/12/2018
Intérêts et produits assimilés	4.1	333 466	346 830
Intérêts et charges assimilées	4.1	(158 009)	(153 775)
Commissions (produits)	4.2	215 316	210 001
Commissions (charges)	4.2	(36 410)	(38 525)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	4.3	18 401	(16 958)
<i>Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction</i>		532	7 709
<i>Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat</i>		17 869	(24 667)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	4.4	48 938	45 103
<i>Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables</i>		421	(1 113)
<i>Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)</i>		48 517	46 216
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti		(1 244)	-
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par résultat		-	-
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs financiers à la juste valeur par résultat		-	-
Produits des autres activités	4.7	64 747	63 783
Charges des autres activités	4.7	(2 902)	(1 784)
Produit net bancaire		482 303	454 675
Charges générales d'exploitation	4.8	(284 566)	(286 806)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	4.9	(19 658)	(17 414)
Résultat brut d'exploitation		178 079	150 455
Coût du risque	4.10	(3 899)	(13 332)
Résultat d'exploitation		174 180	137 123
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		-	-
Gains ou pertes nets sur autres actifs	4.11	(5 228)	(639)
Variations de valeur des écarts d'acquisition	6.16	-	-
Résultat avant impôt		168 952	136 484
Impôts sur les bénéfices	4.12	(44 292)	(39 625)
Résultat net d'impôts des activités abandonnées		-	-
Résultat net		124 660	96 859
Participations ne donnant pas le contrôle		(60)	207
Résultat net part du Groupe		124 720	96 652

RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	31/12/2019	31/12/2018
Résultat net		124 660	96 859
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	4.13	(591)	1 184
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre (1)	4.13	-	-
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (1)	4.13	81 595	(106 388)
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	4.13	81 004	(105 204)
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	4.13	-	-
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	4.13	(2 441)	4 043
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	4.13	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées	4.13	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	4.13	78 563	(101 161)
Gains et pertes sur écarts de conversion	4.13	-	-
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	4.13	1 016	(918)
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	4.13	-	-
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	4.13	1 016	(918)
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	4.13	-	-
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	4.13	(261)	234
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	4.13	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées	4.13	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	4.13	755	(684)
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres	4.13	79 318	(101 845)
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		203 978	(4 986)
Dont part du Groupe		204 038	(5 193)
Dont participations ne donnant pas le contrôle		(60)	207

(1) Montant du transfert en réserves d'éléments non recyclables	4.13		
---	------	--	--

BILAN ACTIF

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	31/12/2019	31/12/2018
Caisse, banques centrales	6.1	101 909	97 098
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	3.1-6.2- 6.6-6.7	366 462	537 499
<i>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</i>		11 744	17 219
<i>Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat</i>		354 718	520 280
Instruments dérivés de couverture	3.1-3.2- 3.4	77 888	79 483
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	3.1-6.4- 6.6-6.7	1 784 669	1 706 020
<i>Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables</i>		164 328	160 291
<i>Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables</i>		1 620 341	1 545 729
Actifs financiers au coût amorti	3.1-3.3- 6.5-6.6- 6.7	14 976 190	14 114 061
<i>Prêts et créances sur les établissements de crédit</i>		888 464	855 888
<i>Prêts et créances sur la clientèle</i>		13 256 709	12 412 651
<i>Titres de dettes</i>		831 017	845 522
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		5 189	5 580
Actifs d'impôts courants et différés	6.10	34 619	38 372
Comptes de régularisation et actifs divers	6.11	300 865	274 055
Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées		-	-
Participations dans les entreprises mises en équivalence		-	-
Immeubles de placement	6.13	5 359	5 035
Immobilisations corporelles (1)	6.14	132 910	126 513
Immobilisations incorporelles	6.14	466	238
Ecarts d'acquisition		-	-
Total de l'actif		17 786 526	16 983 954

(1) Cf. note 10 Impacts des évolutions comptables ou autres événements sur les impacts de première application de la norme IFRS 16 Contrats de location au 1er janvier 2019

BILAN PASSIF

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	31/12/2019	31/12/2018
Banques centrales	6.1	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	6.2	12 214	16 738
<i>Passifs financiers détenus à des fins de transaction</i>		12 214	16 738
<i>Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</i>		-	-
Instruments dérivés de couverture	3.2-3.4	68 182	57 124
Passifs financiers au coût amorti		14 097 484	13 516 939
<i>Dettes envers les établissements de crédit</i>	3.3-6.8	8 525 593	8 329 304
<i>Dettes envers la clientèle</i>	3.1-3.3-6.8	5 535 470	5 147 450
<i>Dettes représentées par un titre</i>	3.2-3.3-6.8	36 421	40 185
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		67 508	70 904
Passifs d'impôts courants et différés	6.10	808	402
Comptes de régularisation et passifs divers (1)	6.11	322 075	315 986
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées		-	-
Provisions	6.16	92 152	84 007
Dettes subordonnées		-	-
Total dettes		14 660 423	14 062 100
Capitaux propres		3 126 103	2 921 854
Capitaux propres part du Groupe		3 121 286	2 916 977
Capital et réserves liées		916 260	910 232
Réserves consolidées		1 766 540	1 675 645
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		313 766	234 448
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur activités abandonnées		-	-
Résultat de l'exercice		124 720	96 652
Participations ne donnant pas le contrôle		4 817	4 877
Total du passif		17 786 526	16 983 954

(1) Cf. note 12 Impacts des évolutions comptables ou autres événements sur les impacts de première application de la norme IFRS 16 Contrats de location au 1er janvier 2019

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Part du Groupe									Participations ne donnant pas le contrôle							Capitaux propres consolidés
	Capital et réserves liées					Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			Résultat net	Capitaux propres	Capital, réserves liées et résultat	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			Capitaux propres		
	Capital	Prime et réserves consolidées liées au capital (1)	Elimination des titres auto-détenus	Autres instruments de capitaux propres	Total Capital et réserves consolidées	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			
En milliers d'euros																	
Capitaux propres au 1er janvier 2018 Publié	275 054	2 264 700	-	-	2 539 754	78 173	(1 986)	76 187	-	2 615 941	6 091	-	-	-	6 091	2 622 032	
Impacts nouvelles normes (2)	-	47 609	-	-	47 609	(78 173)	338 280	260 107	-	307 716	(5)	-	-	-	(5)	307 711	
Capitaux propres au 1er janvier 2018	275 054	2 312 309	-	-	2 587 363	-	336 294	336 294	-	2 923 657	6 086	-	-	-	6 086	2 929 743	
Augmentation de capital	6 461	-	-	-	6 461	-	-	-	-	6 461	-	-	-	-	-	6 461	
Variation des titres autodétenus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Emissions / remboursements d'instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Dividendes versés en 2018	-	(10 292)	-	-	(10 292)	-	-	-	-	(10 292)	(212)	-	-	-	(212)	(10 504)	
Dividendes reçus des Caisses régionales et filiales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Effet des acquisitions / cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle	-	(637)	-	-	(637)	-	-	-	-	(637)	(1 204)	-	-	-	(1 204)	(1 841)	
Mouvements liés aux paiements en actions	-	47	-	-	47	-	-	-	-	47	-	-	-	-	-	47	
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	6 461	(10 882)	-	-	(4 421)	-	-	-	-	(4 421)	(1 416)	-	-	-	(1 416)	(5 837)	
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	37	-	-	37	(684)	(101 161)	(101 845)	-	(101 808)	-	-	-	-	-	(101 808)	
Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Résultat 2018	-	-	-	-	-	-	-	-	96 652	96 652	207	-	-	-	207	96 859	
Autres variations	-	2 898	-	-	2 898	-	-	-	-	2 898	-	-	-	-	-	2 898	
Capitaux propres au 31 décembre 2018	281 515	2 304 362	-	-	2 585 877	(684)	235 133	234 449	96 652	2 916 978	4 877	-	-	-	4 877	2 921 855	
Affectation du résultat 2018	-	96 652	-	-	96 652	-	-	-	(96 652)	-	-	-	-	-	-	-	
Capitaux propres au 1er janvier 2019	281 515	2 401 014	-	-	2 682 529	(684)	235 133	234 449	-	2 916 978	4 877	-	-	-	4 877	2 921 855	
Incidence de l'adoption de la norme 9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Capitaux propres au 1er janvier 2019 Retraité	281 515	2 401 014	-	-	2 682 529	(684)	235 133	234 449	-	2 916 978	4 877	-	-	-	4 877	2 921 855	
Augmentation de capital	6 028	-	-	-	6 028	-	-	-	-	6 028	-	-	-	-	-	6 028	
Variation des titres autodétenus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Emissions / remboursements d'instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Dividendes versés en 2019	-	(10 753)	-	-	(10 753)	-	-	-	-	(10 753)	-	-	-	-	-	(10 753)	
Dividendes reçus des Caisses régionales et filiales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Effet des acquisitions / cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle	-	5 023	-	-	5 023	-	-	-	-	5 023	-	-	-	-	-	5 023	
Mouvements liés aux paiements en actions	-	21	-	-	21	-	-	-	-	21	-	-	-	-	-	21	
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	6 028	(5 709)	-	-	319	-	-	-	-	319	-	-	-	-	-	319	
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	(11)	-	-	(11)	755	78 563	79 318	-	79 307	-	-	-	-	-	79 307	
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves	-	(11)	-	-	(11)	-	11	11	-	-	-	-	-	-	-	-	
Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Résultat 2019	-	-	-	-	-	-	-	-	124 720	124 720	(60)	-	-	-	(60)	124 660	
Autres variations	-	(37)	-	-	(37)	-	-	-	-	(37)	-	-	-	-	-	(37)	
Capitaux propres au 31 décembre 2019	287 543	2 395 257	-	-	2 682 800	71	313 696	313 767	124 720	3 121 287	4 817	-	-	-	4 817	3 126 104	

(1) Réserves consolidées avant élimination des titres d'autocontrôle.

(2) Impact capitaux propres des normes d'application rétrospective

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

Le tableau de flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

Les **activités opérationnelles** sont représentatives des activités génératrices de produits du groupe Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées.

Les flux d'impôts sont présentés en totalité avec les activités opérationnelles.

Les **activités d'investissement** représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées, et des immobilisations corporelles et incorporelles. Les titres de participation stratégiques inscrits dans les rubriques "Juste valeur par résultat" ou "Juste valeur par capitaux propres non recyclables" sont compris dans cette rubrique.

Les **activités de financement** résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres et les emprunts à long terme.

La notion de **trésorerie nette** comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales, ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	31/12/2019	31/12/2018
Résultat avant impôt		168 952	136 484
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles		19 656	17 414
Dépréciations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations		-	-
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions		9 110	10 504
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		-	-
Résultat net des activités d'investissement		5 228	639
Résultat net des activités de financement		52	27
Autres mouvements		(6 310)	25 232
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements		27 736	53 816
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit		438 838	284 848
Flux liés aux opérations avec la clientèle		(443 743)	(371 190)
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers		186 440	(1 407)
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers		(22 121)	11 949
Dividendes reçus des entreprises mises en équivalence		-	-
Impôts versés		(42 116)	(39 765)
Variation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles		117 298	(115 566)
Flux provenant des activités abandonnées		-	-
Total Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (A)		313 986	74 735
Flux liés aux participations (1)		4 657	(3 908)
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles		(29 942)	(41 500)
Flux provenant des activités abandonnées		-	-
Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (B)		(25 285)	(45 408)
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires (2)		(4 725)	(4 043)
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement (3)		(3 816)	18 619
Flux provenant des activités abandonnées		-	-
Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (C)		(8 541)	14 576
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)		-	-
AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE (A + B + C + D)		280 160	43 903
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		217 911	174 008
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *		97 098	103 551
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **		120 813	70 457
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture		498 071	217 911
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *		101 909	97 098
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **		396 162	120 813
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE		280 160	43 903

* Composé du solde net du poste "Caisses et banques centrales", hors intérêts courus et y compris trésorerie des entités reclassées en activités abandonnées.

** Composé du solde des postes "comptes ordinaires débiteurs non douteux" et "comptes et prêts au jour le jour non douteux" tels que détaillés en note 6.3 et des postes "comptes ordinaires créditeurs" et "comptes et emprunts au jour le jour" tels que détaillés en note 6.5 (hors intérêts courus) ;

(1) Cette ligne recense les effets nets sur la trésorerie des acquisitions et des cessions de titres de participation; avec notamment :

- Les augmentations de capital de titres de participation pour 2 587 milliers d'euros dont les principales :
 - * Grand Sud Ouest Capital pour 1 093 milliers d'euros,
 - * Sacam Avenir pour 491 milliers d'euros,
 - * Sacam Fireca pour 325 milliers d'euros,
 - * Breidic pour 300 milliers d'euros...
- Les libérations de capital des titres de participations pour 428 milliers d'euros dont :
 - * Libération de titres CARD pour 338 milliers d'euros,
 - * Les libérations de titres CAIT et FI Venture pour respectivement 54 et 36 milliers d'euros
- Les cessions de titres Sopra et Axway pour 7 672 milliers d'euros.

(2) Pour l'exercice 2019, ce montant comprend notamment :

- le versement des dividendes versés par le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées à ses actionnaires, à hauteur de 10 753 milliers d'euros,
- l'augmentation nette de capital social des Caisses Locales pour 6 028 milliers d'euros.

(3) Au cours de l'exercice 2018, 21 870 milliers d'euros de titres seniors de la Société de Titrisation ont été souscrits dans le public.

L'amortissement de ces titres sur l'exercice 2019 s'élève à 3 816 milliers d'euros.

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS

1 Principes et Méthodes applicables dans le Groupe, jugements et estimations utilisés.

1.1 Normes applicables et comparabilité

En application du règlement CE n°1606/2002, les comptes consolidés ont été établis conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC applicables au 31 décembre 2019 et telles qu'adoptées par l'Union européenne (version dite *carve out*), en utilisant donc certaines dérogations dans l'application de la norme IAS 39 pour la comptabilité de macro-couverture.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne, à l'adresse suivante : https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting_en

Les normes et interprétations sont identiques à celles utilisées et décrites dans les états financiers du Groupe au 31 décembre 2018.

Elles ont été complétées par les dispositions des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2019 et dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2019.

Celles-ci portent sur :

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de publication par l'Union européenne	Applicable dans le Groupe	Date de 1ère application : exercices ouverts à compter du
IFRS 16 Contrats de location Remplacement d'IAS 17 sur la comptabilisation des contrats de location et des interprétations liées (IFRIC 4 Déterminer si un accord contient un contrat de location, SIC 15 Avantages dans les contrats de location et SIC 27 Evaluation de la substance des transactions impliquant la forme juridique d'un contrat de location)	31 octobre 2017 (UE 2017/1986)	Oui	1 ^{er} janvier 2019
Amendement à IFRS 9 Instruments financiers Options de remboursement anticipé avec	22 mars 2018 (UE 2018/498)	Oui	1 ^{er} janvier 2019 (1)

pénalité négative			
Interprétation IFRIC 23 Positions fiscales incertaines Clarifications à IAS 12 <i>Impôt sur le résultat</i>	24 octobre 2018 (UE 2018/1595)	Oui (2)	1 ^{er} janvier 2019
Améliorations des IFRS cycle 2015-2017 : - IAS 12 <i>Impôt sur le résultat</i> - IAS 23 <i>Coût d'emprunt</i> - IFRS 3/IFRS 11 <i>Regroupement d'entreprises</i>	15 mars 2019 (UE 2019/412)	Oui Oui Oui	1 ^{er} janvier 2019 1 ^{er} janvier 2019 1 ^{er} janvier 2019
Amendement à IAS 28 Participations dans des entreprises associées et des coentreprises Précisions pour l'investisseur sur la comptabilisation des intérêts long terme accordés à une entreprise associée / coentreprise	11 février 2019 (UE 2019/237)	Oui	1 ^{er} janvier 2019
Amendement à IAS 19 Avantages au personnel Clarifications sur les conséquences d'une modification, réduction ou liquidation de régime sur la détermination du coût des services rendus et de l'intérêt net	14 mars 2019 (UE 2019/402)	Oui	1 ^{er} janvier 2019

(1) Le Groupe a décidé d'appliquer de manière anticipée l'amendement à IFRS 9 à compter du 1^{er} janvier 2018.

(2) L'application de l'interprétation IFRIC 23 n'a pas eu d'impact significatif sur les capitaux propres du Groupe au 1^{er} janvier 2019. Le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées a reclassé à cette même date les provisions pour risques fiscaux portant sur l'impôt sur le résultat de la rubrique « Provisions » vers la rubrique « Passifs d'impôts courants » au bilan.

Ainsi, le groupe Crédit Agricole publie pour la première fois à compter du 1^{er} janvier 2019 ses états financiers IFRS en application de la norme IFRS 16 *Contrats de location* (cf. chapitre 1.2 "Principes et méthodes comptables").

La norme IFRS 16 *Contrats de location* remplace la norme IAS 17 et toutes les interprétations liées (IFRIC 4 Déterminer si un accord contient un contrat de location, SIC 15 Avantages dans les contrats de location et SIC 27 Evaluation de la substance des transactions impliquant la forme juridique d'un contrat de location).

La principale évolution apportée par la norme IFRS 16 concerne la comptabilité pour les preneurs. IFRS 16 impose pour les preneurs un modèle visant à comptabiliser au bilan tous les contrats de location, avec la reconnaissance au passif d'une dette locative représentative des engagements sur la durée du contrat, et à l'actif un droit d'utilisation à amortir.

Pour la première application de la norme IFRS 16, le Groupe a choisi d'appliquer la méthode rétrospective modifiée sans retraitement des informations comparatives 2019 conformément au paragraphe C5(b) de la norme IFRS 16. Selon cette approche, pour les contrats antérieurement classés en contrats de location simple en application d'IAS 17, le Groupe a comptabilisé au 1^{er} janvier 2019 une dette locative égale à la valeur actualisée des paiements de loyers restants et un actif au titre du droit d'utilisation égal au montant de la dette locative ajusté, le cas échéant, du montant des loyers payés d'avance ou à payer qui étaient comptabilisés dans l'état de la situation financière immédiatement avant la date de première application.

Pour les contrats de location précédemment classés en tant que contrats de location-financement, le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées a reclassé la valeur comptable de l'actif et de la dette comptabilisés selon IAS 17 immédiatement avant la date de première application en tant que droit d'utilisation (immobilisation corporelles) et dette locative (passifs divers) à la date de première application.

L'application de la norme IFRS 16 n'a pas d'impact sur les capitaux propres.

A la date de transition, le Groupe a choisi d'appliquer les mesures simplificatrices suivantes proposées par la norme :

- Absence d'ajustement au titre des contrats dont la durée résiduelle en date d'application est inférieure à douze mois. Cela concerne notamment les baux 3/6/9 qui sont en situation de tacite prolongation à la date de première application.

Conformément à l'IFRIC update de mars 2019 ainsi qu'à la recommandation AMF 2019-13, le Groupe n'a pas pris en considération la décision de l'IFRS IC du 26/11/2019 relative à la détermination de la durée de location IFRS16 dans les états financiers au 31 décembre 2019, afin de disposer du temps nécessaire pour analyser les conséquences comptables de cette décision au cours de l'exercice 2020. En conséquence, les principes et méthodes comptables des états financiers annuels au 31 décembre 2019 n'ont pas été impactés

- Absence d'ajustement au titre des contrats de location dont les biens sous-jacents sont de faible valeur.
- Ajustement du droit d'utilisation du montant comptabilisé au 31 décembre 2018 dans l'état de la situation financière au titre de la provision pour contrats déficitaires.
- Exclusion des coûts directs initiaux de l'évaluation du droit d'utilisation.

Le Groupe a également choisi de ne pas réapprécier si un contrat est ou contient un contrat de location à la date de transition. Pour les contrats conclus avant la date de transition, le Groupe a appliqué la norme IFRS 16 aux contrats identifiés comme des contrats de location en application d'IAS 17 et IFRIC 4.

Le taux d'actualisation utilisé pour le calcul du droit d'utilisation et du passif de location est le taux d'endettement marginal à la date d'application initiale d'IFRS 16, fondé sur la durée résiduelle du contrat au 1^{er} janvier 2019.

Les droits d'utilisation constatés à la date de première application concernent essentiellement des baux immobiliers (agences bancaires, immeubles de bureaux).

Par ailleurs, il est rappelé que lorsque l'application anticipée de normes et interprétations adoptées par l'Union européenne est optionnelle sur une période, l'option n'est pas retenue par le Groupe, sauf mention spécifique.

Ceci concerne en particulier :

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de publication par l'Union européenne	Applicable dans le Groupe	Date de 1ère application obligatoire : exercices ouverts à compter du
Amendement aux références au Cadre Conceptuel dans les normes IFRS	6 décembre 2019 (UE 2019/2075)	Oui	1 ^{er} janvier 2020
IAS 1/IAS 8 Présentation des états financiers Définition de la matérialité	10 décembre 2019 (UE 2019/2104)	Oui	1 ^{er} janvier 2020
Amendement à IFRS 9, IAS 39 et IFRS 7 Instruments financiers Réforme des taux d'intérêt de référence	15 janvier 2020 (UE 2020/34)	Oui	1 ^{er} janvier 2020 (1)

(1) Le Groupe a décidé d'appliquer de manière anticipée l'amendement à IFRS 9, IAS 39 et IFRS 7 Instruments financiers sur la réforme des taux d'intérêt de référence à compter du 1^{er} janvier 2019

Les normes et interprétations publiées par l'IASB au 31 décembre 2019 mais non encore adoptées par l'Union européenne ne sont pas applicables par le Groupe. Elles n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de la date prévue par l'Union européenne et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 31 décembre 2019.

Réforme IBOR

Le groupe Crédit Agricole, en tant qu'utilisateur d'indices critiques, est fortement sensibilisé à l'importance des indices de référence et aux enjeux relatifs à leur évolution qui s'opère dans le cadre des réformes en cours.

Le projet « Benchmarks » du groupe Crédit Agricole pilote la transition des indices de référence pour le Groupe et veille à la mise en conformité des entités avec la BMR (Benchmark Regulation). Il a été lancé auprès des entités du Groupe pour préparer l'ensemble des métiers et accompagner les clients dans les transitions vers les nouveaux taux de référence.

Il s'est organisé pour recenser et analyser les impacts induits par la réforme. Une cartographie recense, notamment, l'ensemble des expositions et contrats permettant d'estimer l'exposition consolidée du groupe Crédit Agricole à la réforme.

Les principaux indices auxquels les relations de couverture du Groupe sont exposées sont les suivants :

- EONIA

- Indices critiques définis dans la BMR: Euribor, Libor USD, Libor GBP, Libor JPY, Libor CHF, Libor EUR, Wibor, Stibor + Hibor

Considérant les éléments disponibles à ce jour, pour les contrats Eonia, la période d'incertitude sur le devenir de cet indice devrait se terminer le 3 janvier 2022. Pour les autres indices, les différents travaux en cours ne permettent pas, à ce stade, d'établir une date de fin d'application.

Au 31 décembre 2019, ce recensement fait apparaître un montant nominal des instruments de couverture impactés par la réforme de 2,32 milliards d'euros.

Le Groupe appliquera les amendements à IFRS 9 publiés par l'IASB le 26 septembre 2019 tant que les incertitudes sur le devenir des indices auront des conséquences sur les montants et les échéances des flux d'intérêt.

1.2 Principes et méthodes comptables

➤ Utilisation de jugements et estimations dans la préparation des états financiers

De par leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des états financiers exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur.

Les réalisations futures peuvent être influencées par de nombreux facteurs, notamment :

- les activités des marchés nationaux et internationaux ;
- les fluctuations des taux d'intérêt et de change ;
- la conjoncture économique et politique dans certains secteurs d'activité ou pays ;
- les modifications de la réglementation ou de la législation.

Cette liste n'est pas exhaustive.

Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes :

- les instruments financiers évalués à la juste valeur ;
- les participations non consolidées ;
- les régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs ;
- les plans de stock options ;
- les dépréciations d'instruments de dette au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables ;
- les provisions ;
- les dépréciations des écarts d'acquisition ;
- les actifs d'impôts différés ;
- la valorisation des entreprises mises en équivalence ;

Les modalités de recours à des jugements ou à des estimations sont précisées dans les paragraphes concernés ci-après.

➤ Instruments financiers (IFRS 9, IAS 32 et 39)

✓ Définitions

La norme IAS 32 définit un instrument financier comme tout contrat qui donne lieu à un actif financier d'une entité et à un passif financier ou à un instrument de capitaux propres d'une autre entité, c'est-à-dire tout contrat représentant les droits ou obligations contractuels de recevoir ou de payer des liquidités ou d'autres actifs financiers.

Les instruments dérivés sont des actifs ou passifs financiers dont la valeur évolue en fonction de celle d'un sous-jacent, qui requièrent un investissement initial faible ou nul, et dont le règlement intervient à une date future.

Les actifs et passifs financiers sont traités dans les états financiers selon les dispositions de la norme IFRS 9 telle qu'adoptée par l'Union européenne y compris pour les actifs financiers détenus par les entités d'assurance du Groupe.

La norme IFRS 9 définit les principes en matière de classement et d'évaluation des instruments financiers, de dépréciation du risque de crédit et de comptabilité de couverture, hors opérations de macro-couverture.

Il est toutefois précisé que le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées utilise l'option de ne pas appliquer le modèle général de couverture d'IFRS 9. L'ensemble des relations de couverture reste en conséquence dans le champ d'IAS 39 en attendant les futures dispositions relatives à la macro-couverture.

✓ Conventions d'évaluation des actifs et passifs financiers

- Evaluation initiale

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13.

La juste valeur telle que définie par IFRS 13 correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

- Evaluation ultérieure

Après la comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués en fonction de leur classement soit au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE), soit à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13. Pour les instruments dérivés, ils sont toujours évalués à leur juste valeur.

Le coût amorti correspond au montant auquel est évalué l'actif financier ou le passif financier lors de sa comptabilisation initiale, en intégrant les coûts de transaction directement attribuables à leur acquisition ou à leur émission, diminué des remboursements en principal, majoré ou diminué de l'amortissement cumulé calculé par la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE) de toute différence (décote ou prime) entre le montant initial et le montant à

l'échéance. Dans le cas d'un actif financier, le montant est ajusté si nécessaire au titre de la correction pour pertes de valeur (cf. paragraphe "*Provisionnement pour risque de crédit*").

Le taux d'intérêt effectif (TIE) est le taux qui actualise exactement les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs prévus sur la durée de vie attendue de l'instrument financier ou, selon le cas, sur une période plus courte de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier.

✓ **Actifs financiers**

- Classement et évaluation des actifs financiers

Les actifs financiers non dérivés (instruments de dette ou de capitaux propres) sont classés au bilan dans des catégories comptables qui déterminent leur traitement comptable et leur mode d'évaluation ultérieur. Ces actifs financiers sont classés dans l'une des trois catégories suivantes :

- actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- actifs financiers au coût amorti ;
- actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres.

Les critères de classement et d'évaluation des actifs financiers dépendent de la nature de l'actif financier, selon qu'il est qualifié :

- d'instruments de dette (i.e. prêts et titres à revenu fixe ou déterminable) ; ou
- d'instruments de capitaux propres (i.e. actions).

- Instruments de dette

Le classement et l'évaluation d'un instrument de dette dépend de deux critères réunis : le modèle de gestion défini au niveau portefeuille et l'analyse des caractéristiques contractuelles déterminé par instrument de dette sauf utilisation de l'option à la juste valeur.

- Les trois modèles de gestion :

Le modèle de gestion est représentatif de la stratégie que suit le management du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées pour la gestion de ses actifs financiers, dans l'atteinte de ses objectifs. Le modèle de gestion est spécifié pour un portefeuille d'actifs et ne constitue pas une intention au cas par cas pour un actif financier isolé.

On distingue trois modèles de gestion :

- Le *modèle collecte* dont l'objectif est de collecter les flux de trésorerie contractuels sur la durée de vie des actifs ; ce modèle n'implique pas systématiquement de détenir la totalité des actifs jusqu'à leur échéance contractuelle ; toutefois, les ventes d'actifs sont strictement encadrées ;
- Le *modèle collecte et vente* dont l'objectif est de collecter des flux de trésorerie sur la durée de vie et de céder les actifs ; dans ce modèle, la vente d'actifs financiers et la perception de flux de trésorerie sont toutes les deux essentielles ; et

- Le modèle *autre / vente* dont l'objectif principal est de céder les actifs.

Lorsque la stratégie que suit le management pour la gestion d'actifs financiers ne correspond ni au modèle collecte, ni au modèle collecte et vente, ces actifs financiers sont classés dans un portefeuille dont le modèle de gestion est autre / vente. Il concerne notamment les portefeuilles dont l'objectif est de collecter des flux de trésorerie via les cessions, les portefeuilles dont la performance est appréciée sur la base de sa juste valeur, les portefeuilles d'actifs financiers détenus à des fins de transaction.

- Les caractéristiques contractuelles (test "*Solely Payments of Principal & Interests*" ou test "SPPI") :

Le test "SPPI" regroupe un ensemble de critères, examinés cumulativement, permettant d'établir si les flux de trésorerie contractuels respectent les caractéristiques d'un financement simple (remboursements de nominal et versements d'intérêts sur le nominal restant dû).

Le test est satisfait lorsque le financement donne droit seulement au remboursement du principal et lorsque le versement des intérêts perçus reflète la valeur temps de l'argent, le risque de crédit associé à l'instrument, les autres coûts et risques d'un contrat de prêt classique ainsi qu'une marge raisonnable, que le taux d'intérêt soit fixe ou variable.

Dans un financement simple, l'intérêt représente le coût du passage du temps, le prix du risque de crédit et de liquidité sur la période, et d'autres composantes liées au coût du portage de l'actif (ex : coûts administratifs...).

Dans certains cas, cette analyse qualitative ne permettant pas de conclure, une analyse quantitative (ou *Benchmark test*) est effectuée. Cette analyse complémentaire consiste à comparer les flux de trésorerie contractuels de l'actif étudié et les flux de trésorerie d'un actif de référence.

Si la différence entre les flux de trésorerie de l'actif financier et celui de référence est jugée non significative, l'actif est considéré comme un financement simple.

Par ailleurs, une analyse spécifique sera menée dans le cas où l'actif financier est émis par des entités ad hoc établissant un ordre de priorité de paiement entre les porteurs des actifs financiers en liant de multiples instruments entre eux par contrat et créant des concentrations de risque de crédit (des "tranches").

Chaque tranche se voit attribuer un rang de subordination qui précise l'ordre de distribution des flux de trésorerie générés par l'entité structurée.

Dans ce cas le test "SPPI" nécessite une analyse des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif concerné et des actifs sous-jacents selon l'approche "*look-through*" et du risque de crédit supporté par les tranches souscrites comparé au risque de crédit des actifs sous-jacents.

Le mode de comptabilisation des instruments de dette résultant de la qualification du modèle de gestion couplée au test "SPPI" peut être présenté sous la forme du diagramme ci-après :

		Modèles de gestion		
Instruments de dette		Collecte	Collecte et vente	Autre / Vente
Test SPPI	Satisfait	Coût amorti	Juste valeur par capitaux propres recyclables	Juste valeur par résultat
	Non satisfait	Juste valeur par résultat	Juste valeur par résultat	Juste valeur par résultat (Test SPPI N/A)

❖ Instruments de dette au coût amorti

Les instruments de dette sont évalués au coût amorti s'ils sont éligibles au modèle collecte et s'ils respectent le test "SPPI".

Ils sont enregistrés à la date de règlement- livraison et leur évaluation initiale inclut également les coupons courus et les coûts de transaction.

L'amortissement des éventuelles surcotes/décotes et des frais de transaction des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Cette catégorie d'actifs financiers fait l'objet de dépréciations dans les conditions décrites dans le paragraphe spécifique "Provisionnement pour risque de crédit".

❖ Instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables

Les instruments de dette sont évalués à la juste valeur par capitaux propres recyclables s'ils sont éligibles au modèle collecte et vente et s'ils respectent le test "SPPI".

Ils sont enregistrés à la date de négociation et leur évaluation initiale inclut également les coupons courus et les coûts de transaction. L'amortissement des éventuelles surcotes/décotes et des frais de transaction des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Ces actifs financiers sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont enregistrées en capitaux propres recyclables en contrepartie du compte d'encours (hors intérêts courus comptabilisés en résultat selon la méthode du TIE).

En cas de cession, ces variations sont transférées en résultat.

Cette catégorie d'instruments financiers fait l'objet de dépréciations dans les conditions décrites dans le paragraphe spécifique "Provisionnement pour risque de crédit" (sans que cela n'affecte la juste valeur au bilan).

❖ Instruments de dette à la juste valeur par résultat

Les instruments de dette sont évalués en juste valeur par résultat dans les cas suivants :

- Les instruments sont classés dans des portefeuilles constitués d'actifs financiers détenus à des fins de transaction ou dont l'objectif principal est la cession;

Les actifs financiers détenus à des fins de transaction sont des actifs acquis ou générés par l'entreprise principalement dans l'objectif de les céder à court terme ou qui font partie d'un portefeuille d'instruments gérés en commun dans le but de réaliser un bénéfice lié à des fluctuations de prix à court terme ou à une marge d'arbitrage. Bien que les flux de trésorerie contractuels soient perçus pendant le temps durant lequel le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées détient les actifs, la perception de ces flux de trésorerie contractuels n'est pas essentielle mais accessoire.

- Les instruments de dette qui ne respectent pas les critères du test "SPPI". C'est notamment le cas des OPC ;
- Les instruments financiers classés dans des portefeuilles pour lesquels l'entité choisit la valorisation à la juste valeur afin de réduire une différence de traitement comptable au compte de résultat. Dans ce cas, il s'agit d'un classement sur option à la juste valeur par résultat.

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à la juste valeur, hors coûts de transaction (directement enregistrés en résultat) et coupons courus inclus.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat, en Produit Net Bancaire (PNB), en contrepartie du compte d'encours. Les intérêts de ces instruments sont comptabilisés dans la rubrique « gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation.

Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat par nature sont enregistrés à la date de règlement- livraison.

Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat sur option sont enregistrés à la date de négociation.

○ Instruments de capitaux propres

Les instruments de capitaux propres sont par défaut comptabilisés à la juste valeur par résultat, sauf option irrévocable pour un classement à la juste valeur par capitaux propres non recyclables, sous réserve que ces instruments ne soient pas détenus à des fins de transaction.

❖ Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à la juste valeur, hors coûts de transaction (directement enregistrés en résultat). Ils sont enregistrés à la date de règlement - livraison.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat, en Produit Net Bancaire (PNB), en contrepartie du compte d'encours.

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation.

❖ Instrument de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (sur option irrévocable)

L'option irrévocable de comptabiliser les instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables est retenue au niveau transactionnel (ligne par ligne) et s'applique dès la date de comptabilisation initiale. Ces titres sont enregistrés à la date de négociation.

La juste valeur initiale intègre les coûts de transaction.

Lors des évaluations ultérieures, les variations de juste valeur sont comptabilisées en capitaux propres non recyclables. En cas de cession, ces variations ne sont pas recyclées en résultat, le résultat de cession est comptabilisé en capitaux propres.

Seuls les dividendes sont reconnus en résultat.

• Acquisition et cession temporaire de titres

Les cessions temporaires de titres (prêts de titres, titres donnés en pension livrée) ne remplissent généralement pas les conditions de décomptabilisation.

Les titres prêtés ou mis en pension sont maintenus au bilan. Dans le cas de titres mis en pension, le montant encaissé, représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan par le cédant.

Les titres empruntés ou reçus en pension ne sont pas inscrits au bilan du cessionnaire.

Dans le cas de titres pris en pension, une créance à l'égard du cédant est enregistrée au bilan du cessionnaire en contrepartie du montant versé. En cas de revente ultérieure du titre, le cessionnaire enregistre un passif évalué à la juste valeur qui matérialise son obligation de restituer le titre reçu en pension.

Les produits et charges relatifs à ces opérations sont rapportés au compte de résultat *pro rata* temporis sauf en cas de classement des actifs et passifs à la juste valeur par résultat.

• Décomptabilisation des actifs financiers

Un actif financier (ou groupe d'actifs financiers) est décomptabilisé en tout ou partie :

- lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie qui lui sont liés arrivent à

expiration ;

- ou sont transférés ou considérés comme tels parce qu'ils appartiennent de fait à un ou plusieurs bénéficiaires et lorsque la quasi-totalité des risques et avantages liés à cet actif financier est transférée.

Dans ce cas, tous les droits et obligations créés ou conservés lors du transfert sont comptabilisés séparément en actifs et en passifs.

Lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie sont transférés mais que seule une partie des risques et avantages, ainsi que le contrôle, sont conservés, l'entité continue à comptabiliser l'actif financier dans la mesure de son implication continue dans cet actif.

Les actifs financiers renégociés pour raisons commerciales en l'absence de difficultés financières de la contrepartie et dans le but de développer ou conserver une relation commerciale sont décomptabilisés en date de renégociation. Les nouveaux prêts accordés aux clients sont enregistrés à cette date à leur juste valeur à la date de renégociation. La comptabilisation ultérieure dépend du modèle de gestion et du test "SPPI".

- Intérêts pris en charge par l'Etat (IAS 20)

Dans le cadre de mesures d'aides au secteur agricole et rural, ainsi qu'à l'acquisition de logement, certaines entités du groupe Crédit Agricole accordent des prêts à taux réduits, fixés par l'Etat. En conséquence, ces entités perçoivent de l'Etat une bonification représentative du différentiel de taux existant entre le taux accordé à la clientèle et un taux de référence prédéfini. Ainsi, les prêts qui bénéficient de ces bonifications sont accordés au taux de marché.

Les modalités de ce mécanisme de compensation sont réexaminées périodiquement par l'Etat.

Les bonifications perçues de l'Etat sont enregistrées en résultat sous la rubrique Intérêts et produits assimilés et réparties sur la durée de vie des prêts correspondants, conformément à la norme IAS 20.

✓**Passifs financiers**

- Classement et évaluation des passifs financiers

Les passifs financiers sont classés au bilan dans les deux catégories comptables suivantes :

- passifs financiers à la juste valeur par résultat, par nature ou sur option ;
- passifs financiers au coût amorti.
 - Passifs financiers à la juste valeur par résultat par nature

Les instruments financiers émis principalement en vue d'être rachetés à court terme, les instruments faisant partie d'un portefeuille d'instruments financiers identifiés qui sont gérés ensemble et qui présentent des indications d'un profil récent de prise de bénéfice à court terme, et les dérivés (à l'exception de certains dérivés de couverture) sont évalués à la juste valeur par nature.

Les variations de juste valeur de ce portefeuille sont constatées en contrepartie du compte de résultat.

- Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

Les passifs financiers répondant à l'un des trois cas prévus par la norme ci-après, peuvent être évalués à la juste valeur par résultat sur option : émissions hybrides comprenant un ou plusieurs dérivés incorporés séparables, réduction ou élimination de distorsion de traitement comptable ou groupes de passifs financiers gérés et dont la performance est évaluée à la juste valeur.

Cette option est irrévocable et s'applique obligatoirement à la date de comptabilisation initiale de l'instrument.

Lors des évaluations ultérieures, ces passifs financiers sont évalués à la juste valeur en contrepartie du résultat pour les variations de juste valeur non liées au risque de crédit propre et en contrepartie des capitaux propres non recyclables pour les variations de valeur liées au risque de crédit propre sauf si cela aggrave la non-concordance comptable.

- Passifs financiers évalués au coût amorti

Tous les autres passifs répondant à la définition d'un passif financier (hors dérivés) sont évalués au coût amorti.

Ce portefeuille est enregistré en juste valeur à l'origine (produits et coûts de transaction inclus) puis est comptabilisé ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

- Produits de la collecte

Les produits de la collecte sont comptabilisés dans la catégorie des "Passifs financiers au coût amorti – Dettes envers la clientèle" malgré les caractéristiques du circuit de collecte dans le groupe Crédit Agricole, avec une centralisation de la collecte chez Crédit Agricole S.A. en provenance des Caisses régionales. La contrepartie finale de ces produits de collecte pour le Groupe reste en effet la clientèle.

L'évaluation initiale est faite à la juste valeur, l'évaluation ultérieure au coût amorti.

Les produits d'épargne réglementée sont par nature considérés comme étant à taux de marché.

Les plans d'épargne-logement et les comptes d'épargne-logement donnent lieu le cas échéant à une provision telle que détaillée dans la note 6.18 "Provisions".

- Reclassement de passifs financiers

Le classement initial des passifs financiers est irrévocable. Aucun reclassement ultérieur n'est autorisé.

- Distinction dettes – capitaux propres

La distinction entre instruments de dette et instruments de capitaux propres est fondée sur une analyse de la substance économique des dispositifs contractuels.

Un passif financier est un instrument de dette s'il inclut une obligation contractuelle :

- de remettre à une autre entité de la trésorerie, un autre actif financier ou un nombre variable d'instruments de capitaux propres ; ou
- d'échanger des actifs et des passifs financiers avec une autre entité à des conditions potentiellement défavorables.

Un instrument de capitaux propres est un instrument financier non remboursable qui offre une rémunération discrétionnaire mettant en évidence un intérêt résiduel dans une entreprise après déduction de tous ses passifs financiers (actif net) et qui n'est pas qualifié d'instrument de dette.

- Décomptabilisation et modification des passifs financiers

Un passif financier est décomptabilisé en tout ou partie :

- lorsqu'il arrive à extinction ; ou
- lorsque les analyses quantitative ou qualitative concluent qu'il a été substantiellement modifié en cas de restructuration.

Une modification substantielle d'un passif financier existant doit être enregistré comme une extinction du passif financier initial et la comptabilisation d'un nouveau passif financier (la novation). Tout différentiel entre la valeur comptable du passif éteint et du nouveau passif sera enregistré immédiatement au compte de résultat.

Si le passif financier n'est pas décomptabilisé, le TIE d'origine est maintenu. Une décote/surcote est constatée immédiatement au compte de résultat en date de modification puis fait l'objet d'un étalement au TIE d'origine sur la durée de vie résiduelle de l'instrument.

✓ **Dépréciation / provisionnement pour risque de crédit**

- Champ d'application

Conformément à IFRS 9, le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées comptabilise une correction de valeur au titre des pertes de crédit attendues ("*Expected Credit Losses*" ou "*ECL*") sur les encours suivants :

- les actifs financiers d'instruments de dette comptabilisés au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables (prêts et créances, titres de dette) ;
- les engagements de financement qui ne sont pas évalués à la juste valeur par résultat ;
- les engagements de garantie relevant d'IFRS 9 et qui ne sont pas évalués à la juste valeur par résultat ;
- les créances locatives relevant de la norme IAS 17 ; et
- les créances commerciales générées par des transactions de la norme IFRS 15.

Les instruments de capitaux propres (à la juste valeur par résultat ou à la juste valeur par OCI non recyclables) ne sont pas concernés par les dispositions en matière de dépréciation.

Les instruments dérivés et les autres instruments en juste valeur par contrepartie résultent de l'objet d'un calcul de risque de contrepartie qui n'est pas visé par le modèle ECL. Ce calcul est décrit dans le chapitre 5 "Risques et Pilier 3" du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A.

- Risque de crédit et étapes de dépréciation / provisionnement

Le risque de crédit se définit comme le risque de pertes lié au défaut d'une contrepartie entraînant son incapacité à faire face à ses engagements vis-à-vis du Groupe.

Le processus de provisionnement du risque de crédit distingue trois étapes (*Buckets*) :

- 1^{ère} étape (*Bucket 1*) : dès la comptabilisation initiale de l'instrument financier (crédit, titre de dette, garantie ...), l'entité comptabilise les pertes de crédit attendues sur 12 mois ;
- 2^{ème} étape (*Bucket 2*) : si la qualité de crédit se dégrade significativement pour une transaction ou un portefeuille donné, l'entité comptabilise les pertes attendues à maturité;
- 3^{ème} étape (*Bucket 3*) : dès lors qu'un ou plusieurs événements de défaut sont intervenus sur la transaction ou sur la contrepartie en ayant un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés, l'entité comptabilise une perte de crédit avérée à maturité. Par la suite, si les conditions de classement des instruments financiers en *bucket 3* ne sont plus respectées, les instruments financiers sont reclassés en *bucket 2*, puis en *bucket 1* en fonction de l'amélioration ultérieure de la qualité de risque de crédit.

- Définition du défaut

La définition du défaut pour les besoins du provisionnement ECL est identique à celle utilisée en gestion et pour les calculs de ratios réglementaires. Ainsi, un débiteur est considéré en situation de défaut, lorsqu'au moins une des deux conditions suivantes est satisfaite :

- un arriéré de paiement généralement supérieur à quatre-vingt-dix jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- l'entité estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

Un encours en défaut (*Bucket 3*) est dit déprécié lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés de cet actif financier. Les indications de dépréciation d'un actif financier englobent les données observables au sujet des événements suivants :

- des difficultés financières importantes de l'émetteur ou de l'emprunteur ;
- un manquement à un contrat, tel qu'une défaillance ou un paiement en

souffrance ;

- l'octroi, par le ou les prêteurs à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou contractuelles liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une ou de plusieurs faveurs que le ou les prêteurs n'auraient pas envisagées dans d'autres circonstances ;
- la probabilité croissante de faillite ou de restructuration financière de l'emprunteur ;
- la disparition d'un marché actif pour l'actif financier en raison de difficultés financières ;
- l'achat ou la création d'un actif financier avec une forte décote, qui reflète les pertes de crédit subies.

Il n'est pas nécessairement possible d'isoler un événement en particulier, la dépréciation de l'actif financier pouvant résulter de l'effet combiné de plusieurs événements.

Sur le périmètre "Grandes clientèles" : la contrepartie en défaut ne revient en situation saine qu'après régularisation complète du retard constaté et des autres éléments déclencheurs du défaut (levée du défaut pour la société mère, levée d'une alerte ayant entraîné le défaut, etc.).

Sur le périmètre de la "Banque de proximité" : les encours en défaut ne retournent en encours non en défaut qu'après régularisation intégrale des impayés.

- La notion de perte de crédit attendue "ECL"

L'ECL se définit comme la valeur probable espérée pondérée de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Elle correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus (incluant le principal et les intérêts).

L'approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues.

- Gouvernance et mesure des ECL

La gouvernance du dispositif de mesure des paramètres IFRS 9 s'appuie sur l'organisation mise en place dans le cadre du dispositif Bâlois. La Direction des Risques du Groupe est responsable de la définition du cadre méthodologique et de la supervision du dispositif de provisionnement des encours.

Le Groupe s'appuie en priorité sur le dispositif de notation interne et les processus Bâlois actuels pour générer les paramètres IFRS 9 nécessaires au calcul des ECL. L'appréciation de l'évolution du risque de crédit s'appuie sur un modèle d'anticipation des pertes et extrapolation sur la base de scénarios raisonnables. Toutes les informations disponibles, pertinentes, raisonnables et justifiables, y compris les informations de nature prospective, doivent être retenues.

La formule de calcul intègre les paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.

Ces calculs s'appuient largement sur les modèles internes utilisés dans le cadre du dispositif

prudentiel lorsqu'ils existent, mais avec des retraitements pour déterminer une ECL économique. La norme IFRS 9 préconise une analyse en date d'arrêt (*Point in Time*) tout en tenant compte de données de pertes historiques et des données prospectives macro-économiques (*Forward Looking*), alors que la vue prudentielle s'analyse à travers le cycle (*Through The Cycle*) pour la probabilité de défaut et en bas de cycle (*Downturn*) pour la perte en cas de défaut.

L'approche comptable conduit également à recalculer certains paramètres bâlois, notamment pour neutraliser les coûts internes de recouvrement ou les *floors* qui sont imposés par le régulateur dans le calcul réglementaire de la perte en cas de défaut ("*Loss Given Default*" ou "*LGD*").

Les modalités de calcul de l'ECL sont à apprécier en fonction des typologies de produits : instruments financiers et instruments hors bilan.

Les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir sont une portion des pertes de crédit attendues pour la durée de vie, et elles représentent les insuffisances de flux de trésorerie pour la durée de vie advenant d'une défaillance dans les 12 mois suivant la date de clôture (ou une période plus courte si la durée de vie attendue de l'instrument financier est inférieure à 12 mois), pondérées par la probabilité qu'il y ait défaillance.

Les pertes de crédit attendues sont actualisées au TIE déterminé lors de la comptabilisation initiale de l'instrument financier.

Les paramètres IFRS 9 sont mesurés et mis à jour selon les méthodologies définies par le Groupe et permettent ainsi d'établir un premier niveau de référence, ou socle partagé, de provisionnement.

Les modalités de mesure des ECL tiennent compte des biens affectés en garantie et des autres rehaussements de crédit qui font partie des modalités contractuelles et que l'entité ne comptabilise pas séparément. L'estimation des insuffisances de flux de trésorerie attendues d'un instrument financier garanti reflète le montant et le calendrier de recouvrement des garanties. Conformément à la norme IFRS 9, la prise en compte des garanties et sûretés n'influe pas sur l'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit : celle-ci s'appuie sur l'évolution du risque de crédit sur le débiteur sans tenir compte des garanties.

Le *backtesting* des modèles et paramètres utilisés est réalisé a minima à fréquence annuelle.

Les données macro-économiques prospectives (*Forward Looking*) sont prises en compte dans un cadre méthodologique applicable à deux niveaux :

- au niveau du Groupe dans la détermination d'un cadre partagé de prise en compte du *Forward Looking* dans la projection des paramètres PD, LGD sur l'horizon d'amortissement des opérations ;
- au niveau de chaque entité au regard de ses propres portefeuilles.
 - Dégradation significative du risque de crédit

Toutes les entités du Groupe doivent apprécier, pour chaque instrument financier, la dégradation du risque de crédit depuis l'origine à chaque date d'arrêt. Cette appréciation de l'évolution du risque de crédit conduit les entités à classer leurs opérations par classe de

risque (*Buckets*).

Afin d'apprécier la dégradation significative, le Groupe prévoit un processus basé sur 2 niveaux d'analyse :

- un premier niveau dépendant de règles et de critères relatifs et absolus Groupe qui s'imposent aux entités du Groupe ;
- un second niveau lié à l'appréciation, à dire d'expert au titre du *Forward Looking* local, du risque porté par chaque entité sur ses portefeuilles pouvant conduire à ajuster les critères Groupe de déclassement en *Bucket 2* (basculer de portefeuille ou sous-portefeuille en ECL à maturité).

Le suivi de la dégradation significative porte, sauf exception, sur chaque instrument financier. Aucune contagion n'est requise pour le passage de *Bucket 1* à *Bucket 2* des instruments financiers d'une même contrepartie. Le suivi de la dégradation significative doit porter sur l'évolution du risque de crédit du débiteur principal sans tenir compte de la garantie, y compris pour les opérations bénéficiant d'une garantie de l'actionnaire.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes prévisionnelles.

Pour mesurer la dégradation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale, il est nécessaire de récupérer la notation interne et la PD (probabilité de défaut) à l'origine.

L'origine s'entend comme la date de négociation, lorsque l'entité devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier. Pour les engagements de financement et de garantie, l'origine s'entend comme la date d'engagement irrévocable.

Pour le périmètre sans modèle de notation interne, le groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil ultime de dégradation significative et de classement en *Bucket 2*.

Pour les encours (à l'exception des titres) pour lesquels des dispositifs de notation internes ont été construits (en particulier les expositions suivies en méthodes autorisées), le groupe Crédit Agricole considère que l'ensemble des informations intégrées dans les dispositifs de notation permet une appréciation plus pertinente que le seul critère d'impayé de plus de 30 jours.

Si la dégradation depuis l'origine cesse d'être constatée, la dépréciation peut être ramenée à des pertes attendues à 12 mois (*Bucket 1*).

Afin de suppléer le fait que certains facteurs ou indicateurs de dégradation significative ne soient pas identifiables au niveau d'un instrument financier pris isolément, la norme autorise l'appréciation de la dégradation significative pour des portefeuilles, des groupes de portefeuilles ou des portions de portefeuille d'instruments financiers.

La constitution des portefeuilles pour une appréciation de la dégradation sur base collective peut résulter de caractéristiques communes telles que :

- le type d'instrument ;

- la note de risque de crédit (dont la note interne Bâle II pour les entités disposant d'un système de notation interne) ;
- le type de garantie ;
- la date de comptabilisation initiale ;
- la durée à courir jusqu'à l'échéance ;
- le secteur d'activité ;
- l'emplacement géographique de l'emprunteur ;
- la valeur du bien affecté en garantie par rapport à l'actif financier, si cela a une incidence sur la probabilité de défaillance (par exemple, dans le cas des prêts garantis uniquement par sûreté réelle dans certains pays, ou sur la quotité de financement) ;
- le circuit de distribution, l'objet du financement, ...

Une différenciation par marché de la dégradation significative est donc possible (habitat, crédit consommation, crédit aux agriculteurs ou professionnels, crédit aux entreprises, ...).

Le regroupement d'instruments financiers aux fins de l'appréciation des variations du risque de crédit sur une base collective peut changer au fil du temps, au fur et à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles.

Pour les titres, le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées utilise l'approche qui consiste à appliquer un niveau absolu de risque de crédit, conformément à IFRS 9, en-deçà duquel les expositions seront classées en *Bucket 1* et provisionnées sur la base d'un ECL à 12 mois.

Ainsi, les règles suivantes s'appliqueront pour le suivi de la dégradation significative des titres :

- les titres notés "*Investment Grade*", en date d'arrêté, seront classés en *Bucket 1* et provisionnés sur la base d'un ECL à 12 mois ;
- les titres notés "*Non-Investment Grade*" (NIG), en date d'arrêté, devront faire l'objet d'un suivi de la dégradation significative, depuis l'origine, et être classés en *Bucket 2* (ECL à maturité) en cas de dégradation significative du risque de crédit.

La détérioration relative doit être appréciée en amont de la survenance d'une défaillance avérée (*Bucket 3*).

- Restructurations pour cause de difficultés financières

Les instruments de dette restructurés pour difficultés financières sont ceux pour lesquels l'entité a modifié les conditions financières initiales (taux d'intérêt, maturité) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances. Ainsi ils concernent tous les instruments de dette, quelle que soit la catégorie de classement du titre en fonction de la dégradation du risque de crédit observée depuis la comptabilisation initiale.

Conformément à la définition de l'ABE (Autorité Bancaire Européenne) précisée dans le chapitre "Facteurs de risque" du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A., les restructurations de créances correspondent à l'ensemble des modifications

apportées à un ou à des contrats de crédit, ainsi qu'aux refinancements accordés en raison des difficultés financières rencontrées par le client.

Cette notion de restructuration doit s'apprécier au niveau du contrat et non au niveau du client (pas de contagion).

La définition des créances restructurées pour cause de difficultés financières répond donc à deux critères cumulatifs :

- Des modifications de contrat ou des refinancements de créance ;
- Un client en situation financière difficile.

Par "modification de contrat", sont visées par exemple les situations dans lesquelles :

- Il existe une différence en faveur de l'emprunteur entre le contrat modifié et les conditions antérieures au contrat ;
- Les modifications apportées au contrat conduisent à des conditions plus favorables pour l'emprunteur concerné que ce qu'auraient pu obtenir, au même moment, d'autres emprunteurs de la banque ayant un profil de risque similaire.

Par "refinancement", sont visées les situations dans lesquelles une dette nouvelle est accordée au client pour lui permettre de rembourser totalement ou partiellement une autre dette dont il ne peut assumer les conditions contractuelles en raison de sa situation financière.

Une restructuration de prêt (sain ou en défaut) indique une présomption d'existence d'un risque de perte avérée (*Bucket 3*).

La nécessité de constituer une dépréciation sur l'exposition restructurée doit donc être analysée en conséquence (une restructuration n'entraîne pas systématiquement la constitution de dépréciation pour perte avérée et un classement en défaut).

La qualification de "créance restructurée" est temporaire.

Dès lors que l'opération de restructuration au sens de l'ABE a été réalisée, l'exposition conserve ce statut de "restructurée" pendant une période a minima de 2 ans si l'exposition était saine au moment de la restructuration, ou de 3 ans si l'exposition était en défaut au moment de la restructuration. Ces périodes sont prolongées en cas de survenance de certains événements prévus par les normes du Groupe (nouveaux incidents par exemple).

En l'absence de décomptabilisation, la réduction des flux futurs accordée à la contrepartie ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration donne lieu à l'enregistrement d'une décote en coût du risque.

Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisé au taux effectif d'origine. Elle est égale à l'écart constaté entre :

- La valeur comptable de la créance ;
- Et la somme des flux futurs de trésorerie théoriques du prêt "restructuré", actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

En cas d'abandon d'une partie du capital, ce montant constitue une perte à enregistrer immédiatement en coût du risque.

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est dotée en coût du risque.

Lors de la reprise de la décote, la part due à l'effet de l'écoulement du temps est enregistrée en Produit Net Bancaire.

- Irrécouvrabilité

Lorsqu'une créance est jugée irrécouvrable, c'est-à-dire qu'il n'y a plus d'espoir de la récupérer en tout ou partie, il convient de décomptabiliser du bilan et de passer en perte le montant jugé irrécouvrable.

L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'expert. Chaque entité doit donc le fixer, avec sa Direction des Risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité. Avant tout passage en perte, un provisionnement en *Bucket 3* aura dû être constitué (à l'exception des actifs à la juste valeur par résultat).

Pour les crédits au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables, le montant passé en perte est enregistré en coût du risque pour le nominal, en "Produit net bancaire" pour les intérêts.

✓ Instruments financiers dérivés

- Classement et évaluation

Les instruments dérivés sont des actifs ou des passifs financiers classés par défaut en instruments dérivés détenus à des fins de transaction sauf à pouvoir être qualifiés d'instruments dérivés de couverture.

Ils sont enregistrés au bilan pour leur juste valeur initiale à la date de négociation.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur.

A chaque arrêté comptable, la contrepartie des variations de juste valeur des dérivés au bilan est enregistrée :

- En résultat s'il s'agit d'instruments dérivés détenus à des fins de transaction ou de couverture de juste valeur ;
- En capitaux propres s'il s'agit d'instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie ou d'un investissement net dans une activité à l'étranger, pour la part efficace de la couverture.

- La comptabilité de couverture
 - Cadre général

Conformément à la décision du Groupe, le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées n'applique pas le volet "comptabilité de couverture" d'IFRS 9 suivant l'option offerte par la norme. L'ensemble des relations de couverture reste documenté selon les règles de la norme IAS 39, et ce au plus tard jusqu'à la date d'application du texte sur la macro couverture lorsqu'il sera adopté par l'Union européenne. Néanmoins, l'éligibilité des instruments financiers à la comptabilité de couverture selon IAS 39 prend en compte les principes de classement et d'évaluation des instruments financiers de la norme IFRS 9.

Sous IFRS 9, et compte-tenu des principes de couverture d'IAS 39, sont éligibles à la couverture de juste valeur et à la couverture de flux de trésorerie, les instruments de dette au coût amorti et à la juste valeur par capitaux propres recyclables.

- Documentation

Les relations de couverture doivent respecter les principes suivants :

- La couverture de juste valeur a pour objet de se prémunir contre une exposition aux variations de juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'un engagement ferme non comptabilisé, attribuables au(x) risque(s) couvert(s) et qui peut affecter le résultat (par exemple, couverture de tout ou partie des variations de juste valeur dues au risque de taux d'intérêt d'une dette à taux fixe) ;
- La couverture de flux de trésorerie a pour objet de se prémunir contre une exposition aux variations de flux de trésorerie futurs d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'une transaction prévue hautement probable, attribuables au(x) risque(s) couvert(s) et qui peut ou pourrait (dans le cas d'une transaction prévue mais non réalisée) affecter le résultat (par exemple, couverture des variations de tout ou partie des paiements d'intérêts futurs sur une dette à taux variable) ;
- La couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger a pour objet de se prémunir contre le risque de variation défavorable de la juste valeur liée au risque de change d'un investissement réalisé à l'étranger dans une monnaie autre que l'euro, monnaie de présentation du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées.

Dans le cadre d'une intention de couverture, les conditions suivantes doivent également être respectées afin de bénéficier de la comptabilité de couverture :

- Éligibilité de l'instrument de couverture et de l'instrument couvert ;
- Documentation formalisée dès l'origine, incluant notamment la désignation individuelle et les caractéristiques de l'élément couvert, de l'instrument de couverture, la nature de la relation de couverture et la nature du risque couvert ;
- Démonstration de l'efficacité de la couverture, à l'origine et rétrospectivement, à travers des tests effectués à chaque arrêt.

Pour les couvertures d'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'actifs financiers ou de passifs financiers, le groupe Crédit Agricole privilégie une documentation de couverture en juste valeur telle que permise par la norme IAS 39 adoptée par l'Union européenne (version dite *carve out*). Notamment :

- Le Groupe documente ces relations de couverture sur la base d'une position brute d'instruments dérivés et d'éléments couverts ;
- La justification de l'efficacité de ces relations de couverture s'effectue par le biais d'échéanciers.

Des précisions sur la stratégie de gestion des risques du Groupe et son application sont apportées dans le chapitre 5 "Risques et Pilier 3" du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A.

- Evaluation

L'enregistrement comptable de la réévaluation du dérivé à sa juste valeur se fait de la façon suivante :

- couverture de juste valeur : la réévaluation du dérivé et la réévaluation de l'élément couvert à hauteur du risque couvert sont inscrites symétriquement en résultat. Il n'apparaît, en net en résultat, que l'éventuelle inefficacité de la couverture ;
- couverture de flux de trésorerie : la réévaluation du dérivé est portée au bilan en contrepartie d'un compte spécifique de gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables pour la partie efficace et la partie inefficace de la couverture est, le cas échéant, enregistrée en résultat. Les profits ou pertes sur le dérivé accumulés en capitaux propres sont ensuite recyclés en résultat au moment où les flux couverts se réalisent ;
- couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger : la réévaluation du dérivé est portée au bilan en contrepartie d'un compte d'écarts de conversion en capitaux propres recyclables et la partie inefficace de la couverture est enregistrée en résultat.

Lorsque les conditions ne sont plus respectées pour bénéficier de la comptabilité de couverture, le traitement comptable qui suit doit être appliqué prospectivement :

- couverture de juste valeur : seul l'instrument de couverture continue à être réévalué en contrepartie du résultat. L'élément couvert est intégralement comptabilisé conformément à son classement. Pour les instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables, les variations de juste valeur postérieures à l'arrêt de la relation de couverture, sont enregistrées en capitaux propres en totalité. Pour les éléments couverts évalués au coût amorti, qui étaient couverts en taux, le stock d'écart de réévaluation est amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts ;

- couverture de flux de trésorerie : l'instrument de couverture est valorisé à la juste valeur par résultat. Les montants accumulés en capitaux propres au titre de la part efficace de la couverture demeurent en capitaux propres jusqu'à ce que l'élément couvert affecte le résultat. Pour les éléments qui étaient couverts en taux, le résultat est affecté au fur et à mesure du versement des intérêts. Le stock d'écart de réévaluation est donc amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts ;
- couverture d'investissement net à l'étranger : Les montants accumulés en capitaux propres au titre de la part efficace de la couverture demeurent en capitaux propres tant que l'investissement net est détenu. Le résultat est constaté lorsque l'investissement net à l'étranger sort du périmètre de consolidation.
 - Dérivés incorporés

Un dérivé incorporé est la composante d'un contrat hybride qui répond à la définition d'un produit dérivé. Cette désignation s'applique uniquement aux passifs financiers et aux contrats non financiers. Le dérivé incorporé doit être comptabilisé séparément du contrat hôte si les trois conditions suivantes sont remplies :

- le contrat hybride n'est pas évalué à la juste valeur par résultat ;
- séparé du contrat hôte, l'élément incorporé possède les caractéristiques d'un dérivé ;
- les caractéristiques du dérivé ne sont pas étroitement liées à celles du contrat hôte.

✓ Détermination de la juste valeur des instruments financiers

La juste valeur des instruments financiers est déterminée en maximisant le recours aux données d'entrée observables. Elle est présentée selon la hiérarchie définie par IFRS 13.

IFRS 13 définit la juste valeur comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

La juste valeur s'applique à chaque actif financier ou passif financier à titre individuel. Par exception, elle peut être estimée par portefeuille, si la stratégie de gestion et de suivi des risques le permet et fait l'objet d'une documentation appropriée. Ainsi, certains paramètres de la juste valeur sont calculés sur une base nette lorsqu'un groupe d'actifs financiers et de passifs financiers est géré sur la base de son exposition nette aux risques de marché ou de crédit. C'est notamment le cas du calcul de CVA/DVA décrit dans le chapitre 5 "Facteurs de risque et Pilier 3" du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A.

Le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées considère que la meilleure indication de la juste valeur est la référence aux cotations publiées sur un marché actif.

En l'absence de telles cotations, la juste valeur est déterminée par l'application de techniques d'évaluation qui maximisent l'utilisation des données observables pertinentes et minimisent celle des données non observables.

Lorsqu'une dette est évaluée à la juste valeur par résultat (par nature ou sur option), la juste

valeur tient compte du risque de crédit propre de l'émetteur.

- Risque de contrepartie sur les dérivés

Le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées intègre dans la juste valeur l'évaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (*Credit Valuation Adjustment* ou CVA) et, selon une approche symétrique, le risque de non-exécution sur les dérivés passifs (*Debit Valuation Adjustment* ou DVA ou risque de crédit propre).

Le CVA permet de déterminer les pertes attendues sur la contrepartie du point de vue du groupe Crédit Agricole, le DVA les pertes attendues sur le groupe Crédit Agricole du point de vue de la contrepartie.

Le calcul du CVA/DVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables. Elle repose prioritairement sur des paramètres de marché tels que les *Credit default Swaps* (CDS) nominatifs cotés (ou CDS *Single Name*) ou les CDS indiciels en l'absence de CDS nominatif sur la contrepartie. Dans certaines circonstances, les paramètres historiques de défaut peuvent être utilisés.

- Hiérarchie de la juste valeur

La norme classe les justes valeurs selon trois niveaux en fonction de l'observabilité des données d'entrée utilisées dans l'évaluation.

- Niveau 1 : justes valeurs correspondant à des cours (non ajustés) sur des marchés actifs

Sont présentés en niveau 1 les instruments financiers directement cotés sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs identiques auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation. Il s'agit notamment des actions et obligations cotées sur un marché actif (tels que la Bourse de Paris, le *London Stock Exchange*, le *New York Stock Exchange*...), des parts de fonds d'investissement cotées sur un marché actif et des dérivés contractés sur un marché organisé, notamment les futures.

Un marché est considéré comme actif si des cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un négociateur, d'un service d'évaluation des prix ou d'une agence réglementaire et que ces prix représentent des transactions réelles ayant cours régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

Sur les actifs et passifs financiers présentant des risques de marché qui se compensent, le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées retient des cours *mid-price* comme base de l'établissement de la juste valeur de ces positions. Pour les positions nettes vendeuses, les valeurs de marché retenues sont celles aux cours acheteurs et pour les positions nettes acheteuses, il s'agit des cours vendeurs.

- Niveau 2 : justes valeurs évaluées à partir de données directement ou indirectement observables, autres que celles de niveau 1

Ces données sont directement observables (à savoir des prix) ou indirectement observables (données dérivées de prix) et répondent généralement aux caractéristiques suivantes : il s'agit de données qui ne sont pas propres à l'entité, qui sont disponibles / accessibles

publiquement et fondées sur un consensus de marché.

Sont présentés en niveau 2 :

- les actions et obligations cotées sur un marché considéré comme inactif, ou non cotées sur un marché actif, mais pour lesquelles la juste valeur est déterminée en utilisant une méthode de valorisation couramment utilisée par les intervenants de marché (tels que des méthodes d'actualisation de flux futurs, le modèle de *Black & Scholes*) et fondée sur des données de marché observables ;
- les instruments négociés de gré à gré pour lesquels la valorisation est faite à l'aide de modèles qui utilisent des données de marché observables, c'est-à-dire qui peuvent être obtenues à partir de plusieurs sources indépendantes des sources internes et ce de façon régulière. Par exemple, la juste valeur des swaps de taux d'intérêt est généralement déterminée à l'aide de courbes de taux fondées sur les taux d'intérêt du marché observés à la date d'arrêt.

Lorsque les modèles utilisés sont fondés notamment sur des modèles standards, et sur des paramètres de marchés observables (tels que les courbes de taux ou les nappes de volatilité implicite), la marge à l'origine dégagée sur les instruments ainsi valorisés est constatée en compte de résultat dès l'initiation.

- Niveau 3 : justes valeurs pour lesquelles une part significative des paramètres utilisés pour leur détermination ne répond pas aux critères d'observabilité

La détermination de la juste valeur de certains instruments complexes de marché, non traités sur un marché actif repose sur des techniques de valorisation utilisant des hypothèses qui ne sont pas étayées par des données observables sur le marché pour le même instrument. Ces produits sont présentés en niveau 3.

Il s'agit pour l'essentiel de produits complexes de taux, de dérivés actions et de produits structurés de crédit dont la valorisation requiert, par exemple, des paramètres de corrélation ou de volatilité non directement comparables à des données de marché.

Le prix de transaction à l'origine est réputé refléter la valeur de marché et la reconnaissance de la marge initiale est différée.

La marge dégagée sur ces instruments financiers structurés est généralement constatée en résultat par étalement sur la durée pendant laquelle les paramètres sont jugés inobservables. Lorsque les données de marché deviennent "observables", la marge restant à étaler est immédiatement reconnue en résultat.

Les méthodologies et modèles de valorisation des instruments financiers présentés en niveau 2 et niveau 3 intègrent l'ensemble des facteurs que les acteurs du marché utilisent pour calculer un prix. Ils doivent être au préalable validés par un contrôle indépendant. La détermination des justes valeurs de ces instruments tient compte notamment du risque de liquidité et du risque de contrepartie.

✓ **Compensation des actifs et passifs financiers**

Conformément à la norme IAS 32, le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées compense un actif et un passif financier et présente un solde net si et seulement s'il a un droit juridiquement

exécutoire de compenser les montants comptabilisés et a l'intention de régler le montant net ou de réaliser l'actif et de réaliser le passif simultanément.

Les instruments dérivés et les opérations de pension traités avec des chambres de compensation dont les principes de fonctionnement répondent aux deux critères requis par la norme IAS 32 font l'objet d'une compensation au bilan.

✓ **Gains ou pertes nets sur instruments financiers**

- Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

Pour les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :

- Les dividendes et autres revenus provenant d'actions et autres titres à revenu variable classés dans les actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- Les variations de juste valeur des actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- Les plus et moins-values de cession réalisées sur des actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- Les variations de juste valeur et les résultats de cession ou de rupture des instruments dérivés n'entrant pas dans une relation de couverture de juste valeur ou de flux de trésorerie.

Ce poste comprend également l'inefficacité résultant des opérations de couverture.

- Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres

Pour les actifs financiers comptabilisés à la juste valeur en capitaux propres, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :

- Les dividendes provenant d'instruments de capitaux propres classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur en capitaux propres non recyclables ;
- Les plus et moins-values de cession ainsi que les résultats liés à la rupture de la relation de couverture sur les instruments de dette classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables ;
- Les résultats de cession ou de rupture des instruments de couverture de juste valeur des actifs financiers à la juste valeur en capitaux propres lorsque l'élément couvert est cédé.

✓ **Engagements de financement et garanties financières donnés**

Les engagements de financement qui ne sont pas désignés comme actifs à la juste valeur par résultat ou qui ne sont pas considérés comme des instruments dérivés au sens de la norme IFRS 9 ne figurent pas au bilan. Ils font toutefois l'objet de provisions conformément aux dispositions de la norme IFRS 9.

Un contrat de garantie financière est un contrat qui impose à l'émetteur d'effectuer des paiements spécifiés pour rembourser son titulaire d'une perte qu'il subit en raison de la

défaillance d'un débiteur spécifié qui n'effectue pas un paiement à l'échéance selon les conditions initiales ou modifiées d'un instrument de dette.

Les contrats de garantie financière sont évalués initialement à la juste valeur puis ultérieurement au montant le plus élevé entre :

- le montant de la correction de valeur pour pertes déterminée selon les dispositions de la norme IFRS 9, chapitre "Dépréciation" ; ou
- le montant initialement comptabilisé diminué, s'il y a lieu, du cumul des produits comptabilisés selon les principes d'IFRS 15 "Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients".

➤ Provisions (IAS 37 et 19)

Le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées identifie les obligations (juridiques ou implicites), résultant d'un événement passé, dont il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour les régler, dont l'échéance ou le montant sont incertains mais dont l'estimation peut être déterminée de manière fiable. Ces estimations sont le cas échéant actualisées dès lors que l'effet est significatif.

Au titre des obligations autres que celles liées au risque de crédit, le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées a constitué des provisions qui couvrent notamment :

- les risques opérationnels ;
- les avantages au personnel ;
- les risques d'exécution des engagements par signature ;
- les litiges et garanties de passif ;
- les risques fiscaux (hors impôt sur le résultat) ;
- les risques liés à l'épargne-logement.

Cette dernière provision est constituée afin de couvrir les engagements aux conséquences défavorables des contrats épargne-logement. Ces engagements sont relatifs, d'une part, à l'obligation de rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée, et, d'autre part, à l'octroi d'un crédit aux souscripteurs des comptes et plans d'épargne-logement à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat. Cette provision est calculée par génération de plan épargne-logement et pour l'ensemble des comptes d'épargne-logement, sachant qu'il n'y a pas de compensation possible entre les engagements relatifs à des générations différentes.

Les engagements sont établis en prenant en compte, notamment :

- ✓ le comportement modélisé des souscripteurs, en utilisant des hypothèses d'évolution de ces comportements, fondées sur des observations historiques et susceptibles de ne pas décrire la réalité de ces évolutions futures ;

- ✓ l'estimation du montant et de la durée des emprunts qui seront mis en place dans le futur, établie à partir d'observations historiques de longue période ;
- ✓ la courbe des taux observables sur le marché et ses évolutions raisonnablement anticipées.

L'évaluation des provisions suivantes peut également faire l'objet d'estimations :

- ✓ la provision pour risques opérationnels pour lesquels, bien que faisant l'objet d'un recensement des risques avérés, l'appréciation de la fréquence de l'incident et le montant de l'impact financier potentiel intègre le jugement de la Direction ;
- ✓ les provisions pour risques juridiques qui résultent de la meilleure appréciation de la Direction, compte tenu des éléments en sa possession à la date d'arrêt des comptes.

Des informations détaillées sont fournies en note 6.16 "Provisions".

➤ **Avantages au personnel (IAS 19)**

Les avantages au personnel, selon la norme IAS 19, se regroupent en quatre catégories :

- les avantages à court terme, tels que les salaires, cotisations de sécurité sociale, congés annuels, intéressement, participations et primes, sont ceux dont on s'attend à ce qu'ils soient réglés dans les douze mois suivant l'exercice au cours duquel les services ont été rendus ;
- les avantages postérieurs à l'emploi, classés eux-mêmes en deux catégories décrites ci-après : les régimes à prestations définies et les régimes à cotisations définies ;
- les autres avantages à long terme (médailles du travail, primes et rémunérations payables douze mois ou plus à la clôture de l'exercice) ;
- les indemnités de cessation d'emploi.

✓ **Avantages postérieurs à l'emploi**

- Régimes à prestations définies

Le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées détermine à chaque arrêté ses engagements de retraite et avantages similaires ainsi que l'ensemble des avantages sociaux accordés au personnel et relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Conformément à la norme IAS 19, ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques, et selon la méthode dite des Unités de Crédit Projetées. Cette méthode consiste à affecter, à chaque année d'activité du salarié, une charge correspondant aux droits acquis sur l'exercice. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

Les calculs relatifs aux charges liées aux prestations de retraites et avantages sociaux futurs sont établis en se fondant sur des hypothèses de taux d'actualisation, de taux de rotation du

personnel ou d'évolution des salaires et charges sociales élaborées par la Direction. Si les chiffres réels diffèrent des hypothèses utilisées, la charge liée aux prestations de retraite peut augmenter ou diminuer lors des exercices futurs (cf. note 7.4 "Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies").

Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la durée moyenne de l'engagement, c'est-à-dire la moyenne arithmétique des durées calculées entre la date d'évaluation et la date de paiement pondérée par les hypothèses de turnover.

Le taux de rendement prévu sur les actifs des régimes est également estimé par la Direction. Les rendements estimés sont fondés sur le rendement prévu des titres à revenu fixe comprenant notamment le rendement des obligations.

Le rendement attendu des actifs de régimes est déterminé sur la base des taux d'actualisation retenus pour évaluer l'obligation au titre de prestations définies.

Conformément à la norme IAS 19 révisé le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées impute la totalité des écarts actuariels constatés en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.

Le montant de la provision est égal à :

- la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par la norme IAS 19 ;
- diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs alloués à la couverture de ces engagements. Ceux-ci peuvent être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une police correspondant exactement, par son montant et sa période, à tout ou partie des prestations payables en vertu du régime, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

Afin de couvrir ses engagements, le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées a souscrit des assurances auprès de Prédica et d'ADICAM.

Au titre de ces engagements non couverts, une provision destinée à couvrir les indemnités de départ à la retraite figure au passif du bilan sous la rubrique Provisions. Cette provision est égale au montant correspondant aux engagements concernant les personnels du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées, présents à la clôture de l'exercice, relevant de la Convention Collective du groupe Crédit Agricole entrée en vigueur le 1er janvier 2005.

Une provision destinée à couvrir le coût des congés de fin de carrière figure sous la même rubrique Provisions. Cette provision couvre le coût supplémentaire actualisé des différents accords de départs anticipés signés par les entités du groupe Crédit Agricole qui permettent à leurs salariés ayant l'âge requis de bénéficier d'une dispense d'activité.

Enfin, les engagements de retraite complémentaires, qui génèrent des obligations pour les sociétés concernées, font l'objet de provisions déterminées à partir de la dette actuarielle représentative de ces engagements. Ces provisions figurent également au passif du bilan sous la rubrique Provisions.

- Régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés "employeurs". Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé.

✓ **Autres avantages à long terme**

Les autres avantages à long terme sont les avantages à verser aux salariés, autres que les avantages postérieurs à l'emploi et les indemnités de fin de contrats, mais non intégralement dus dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lesquels les services correspondants ont été rendus.

Sont notamment concernés les bonus et autres rémunérations différées versés douze mois ou plus après la fin de l'exercice au cours duquel ils ont été acquis, mais qui ne sont pas indexés sur des actions.

La méthode d'évaluation est similaire à celle utilisée par le Groupe pour les avantages postérieurs à l'emploi relevant de la catégorie de régimes à prestations définies.

➤ **Impôts courants et différés (IAS 12)**

Conformément à la norme IAS 12, l'impôt sur le bénéfice comprend tous les impôts assis sur le résultat, qu'ils soient exigibles ou différés.

Celle-ci définit l'impôt exigible comme "le montant des impôts sur le bénéfice payables (récupérables) au titre du bénéfice imposable (perte fiscale) d'un exercice". Le bénéfice imposable est le bénéfice (ou la perte) d'un exercice déterminé selon les règles établies par l'administration fiscale.

Les taux et règles applicables pour déterminer la charge d'impôt exigible sont ceux en vigueur dans chaque pays d'implantation des sociétés du Groupe.

L'impôt exigible concerne tout impôt sur le résultat, dû ou à recevoir, et dont le paiement n'est pas subordonné à la réalisation d'opérations futures, même si le règlement est étalé sur plusieurs exercices.

L'impôt exigible, tant qu'il n'est pas payé, doit être comptabilisé en tant que passif. Si le montant déjà payé au titre de l'exercice et des exercices précédents excède le montant dû pour ces exercices, l'excédent doit être comptabilisé en tant qu'actif.

Par ailleurs, certaines opérations réalisées par l'entité peuvent avoir des conséquences fiscales non prises en compte dans la détermination de l'impôt exigible. Les différences entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif et sa base fiscale sont qualifiées par la norme IAS 12 de différences temporelles.

La norme impose la comptabilisation d'impôts différés dans les cas suivants :

- un passif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, sauf dans la mesure où le passif d'impôt différé est généré par :
 - la comptabilisation initiale de l'écart d'acquisition ;
 - la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable (perte fiscale) à la date de la transaction.
- un actif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles déductibles, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, dans la mesure où il est jugé probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporelles déductibles pourront être imputées, sera disponible.
- un actif d'impôt différé doit également être comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôt non utilisés dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés.

Les taux d'impôts de chaque pays sont retenus selon les cas.

Le calcul des impôts différés ne fait pas l'objet d'une actualisation.

Les plus-values latentes sur titres, lorsqu'elles sont taxables, ne génèrent pas de différences temporelles imposables entre la valeur comptable à l'actif et la base fiscale. Elles ne donnent donc pas lieu à constatation d'impôts différés. Lorsque les titres concernés sont classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres, les plus et moins-values latentes sont comptabilisées en contrepartie des capitaux propres. Aussi, la charge d'impôt ou l'économie d'impôt réel supportée par l'entité au titre de ces plus-values ou moins-values latentes est-elle reclassée en déduction de ceux-ci.

Les plus-values sur les titres de participation, tels que définis par le Code général des impôts, et relevant du régime fiscal du long terme, sont exonérées d'impôts sur les sociétés (à l'exception d'une quote-part de 12 % de la plus-value, taxée au taux de droit commun). Aussi les plus-values latentes constatées à la clôture de l'exercice génèrent-elles une différence temporelle donnant lieu à constatation d'impôts différés à hauteur de cette quote-part.

Dans le cadre des contrats de location IFRS 16, un impôt différé passif est comptabilisé sur le droit d'utilisation et un impôt différé actif sur la dette locative pour les contrats de location dont le Groupe est preneur.

L'impôt exigible et différé sont comptabilisés dans le résultat net de l'exercice sauf dans la mesure où l'impôt est généré :

- soit par une transaction ou un événement qui est comptabilisé directement en capitaux propres, dans le même exercice ou un exercice différent, auquel cas il est directement débité ou crédité dans les capitaux propres ;
- soit par un regroupement d'entreprises.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés si, et seulement si :

- l'entité a un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible ; et
- les actifs et passifs d'impôts différés concernent des impôts sur le résultat prélevé par la même autorité fiscale :
 - a) soit sur la même entité imposable,
 - b) soit sur des entités imposables différentes qui ont l'intention, soit de régler les passifs et actifs d'impôts exigibles sur la base de leur montant net, soit de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément, lors de chaque exercice futur au cours duquel on s'attend à ce que des montants importants d'actifs ou de passifs d'impôts différés soient réglés ou récupérés.

Les risques fiscaux portant sur l'impôt sur le résultat donnent lieu à la comptabilisation d'une créance ou d'une dette d'impôt courant lorsque la probabilité de recevoir l'actif ou de payer le passif est jugée plus probable qu'improbable.

Les crédits d'impôts sur revenus de créances et de portefeuilles titres, lorsqu'ils sont effectivement utilisés en règlement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice, sont comptabilisés dans la même rubrique que les produits auxquels ils se rattachent. La charge d'impôt correspondante est maintenue dans la rubrique "Impôts sur le bénéfice" du compte de résultat.

➤ **Traitement des immobilisations (IAS 16, 36, 38 et 40)**

Le groupe Crédit Agricole applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de la norme IAS 16, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition, diminué des dépréciations éventuelles.

Les immeubles d'exploitation et de placement, ainsi que le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des dépréciations constitués depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des dépréciations constatés depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements et des dépréciations constatés depuis leur date d'achèvement.

Outre les logiciels, les immobilisations incorporelles comprennent principalement les actifs acquis lors de regroupements d'entreprises résultant de droits contractuels (accord de distribution par exemple). Ceux-ci ont été évalués en fonction des avantages économiques futurs correspondants ou du potentiel des services attendus.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leurs durées estimées d'utilisation.

Les composants et durées d'amortissement suivants ont été retenus par le groupe Crédit Agricole suite à l'application de la comptabilisation des immobilisations corporelles par composants. Il convient de préciser que ces durées d'amortissement sont adaptées à la nature de la construction et à sa localisation :

Composant	Durée d'amortissement
Foncier	Non amortissable
Gros œuvre	30 ans
Second œuvre	8 à 10 ans
Installations techniques	8 à 10 ans
Agencements	8 à 10 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans (dégressif ou linéaire)
Logiciels	1 an
Matériel spécialisé	4 à 5 ans

Les amortissements dérogatoires, qui correspondent à des amortissements fiscaux et non à une dépréciation réelle de l'actif, sont annulés dans les comptes consolidés.

➤ Opérations en devises (IAS 21)

En date d'arrêté, les actifs et passifs libellés en monnaie étrangère sont convertis en euros, monnaie de fonctionnement du groupe Crédit Agricole.

En application de la norme IAS 21, une distinction est effectuée entre les éléments monétaires (ex : instruments de dette) et non monétaires (ex : instruments de capitaux

propres).

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis au cours de change de clôture. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en résultat. Cette règle comporte trois exceptions :

- sur les instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables, la composante de l'écart de change calculée sur le coût amorti est comptabilisée en résultat ; le complément est enregistré en capitaux propres recyclables ;
- sur les éléments désignés comme couverture de flux de trésorerie ou faisant partie d'un investissement net dans une entité étrangère, les écarts de change sont comptabilisés en capitaux propres recyclables pour la part efficace ;
- sur les passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option, les écarts de change liés aux variations de juste de valeur du risque de crédit propre sont enregistrés en capitaux propres non recyclables.

Les traitements relatifs aux éléments non monétaires diffèrent selon le traitement comptable de ces éléments avant conversion :

- les éléments au coût historique restent évalués au cours de change du jour de la transaction (cours historique) ;
- les éléments à la juste valeur sont convertis au cours de change à la date de clôture.

Les écarts de change sur éléments non monétaires sont comptabilisés :

- en résultat si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en résultat ;
- en capitaux propres non recyclables si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en capitaux propres non recyclables.

➤ Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec les clients (IFRS 15)

Les produits et charges de commissions sont enregistrés en résultat en fonction de la nature des prestations auxquelles ils se rapportent.

Les commissions qui font partie intégrante du rendement d'un instrument financier sont comptabilisées comme un ajustement de la rémunération de cet instrument et intégrées à son taux d'intérêt effectif.

Concernant les autres natures de commissions, leur comptabilisation au compte de résultat doit refléter le rythme de transfert au client du contrôle du bien ou du service vendu :

- le résultat d'une transaction associé à une prestation de services est comptabilisé dans la rubrique Commissions, lors du transfert du contrôle de la prestation de service au client s'il peut être estimé de façon fiable. Ce transfert peut intervenir au fur et à mesure que le service est rendu (service continu) ou à une date donnée (service ponctuel).

- a) Les commissions rémunérant des services continus (commissions sur moyens de paiement, par exemple) sont enregistrées en résultat en fonction du degré d'avancement de la prestation rendue.
- b) Les commissions perçues ou versées en rémunération de services ponctuels sont, quant à elles, intégralement enregistrées en résultat lorsque la prestation est rendue.

Les commissions à verser ou à recevoir sous condition de réalisation d'un objectif de performance sont comptabilisées à hauteur du montant pour lequel il est hautement probable que le revenu ainsi comptabilisé ne fera pas ultérieurement l'objet d'un ajustement significatif à la baisse lors de la résolution de l'incertitude. Cette estimation est mise à jour à chaque clôture. En pratique, cette condition a pour effet de différer l'enregistrement de certaines commissions de performance jusqu'à l'expiration de la période d'évaluation de performance et jusqu'à ce qu'elles soient acquises de façon définitive.

➤ **Contrats de location (IFRS 16)**

Le Groupe peut être bailleur ou preneur d'un contrat de location.

Contrats de location dont le Groupe est bailleur

Les opérations de location sont analysées selon leur substance et leur réalité financière. Elles sont comptabilisées selon les cas, soit en opérations de location-financement, soit en opérations de location simple.

- S'agissant d'opérations de location-financement, elles sont assimilées à une vente d'immobilisation au locataire financée par un crédit accordé par le bailleur. L'analyse de la substance économique des opérations de location-financement conduit le bailleur à :
 - a) Sortir du bilan l'immobilisation louée ;
 - b) Constaté une créance financière sur le client parmi les « actifs financiers au coût amorti » pour une valeur égale à la valeur actualisée au taux implicite du contrat des paiements de location à recevoir par le bailleur au titre du contrat de location, majorée de toute valeur résiduelle non garantie revenant au bailleur ;
 - c) Comptabiliser des impôts différés au titre des différences temporelles portant sur la créance financière et la valeur nette comptable de l'immobilisation louée.
 - d) Décomposer les produits correspondant aux loyers entre d'une part les intérêts d'autre part l'amortissement du capital.
- S'agissant d'opérations de location simple, le bailleur comptabilise les biens loués parmi les « immobilisations corporelles » à l'actif de son bilan et enregistre les produits de location de manière linéaire parmi les « produits des autres activités » au compte de résultat.

Contrats de location dont le Groupe est preneur

Les opérations de location sont comptabilisées dans le bilan à la date de mise à disposition de l'actif loué. Le preneur constate un actif représentatif du droit d'utilisation de l'actif loué parmi les immobilisations corporelles pendant la durée estimée du contrat et une dette au titre de

l'obligation de paiement des loyers parmi les passifs divers sur cette même durée.

La durée de location d'un contrat correspond à la durée non résiliable du contrat de location ajustée des options de prolongation du contrat que le preneur est raisonnablement certain d'exercer et option de résiliation que le preneur est raisonnablement certain de ne pas exercer.

En France, la durée retenue pour les baux commerciaux dits « 3/6/9 » est généralement de 9 ans avec une période initiale non résiliable de 3 ans.

La dette locative est comptabilisée pour un montant égal à la valeur actualisée des paiements de loyers sur la durée du contrat. Les paiements de loyers comprennent les loyers fixes, les loyers variables basés sur un taux ou un indice et les paiements que le preneur s'attend à payer au titre des garanties de valeur résiduelle, d'option d'achat ou de pénalité de résiliation anticipée. Les loyers variables qui ne dépendent pas d'un indice ou d'un taux et la TVA non déductible sur les loyers sont exclus du calcul de la dette et sont comptabilisés en charges générales d'exploitation.

Le taux d'actualisation applicable pour le calcul du droit d'utilisation et du passif de location est par défaut le taux d'endettement marginal du preneur sur la durée du contrat à la date de signature du contrat, lorsque le taux implicite n'est pas aisément déterminable. Le taux d'endettement marginal tient compte de la structure de paiement des loyers.

La charge au titre des contrats de location est décomposée entre d'une part les intérêts et d'autre part l'amortissement du capital

Le droit d'utilisation de l'actif est évalué à la valeur initiale de la dette locative augmentée des coûts directs initiaux, des paiements d'avance, des coûts de remise en état et diminuée des avantages incitatifs à la location. Il est amorti sur la durée estimée du contrat.

La dette locative et le droit d'utilisation peuvent être ajustés en cas de modification du contrat de location, de réestimation de la durée de location ou de révision des loyers liée à l'application d'indices ou de taux.

Des impôts différés sont comptabilisés au titre des différences temporelles des droits d'utilisation et des passifs de location chez le preneur.

Conformément à l'exception prévue par la norme, les contrats de location à court terme (durée initiale inférieure à douze mois) et les contrats de location dont la valeur à neuf du bien loué est de faible valeur ne sont pas comptabilisés au bilan, les charges de location correspondantes sont enregistrées de manière linéaire dans le compte de résultat parmi les charges générales d'exploitation.

Conformément aux dispositions prévues par la norme, le Groupe n'applique pas la norme IFRS 16 aux contrats de location d'immobilisations incorporelles.

➤ **Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées (IFRS 5)**

Un actif non courant (ou un groupe destiné à être cédé) est considéré comme détenu en vue de la vente si sa valeur comptable est recouvrée principalement par le biais d'une vente plutôt que par l'utilisation continue.

Pour que tel soit le cas, l'actif (ou le groupe destiné à être cédé) doit être disponible en vue de la vente immédiate dans son état actuel et sa vente doit être hautement probable.

Les actifs et passifs concernés sont isolés au bilan sur les postes "Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées" et "Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées".

Ces actifs non courants (ou un groupe destiné à être cédé) classés comme détenus en vue de la vente sont évalués au montant le plus bas entre leur valeur comptable et leur juste valeur diminuée des coûts de la vente. En cas de moins-value latente, une dépréciation est enregistrée en résultat. Par ailleurs, ceux-ci cessent d'être amortis à compter de leur déclassement.

Si la juste valeur du groupe d'actifs destiné à être cédé diminuée des coûts de la vente est inférieure à sa valeur comptable après dépréciation des actifs non courants, la différence est allouée aux autres actifs du groupe d'actifs destinés à être cédés y compris les actifs financiers et est comptabilisé en résultat net d'impôts des activités abandonnées.

Est considérée comme activité abandonnée toute composante dont le Groupe s'est séparée ou qui est classée comme détenue en vue de la vente, et qui est dans une des situations suivantes :

- ✓ elle représente une ligne d'activité ou une région géographique principale et distincte ;
- ✓ elle fait partie d'un plan unique et coordonné pour se séparer d'une ligne d'activité ou d'une région géographique principale et distincte ; ou
- ✓ elle est une filiale acquise exclusivement en vue de la revente.

Sont présentés sur une ligne distincte du compte de résultat :

- ✓ le résultat net après impôt des activités abandonnées jusqu'à la date de cession ;
- ✓ le profit ou la perte après impôt résultant de la cession ou de l'évaluation à la juste valeur diminuée des coûts de la vente des actifs et passifs constituant les activités abandonnées.

1.3 Principes et méthodes de consolidation (IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28)

➤ **Périmètre de consolidation**

Les états financiers consolidés incluent les comptes du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées et ceux de toutes les sociétés sur lesquelles, selon les dispositions des normes IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28, le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées dispose d'un pouvoir de contrôle, de contrôle conjoint ou d'une influence notable.

✓ **Consolidation des Caisses régionales**

Les normes de consolidation existant dans le référentiel international, sont définies en référence à des groupes ayant des structures juridiques intégrant les notions classiques de société-mère et de filiales.

Le groupe Crédit Agricole, qui repose sur une organisation mutualiste, ne s'inscrit pas directement et simplement dans le cadre de ces règles, compte tenu de sa structure dite de pyramide inversée.

Le Crédit Agricole Mutuel a été organisé, par la loi du 5 novembre 1894, qui a posé le principe de la création des Caisses locales de Crédit Agricole, la loi du 31 mars 1899 qui fédère les Caisses locales en Caisses régionales de Crédit Agricole et la loi du 5 août 1920 qui crée l'Office National du Crédit Agricole, transformé depuis en Caisse Nationale de Crédit Agricole, puis Crédit Agricole S.A., dont le rôle d'organe central a été rappelé et précisé par le Code Monétaire et financier.

Ces différents textes expliquent et organisent la communauté d'intérêts qui existent, au niveau juridique, financier, économique et politique, entre Crédit Agricole S.A., les Caisses régionales et les Caisses locales de Crédit Agricole Mutuel. Cette communauté repose, notamment, sur un même mécanisme de relations financières, sur une politique économique et commerciale unique, et sur des instances décisionnaires communes, constituant ainsi, depuis plus d'un siècle, le socle du groupe Crédit Agricole.

Ces différents attributs, déclinés au niveau régional et attachés à la communauté régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées représentent les éléments principaux qui caractérisent généralement la notion de société-mère : valeurs, objectifs et idéal communs, centralisation financière et prises de décisions politique commerciale communes, histoire partagée.

C'est pourquoi, en accord avec les autorités de régulation française, le Crédit Agricole a défini une société-mère conventionnelle et existant à deux niveaux, national et régional.

Cette maison-mère conventionnelle étant définie, le groupe Crédit Agricole applique les normes de consolidation prévues dans le référentiel international.

La maison-mère conventionnelle régionale est constituée du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées et des Caisses locales de Crédit Agricole Mutuel qui lui sont affiliées ; ses comptes consolidés sont constitués de l'agrégation des comptes de ces différentes entités après

élimination des opérations réciproques.

✓ **Notions de contrôle**

Conformément aux normes comptables internationales, toutes les entités contrôlées, sous contrôle conjoint ou sous influence notable sont consolidées, sous réserve qu'elles n'entrent pas dans le cadre des exclusions évoquées ci-après.

Le contrôle exclusif sur une entité est présumé exister lorsque le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées est exposée ou a droit aux rendements variables résultant de son implication dans l'entité et si le pouvoir qu'elle détient sur cette dernière lui permet d'influer sur ces rendements. Pour apprécier la notion de pouvoir, seuls les droits (de vote ou contractuels) substantifs sont examinés. Les droits sont substantifs lorsque leur détenteur a la capacité, en pratique, de les exercer, lors de la prise de décision concernant les activités pertinentes de l'entité.

Le contrôle d'une filiale régie par les droits de vote est établi lorsque les droits de vote détenus confèrent au Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées la capacité actuelle de diriger les activités pertinentes de la filiale. Le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées contrôle généralement la filiale lorsqu'elle détient, directement ou indirectement par l'intermédiaire de filiales, plus de la moitié des droits de vote existants ou potentiels d'une entité, sauf s'il peut être clairement démontré que cette détention ne permet pas de diriger les activités pertinentes. Le contrôle existe également lorsque le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées détient la moitié ou moins de la moitié des droits de vote, y compris potentiels, d'une entité mais dispose en pratique de la capacité de diriger seul(e) les activités pertinentes en raison notamment de l'existence d'accords contractuels, de l'importance relative des droits de vote détenus au regard de la dispersion des droits de vote détenus par les autres investisseurs ou d'autres faits et circonstances.

Le contrôle d'une entité structurée ne s'apprécie pas sur la base du pourcentage des droits de vote qui n'ont, par nature, pas d'incidence sur les rendements de l'entité. L'analyse du contrôle tient compte des accords contractuels, mais également de l'implication et des décisions du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées lors de la création de l'entité, des accords conclus à la création et des risques encourus par le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées, des droits résultants d'accords qui confèrent à l'investisseur le pouvoir de diriger les activités pertinentes uniquement lorsque des circonstances particulières se produisent ainsi que des autres faits ou circonstances qui indiquent que l'investisseur a la possibilité de diriger les activités pertinentes de l'entité. Lorsqu'il existe un mandat de gestion, l'étendue du pouvoir décisionnel relatif à la délégation de pouvoir au gérant ainsi que les rémunérations auxquelles donnent droit les accords contractuels sont analysées afin de déterminer si le gérant agit en tant qu'agent (pouvoir délégué) ou principal (pour son propre compte).

Ainsi au moment où les décisions relatives aux activités pertinentes de l'entité doivent être prises, les indicateurs à analyser pour définir si une entité agit en tant qu'agent ou en tant que principal sont l'étendue du pouvoir décisionnel relatif à la délégation de pouvoir au gérant sur l'entité, les rémunérations auxquelles donnent droit les accords contractuels mais aussi les droits substantifs pouvant affecter la capacité du décideur détenus par les autres parties impliquées dans l'entité et, l'exposition à la variabilité des rendements tirés d'autres intérêts détenus dans l'entité.

Le contrôle conjoint s'exerce lorsqu'il existe un partage contractuel du contrôle sur une activité économique. Les décisions affectant les activités pertinentes de l'entité requièrent l'unanimité des parties partageant le contrôle.

Dans les entités traditionnelles, l'influence notable résulte du pouvoir de participer aux politiques financière et opérationnelle d'une entreprise sans en détenir le contrôle. Le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées est présumée avoir une influence notable lorsqu'elle détient, directement ou indirectement par le biais de filiales, 20 % ou plus des droits de vote dans une entité.

Exclusions du périmètre de consolidation

Conformément aux dispositions prévues par la norme IAS 28, les participations minoritaires détenues par les entités pour lesquelles l'option prévue par l'article 18 de cette norme a été retenue, sont exclues du périmètre de consolidation dans la mesure où elles sont classées en actifs financiers à la juste valeur par résultat par nature.

➤ Méthodes de consolidation

Les méthodes de consolidation sont fixées respectivement par les normes IFRS 10 et IAS 28 révisée. Elles résultent de la nature du contrôle exercé par le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées sur les entités consolidables, quelle qu'en soit l'activité et qu'elles aient ou non la personnalité morale :

- l'intégration globale, pour les entités contrôlées, y compris les entités à structure de comptes différente, même si leur activité ne se situe pas dans le prolongement de celle du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées;
- la mise en équivalence, pour les entités sous influence notable et sous contrôle conjoint.

L'intégration globale consiste à substituer à la valeur des titres chacun des éléments d'actif et de passif de chaque filiale. La part des participations ne donnant pas le contrôle dans les capitaux propres et dans le résultat apparaît distinctement au bilan et au compte de résultat consolidés.

Les participations ne donnant pas le contrôle sont telles que définies par la norme IFRS 10 et intègrent les instruments qui sont des parts d'intérêts actuelles et qui donnent droit à une quote-part de l'actif net en cas de liquidation et les autres instruments de capitaux propres émis par la filiale et non détenus par le Groupe.

La mise en équivalence consiste à substituer à la valeur des titres la quote-part du Groupe dans les capitaux propres et le résultat des sociétés concernées.

La variation de la valeur comptable de ces titres tient compte de l'évolution de l'écart d'acquisition.

Lors d'acquisitions complémentaires ou de cessions partielles avec maintien du contrôle conjoint ou de l'influence notable, le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées constate :

- en cas d'augmentation du pourcentage d'intérêts, un écart d'acquisition complémentaire ;

- en cas de diminution du pourcentage d'intérêts, une plus ou moins-value de cession/dilution en résultat.

➤ **Retraitements et éliminations**

Les retraitements nécessaires à l'harmonisation des méthodes d'évaluation des sociétés consolidées sont effectués.

L'effet sur le bilan et le compte de résultat consolidés des opérations internes au Groupe est éliminé pour les entités intégrées globalement.

Les plus ou moins-values provenant de cessions d'actifs entre les entreprises consolidées sont éliminées ; les éventuelles dépréciations mesurées à l'occasion d'une cession interne sont constatées.

➤ **Conversion des états financiers des activités à l'étranger (IAS 21)**

Les états financiers des entités représentant une « activité à l'étranger » (filiale, succursale, entreprise associée ou une coentreprise) sont convertis en euros en deux étapes :

- conversion, le cas échéant, de la monnaie locale de tenue de compte en monnaie fonctionnelle (monnaie de l'environnement économique principal dans lequel opère l'entité). La conversion se fait comme si les éléments avaient été comptabilisés initialement dans la monnaie fonctionnelle (mêmes principes de conversion que pour les transactions en monnaie étrangère ci-avant) ;
- conversion de la monnaie fonctionnelle en euros, monnaie de présentation des comptes consolidés du Groupe. Les actifs et les passifs, y compris les écarts d'acquisition, sont convertis au cours de clôture. Les éléments de capitaux propres, tels que le capital social ou les réserves, sont convertis à leur cours de change historique. Les produits et les charges du compte de résultat sont convertis au cours moyen de la période. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en tant que composante distincte des capitaux propres. Ces écarts de conversion sont comptabilisés en résultat en cas de sortie de l'activité à l'étranger (cession, remboursement de capital, liquidation, abandon d'activité) ou en cas de déconsolidation due à une perte de contrôle (même sans cession) lors de la comptabilisation du résultat de sortie ou de perte de contrôle.

2 Principales opérations de structure et événements significatifs de la période

Le périmètre de consolidation et ses évolutions au 31 décembre 2019 sont présentés de façon détaillée à la fin des notes annexes en note 13 "Périmètre de consolidation au 31 décembre 2019".

- **Opération de titrisation**

Au 31/12/2019, une nouvelle entité (FCT Crédit Agricole Habitat 2019) a été consolidée au sein du groupe Crédit Agricole, née d'une opération de titrisation réalisée par les 39 Caisses régionales et LCL le 23 mai 2019. Cette transaction est le second RMBS français auto-souscrit du Groupe.

Cette opération s'est traduite par une cession de crédits à l'habitat originés par les 39 Caisses régionales et LCL au FCT Crédit Agricole Habitat 2019 pour un montant de 15 milliards d'euros et une souscription le même jour par les établissements ayant cédé les crédits, des titres émis par le FCT.

Dans le cadre de cette titrisation interne au Groupe, le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées a cédé, à l'origine, des crédits habitat pour un montant de 275 millions d'euros au FCT Crédit Agricole Habitat 2019. Elle a souscrit des obligations senior pour 235 millions d'euros et pour 40 millions d'euros de titres subordonnés.

3 Gestion financière, exposition aux risques et politique de couverture

Le pilotage des risques bancaires au sein du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées est assuré par l'unité Contrôles Centraux qui est rattachée au Directeur Général et qui a pour mission d'assurer la maîtrise et le contrôle permanent des risques de crédit, financiers et opérationnels.

La description de ces dispositifs ainsi que les informations narratives figurent dans le rapport de gestion, chapitre "Facteurs de risque", comme le permet la norme IFRS 7. Les tableaux de ventilations comptables figurent dans les états financiers.

3.1 Risque de crédit

(Cf. chapitre "Facteurs de risque – Risques de crédit" du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A.)

3.1.1 Variation des valeurs comptables et des corrections de valeur pour pertes sur la période

Les corrections de valeur pour pertes correspondent aux dépréciations sur actifs et aux provisions sur engagement hors bilan comptabilisées en résultat net (Coût du risque) au titre du risque de crédit.

Les tableaux suivants présentent un rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des corrections de valeur pour perte comptabilisées en Coût du risque et des valeurs comptables associées, par catégorie comptable et type d'instruments.

Actifs financiers au coût amorti : Titres de dettes

	Actifs sains				Actifs dépréciés (Bucket 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)						
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
<i>En milliers d'euros</i>									
Au 31 décembre 2018	845 787	(265)	-	-	2 141	(2 141)	847 928	(2 406)	845 522
Transferts d'actifs en cours de vie d'un bucket à l'autre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Transferts de Bucket 1 vers Bucket 2	-	-	-	-			-	-	
Retour de Bucket 2 vers Bucket 1	-	-	-	-			-	-	
Transferts vers Bucket 3	-	-	-	-	-	-	-	-	
Retour de Bucket 3 vers Bucket 2 / Bucket 1	-	-	-	-	-	-	-	-	
Total après transferts	845 787	(265)	-	-	2 141	(2 141)	847 928	(2 406)	845 522
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	(14 499)	(6)	-	-	(1 344)	1 344	(15 843)	1 338	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,... (1)	69 849	(242)	-	-			69 849	(242)	
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	(84 348)	236	-	-	(1 344)	1 344	(85 692)	1 580	
Passages à perte					-	-	-	-	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		-		-		-		-	
Changements dans le modèle / méthodologie		-		-		-		-	
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	
Total	831 288	(271)	-	-	797	(797)	832 085	(1 068)	831 017
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte)	-		-		-		-		
Au 31 décembre 2019	831 288	(271)	-	-	797	(797)	832 085	(1 068)	831 017
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-		-		-		-		

Les transferts vers le Bucket 3 correspondent à des encours classés initialement en Bucket 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Bucket 3, ou en Bucket 2 puis en Bucket 3.

(1) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurées (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif)

Actifs financiers au coût amorti : Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes au Crédit Agricole)

	Actifs sains				Actifs dépréciés (Bucket 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)						
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
En milliers d'euros									
Au 31 décembre 2018	95 963	-	-	-	-	-	95 963	-	95 963
Transferts d'actifs en cours de vie d'un bucket à l'autre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Transferts de Bucket 1 vers Bucket 2	-	-	-	-			-	-	
Retour de Bucket 2 vers Bucket 1	-	-	-	-			-	-	
Transferts vers Bucket 3	-	-	-	-	-	-	-	-	
Retour de Bucket 3 vers Bucket 2 / Bucket 1	-	-	-	-	-	-	-	-	
Total après transferts	95 963	-	-	-	-	-	95 963	-	95 963
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	(90 870)	-	-	-	-	-	(90 870)	-	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,...	-	-	-	-			-	-	
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	(90 870)	-	-	-	-	-	(90 870)	-	
Passages à perte					-	-	-	-	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		-		-		-		-	
Changements dans le modèle / méthodologie		-		-		-		-	
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	
Total	5 093	-	-	-	-	-	5 093	-	5 093
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (1)	4 525		-		-		4 525		
Au 31 décembre 2019	9 618	-	-	-	-	-	9 618	-	9 618
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-		-		-		-		

Les transferts vers le Bucket 3 correspondent à des encours classés initialement en Bucket 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Bucket 3, ou en Bucket 2 puis en Bucket 3.

Les originations en Bucket 2 peuvent inclure des encours originés en Bucket 1 reclassés en Bucket 2 au cours de la période.

(1) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurées (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif), les variations des créances rattachées.

Actifs financiers au coût amorti : Prêts et créances sur la clientèle

	Actifs sains				Actifs dépréciés (Bucket 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)						
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
En milliers d'euros									
Au 31 décembre 2018	11 611 012	(23 817)	876 728	(106 651)	283 280	(227 901)	12 771 020	(358 369)	12 412 651
Transferts d'actifs en cours de vie d'un bucket à l'autre	(51 412)	(10 596)	15 895	7 509	35 517	(21 676)	-	(24 763)	
Transferts de Bucket 1 vers Bucket 2	(386 427)	2 976	386 427	(8 794)			-	(5 818)	
Retour de Bucket 2 vers Bucket 1	355 494	(13 822)	(355 494)	14 872			-	1 050	
Transferts vers Bucket 3 (1)	(24 966)	261	(20 888)	1 642	45 854	(29 163)	-	(27 260)	
Retour de Bucket 3 vers Bucket 2 / Bucket 1	4 487	(11)	5 850	(211)	(10 337)	7 487	-	7 265	
Total après transferts	11 559 600	(34 413)	892 623	(99 142)	318 797	(249 577)	12 771 020	(383 132)	12 387 888
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	931 745	11 008	(58 290)	(4 092)	(52 276)	26 277	821 179	33 193	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,... (2)	2 863 251	(7 322)	127 645	(18 161)			2 990 896	(25 483)	
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	(1 931 506)	4 749	(185 935)	29 536	(42 147)	32 479	(2 159 588)	66 764	
Passages à perte					(10 106)	9 281	(10 106)	9 281	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	1	(23)	84	(23)	85	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		13 581		(15 468)		(16 628)		(18 515)	
Changements dans le modèle / méthodologie		-		-		-		-	
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres	-	-	-	-	-	1 061	-	1 061	
Total	12 491 345	(23 405)	834 333	(103 234)	266 521	(223 300)	13 592 199	(349 939)	13 242 260
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)	5 594		201		8 654		14 449		
Au 31 décembre 2019	12 496 939	(23 405)	834 534	(103 234)	275 175	(223 300)	13 606 648	(349 939)	13 256 709
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-		-		-		-		

(1) Les transferts vers le Bucket 3 correspondent à des encours classés initialement en Bucket 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Bucket 3, ou en Bucket 2 puis en Bucket 3.

(2) Les originations en Bucket 2 peuvent inclure des encours originés en Bucket 1 reclassés en Bucket 2 au cours de la période.

(3) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurées (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif), les variations des rattachées

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres : Titres de dettes

	Actifs sains				Actifs dépréciés (Bucket 3)		Total	
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)					
	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes
En milliers d'euros								
Au 31 décembre 2018	160 291	(55)	-	-	-	-	160 291	(55)
Transferts d'actifs en cours de vie d'un bucket à l'autre	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts de Bucket 1 vers Bucket 2	-	-	-	-			-	-
Retour de Bucket 2 vers Bucket 1	-	-	-	-			-	-
Transferts vers Bucket 3	-	-	-	-	-	-	-	-
Retour de Bucket 3 vers Bucket 2 / Bucket 1	-	-	-	-	-	-	-	-
Total après transferts	160 291	(55)	-	-	-	-	160 291	(55)
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	4 111	(8)	-	-	-	-	4 111	(8)
Réévaluation de juste valeur sur la période	2 471		-		-		2 471	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,... (1)	88 800	(44)	-	-			88 800	(44)
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	(87 160)	30	-	-	-	-	(87 160)	30
Passages à perte					-	-	-	-
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		6		-		-		6
Changements dans le modèle / méthodologie		-		-		-		-
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	164 402	(63)	-	-	-	-	164 402	(63)
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (2)	(74)		-		-		(74)	
Au 31 décembre 2019	164 328	(63)	-	-	-	-	164 328	(63)
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-		-		-		-	

Les transferts vers le Bucket 3 correspondent à des encours classés initialement en Bucket 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Bucket 3, ou en Bucket 2 puis en Bucket 3.

(1) Les originations en Bucket 2 peuvent inclure des encours originés en Bucket 1 reclassés en Bucket 2 au cours de la période.

(2) Inclut les impacts relatifs à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes)

La valeur comptable de l'actif au Bilan est définie comme étant la juste valeur

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres : Prêts et créances sur les établissements de crédit

Il n'y a pas d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres pour les prêts et créances sur les établissements de crédit.

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres : Prêts et créances sur la clientèle

Il n'y a pas d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres pour les prêts et créances sur la clientèle.

Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)

	Engagements sains				Engagements dépréciés (Bucket 3)		Total		
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)		Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)						
	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Montant net de l'engagement (a) + (b)
En milliers d'euros									
Au 31 décembre 2018	1 144 061	(2 652)	28 586	(2 066)	6 133	(1 100)	1 178 780	(5 818)	1 172 962
Transferts d'engagements en cours de vie d'un bucket à l'autre	(9 100)	(124)	9 316	(50)	(216)	5	-	(169)	
Transferts de Bucket 1 vers Bucket 2	(24 247)	223	24 247	(468)			-	(245)	
Retour de Bucket 2 vers Bucket 1	15 390	(347)	(15 390)	423			-	76	
Transferts vers Bucket 3 (1)	(356)	1	(113)	1	469	(6)	-	(4)	
Retour de Bucket 3 vers Bucket 2 / Bucket 1	113	(1)	572	(6)	(685)	11	-	4	
Total après transferts	1 134 961	(2 776)	37 902	(2 116)	5 917	(1 095)	1 178 780	(5 987)	1 172 793
Variations des montants de l'engagement et des corrections de valeur pour pertes	59 426	152	325	(3 129)	(396)	(135)	59 355	(3 112)	
Nouveaux engagements donnés (2)	640 197	(1 366)	19 478	(3 854)			659 675	(5 220)	
Extinction des engagements	(580 950)	1 202	(18 976)	1 686	-	-	(599 926)	2 888	
Passages à perte	-	-	-	-	-	-	-	-	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		316		(961)		(135)		(780)	
Changements dans le modèle / méthodologie		-		-		-		-	
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres	179	-	(177)	-	(396)	-	(394)	-	
Au 31 décembre 2019	1 194 387	(2 624)	38 227	(5 245)	5 521	(1 230)	1 238 135	(9 099)	1 229 036

(1) Les transferts vers le Bucket 3 correspondent à des engagements classés initialement en Bucket 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Bucket 3, ou en Bucket 2 puis en Bucket 3.

(2) Les nouveaux engagements donnés en Bucket 2 peuvent inclure des engagements originés en Bucket 1 reclassés en Bucket 2 au cours de la période.

Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)

	Engagements sains				Engagements dépréciés (Bucket 3)		Total		
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)		Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)						
	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Montant net de l'engagement (a) + (b)
En milliers d'euros									
Au 31 décembre 2018	179 564	(637)	8 450	(1 673)	1 637	(193)	189 651	(2 503)	187 148
Transferts d'engagements en cours de vie d'un bucket à l'autre	(1 301)	(16)	765	(115)	536	(4)	-	(135)	
Transferts de Bucket 1 vers Bucket 2	(4 856)	95	4 856	(856)			-	(761)	
Retour de Bucket 2 vers Bucket 1	3 774	(113)	(3 774)	738			-	625	
Transferts vers Bucket 3 (1)	(219)	2	(422)	4	641	(8)	-	(2)	
Total après transferts	178 263	(653)	9 215	(1 788)	2 173	(197)	189 651	(2 638)	187 013
Variations des montants de l'engagement et des corrections de valeur pour pertes	2 307	28	(697)	(20)	(718)	(110)	892	(102)	
Nouveaux engagements donnés (2)	20 832	(112)	1 816	(352)			22 648	(464)	
Extinction des engagements	(18 305)	128	(2 513)	483	(718)	296	(21 536)	907	
Passages à perte					-	-	-	-	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		12		(151)		(406)		(545)	
Changements dans le modèle / méthodologie		-		-		-		-	
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres	(220)	-	-	-	-	-	(220)	-	
Au 31 décembre 2019	180 570	(625)	8 518	(1 808)	1 455	(307)	190 543	(2 740)	187 803

(1) Les transferts vers le Bucket 3 correspondent à des engagements classés initialement en Bucket 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Bucket 3, ou en Bucket 2 puis en Bucket 3.

(2) Les nouveaux engagements donnés en Bucket 2 peuvent inclure des engagements originés en Bucket 1 reclassés en Bucket 2 au cours de la période.

3.1.2 Exposition maximale au risque de crédit

L'exposition maximale au risque de crédit d'une entité correspond à la valeur comptable, nette de toute perte de valeur comptabilisée et compte non tenu des actifs détenus en garantie ou des autres rehaussements de crédit (par exemple les accords de compensation qui ne remplissent pas les conditions de compensation selon IAS 32).

Les tableaux ci-dessous présentent les expositions maximales ainsi que le montant des actifs détenus en garantie et autres techniques de rehaussements de crédit permettant de réduire cette exposition.

Les actifs dépréciés en date de clôture correspondent aux actifs dépréciés (Bucket 3).

Actifs financiers non soumis aux exigences de dépréciation (comptabilisés à la juste valeur par résultat)

	31/12/2019					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
<i>En milliers d'euros</i>						
Actifs financiers à la juste valeur par résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrats en unités de compte)	337 757	-	-	-	-	-
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	11 744	-	-	-	-	-
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	326 013	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	77 888	-	-	-	-	-
Total	415 645	-	-	-	-	-

	31/12/2018					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
<i>En milliers d'euros</i>						
Actifs financiers à la juste valeur par résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrats en unités de compte)	525 884	-	-	-	-	-
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	17 219	-	-	-	-	-
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	508 665	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	79 483	-	-	-	-	-
Total	605 367	-	-	-	-	-

Actifs financiers soumis aux exigences de dépréciation

	31/12/2019					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs défenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
<i>En milliers d'euros</i>						
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	164 328	-	5	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	164 328	-	5	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	14 097 344	-	3 221 371	590 359	4 345 269	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	51 875	-	8 337	805	37 473	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	9 618	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	13 256 709	-	3 221 371	590 359	4 345 269	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	51 875	-	8 337	805	37 473	-
Titres de dettes	831 017	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Total	14 261 672	-	3 221 376	590 359	4 345 269	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	51 875	-	8 337	805	37 473	-

	31/12/2018					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs défenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
<i>En milliers d'euros</i>						
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	160 291	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	160 291	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	13 354 136	-	2 975 684	568 635	4 064 744	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	55 379	-	11 274	1 372	36 901	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	95 963	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	12 412 651	-	2 975 684	568 635	4 064 744	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	55 379	-	11 274	1 372	36 901	-
Titres de dettes	845 522	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Total	13 514 427	-	2 975 684	568 635	4 064 744	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	55 379	-	11 274	1 372	36 901	-

Engagements hors bilan soumis aux exigences de dépréciation

	31/12/2019					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
<i>En milliers d'euros</i>						
Engagements de garantie	187 803	-	-	-	-	-
dont : engagements dépréciés en date de clôture	1 148	-	-	-	-	-
Engagements de financement	1 229 036	-	67 569	42 174	116 199	-
dont : engagements dépréciés en date de clôture	4 291	-	15	115	307	-
Total	1 416 839	-	67 569	42 174	116 199	-
dont : engagements dépréciés en date de clôture	5 439	-	15	115	307	-

	31/12/2018					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
<i>En milliers d'euros</i>						
Engagements de garantie	187 148	-	-	-	-	-
dont : engagements dépréciés en date de clôture	1 444	-	-	-	-	-
Engagements de financement	1 172 962	-	59 274	37 849	108 358	-
dont : engagements dépréciés en date de clôture	5 033	-	3	589	339	-
Total	1 360 110	-	59 274	37 849	108 358	-
dont : engagements dépréciés en date de clôture	6 477	-	3	589	339	-

Une description des actifs détenus en garantie est présentée dans la note 9 "Engagements de financement et de garantie et autres garanties".

3.1.3 Actifs financiers modifiés

Les actifs financiers modifiés correspondent aux actifs restructurés pour difficultés financières. Il s'agit de créances pour lesquelles l'entité a modifié les conditions financières initiales (taux d'intérêt, durée) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances. Ainsi elles concernent les créances classées en défaut et les créances saines, au moment de la restructuration. (Une définition plus détaillée des encours restructurés et leur traitement comptable est détaillée dans la note 1.2 "Principes et méthodes comptables", chapitre "Instruments financiers - Risque de crédit").

Pour les actifs ayant fait l'objet d'une restructuration au cours de la période, la valeur comptable établie à l'issue de la restructuration est de :

	Actifs sains		Actifs dépréciés (Bucket 3)
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)	
<i>En milliers d'euros</i>			
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-
Valeur comptable brute avant modification	-	-	-
Gains ou perte nets de la modification	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	16	2 016	11 739
Valeur comptable brute avant modification	16	2 016	11 762
Gains ou perte nets de la modification	-	-	(23)
Titres de dettes	-	-	-
Valeur comptable brute avant modification	-	-	-
Gains ou perte nets de la modification	-	-	-

Selon les principes établis dans la note 1.2 "Principes et méthodes comptables", chapitre "Instruments financiers - Risque de crédit", les actifs restructurés dont le stade de dépréciation correspond à celui du Bucket 2 (actifs sains) ou Bucket 3 (actifs dépréciés) peuvent faire l'objet d'un retour en Bucket 1 (actifs sains). La valeur comptable des actifs modifiés concernés par ce reclassement au cours de la période est de :

	Valeur comptable brute
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)
<i>En milliers d'euros</i>	
Actifs restructurés antérieurement classés en Bucket 2 ou en Bucket 3 et reclassés en Bucket 1 au cours de la période	
Prêts et créances sur la clientèle	6
Total	6

3.1.4 Concentrations du risque de crédit

Les valeurs comptables et montants des engagements sont présentés nets de dépréciations et de provisions.

Exposition au risque de crédit par catégories de risque de crédit

Les catégories de risques de crédit sont présentées par intervalles de probabilité de défaut. La correspondance entre les notations internes et les intervalles de probabilité de défaut est détaillée dans le chapitre "Risques et pilier 3 – Gestion du risque de crédit" du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A.

Actifs financiers au coût amorti (hors opérations internes au Crédit Agricole)

En milliers d'euros	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2019				Au 31 décembre 2018			
		Valeur comptable				Valeur comptable			
		Actifs sains ou dégradés		Actifs dépréciés (Bucket 3)	Total	Actifs sains ou dégradés		Actifs dépréciés (Bucket 3)	Total
		Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)			Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	6 559 072	2 103	-	6 561 175	5 851 656	11 121	-	5 862 777
	0,5% < PD ≤ 2%	1 669 485	2 140	-	1 671 625	1 702 611	35 104	-	1 737 715
	2% < PD ≤ 20%	962 016	440 115	-	1 402 131	957 062	464 151	-	1 421 213
	20% < PD < 100%	2 005	86 349	-	86 349	25 137	94 751	-	119 888
	PD = 100%	-	-	223 950	223 950	-	-	223 497	223 497
Total Clientèle de détail		9 190 573	530 707	223 950	9 945 230	8 536 466	605 127	223 497	9 365 090
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	3 071 778	4 871	-	3 076 649	2 733 156	-	-	2 733 156
	0,6% < PD ≤ 12%	1 075 494	121 282	-	1 196 776	1 283 140	250 060	-	1 533 200
	12% < PD < 100%	-	177 674	-	177 674	-	21 541	-	21 541
	PD = 100%	-	-	52 022	52 022	-	-	61 924	61 924
Total Hors clientèle de détail		4 147 272	303 827	52 022	4 503 121	4 016 296	271 601	61 924	4 349 821
Dépréciations		(23 676)	(103 234)	(224 097)	(351 007)	(24 082)	(106 651)	(230 042)	(360 775)
Total		13 314 169	731 300	51 875	14 097 344	12 528 680	770 077	55 379	13 354 136

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables

En milliers d'euros	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2019				Au 31 décembre 2018			
		Valeur comptable				Valeur comptable			
		Actifs sains ou dégradés		Actifs dépréciés (Bucket 3)	Total	Actifs sains ou dégradés		Actifs dépréciés (Bucket 3)	Total
		Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)			Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	-	-	-	-	-	-	-	-
	0,5% < PD ≤ 2%	-	-	-	-	-	-	-	-
	2% < PD ≤ 20%	-	-	-	-	-	-	-	-
	20% < PD < 100%	-	-	-	-	-	-	-	-
	PD = 100%	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Clientèle de détail		-	-	-	-	-	-	-	-
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	164 328	-	-	164 328	160 291	-	-	160 291
	0,6% < PD ≤ 12%	-	-	-	-	-	-	-	-
	12% < PD < 100%	-	-	-	-	-	-	-	-
	PD = 100%	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Hors clientèle de détail		164 328	-	-	164 328	160 291	-	-	160 291
Dépréciations		0			0	0			0
Total		164 328	-	-	164 328	160 291	-	-	160 291

La valeur comptable de l'actif au bilan est définie comme étant la juste valeur.

Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)

En milliers d'euros	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2019				Au 31 décembre 2018			
		Montant de l'engagement				Montant de l'engagement			
		Engagements sains ou dégradés		Engagements dépréciés (Bucket 3)	Total	Engagements sains ou dégradés		Engagements dépréciés (Bucket 3)	Total
		Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)			Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	589 341	32	-	589 373	443 689	135	-	443 824
	0,5% < PD ≤ 2%	102 928	51	-	102 979	129 531	821	-	130 352
	2% < PD ≤ 20%	64 130	10 377	-	74 507	91 147	18 586	-	109 733
	20% < PD < 100%	2 233	4 095	-	6 328	6 221	2 296	-	8 517
	PD = 100%	-	-	3 538	3 538	-	-	2 546	2 546
Total Clientèle de détail		758 632	14 555	3 538	776 725	670 588	21 838	2 546	694 972
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	267 678	-	-	267 678	281 392	-	-	281 392
	0,6% < PD ≤ 12%	168 077	13 349	-	181 426	192 081	1 011	-	193 092
	12% < PD < 100%	-	10 323	-	10 323	-	5 737	-	5 737
	PD = 100%	-	-	1 983	1 983	-	-	3 587	3 587
Total Hors clientèle de détail		435 755	23 672	1 983	461 410	473 473	6 748	3 587	483 808
Provisions (1)		(2 624)	(5 245)	(1 230)	(9 099)	(2 652)	(2 066)	(1 100)	(5 818)
Total		1 191 763	32 982	4 291	1 229 036	1 141 409	26 520	5 033	1 172 962

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)

En milliers d'euros	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2019				Au 31 décembre 2018			
		Montant de l'engagement				Montant de l'engagement			
		Engagements sains ou dégradés		Engagements dépréciés (Bucket 3)	Total	Engagements sains ou dégradés		Engagements dépréciés (Bucket 3)	Total
		Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)			Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	10 887	-	-	10 887	13 094	17	-	13 111
	0,5% < PD ≤ 2%	8 840	-	-	8 840	5 731	302	-	6 033
	2% < PD ≤ 20%	3 559	1 604	-	5 163	4 265	1 797	-	6 062
	20% < PD < 100%	-	259	-	259	293	178	-	471
	PD = 100%	-	-	572	572	-	-	563	563
Total Clientèle de détail		23 286	1 863	572	25 721	23 383	2 294	563	26 240
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	54 092	-	-	54 092	105 037	-	-	105 037
	0,6% < PD ≤ 12%	103 192	2 919	-	106 111	50 920	5 657	-	56 577
	12% < PD < 100%	-	3 736	-	3 736	-	499	-	499
	PD = 100%	-	-	883	883	-	-	1 074	1 074
Total Hors clientèle de détail		157 284	6 655	883	164 822	155 957	6 156	1 074	163 187
Provisions (1)		(625)	(1 808)	(307)	(2 740)	(637)	(1 673)	(193)	(2 503)
TOTAL		179 945	6 710	1 148	187 803	178 703	6 777	1 444	186 924

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Concentrations du risque de crédit par agent économique

Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option par agent économique

Il n'y a pas d'actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option au 31 décembre 2019 tout comme au 31 décembre 2018.

Actifs financiers au coût amorti par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

Actifs financiers au coût amorti	Au 31 décembre 2019			
	Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Bucket 3)	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
<i>En milliers d'euros</i>				
Administration générale	1 668 285	1 429	-	1 669 714
Banques Centrales	-	-	-	-
Etablissements de crédit	183 666	-	797	184 463
Grandes entreprises	2 295 321	302 398	51 225	2 648 944
Clientèle de détail	9 190 573	530 707	223 950	9 945 230
Dépréciations	(23 676)	(103 234)	(224 097)	(351 007)
Total	13 314 169	731 300	51 875	14 097 344

Actifs financiers au coût amorti	Au 31 décembre 2018			
	Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Bucket 3)	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
<i>En milliers d'euros</i>				
Administration générale	1 594 207	-	-	1 594 207
Etablissements de crédit	289 297	-	2 141	291 438
Grandes entreprises	2 132 792	271 603	59 783	2 464 178
Clientèle de détail	8 536 466	605 125	223 497	9 365 088
Dépréciations	(24 082)	(106 651)	(230 042)	(360 775)
Total	12 528 680	770 077	55 379	13 354 136

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables par agent économique

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Au 31 décembre 2019			
	Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Bucket 3)	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
<i>En milliers d'euros</i>				
Administration générale	58 140	-	-	58 140
Banques centrales	-	-	-	-
Etablissements de crédit	53 729	-	-	53 729
Grandes entreprises	52 459	-	-	52 459
Clientèle de détail	-	-	-	-
Total	164 328	-	-	164 328

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Au 31 décembre 2018			
	Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Bucket 3)	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
<i>En milliers d'euros</i>				
Administration générale	47 578	-	-	47 578
Banques centrales	-	-	-	-
Etablissements de crédit	12 604	-	-	12 604
Grandes entreprises	100 109	-	-	100 109
Clientèle de détail	-	-	-	-
Total	160 291	-	-	160 291

Dettes envers la clientèle par agent économique

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2019	31/12/2018
Administration générale	16 882	13 052
Grandes entreprises	2 015 729	1 828 902
Clientèle de détail	3 502 859	3 305 496
Total Dettes envers la clientèle	5 535 470	5 147 450

Engagements de financement par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

Engagements de financement	Au 31 décembre 2019			
	Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements dépréciés (Bucket 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
<i>En milliers d'euros</i>				
Administration générale	42 366	-	-	42 366
Banques centrales	-	-	-	-
Etablissements de crédit	-	-	-	-
Grandes entreprises	393 389	23 672	1 983	419 044
Clientèle de détail	758 632	14 555	3 538	776 725
Provisions (1)	(2 624)	(5 245)	(1 230)	(9 099)
Total	1 191 763	32 982	4 291	1 229 036

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Engagements de financement	Au 31 décembre 2018			
	Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements dépréciés (Bucket 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
<i>En milliers d'euros</i>				
Administration générale	57 152	-	-	57 152
Banques centrales	-	-	-	-
Etablissements de crédit	-	-	-	-
Grandes entreprises	416 321	6 748	3 587	426 656
Clientèle de détail	670 588	21 838	2 546	694 972
Provisions (1)	(2 652)	(2 066)	(1 100)	(5 818)
Total	1 141 409	26 520	5 033	1 172 962

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Engagements de garantie par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

Engagements de garantie	Au 31 décembre 2019			
	Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements dépréciés (Bucket 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
<i>En milliers d'euros</i>				
Administrations générales	8	-	-	8
Banques centrales	-	-	-	-
Etablissements de crédit	1 790	-	-	1 790
Grandes entreprises	155 486	6 655	883	163 024
Clientèle de détail	23 286	1 863	572	25 721
Provisions (1)	(625)	(1 808)	(307)	(2 740)
Total	179 945	6 710	1 148	187 803

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Engagements de garantie	Au 31 décembre 2018			
	Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements dépréciés (Bucket 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
<i>En milliers d'euros</i>				
Administrations générales	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-
Etablissements de crédit	1 409	-	-	1 409
Grandes entreprises	154 548	6 156	1 074	161 778
Clientèle de détail	23 383	2 294	563	26 240
Provisions (1)	(637)	(1 673)	(193)	(2 503)
Total	178 703	6 777	1 444	186 924

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Concentrations du risque de crédit par zone géographique

Actifs financiers au coût amorti par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

Actifs financiers au coût amorti	Au 31 décembre 2019			
	Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Bucket 3)	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
<i>En milliers d'euros</i>				
France (y compris DOM-TOM)	13 074 775	833 507	273 221	14 181 503
Autres pays de l'Union européenne	229 281	837	1 528	231 646
Autres pays d'Europe	19 363	1	7	19 371
Amérique du Nord	4 642	80	903	5 625
Amériques centrale et du Sud	588	-	26	614
Afrique et Moyen-Orient	3 352	82	286	3 720
Asie et Océanie (hors Japon)	5 844	27	1	5 872
Japon	-	-	-	-
Organismes supra-nationaux	-	-	-	-
Dépréciations	(23 676)	(103 234)	(224 097)	(351 007)
Total	13 314 169	731 300	51 875	14 097 344

Actifs financiers au coût amorti	Au 31 décembre 2018			
	Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Bucket 3)	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
<i>En milliers d'euros</i>				
France (y compris DOM-TOM)	12 316 407	873 898	281 082	13 471 387
Autres pays de l'Union européenne	206 695	1 387	1 747	209 829
Autres pays d'Europe	17 849	116	8	17 973
Amérique du Nord	3 687	613	2 246	6 546
Amériques centrale et du Sud	631	37	38	706
Afrique et Moyen-Orient	2 799	585	300	3 684
Asie et Océanie (hors Japon)	4 694	92	-	4 786
Japon	-	-	-	-
Organismes supra-nationaux	-	-	-	-
Dépréciations	(24 082)	(106 651)	(230 042)	(360 775)
Total	12 528 680	770 077	55 379	13 354 136

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables par zone géographique

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Au 31 décembre 2019			
	Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Bucket 3)	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
<i>En milliers d'euros</i>				
France (y compris DOM-TOM)	79 796	-	-	79 796
Autres pays de l'Union européenne	74 773	-	-	74 773
Autres pays d'Europe	9 759	-	-	9 759
Amérique du Nord	-	-	-	-
Amériques centrale et du Sud	-	-	-	-
Afrique et Moyen-Orient	-	-	-	-
Asie et Océanie (hors Japon)	-	-	-	-
Japon	-	-	-	-
Organismes supra-nationaux	-	-	-	-
Total	164 328	-	-	164 328

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Au 31 décembre 2018			
	Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Bucket 3)	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
<i>En milliers d'euros</i>				
France (y compris DOM-TOM)	71 361	-	-	71 361
Autres pays de l'Union européenne	78 140	-	-	78 140
Autres pays d'Europe	10 790	-	-	10 790
Amérique du Nord	-	-	-	-
Amériques centrale et du Sud	-	-	-	-
Afrique et Moyen-Orient	-	-	-	-
Asie et Océanie (hors Japon)	-	-	-	-
Japon	-	-	-	-
Organismes supra-nationaux	-	-	-	-
Total	160 291	-	-	160 291

Dettes envers la clientèle par zone géographique

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2019	31/12/2018
France (y compris DOM-TOM)	5 498 744	5 112 961
Autres pays de l'Union européenne	23 247	20 787
Autres pays d'Europe	1 757	2 609
Amérique du Nord	4 155	4 040
Amériques centrale et du Sud	738	566
Afrique et Moyen-Orient	3 377	3 984
Asie et Océanie (hors Japon)	3 267	2 404
Japon	185	99
Total Dettes envers la clientèle	5 535 470	5 147 450

Engagements de financement par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

Engagements de financement	Au 31 décembre 2019			
	Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements dépréciés (Bucket 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
<i>En milliers d'euros</i>				
France (y compris DOM-TOM)	1 192 268	38 206	5 521	1 235 995
Autres pays de l'Union européenne	1 695	20	-	1 715
Autres pays d'Europe	98	1	-	99
Amérique du Nord	96	-	-	96
Amériques centrale et du Sud	9	-	-	9
Afrique et Moyen-Orient	61	-	-	61
Asie et Océanie (hors Japon)	158	-	-	158
Japon	2	-	-	2
Organismes supra-nationaux	-	-	-	-
Provisions (1)	(2 624)	(5 245)	(1 230)	(9 099)
Total	1 191 763	32 982	4 291	1 229 036

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Engagements de financement	Au 31 décembre 2018			
	Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements dépréciés (Bucket 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
<i>En milliers d'euros</i>				
France (y compris DOM-TOM)	1 140 213	28 562	6 133	1 174 908
Autres pays de l'Union européenne	2 936	20	-	2 956
Autres pays d'Europe	105	-	-	105
Amérique du Nord	115	1	-	116
Amériques centrale et du Sud	9	2	-	11
Afrique et Moyen-Orient	111	-	-	111
Asie et Océanie (hors Japon)	570	1	-	571
Japon	2	-	-	2
Organismes supra-nationaux	-	-	-	-
Provisions (1)	(2 652)	(2 066)	(1 100)	(5 818)
Total	1 141 409	26 520	5 033	1 172 962

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Engagements de garantie par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

Engagements de garantie	Au 31 décembre 2019			
	Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements dépréciés (Bucket 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
<i>En milliers d'euros</i>				
France (y compris DOM-TOM)	180 561	8 518	1 455	190 534
Autres pays de l'Union européenne	9	-	-	9
Autres pays d'Europe	-	-	-	-
Amérique du Nord	-	-	-	-
Amériques centrale et du Sud	-	-	-	-
Afrique et Moyen-Orient	-	-	-	-
Asie et Océanie (hors Japon)	-	-	-	-
Japon	-	-	-	-
Organismes supra-nationaux	-	-	-	-
Provisions (1)	(625)	(1 808)	(307)	(2 740)
Total	179 945	6 710	1 148	187 803

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Engagements de garantie	Au 31 décembre 2018			
	Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements dépréciés (Bucket 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Bucket 2)		
<i>En milliers d'euros</i>				
France (y compris DOM-TOM)	179 331	8 450	1 637	189 418
Autres pays de l'Union européenne	9	-	-	9
Autres pays d'Europe	-	-	-	-
Amérique du Nord	-	-	-	-
Amériques centrale et du Sud	-	-	-	-
Afrique et Moyen-Orient	-	-	-	-
Asie et Océanie (hors Japon)	-	-	-	-
Japon	-	-	-	-
Organismes supra-nationaux	-	-	-	-
Provisions (1)	(637)	(1 673)	(193)	(2 503)
Total	178 703	6 777	1 444	186 924

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

3.1.5 Informations sur les actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement

Actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement par agent économique

	31/12/2019								
	Actifs sans augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale (Bucket 1)			Actifs avec augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale mais non dépréciés (Bucket 2)			Actifs dépréciés (Bucket 3)		
	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours
<i>(en milliers d'euros)</i>									
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administration générale	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	100 677	9 057	-	46 801	8 500	-	2 252	2 111	27 751
Administration générale	6 388	490	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	51 653	6 363	-	14 140	2 276	-	7	78	342
Clientèle de détail	42 636	2 204	-	32 661	6 224	-	2 245	2 033	27 409
Total	100 677	9 057	-	46 801	8 500	-	2 252	2 111	27 751

	31/12/2018								
	Actifs sans augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale (Bucket 1)			Actifs avec augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale mais non dépréciés (Bucket 2)			Actifs dépréciés (Bucket 3)		
	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours
<i>(en milliers d'euros)</i>									
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administration générale	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	120 103	9 072	-	54 057	6 719	-	4 129	1 175	27 991
Administration générale	7 827	177	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	65 396	5 194	-	14 364	1 085	-	1 152	(512)	1 149
Clientèle de détail	46 880	3 701	-	39 693	5 634	-	2 977	1 687	26 842
Total	120 103	9 072	-	54 057	6 719	-	4 129	1 175	27 991

3.2 Risque de marché

(cf. Rapport de gestion 4.3.5)

Opérations sur instruments dérivés : analyse par durée résiduelle

La ventilation des valeurs de marché des instruments dérivés est présentée par maturité contractuelle résiduelle.

Instruments dérivés de couverture – juste valeur actif

En milliers d'euros	31/12/2019			31/12/2019			
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	-	-	-	1 396	29 378	47 114	77 888
Swaps de taux d'intérêts	-	-	-	1 396	29 378	47 114	77 888
Options de taux	-	-	-	-	-	-	-
Caps-floors-collars	-	-	-	-	-	-	-
Autres instruments conditionnels	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de devises	-	-	-	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-	-	-	-
Sous-total	-	-	-	1 396	29 378	47 114	77 888
Opérations de change à terme	-	-	-	-	-	-	-
Total juste valeur des instruments dérivés de couverture - Actif	-	-	-	1 396	29 378	47 114	77 888

En milliers d'euros	31/12/2018			31/12/2018			
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	-	-	-	5 785	24 801	48 897	79 483
Futures	-	-	-	-	-	-	-
FRA	-	-	-	-	-	-	-
Swaps de taux d'intérêts	-	-	-	5 785	24 801	48 897	79 483
Options de taux	-	-	-	-	-	-	-
Caps-floors-collars	-	-	-	-	-	-	-
Autres instruments conditionnels	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de devises	-	-	-	-	-	-	-
Opérations fermes de change	-	-	-	-	-	-	-
Options de change	-	-	-	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-
Sous-total	-	-	-	5 785	24 801	48 897	79 483
Opérations de change à terme	-	-	-	-	-	-	-
Total juste valeur des instruments dérivés de couverture - Actif	-	-	-	5 785	24 801	48 897	79 483

Instruments dérivés de couverture – juste valeur passif

En milliers d'euros	31/12/2019			31/12/2019			Total en valeur de marché
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	-	-	-	1 003	12 195	54 984	68 182
Futures	-	-	-	-	-	-	-
FRA	-	-	-	-	-	-	-
Swaps de taux d'intérêts	-	-	-	910	12 195	54 984	68 089
Options de taux	-	-	-	-	-	-	-
Caps-floors-collars	-	-	-	93	-	-	93
Autres instruments conditionnels	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de devises	-	-	-	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-	-	-	-
Sous-total	-	-	-	1 003	12 195	54 984	68 182
Opérations de change à terme	-	-	-	-	-	-	-
Total juste valeur des instruments dérivés de couverture - Passif	-	-	-	1 003	12 195	54 984	68 182

En milliers d'euros	31/12/2018			31/12/2018			
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	-	-	-	1 474	6 987	48 663	57 124
Futures	-	-	-	-	-	-	-
FRA	-	-	-	-	-	-	-
Swaps de taux d'intérêts	-	-	-	1 474	6 648	48 663	56 785
Options de taux	-	-	-	-	-	-	-
Caps-floors-collars	-	-	-	-	339	-	339
Autres instruments conditionnels	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de devises	-	-	-	-	-	-	-
Opérations fermes de change	-	-	-	-	-	-	-
Options de change	-	-	-	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-
Sous-total	-	-	-	1 474	6 987	48 663	57 124
Opérations de change à terme	-	-	-	-	-	-	-
Total juste valeur des instruments dérivés de couverture - Passif	-	-	-	1 474	6 987	48 663	57 124

Instruments dérivés de transaction – juste valeur actif

En milliers d'euros	31/12/2019			31/12/2019			
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	-	-	-	1 717	3 154	5 454	10 325
Swaps de taux d'intérêts	-	-	-	1 709	3 044	5 376	10 129
Options de taux	-	-	-	-	-	-	-
Caps-floors-collars	-	-	-	8	110	78	196
Autres instruments conditionnels	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de devises et or	-	-	-	-	1 204	-	1 204
Opérations fermes de change	-	-	-	-	-	-	-
Options de change	-	-	-	-	1 204	-	1 204
Autres instruments	-	-	-	35	-	-	35
Dérivés de crédits	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	35	-	-	35
Sous-total	-	-	-	1 752	4 358	5 454	11 564
Opérations de change à terme	-	-	-	-	180	-	180
Total juste valeur des instruments dérivés de transaction - Actif	-	-	-	1 752	4 538	5 454	11 744

En milliers d'euros	31/12/2018			31/12/2018			
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	-	-	-	694	7 446	6 960	15 100
Futures	-	-	-	-	-	-	-
FRA	-	-	-	-	-	-	-
Swaps de taux d'intérêts	-	-	-	694	7 298	6 876	14 868
Options de taux	-	-	-	-	-	-	-
Caps-floors-collars	-	-	-	-	148	84	232
Autres instruments conditionnels	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de devises et or	-	-	-	-	1 509	-	1 509
Opérations fermes de change	-	-	-	-	-	-	-
Options de change	-	-	-	-	1 509	-	1 509
Autres instruments	-	-	-	40	-	-	40
Dérivés de crédits	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	40	-	-	40
Sous-total	-	-	-	734	8 955	6 960	16 649
Opérations de change à terme	-	-	-	-	570	-	570
Total juste valeur des instruments dérivés de transaction - Actif	-	-	-	734	9 525	6 960	17 219

Instruments dérivés de transaction – juste valeur passif

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2019			31/12/2019			
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	-	-	-	369	2 347	6 761	9 477
Futures	-	-	-	-	-	-	-
FRA	-	-	-	-	-	-	-
Swaps de taux d'intérêts	-	-	-	361	2 237	6 683	9 281
Options de taux	-	-	-	-	-	-	-
Caps-floors-collars	-	-	-	8	110	78	196
Autres instruments conditionnels	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de devises et or	-	-	-	-	1 204	-	1 204
Opérations fermes de change	-	-	-	-	-	-	-
Options de change	-	-	-	-	1 204	-	1 204
Autres instruments	-	-	-	1 353	-	-	1 353
Dérivés de crédits	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	1 353	-	-	1 353
Sous-total	-	-	-	1 722	3 551	6 761	12 034
Opérations de change à terme	-	-	-	-	180	-	180
Total juste valeur des instruments dérivés de transaction - Passif	-	-	-	1 722	3 731	6 761	12 214

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2018			31/12/2018			
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	-	-	-	3 049	2 661	7 933	13 643
Futures	-	-	-	-	-	-	-
FRA	-	-	-	-	-	-	-
Swaps de taux d'intérêts	-	-	-	3 049	2 513	7 849	13 411
Options de taux	-	-	-	-	-	-	-
Caps-floors-collars	-	-	-	-	148	84	232
Autres instruments conditionnels	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de devises et or	-	-	-	-	1 509	-	1 509
Opérations fermes de change	-	-	-	-	-	-	-
Options de change	-	-	-	-	1 509	-	1 509
Autres instruments	-	-	-	1 016	-	-	1 016
Dérivés de crédits	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	1 016	-	-	1 016
Sous-total	-	-	-	4 065	4 170	7 933	16 168
Opérations de change à terme	-	-	-	-	570	-	570
Total juste valeur des instruments dérivés de transaction - Passif	-	-	-	4 065	4 740	7 933	16 738

Opérations sur instruments dérivés : montant des engagements

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2019	31/12/2018
Instruments de taux d'intérêt	3 062 369	3 003 546
Swaps de taux d'intérêts	2 886 407	2 838 943
Options de taux	-	-
Caps-floors-collars	175 962	164 603
Autres instruments conditionnels	-	-
Instruments de devises et or	610 270	582 604
Options de change	610 270	582 604
Autres instruments	-	-
Sous-total	3 672 639	3 586 150
Opérations de change à terme	68 939	97 434
Total notionnels	3 741 578	3 683 584

Risque de change

(cf. Rapport de gestion 4.3.6.3)

Le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées n'est pas exposé au risque de change.

Les opérations figurant au bilan en devises autres que de l'euro sont strictement retournées auprès de Crédit Agricole S.A. et la position de change est nulle.

3.3 Risque de liquidité et de financement

(cf. Rapport de gestion 4.3.6.4)

Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par durée résiduelle

En milliers d'euros	31/12/2019					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	472 238	100 803	154 344	161 079	-	888 464
Prêts et créances émis sur la clientèle (dont location-financement)	753 009	1 231 772	4 732 182	6 877 183	12 502	13 606 648
Total	1 225 247	1 332 575	4 886 526	7 038 262	12 502	14 495 112
Dépréciations	-	-	-	-	-	(349 939)
Total prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle	-	-	-	-	-	14 145 173

En milliers d'euros	31/12/2018					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	244 422	148 227	292 770	170 469	-	855 888
Prêts et créances émis sur la clientèle (dont location-financement)	751 299	1 168 011	4 496 692	6 342 958	12 060	12 771 020
Total	995 721	1 316 238	4 789 462	6 513 427	12 060	13 626 908
Dépréciations	-	-	-	-	-	(358 369)
Total prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle	-	-	-	-	-	13 268 539

Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle par durée résiduelle

En milliers d'euros	31/12/2019					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes envers les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	1 357 403	2 751 020	2 497 390	1 919 780	-	8 525 593
Dettes envers la clientèle	5 088 641	104 002	260 373	82 454	-	5 535 470
Total dettes envers les établissements de crédit et la clientèle	6 446 044	2 855 022	2 757 763	2 002 234	-	14 061 063

En milliers d'euros	31/12/2018					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes envers les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	1 306 036	2 607 267	2 483 192	1 932 809	-	8 329 304
Dettes envers la clientèle	4 595 494	19 186	435 240	97 530	-	5 147 450
Total dettes envers les établissements de crédit et la clientèle	5 901 530	2 626 453	2 918 432	2 030 339	-	13 476 754

Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

En milliers d'euros	31/12/2019					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes représentées par un titre						
Titres de créances négociables	-	-	-	-	-	-
Emprunts obligataires	3	-	-	36 418	-	36 421
Total dettes représentées par un titre	3	-	-	36 418	-	36 421
Dettes subordonnées						
Total dettes subordonnées	-	-	-	-	-	-

En milliers d'euros	31/12/2018					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes représentées par un titre						
Titres de créances négociables	-	-	-	-	-	-
Emprunts obligataires	7	-	-	40 178	-	40 185
Total dettes représentées par un titre	7	-	-	40 178	-	40 185
Dettes subordonnées						
Total dettes subordonnées	-	-	-	-	-	-

Garanties financières en risque données par maturité attendue

Les montants présentés correspondent au montant attendu d'appel des garanties financières en risque, c'est-à-dire qui ont fait l'objet de provisions ou qui sont sous surveillance.

En milliers d'euros	31/12/2019					Total
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	
Garanties financières données	-	9 997	-	-	-	9 997

En milliers d'euros	31/12/2018					Total
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	
Garanties financières données	1 293	-	-	-	-	1 293

Les échéances contractuelles des instruments dérivés sont présentées dans la note 3.2 "Risque de marché".

3.4 Comptabilité de couverture

(Cf. Note 3.2 "Risque de marché" et Chapitre "Facteurs de risque – Gestion du bilan" du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A.)

Couverture de juste valeur

Les couvertures de juste valeur modifient le risque induit par les variations de juste valeur d'un instrument à taux fixe causées par des changements de taux d'intérêts. Ces couvertures transforment des actifs ou des passifs à taux fixe en éléments à taux variable.

Les couvertures de juste valeur comprennent notamment la couverture de prêts, de titres, de dépôts et de dettes subordonnées à taux fixe.

Couverture de flux de trésorerie

Les couvertures de flux de trésorerie modifient notamment le risque inhérent à la variabilité des flux de trésorerie liés à des instruments portant intérêt à taux variable.

Les couvertures de flux de trésorerie comprennent notamment les couvertures de prêts et de dépôts à taux variable.

Couverture d'un investissement net en devise

Les couvertures des investissements nets en devises modifient le risque inhérent aux fluctuations des taux de change liées aux participations dans les filiales en devise étrangères.

Instruments dérivés de couverture

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2019			31/12/2018		
	Valeur de marché		Montant notionnel	Valeur de marché		Montant notionnel
	Positive	Négative		Positive	Négative	
Couverture de juste valeur	77 888	68 182	2 320 189	79 483	57 124	2 114 640
Taux d'intérêt	77 888	68 182	2 320 189	79 483	57 124	2 114 640
Change	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-
Couverture de flux de trésorerie	-	-	-	-	-	-
Taux d'intérêt	-	-	-	-	-	-
Change	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-
Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger	-	-	-	-	-	-
Total instruments dérivés de couverture	77 888	68 182	2 320 189	79 483	57 124	2 114 640

Opérations sur instruments dérivés de couverture : analyse par durée résiduelle (notionnels)

La ventilation des notionnels des instruments dérivés est présentée par maturité contractuelle résiduelle.

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2019						
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total notionnel
	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	-	-	-	142 599	1 451 735	725 855	2 320 189
Futures	-	-	-	-	-	-	-
FRA	-	-	-	-	-	-	-
Swaps de taux d'intérêts	-	-	-	114 672	1 442 860	725 855	2 283 387
Options de taux	-	-	-	-	-	-	-
Caps-floors-collars	-	-	-	27 927	8 875	-	36 802
Autres instruments conditionnels	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de devises	-	-	-	-	-	-	-
Opérations fermes de change	-	-	-	-	-	-	-
Options de change	-	-	-	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-
Sous-total	-	-	-	142 599	1 451 735	725 855	2 320 189
Opérations de change à terme	-	-	-	-	-	-	-
Total Notionnel des instruments dérivés de couverture	-	-	-	142 599	1 451 735	725 855	2 320 189

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2018						
	Opérations sur marchés organisés			Opérations de gré à gré			Total notionnel
	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	-	-	-	455 588	877 501	781 551	2 114 640
Futures	-	-	-	-	-	-	-
FRA	-	-	-	-	-	-	-
Swaps de taux d'intérêts	-	-	-	455 588	806 448	781 551	2 043 587
Options de taux	-	-	-	-	-	-	-
Caps-floors-collars	-	-	-	-	71 053	-	71 053
Autres instruments conditionnels	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de devises	-	-	-	-	-	-	-
Opérations fermes de change	-	-	-	-	-	-	-
Options de change	-	-	-	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-
Sous-total	-	-	-	455 588	877 501	781 551	2 114 640
Opérations de change à terme	-	-	-	-	-	-	-
Total Notionnel des instruments dérivés de couverture	-	-	-	455 588	877 501	781 551	2 114 640

La note 3.2 "Risque de marché - Opérations sur instruments dérivés : analyse par durée résiduelle" présente la ventilation des valeurs de marché des instruments dérivés de couverture par maturité contractuelle résiduelle.

➤ Couverture de juste valeur

Instruments dérivés de couverture

	31/12/2019				31/12/2018			
	Valeur comptable		Variations de la juste valeur sur la période (y compris cessation de couverture au cours de la période)	Montant notionnel	Valeur comptable		Variations de la juste valeur sur la période (y compris cessation de couverture au cours de la période)	Montant notionnel
	Actif	Passif			Actif	Passif		
En milliers d'euros								
Couverture de juste valeur								
Marchés organisés	-	-	-	-	-	-	-	-
Taux d'intérêt	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments fermes	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments conditionnels	-	-	-	-	-	-	-	-
Change	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments fermes	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments conditionnels	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Marchés de gré à gré	145	60 140	(6 735)	425 460	159	50 291	3 952	333 232
Taux d'intérêt	145	60 140	(6 735)	425 460	159	50 291	3 952	333 232
Instruments fermes	145	60 140	(6 735)	425 460	159	50 291	3 952	333 232
Instruments conditionnels	-	-	-	-	-	-	-	-
Change	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments fermes	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments conditionnels	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des micro-couvertures de juste valeur	145	60 140	(6 735)	425 460	159	50 291	3 952	333 232
Couverture de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	77 743	8 042	713	1 894 729	79 324	6 833	(16 730)	1 781 408
Total couverture de juste valeur	77 888	68 182	(6 022)	2 320 189	79 483	57 124	(12 778)	2 114 640

Les variations de juste valeur des dérivés de couverture sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

Eléments couverts

Micro-couvertures	31/12/2019				31/12/2018			
	Couvertures existantes		Couvertures ayant cessé	Réévaluations de juste valeur sur la période liées à la couverture (y compris cessations de couvertures au cours de la période)	Couvertures existantes		Couvertures ayant cessé	Réévaluations de juste valeur sur la période liées à la couverture (y compris cessations de couvertures au cours de la période)
	Valeur comptable	Dont cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler		Valeur comptable	Dont cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler	
En milliers d'euros								
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	112 620	-	-	1 028	-	-	-	-
Taux d'intérêt	112 620	-	-	1 028	-	-	-	-
Change	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	366 919	52 709	-	5 707	380 233	47 002	-	(3 980)
Taux d'intérêt	366 919	52 709	-	5 707	380 233	47 002	-	(3 980)
Change	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Total de la couverture de juste valeur sur les éléments d'actif	479 539	52 709	-	6 735	380 233	47 002	-	(3 980)
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	-	-	-	-	-	-	-	-
Taux d'intérêt	-	-	-	-	-	-	-	-
Change	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Total de la couverture de juste valeur sur les éléments de passif	-	-	-	-	-	-	-	-

La juste valeur des portions couvertes des instruments financiers micro-couverts en juste valeur est comptabilisée dans le poste du bilan auquel elle se rattache. Les variations de juste valeur des portions couvertes des instruments financiers micro-couverts en juste valeur sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

Macro-couvertures	31/12/2019		31/12/2018	
	Valeur comptable	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler sur couvertures ayant cessé	Valeur comptable	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler sur couvertures ayant cessé
<i>En milliers d'euros</i>				
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-	-	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	1 173 218	-	860 287	-
Total - Actifs	1 173 218	-	860 287	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	793 280	928	993 899	3 705
Total - Passifs	793 280	928	993 899	3 705

La juste valeur des portions couvertes des instruments financiers macro-couverts en juste valeur est comptabilisée dans le poste « Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux » au bilan. Les variations de juste valeur des portions couvertes des instruments financiers macro-couverts en juste valeur sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

Résultat de la comptabilité de couverture

	31/12/2019			31/12/2018		
	Résultat net (Résultat de la comptabilité de couverture)			Résultat net (Résultat de la comptabilité de couverture)		
	Variation de juste valeur sur les instruments de couverture (y compris cessations de couverture)	Variation de juste valeur sur les éléments couverts (y compris cessations de couverture)	Part de l'inefficacité de la couverture	Variation de juste valeur sur les instruments de couverture (y compris cessations de couverture)	Variation de juste valeur sur les éléments couverts (y compris cessations de couverture)	Part de l'inefficacité de la couverture
<i>En milliers d'euros</i>						
Taux d'intérêt	(6 022)	6 311	289	(12 778)	8 004	(4 774)
Total	(6 022)	6 311	289	(12 778)	8 004	(4 774)

➤ **Couverture de flux de trésorerie et d'investissements nets à l'étranger**

Il n'y a pas de couverture de flux de trésorerie ni d'investissements à l'étranger au 31 décembre 2019.

3.5 Risques opérationnels

(cf. Rapport de gestion 4.3.7)

3.6 Gestion du capital et ratios réglementaires

Conformément au règlement européen 575/2013 (CRR), le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées est soumis au respect du ratio de solvabilité, de levier et de liquidité.

La gestion des fonds propres du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées est conduite de façon à respecter les niveaux de fonds propres prudentiels au sens de la directive européenne 2013/36 et du règlement européen 575/2013, applicables depuis le 1^{er} janvier 2014, et exigés par les autorités compétentes, la Banque centrale européenne (BCE) et l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) afin de couvrir les risques pondérés au titre des risques de crédit, des risques opérationnels et des risques de marché.

Ce nouveau dispositif prudentiel consiste notamment à renforcer la qualité et la quantité des fonds propres réglementaires requis, à mieux appréhender les risques, à inclure des coussins de fonds propres et des exigences supplémentaires en matière de la liquidité et du levier.

Les fonds propres sont répartis en trois catégories :

- les fonds propres de base de catégorie 1 ou *Common Equity Tier 1* (CET1), déterminés à partir des capitaux propres retraités, notamment de certains instruments de capital qui sont classés en *Additional Tier 1* (AT1), et de déductions des immobilisations incorporelles ;
- les fonds propres de catégorie 1 ou *Tier 1*, constitués du *Common Equity Tier 1* et des instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 ou *Additional Tier 1* perpétuels ;
- les fonds propres globaux, qui sont constitués des fonds propres de catégorie 1 et des fonds propres de catégorie 2 composés d'instruments subordonnés ayant une maturité minimale à l'émission de 5 ans.

Pour être reconnus en fonds propres, les instruments de catégorie 1 et de catégorie 2 doivent répondre à des critères d'inclusion exigeants. Si ces instruments ne sont pas éligibles, et qu'ils ont été émis avant le 31/12/2011, ils font l'objet d'une clause de "grand-père" qui s'étale sur 10 ans jusqu'à fin 2021 permettant de les éliminer des fonds propres de façon progressive.

Les déductions relatives aux participations dans d'autres établissements de crédit viennent minorer le total de ces fonds propres et s'imputent respectivement selon le type de l'instrument sur les montants du CET1, du *Tier 1* (AT1) et du *Tier 2*. Elles s'appliquent également aux détentions dans le secteur des assurances, quand l'établissement ne bénéficie pas de la dérogation conglomérat financier".

En 2019 comme en 2018 et selon la réglementation en vigueur, le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées a respecté les exigences réglementaires.

4 Notes relatives au résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

4.1 Produits et charges d'intérêts

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2019	31/12/2018
Sur les actifs financiers au coût amorti	314 305	322 414
Opérations avec les établissements de crédit	263	54
Opérations internes au Crédit Agricole	26 262	29 881
Opérations avec la clientèle	278 935	283 185
Opérations de location-financement	-	-
Titres de dettes	8 845	9 294
Sur les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	1 127	1 443
Opérations avec les établissements de crédit	-	-
Opérations avec la clientèle	-	-
Titres de dettes	1 127	1 443
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	18 034	22 973
Autres intérêts et produits assimilés	-	-
Produits d'intérêts (1) (2)	333 466	346 830
Sur les passifs financiers au coût amorti	(140 826)	(134 544)
Opérations avec les établissements de crédit	(764)	(3 355)
Opérations internes au Crédit Agricole	(107 473)	(110 519)
Opérations avec la clientèle	(32 623)	(20 689)
Opérations de location-financement	-	-
Dettes représentées par un titre	33	19
Dettes subordonnées	1	-
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	(17 162)	(19 231)
Autres intérêts et charges assimilées	(21)	-
Charges d'intérêts	(158 009)	(153 775)

(1) dont 5 783 milliers d'euros sur créances dépréciées (Bucket 3) au 31 décembre 2019 contre 5 697 milliers d'euros au 31 décembre 2018.

(2) dont 2 629 milliers d'euros correspondant à des bonifications reçues de l'Etat au 31 décembre 2019 contre 3 231 milliers d'euros au 31 décembre 2018.

4.2 Produits et charges de commissions

	31/12/2019			31/12/2018		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
<i>En milliers d'euros</i>						
Sur opérations avec les établissements de crédit	351	(423)	(72)	1 073	(421)	652
Sur opérations internes au Crédit Agricole	17 494	(21 361)	(3 867)	18 542	(19 931)	(1 389)
Sur opérations avec la clientèle	55 620	(1 059)	54 561	57 457	(1 011)	56 446
Sur opérations de titres	-	(4)	(4)	-	-	-
Sur opérations de change	172	-	172	119	-	119
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan	384	-	384	955	(2 932)	(1 977)
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	138 384	(13 563)	124 821	128 577	(14 230)	114 347
Gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues	2 911	-	2 911	3 278	-	3 278
Total Produits et charges de commissions	215 316	(36 410)	178 906	210 001	(38 525)	171 476

4.3 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2019	31/12/2018
Dividendes reçus	847	580
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif détenus à des fins de transaction	202	7 490
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	5 834	(10 052)
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur instruments de dette ne remplissant pas les critères SPPI	10 582	(10 749)
Gains ou pertes nets sur actifs représentatifs de contrats en unités de compte	-	-
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat sur option	-	-
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	647	547
Résultat de la comptabilité de couverture	289	(4 774)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	18 401	(16 958)

Le résultat de la comptabilité de couverture se décompose comme suit :

En milliers d'euros	31/12/2019			31/12/2018		
	Profits	Pertes	Net	Profits	Pertes	Net
Couverture de juste valeur	105 557	(105 557)	-	99 214	(99 214)	-
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	53 930	(47 195)	6 735	47 617	(51 597)	(3 980)
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couverture)	51 627	(58 362)	(6 735)	51 597	(47 617)	3 980
Couverture de flux de trésorerie	-	-	-	-	-	-
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	-	-	-	-	-	-
Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger	-	-	-	-	-	-
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	-	-	-	-	-	-
Couverture de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	153 077	(152 788)	289	172 031	(176 805)	(4 774)
Variations de juste valeur des éléments couverts	74 408	(74 832)	(424)	92 442	(80 458)	11 984
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	78 669	(77 956)	713	79 589	(96 347)	(16 758)
Couverture de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt	-	-	-	-	-	-
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace	-	-	-	-	-	-
Total Résultat de la comptabilité de couverture	258 634	(258 345)	289	271 245	(276 019)	(4 774)

Le détail du résultat de la comptabilité de couverture par type de relation (Couverture de juste valeur, Couverture de flux de trésorerie,...) est présenté dans la note 3.4 "Comptabilité de couverture".

Le résultat de la comptabilité de couverture comprend les impacts de comptabilisation de la provision CVA-DVA pour 289 milliers d'euros au 31 décembre 2019.

Au 31 décembre 2018, le résultat de la comptabilité de couverture comprenait les impacts de comptabilisation de la provision CVA-DVA pour 27 milliers d'euros ainsi que la déclassification de swaps inflation pour un montant de 4 747 milliers d'euros.

4.4 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2019	31/12/2018
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables (1)	421	(1 113)
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)	48 517	46 216
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	48 938	45 103

(1) Hors résultat de cession sur instruments de dettes dépréciés (Bucket 3) mentionné en note 4.10 « Coût du risque ».

4.5 Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2019	31/12/2018
Titres de dettes	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-
Gains résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	-	-
Titres de dettes	(1 244)	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-
Pertes résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	(1 244)	-
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti (1)	(1 244)	-

(1) Hors résultat sur décomptabilisation d'instruments de dettes dépréciés (Bucket 3) mentionné en note 4.10 « Coût du risque ».

Au cours de l'exercice, le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées a comptabilisé une perte de 1 244 milliers d'euros suite à la liquidation du titre Lehman Brothers 7% 2017.

4.6 Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers vers la juste valeur par résultat

Le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées n'a pas de gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers vers la juste valeur par résultat.

4.7 Produits (charges) nets des autres activités

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2019	31/12/2018
Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation	-	-
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrats d'assurance	-	-
Autres produits nets de l'activité d'assurance	-	-
Variation des provisions techniques des contrats d'assurance	-	-
Produits nets des immeubles de placement	(264)	(158)
Autres produits (charges) nets	62 109	62 157
Produits (charges) des autres activités	61 845	61 999

4.8 Charges générales d'exploitation

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2019	31/12/2018
Charges de personnel	(156 526)	(159 859)
Impôts, taxes et contributions réglementaires (1)	(11 280)	(11 067)
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	(116 760)	(115 880)
Charges générales d'exploitation	(284 566)	(286 806)

(1) Dont 2 124 milliers d'euros comptabilisés au titre du fonds de résolution au 31 décembre 2019.

Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant des charges générales d'exploitation intègre les honoraires des commissaires aux comptes du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées.

La répartition par cabinet et par type de mission de ces honoraires comptabilisés dans le résultat **2019** est donnée ci-dessous :

Collège des Commissaires aux comptes du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées

<i>En milliers d'euros</i>	Ernst & Young Audit		Albouy Associés Consult		Total 2019
	2019	2018	2019	2018	
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	134	139	80	86	214
Emetteur	134	139	80	86	214
Filiales intégrées globalement	-	-	-	-	-
Services autres que la certification des comptes	18	13	4	4	22
Emetteur	18	13	4	4	22
Filiales intégrées globalement	-	-	-	-	-
Total	152	152	84	90	236

Le montant total des honoraires du cabinet Ernst & Young Audit, commissaire aux comptes de Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées, figurant au compte de résultat consolidé de l'exercice s'élève à 152 milliers d'euros, dont 134 milliers d'euros au titre de la mission de certification des comptes de Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées et ses filiales, et 18 milliers d'euros au titre de services autres que la certification des comptes (lettres de confort, procédures convenues, attestations, consultations, etc.).

Ces derniers ont eu trait à l'examen et au contrôle des conventions règlementées et du rapport de gestion ainsi qu'aux vérifications des données RSE.

Le montant total des honoraires du cabinet Albouy Associés Consult, commissaire aux comptes de Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées, figurant au compte de résultat consolidé de l'exercice s'élève à 84 milliers d'euros, dont 80 milliers d'euros au titre la mission de certification des comptes de Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées et ses filiales, et 4 milliers d'euros au titre de services autres que la certification des comptes (lettres de confort, procédures convenues, attestations, revue de conformité de déclarations fiscales, consultations, etc.).

Ces derniers ont eu trait à l'examen et au contrôle des conventions règlementées et du rapport de gestion.

Par ailleurs, les frais de commissariat aux comptes sur les fonds dédiés NMP Gestion et Force 4 sont à la charge d'Amundi pour 3 milliers d'euros chacun sur l'exercice 2019.

4.9 Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2019	31/12/2018
Dotations aux amortissements	(19 658)	(17 414)
Immobilisations corporelles (1)	(19 525)	(17 264)
Immobilisations incorporelles	(133)	(150)
Dotations (reprises) aux dépréciations	-	-
Immobilisations corporelles	-	-
Immobilisations incorporelles	-	-
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	(19 658)	(17 414)

(1) Dont 660 milliers d'euros comptabilisés au titre de l'amortissement du droit d'utilisation au 31 décembre 2019

4.10 Coût du risque

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2019	31/12/2018
Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs et provisions sur engagements hors bilan sains (Bucket 1 et Bucket 2)	541	(2 127)
Bucket 1: Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir	438	5 930
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	(9)	151
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	406	5 989
Engagements par signature	41	(210)
Bucket 2: Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour la durée de vie	103	(8 057)
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	3 417	(8 745)
Engagements par signature	(3 314)	688
Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs et provisions sur engagements hors bilan dépréciés (Bucket 3)	(5 304)	(9 686)
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	(5 061)	(9 783)
Engagements par signature	(243)	97
Autres actifs	(344)	65
Risques et charges	(278)	(1 133)
Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions	(5 385)	(12 881)
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables dépréciés	-	-
Gains ou pertes réalisés sur instruments de dettes comptabilisés au coût amorti dépréciés	-	-
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	(430)	(1 054)
Récupérations sur prêts et créances	2 104	968
comptabilisés au coût amorti	2 104	968
comptabilisés en capitaux propres recyclables	-	-
Décotes sur crédits restructurés	(23)	(34)
Pertes sur engagements par signature	-	-
Autres pertes	(165)	(331)
Autres produits	-	-
Coût du risque	(3 899)	(13 332)

4.11 Gains ou pertes nets sur autres actifs

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2019	31/12/2018
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	(5 228)	(639)
Plus-values de cession	63	193
Moins-values de cession (1)	(5 291)	(832)
Titres de capitaux propres consolidés	-	-
Plus-values de cession	-	-
Moins-values de cession	-	-
Produits (charges) nets sur opérations de regroupement	-	-
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(5 228)	(639)

- (1) Au cours de l'exercice 2019, la cession de la filiale d'Inforsud Gestion, Merico, a dégagé une moins value de cession de 5 164 milliers d'euros

4.12 Impôts

Charge d'impôt

En milliers d'euros	31/12/2019	31/12/2018
Charge d'impôt courant	(47 455)	(43 630)
Charge d'impôt différé	3 163	4 005
Total Charge d'impôt	(44 292)	(39 625)

Réconciliation du taux d'impôt théorique avec le taux d'impôt constaté

Au 31 décembre 2019

En milliers d'euros	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	168 952	34,43%	(58 170)
Effet des différences permanentes			(7 789)
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			-
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			(857)
Effet de l'imposition à taux réduit			-
Changement de taux			1 119
Effet des autres éléments			6 078
Taux et charge effectifs d'impôt		26,22%	(44 292)

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2019.

Pour toutes les différences temporelles, un actif d'impôt différé a été constaté.

Le total des impôts différés relatifs aux éléments imputés dans les capitaux propres s'élève à 10 646 milliers d'euros au 31 décembre 2019.

Au 31 décembre 2018

En milliers d'euros	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	136 484	34,43%	(46 991)
Effet des différences permanentes			(8 180)
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			-
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			(1 145)
Effet de l'imposition à taux réduit			(88)
Changement de taux			1 092
Effet des autres éléments			468
Taux et charge effectifs d'impôt		29,03%	(39 625)

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2018.

Pour toutes les différences temporelles, un actif d'impôt différé a été constaté.

Le total des impôts différés relatifs aux éléments imputés dans les capitaux propres s'élève à 7 921 milliers d'euros au 31 décembre 2018.

4.13 Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Est présenté ci-dessous le détail des produits et charges comptabilisés de la période :

Détail des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

En milliers d'euros	31/12/2019	31/12/2018
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables		
Gains et pertes sur écarts de conversion	-	-
Ecart de réévaluation de la période	-	-
Transferts en résultat	-	-
Autres variations	-	-
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	1 016	(918)
Ecart de réévaluation de la période	1 428	(1 040)
Transferts en résultat	(421)	1 113
Autres variations	9	(991)
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	-	-
Ecart de réévaluation de la période	-	-
Transferts en résultat	-	-
Autres variations	-	-
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	-	-
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	(261)	234
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	755	(684)
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables		
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	(591)	1 184
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre	-	-
Ecart de réévaluation de la période	-	-
Transferts en réserves	-	-
Autres variations	-	-
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	81 595	(106 388)
Ecart de réévaluation de la période	81 547	(106 351)
Transferts en réserves	11	(37)
Autres variations	37	-
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	-	-
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	(2 441)	4 043
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	78 563	(101 161)
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres	79 318	(101 845)
Dont part du Groupe	79 318	(101 845)
Dont participations ne donnant pas le contrôle	-	-

Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et effets d'impôt

	31/12/2018				Variation				31/12/2019			
	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe
<i>En milliers d'euros</i>												
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables												
Gains et pertes sur écarts de conversion	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	(917)	233	(684)	(684)	1 016	(261)	755	755	99	(28)	71	71
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	(917)	233	(683)	(684)	1 016	(261)	755	755	99	(28)	72	71
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	(917)	233	(683)	(684)	1 016	(261)	755	755	99	(28)	72	71
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables												
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	(1 493)	386	(1 107)	(1 107)	(591)	152	(439)	(439)	(2 084)	538	(1 546)	(1 546)
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	244 115	(7 875)	236 240	236 240	81 595	(2 593)	79 002	79 002	325 710	(10 468)	315 242	315 242
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	242 622	(7 489)	235 133	235 133	81 004	(2 441)	78 563	78 563	323 626	(9 930)	313 696	313 696
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	242 622	(7 489)	235 133	235 133	81 004	(2 441)	78 563	78 563	323 626	(9 930)	313 696	313 696
GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	241 705	(7 256)	234 450	234 449	82 020	(2 702)	79 318	79 318	323 725	(9 958)	313 768	313 767

	31/12/2017				01/01/2018				Variation				31/12/2018			
	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe
<i>En milliers d'euros</i>																
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables																
Gains et pertes sur écarts de conversion	84 602	(6 429)	78 173	78 173	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1	-
Gains et pertes sur actifs disponible à la vente																
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables					1	(1)	-	-	(918)	234	(684)	(684)	(917)	233	(684)	(684)
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Reclassement des gains ou pertes nets sur actifs financiers lié à l'approche par superposition					-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	84 602	(6 429)	78 173	78 173	1	(1)	-	-	(918)	234	(683)	(684)	(917)	233	(683)	(684)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	84 602	(6 429)	78 173	78 173	1	(1)	(1)	-	(918)	234	(682)	(684)	(917)	233	(683)	(684)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables																
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	(2 677)	691	(1 986)	(1 986)	(2 677)	691	(1 986)	(1 986)	1 184	(305)	879	879	(1 493)	386	(1 107)	(1 107)
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	-	-	-	-	350 503	(12 223)	338 280	338 280	(106 388)	4 348	(102 040)	(102 040)	244 115	(7 875)	236 240	236 240
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	(2 677)	691	(1 986)	(1 986)	347 826	(11 532)	336 294	336 294	(105 204)	4 043	(101 161)	(101 161)	242 622	(7 489)	235 133	235 133
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	(2 677)	691	(1 986)	(1 986)	347 826	(11 532)	336 294	336 294	(105 204)	4 043	(101 161)	(101 161)	242 622	(7 489)	235 133	235 133
GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	81 925	(5 738)	76 187	76 187	347 827	(11 533)	336 293	336 294	(106 122)	4 277	(101 843)	(101 845)	241 705	(7 256)	234 450	234 449

5 Informations sectorielles

Définition des secteurs opérationnels

L'intégralité de l'activité du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées se situe dans un seul secteur et une seule zone géographique : le secteur « Banque de proximité en France ».

Ceci implique que les ventilations par secteur d'activité ou zone géographique ne sont pas applicables.

5.1 Information sectorielle par secteur opérationnel

Non applicable au Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées.

5.2 Information sectorielle par zone géographique

Non applicable au Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées.

6 Notes relatives au bilan

6.1 Caisse, banques centrales

En milliers d'euros	31/12/2019		31/12/2018	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	51 153	-	47 255	-
Banques centrales	50 756	-	49 843	-
Valeur au bilan	101 909	-	97 098	-

6.2 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

En milliers d'euros	31/12/2019	31/12/2018
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	11 744	17 219
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	354 718	520 280
Instruments de capitaux propres	18 692	11 614
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	336 026	508 666
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-
Valeur au bilan	366 462	537 499
Dont Titres prêtés	-	-

Actifs financiers détenus à des fins de transaction

En milliers d'euros	31/12/2019	31/12/2018
Instruments de capitaux propres	-	-
Titres de dettes	-	-
Prêts et créances	-	-
Instruments dérivés	11 744	17 219
Valeur au bilan	11 744	17 219

Les montants relatifs aux titres reçus en pension livrée comprennent ceux que l'entité est autorisée à redonner en garantie.

Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat

En milliers d'euros	31/12/2019	31/12/2018
Actions et autres titres à revenu variable	-	-
Titres de participation non consolidés	18 692	11 614
Total instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	18 692	11 614

Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2019	31/12/2018
Titres de dettes	315 568	487 244
Effets publics et valeurs assimilées	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	18 110	13 132
OPCVM	297 458	474 112
Prêts et créances	20 458	21 422
Créances sur les établissements de crédit	-	-
Créances sur la clientèle	20 458	21 422
Titres reçus en pension livrée	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-
Total instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI à la juste valeur par résultat	336 026	508 666

Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

Il n'y a pas d'actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option au 31 décembre 2019 tout comme au 31 décembre 2018.

Passifs financiers à la juste valeur par résultat

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2019	31/12/2018
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	12 214	16 738
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-
Valeur au bilan	12 214	16 738

Passifs financiers détenus à des fins de transaction

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2019	31/12/2018
Titres vendus à découvert	-	-
Titres donnés en pension livrée	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-
Dettes envers la clientèle	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	-	-
Instruments dérivés	12 214	16 738
Valeur au bilan	12 214	16 738

Une information détaillée sur les instruments dérivés de transaction est fournie dans la note 3.2 relative au risque de marché, notamment sur taux d'intérêt.

Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

Le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées n'a pas de passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option.

6.3 Instruments dérivés de couverture

L'information détaillée est fournie à la note 3.4 "Comptabilité de couverture".

6.4 Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

	31/12/2019			31/12/2018		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
<i>En milliers d'euros</i>						
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	164 328	1 010	(911)	160 291	612	(1 530)
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	1 620 341	337 720	(12 010)	1 545 729	254 095	(9 980)
Total	1 784 669	338 730	(12 921)	1 706 020	254 707	(11 510)

Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables

	31/12/2019			31/12/2018		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
<i>En milliers d'euros</i>						
Effets publics et valeurs assimilées	55 958	777	-	45 451	197	(224)
Obligations et autres titres à revenu fixe	108 370	233	(911)	114 840	415	(1 306)
Total des titres de dettes	164 328	1 010	(911)	160 291	612	(1 530)
Total des prêts et créances	-	-	-	-	-	-
Total Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	164 328	1 010	(911)	160 291	612	(1 530)
Impôts		(262)	232		(159)	393
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (nets d'impôt)		748	(679)		453	(1 137)

Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables

Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres non recyclables

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2019			31/12/2018		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Actions et autres titres à revenu variable	3 659	-	-	2 657	-	-
Titres de participation non consolidés	1 616 682	337 720	(12 010)	1 543 072	254 095	(9 980)
Total Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	1 620 341	337 720	(12 010)	1 545 729	254 095	(9 980)
Impôts		(10 469)	-		(7 876)	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (net d'impôt)		327 251	(12 010)		246 219	(9 980)

Instruments de capitaux propres ayant été décomptabilisés au cours de la période

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2019			31/12/2018		
	Juste Valeur à la date de décomptabilisation	Gains cumulés réalisés (1)	Pertes cumulées réalisées (1)	Juste Valeur à la date de décomptabilisation	Gains cumulés réalisés ¹	Pertes cumulées réalisées ¹
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-	-	-
Titres de participation non consolidés	-	-	(11)	70	37	-
Total Placements dans des instruments de capitaux	-	-	(11)	70	37	-
Impôts		-	-		(1)	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (net d'impôt) (1)		-	(11)		36	-

(1) Les profits et pertes réalisés sont transférés en réserves consolidées au moment de la décomptabilisation de l'instrument concerné.

Au cours de l'exercice, une moins-value de cession a été constatée par le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées, résultant de la décision de la société Arec Production de réduire son capital pour intégrer ses pertes.

6.5 Actifs financiers au coût amorti

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2019	31/12/2018
Prêts et créances sur les établissements de crédit	888 464	855 888
Prêts et créances sur la clientèle	13 256 709	12 412 651
Titres de dettes	831 017	845 522
Valeur au bilan	14 976 190	14 114 061

Prêts et créances sur les établissements de crédit

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2019	31/12/2018
Etablissements de crédit		
Comptes et prêts	9 256	4 864
dont comptes ordinaires débiteurs non douteux (1)	9 250	4 725
dont comptes et prêts au jour le jour non douteux (1)	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	90 737
Prêts subordonnés	362	362
Valeur brute	9 618	95 963
Dépréciations	-	-
Valeur nette des prêts et créances auprès des établissements de crédit	9 618	95 963
Opérations internes au Crédit Agricole		
Comptes ordinaires	441 840	198 490
Titres reçus en pension livrée	-	-
Comptes et avances à terme	437 006	561 435
Total Prêts et créances internes au Crédit Agricole	878 846	759 925
Valeur au bilan	888 464	855 888

(1) Ces opérations composent pour partie la rubrique "Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit" du Tableau des flux de trésorerie

Prêts et créances sur la clientèle

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2019	31/12/2018
Opérations avec la clientèle		
Créances commerciales	26 660	25 210
Autres concours à la clientèle	13 533 643	12 698 224
Avances en comptes courants d'associés	12 664	12 222
Comptes ordinaires débiteurs	33 681	35 364
Valeur brute	13 606 648	12 771 020
Dépréciations	(349 939)	(358 369)
Valeur nette des prêts et créances auprès de la clientèle	13 256 709	12 412 651
Opérations de location-financement		
Valeur brute	-	-
Dépréciations	-	-
Valeur nette des opérations de location-financement	-	-
Valeur au bilan	13 256 709	12 412 651

Titres de dettes

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2019	31/12/2018
Effets publics et valeurs assimilées	285 181	290 798
Obligations et autres titres à revenu fixe	546 904	557 130
Total	832 085	847 928
Dépréciations	(1 068)	(2 406)
Valeur au bilan	831 017	845 522

6.6 Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue

Actifs transférés non décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2019

	Actifs transférés restant comptabilisés en totalité											Actifs transférés comptabilisés à hauteur de l'implication continue de l'entité		
	Actifs transférés					Passifs associés					Actifs et passifs associés	Valeur comptable totale des actifs initiaux avant leur transfert	Valeur comptable de l'actif encore comptabilisée (implication continue)	Valeur comptable des passifs associés
	Valeur comptable	dont titrisation (non déconsolidante)	dont pensions livrées	dont autres (1)	Juste valeur (2)	Valeur comptable	dont titrisation (non déconsolidante)	dont pensions livrées	dont autres (1)	Juste valeur (2)	Juste valeur nette (2)			
<i>En milliers d'euros</i>														
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	36 418	36 418	-	-	36 418	36 418	36 418	-	-	36 418	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	36 418	36 418	-	-	36 418	36 418	36 418	-	-	36 418	-	-	-	-
Total Actifs financiers	36 418	36 418	-	-	36 418	36 418	36 418	-	-	36 418	-	-	-	-
Opérations de location-financement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL ACTIFS TRANSFÉRÉS	36 418	36 418	-	-	36 418	36 418	36 418	-	-	36 418	-	-	-	-

(1) Dont les prêts de titres sans cash collatéral.

(2) Dans le cas où la "garantie de la ou des autres parties à l'accord donnant lieu aux passifs associés se limite aux actifs transférés" (IFRS 7.42D.(d)).

Actifs transférés non décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2018

En milliers d'euros	Actifs transférés restant comptabilisés en totalité											Actifs transférés comptabilisés à hauteur de l'implication continue de l'entité		
	Actifs transférés					Passifs associés					Actifs et passifs associés	Valeur comptable totale des actifs initiaux avant leur transfert	Valeur comptable de l'actif encore comptabilisée (implication continue)	Valeur comptable des passifs associés
	Valeur comptable	dont titrisation (non déconsolidante)	dont pensions livrées	dont autres (1)	Juste valeur (2)	Valeur comptable	Dont titrisation (non déconsolidante)	Dont pensions livrées	Dont autres (1)	Juste valeur (2)	Juste valeur nette (2)			
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	40 178	40 178	-	-	40 178	40 178	40 178	-	-	40 178	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	40 178	40 178	-	-	40 178	40 178	40 178	-	-	40 178	-	-	-	-
Total Actifs financiers	40 178	40 178	-	-	40 178	40 178	40 178	-	-	40 178	-	-	-	-
Opérations de location-financement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL ACTIFS TRANSFERES	40 178	40 178	-	-	40 178	40 178	40 178	-	-	40 178	-	-	-	-

(1) Dont les prêts de titres sans cash collatéral.

(2) Dans le cas où la "garantie de la ou des autres parties à l'accord donnant lieu aux passifs associés se limite aux actifs transférés" (IFRS 7.42D.(d)).

Titrisations

Les titrisations consolidées avec investisseurs externes constituent un transfert d'actifs au sens de l'amendement à IFRS 7. En effet, le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées a une obligation contractuelle indirecte de remettre aux investisseurs externes les flux de trésorerie des actifs cédés au fonds de titrisation (bien que ces actifs figurent au bilan du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées via la consolidation du fonds). Les créances cédées au fonds de titrisation servent de garantie aux investisseurs.

Les titrisations consolidées intégralement autosouscrites ne constituent pas un transfert d'actif au sens de la norme IFRS 7.

Engagements encourus relatifs aux actifs transférés décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2019

Au titre des exercices 2018 et 2019, le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées n'a constaté aucun engagement encouru relatif aux actifs transférés décomptabilisés intégralement.

6.7 Expositions au risque souverain

Le périmètre des expositions souveraines recensées couvre les expositions à l'État, hors collectivités locales. Les créances fiscales sont exclues du recensement.

L'exposition aux dettes souveraines correspond à une exposition nette de dépréciation (valeur au bilan) présentée à la fois brute et nette de couverture.

Les expositions du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées au risque souverain sont les suivantes :

Activité bancaire

31/12/2019	Expositions nettes de dépréciations						
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat		Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Actifs financiers au coût amorti	Total activité banque brut de couvertures	Couvertures	Total activité banque net de couvertures
	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat					
<i>En milliers d'euros</i>							
Arabie Saoudite	-	-	-	-	-	-	-
Argentine	-	-	-	-	-	-	-
Autriche	-	-	-	-	-	-	-
Belgique	-	-	13 441	-	13 441	-	13 441
Brésil	-	-	-	-	-	-	-
Chine	-	-	-	-	-	-	-
Egypte	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	-	-	-	-	-	-	-
Etats-Unis	-	-	-	-	-	-	-
France	-	4 121	34 832	285 110	324 063	-	324 063
Grèce	-	-	-	-	-	-	-
Hong Kong	-	-	-	-	-	-	-
Iran	-	-	-	-	-	-	-
Irlande	-	-	-	-	-	-	-
Italie	-	-	-	-	-	-	-
Japon	-	-	-	-	-	-	-
Lituanie	-	-	-	-	-	-	-
Maroc	-	-	-	-	-	-	-
Pologne	-	-	-	-	-	-	-
Pays-Bas	-	-	5 449	-	5 449	-	5 449
Royaume-Uni	-	-	-	-	-	-	-
Russie	-	-	-	-	-	-	-
Suede	-	-	2 236	-	2 236	-	2 236
Syrie	-	-	-	-	-	-	-
Turquie	-	-	-	-	-	-	-
Ukraine	-	-	-	-	-	-	-
Venezuela	-	-	-	-	-	-	-
Yémen	-	-	-	-	-	-	-
Autres pays souverains	-	-	-	-	-	-	-
Total	-	4 121	55 958	285 110	345 189	-	345 189

31/12/2018	Expositions nettes de dépréciations						
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat		Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Actifs financiers au coût amorti	Total activité banque brut de couvertures	Couvertures	Total activité banque net de couvertures
	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat					
<i>En milliers d'euros</i>							
Arabie Saoudite	-	-	-	-	-	-	-
Autriche	-	-	-	-	-	-	-
Belgique	-	-	10 118	-	10 118	-	10 118
Brésil	-	-	-	-	-	-	-
Chine	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	-	-	-	-	-	-	-
Etats-Unis	-	-	-	-	-	-	-
France	-	4 243	27 617	290 727	322 587	-	322 587
Grèce	-	-	-	-	-	-	-
Hong Kong	-	-	-	-	-	-	-
Iran	-	-	-	-	-	-	-
Irlande	-	-	-	-	-	-	-
Italie	-	-	-	-	-	-	-
Japon	-	-	-	-	-	-	-
Lituanie	-	-	-	-	-	-	-
Pays-Bas	-	-	5 507	-	5 507	-	5 507
Pologne	-	-	-	-	-	-	-
Royaume-Uni	-	-	-	-	-	-	-
Russie	-	-	-	-	-	-	-
Suede	-	-	2 209	-	2 209	-	2 209
Syrie	-	-	-	-	-	-	-
Turquie	-	-	-	-	-	-	-
Ukraine	-	-	-	-	-	-	-
Venezuela	-	-	-	-	-	-	-
Yémen	-	-	-	-	-	-	-
Autres pays	-	-	-	-	-	-	-
Total	-	4 243	45 451	290 727	340 421	-	340 421

6.8 Passifs financiers au coût amorti

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2019	31/12/2018
Dettes envers les établissements de crédit	8 525 593	8 329 304
Dettes envers la clientèle	5 535 470	5 147 450
Dettes représentées par un titre	36 421	40 185
Valeur au bilan	14 097 484	13 516 939

Dettes envers les établissements de crédit

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2019	31/12/2018
Etablissements de crédit		
Comptes et emprunts	557	528
dont comptes ordinaires créditeurs (1)	183	153
dont comptes et emprunts au jour le jour (1)	-	-
Valeurs données en pension	-	-
Titres donnés en pension livrée	-	90 746
Total	557	91 274
Opérations internes au Crédit Agricole		
Comptes ordinaires créditeurs	54 730	82 249
Comptes et avances à terme	8 470 306	8 155 781
Titres donnés en pension livrée	-	-
Total	8 525 036	8 238 030
Valeur au bilan	8 525 593	8 329 304

(1) Ces opérations composent pour partie la rubrique "Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit" du Tableau des flux de trésorerie.

Dettes envers la clientèle

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2019	31/12/2018
Comptes ordinaires créditeurs	4 901 647	4 515 077
Comptes d'épargne à régime spécial	75 635	56 070
Autres dettes envers la clientèle	558 188	576 303
Titres donnés en pension livrée	-	-
Valeur au bilan	5 535 470	5 147 450

Dettes représentées par un titre

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2019	31/12/2018
Bons de caisse	-	-
Titres du marché interbancaire	-	-
Titres de créances négociables	-	-
Emprunts obligataires	36 421	40 185
Autres dettes représentées par un titre	-	-
Valeur au bilan	36 421	40 185

6.9 Informations sur la compensation des actifs et des passifs financiers

Compensation – Actifs financiers

	31/12/2019					
	Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des actifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des passifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des actifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie	
<i>En milliers d'euros</i>						
Dérivés	89 632	-	89 632	145	-	89 487
Prises en pension de titres	-	-	-	-	-	-
Prêts de titres	-	-	-	-	-	-
Autres instruments financiers	-	-	-	-	-	-
Total des actifs financiers soumis à compensation	89 632	-	89 632	145	-	89 487

	31/12/2018					
	Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des actifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des passifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des actifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie	
<i>En milliers d'euros</i>						
Dérivés	95 845	-	95 845	-	-	95 845
Prises en pension de titres	90 737	-	90 737	-	90 737	-
Prêts de titres	90 746	-	90 746	-	-	90 746
Total des actifs financiers soumis à compensation	277 328	-	277 328	-	90 737	186 591

Compensation – Passifs financiers

	31/12/2019					
	Effets de compensation sur les passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des passifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des actifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des passifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
<i>En milliers d'euros</i>				Montants bruts des actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers donnés en garantie, dont dépôt de garantie	
Dérivés	80 396	-	80 396	145	33 220	47 031
Mises en pension de titres	-	-	-	-	-	-
Total des passifs financiers soumis à compensation	80 396	-	80 396	145	33 220	47 031

	31/12/2018					
	Effets de compensation sur les passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des passifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des actifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des passifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
<i>En milliers d'euros</i>				Montants bruts des actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers donnés en garantie, dont dépôt de garantie	
Dérivés	73 862	-	73 862	-	27 150	46 712
Mises en pension de titres	90 746	-	90 746	-	-	90 746
Emprunts de titres	90 737	-	90 737	-	-	90 737
Total des passifs financiers soumis à compensation	255 345	-	255 345	-	27 150	228 195

6.10 Actifs et passifs d'impôts courants et différés

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2019	31/12/2018
Impôts courants	5 170	11 207
Impôts différés	29 449	27 165
Total actifs d'impôts courants et différés	34 619	38 372
Impôts courants (1)	793	372
Impôts différés	15	30
Total passifs d'impôts courants et différés	808	402

(1) Présentation des provisions pour risques fiscaux portant sur l'impôt sur le résultat en passifs d'impôts courants à compter du 1er janvier 2019.

Le net des actifs et passifs d'impôts différés se décompose comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2019		31/12/2018	
	Impôts différés Actif	Impôts différés Passif	Impôts différés Actif	Impôts différés Passif
Décalages temporaires comptables-fiscaux	57 506	-	52 365	-
Charges à payer non déductibles	2 129	-	2 164	-
pour risques et charges non déductibles	63 345	-	59 526	-
Autres différences temporaires (1)	(7 968)	-	(9 325)	-
Impôts différés sur réserves latentes	(10 646)	-	(7 921)	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	(10 646)	(149)	(7 921)	(278)
Couverture de flux de trésorerie	-	-	-	-
Gains et pertes sur écarts actuariels	-	149	-	278
Gains et pertes sur variation du risque de crédit propre	-	-	-	-
Reclassement des gains ou pertes nets sur actifs financiers lié à l'approche par superposition	-	-	-	-
Impôts différés sur résultat	(17 410)	15	(17 279)	30
dont reclassement des gains ou pertes nets sur actifs financiers lié à l'approche par superposition	-	-	-	-
Effet des compensations	(7 963)	(7 963)	-	-
Total impôts différés	29 449	15	27 165	30

(1) La part d'impôts différés relative au déficit reportable pour 2019 est de 450 milliers d'euros, pour 2018 de 450 milliers d'euros.

Les impôts différés sont nettés au bilan par entité fiscale.

6.11 Comptes de régularisation actif, passif et divers

Comptes de régularisation et actifs divers

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2019	31/12/2018
Autres actifs	192 615	176 566
Comptes de stocks et emplois divers	2	2
Débiteurs divers (1)	192 574	176 531
Comptes de règlements	39	33
Autres actifs d'assurance	-	-
Parts des réassureurs dans les provisions techniques	-	-
Gestion collective des titres Livret de développement durable	-	-
Comptes de régularisation	108 250	97 489
Comptes d'encaissement et de transfert	48 263	44 569
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts	1	1
Produits à recevoir	55 176	48 914
Charges constatées d'avance	2 830	2 579
Autres comptes de régularisation	1 980	1 426
Valeur au bilan	300 865	274 055

(1) dont 1 524 milliers d'euros au titre de la contribution au Fonds de Résolution Unique versée sous forme d'un dépôt de garantie. Ce dépôt de garantie est utilisable par le Fonds de Résolution Unique, à tout moment et sans condition, pour financer une intervention.

Comptes de régularisation et passifs divers

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2019	31/12/2018
Autres passifs (1)	130 902	121 297
Comptes de règlements	386	491
Créditeurs divers	104 924	98 559
Versements restant à effectuer sur titres	23 250	22 247
Dettes locatives	2 342	-
Autres passifs d'assurance	-	-
Parts des réassureurs dans les provisions techniques	-	-
Comptes de régularisation	191 173	194 689
Comptes d'encaissement et de transfert (2)	24 814	29 302
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts	-	-
Produits constatés d'avance	80 121	79 712
Charges à payer	81 442	78 647
Autres comptes de régularisation	4 796	7 028
Valeur au bilan	322 075	315 986

(1) Les montants indiqués incluent les dettes rattachées.

(2) Les montants sont indiqués en net.

6.12 Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées

Le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées n'a pas d'actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées.

6.13 Immeubles de placement

En milliers d'euros	31/12/2018	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2019
Valeur brute	7 551	-	1 140	(546)	-	-	8 145
Amortissements et dépréciations	(2 516)	-	(525)	255	-	-	(2 786)
Valeur au bilan (1)	5 035	-	615	(291)	-	-	5 359

(1) Y compris immeubles de placement donnés en location simple

En milliers d'euros	31/12/2017	01/01/2018	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2018
Valeur brute	5 397	5 397	-	2 236	(82)	-	-	7 551
Amortissements et dépréciations	(2 145)	(2 145)	-	(420)	49	-	-	(2 516)
Valeur au bilan (1)	3 252	3 252	-	1 816	(33)	-	-	5 035

(1) Y compris immeubles de placement donnés en location simple

Juste valeur des immeubles de placement

La valeur de marché des immeubles de placement comptabilisés au coût, établie "à dire d'expert", s'élève à 5 359 milliers d'euros au 31 décembre 2019 contre 5 035 milliers d'euros au 31 décembre 2018.

En milliers d'euros		31/12/2019	31/12/2018
Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques	Niveau 1	-	-
Valorisation fondée sur des données observables	Niveau 2	-	-
Valorisation fondée sur des données non observables	Niveau 3	5 359	5 035
Valeur de marché des immeubles de placement		5 359	5 035

Tous les immeubles de placement font l'objet d'une comptabilisation au coût au bilan.

6.14 Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)

Les immobilisations corporelles d'exploitation incluent les droits d'utilisation des immobilisations prises en location en tant que preneur à compter du 1^{er} janvier 2019 (Cf. note 1.1 "Normes applicables et comparabilité" – IFRS 16 Contrats de location).

Les amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles d'exploitation sont présentés y compris amortissements sur immobilisations données en location simple.

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2018	01/01/2019 (1)	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2019
Immobilisations corporelles d'exploitation								
Valeur brute	355 579	-	(15 129)	31 210	(15 213)	-	2 508	358 955
Amortissements et dépréciations	(229 066)	-	14 374	(19 524)	8 171	-	-	(226 045)
Valeur au bilan	126 513	-	(755)	11 686	(7 042)	-	2 508	132 910
Immobilisations incorporelles								
Valeur brute	10 947	-	(321)	380	(8)	-	-	10 998
Amortissements et dépréciations	(10 709)	-	301	(132)	8	-	-	(10 532)
Valeur au bilan	238	-	(20)	248	-	-	-	466

(1) Impact de la comptabilisation du droit d'utilisation dans le cadre de la première application de la norme IFRS 16 Contrats de location (Cf. note 1.1 "Normes applicables et comparabilité")

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2017	01/01/2018	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Autres mouvements	31/12/2018
Immobilisations corporelles d'exploitation						
Valeur brute	337 433	337 433	48 610	(30 464)	-	355 579
Amortissements et dépréciations	(234 324)	(234 324)	(17 265)	22 523	-	(229 066)
Valeur au bilan	103 109	103 109	31 345	(7 941)	-	126 513
Immobilisations incorporelles						
Valeur brute	10 755	10 755	192	-	-	10 947
Amortissements et dépréciations	(10 560)	(10 560)	(149)	-	-	(10 709)
Valeur au bilan	195	195	43	-	-	238

6.15 Ecarts d'acquisition

Le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées n'a pas de participations pour lesquelles un écart d'acquisition est constaté dans son bilan, ni pour lesquels il existe des pertes de valeur.

6.16 Provisions

	31/12/2018	01/01/2019	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres mouvements	31/12/2019
<i>En milliers d'euros</i>								
Risques sur les produits épargne-logement	16 836	16 836	-	9 481	-	-	-	26 317
Risques d'exécution des engagements par signature	8 321	8 321	-	30 751	-	(27 233)	-	11 839
Risques opérationnels (1)	29 449	29 449	-	1 604	-	-	-	31 053
Engagements sociaux (retraites) et assimilés (2)	4 035	4 035	(561)	29	-	(612)	612	3 503
Litiges divers (3)	6 470	6 470	-	1 182	-	(2 658)	-	4 994
Participations	-	-	-	-	-	-	-	-
Restructurations	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres risques (4)	18 896	18 896	(193)	1 541	(3 576)	(2 222)	-	14 446
TOTAL	84 007	84 007	(754)	44 588	(3 576)	(32 725)	612	92 152

(1) Cette provision est destinée à couvrir les risques d'insuffisance de conception, d'organisation et de mise en œuvre des procédures d'enregistrement dans le système comptable et plus généralement dans les systèmes d'information de l'ensemble des événements relatifs aux opérations de l'établissement.

(2) Dont 1 352 milliers d'euros au titre des avantages postérieurs à l'emploi sur des régimes à prestations définies, dont 1 606 milliers d'euros au titre de la provision pour médaille du travail.

(3) Provisions couvrant des redressements fiscaux et des litiges clients.

(4) Composée essentiellement par la provision pour charge relative aux intérêts sur DAT à taux progressif.

	31/12/2017	01/01/2018	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres mouvements	31/12/2018
<i>En milliers d'euros</i>							
Risques sur les produits épargne-logement	16 288	16 288	547	-	-	-	16 836
Risques d'exécution des engagements par signature	1 390	1 390	5 179	-	(5 757)	7 509	8 321
Risques opérationnels	27 596	27 596	1 853	-	-	-	29 449
Engagements sociaux (retraites) et assimilés (1)	4 456	4 456	11	-	(105)	(327)	4 035
Litiges divers	7 349	7 349	912	(33)	(1 758)	-	6 470
Participations	-	-	-	-	-	-	-
Restructurations	-	-	-	-	-	-	-
Autres risques	17 550	17 550	1 415	(3 817)	(19)	3 767	18 896
TOTAL	74 629	74 629	9 917	(3 850)	(7 639)	10 949	84 007

(1) Dont 1 729 milliers d'euros au titre des avantages postérieurs à l'emploi sur des régimes à prestations définies, dont 1 606 milliers d'euros au titre de la provision pour médaille du travail.

Provision épargne-logement :

Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement sur la phase d'épargne

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2019	31/12/2018
Plans d'épargne-logement		
Ancienneté de moins de 4 ans	414 000	366 000
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	1 176 000	1 110 000
Ancienneté de plus de 10 ans	1 523 000	1 539 000
Total plans d'épargne-logement	3 113 000	3 015 000
Total comptes épargne-logement	443 000	437 000
Total encours collectés au titre des contrats épargne-logement	3 556 000	3 452 000

Les encours de collecte, hors prime de l'Etat, sont des encours sur base d'inventaire à fin novembre 2019 pour les données au 31 décembre 2019 et à fin novembre 2018 pour les données au 31 décembre 2018.

Encours de crédits en vie octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2019	31/12/2018
Plans d'épargne-logement	9 516	12 470
Comptes épargne-logement	50 575	66 371
Total encours de crédits en vie octroyés au titre des contrats épargne-logement	60 091	78 841

Provision au titre des comptes et plans d'épargne-logement

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2019	31/12/2018
Plans d'épargne-logement		
Ancienneté de moins de 4 ans	1 328	818
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	14 428	8 664
Ancienneté de plus de 10 ans	10 561	7 354
Total plans d'épargne-logement	26 317	16 836
Total comptes épargne-logement	-	-
Total provision au titre des contrats épargne-logement	26 317	16 836

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2018	Dotations	Reprises	Autres mouvements	31/12/2019
Plans d'épargne-logement	16 836	9 481	-	-	26 317
Comptes épargne-logement	-	-	-	-	-
Total provision au titre des contrats épargne-logement	16 836	9 481	-	-	26 317

L'organisation financière du groupe Crédit Agricole concernant les comptes d'épargne à régime spécial est décrite dans le paragraphe "Relations internes aux Crédit Agricole - mécanismes financiers internes" de la partie "Cadre général".

6.17 Dettes subordonnées

Il n'y a pas de dettes subordonnées au 31 décembre 2019.

6.18 Capitaux propres

Composition du capital au 31 décembre 2019

La Caisse régionale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées est une société coopérative à capital variable, soumise notamment aux articles L. 512-20 et suivants du Code monétaire et financier relatifs au Crédit agricole, aux articles L. 231-1 et suivants du Code de commerce relatifs aux sociétés à capital variable, et aux dispositions de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération.

Son capital est composé de parts sociales cessibles nominatives souscrites par les sociétaires et de Certificats Coopératifs d'Associés (CCA).

Conformément aux dispositions de l'IFRIC 2, la qualité de capital est reconnue aux parts sociales des coopératives dans la mesure où l'entité dispose d'un droit inconditionnel de refuser le remboursement des parts.

La cession des parts sociales étant soumise à l'agrément du conseil d'administration de la Caisse régionale, cette dernière caractéristique confirme par conséquent leur qualité de capital social au regard des normes IFRS.

Les CCA sont des valeurs mobilières sans droit de vote émises pour la durée de la société et représentatives de droits pécuniaires attachés à une part de capital. Leur émission est régie par les titres II *quater* et *quinquies* de la loi du 10 septembre 1947.

A la différence des parts sociales, ils confèrent à leurs détenteurs un droit sur l'actif net de la société dans la proportion du capital qu'ils représentent.

Les CCA ne peuvent être souscrits et détenus que par les sociétaires de la Caisse régionale et des Caisses locales qui lui sont affiliées.

<i>Répartition du capital de la Caisse Régionale</i>	Nombre de titres au 01/01/2019	Nombre de titres émis	Nombre de titres remboursés	Nombre de titres au 31/12/2019
Certificats Coopératifs d'associés (CCA)	2 080 416	-	-	2 080 416
Dont 66 Caisses Locales	-	-	-	-
Dont part du Public	-	-	-	-
Dont part Crédit Agricole S.A.	-	-	-	-
Dont part Sacam Mutualisation	2 080 416	-	-	2 080 416
Part sociales	166 871 831	14 570 081	10 551 199	170 890 713
Dont 66 Caisses Locales	166 871 809	14 570 080	10 551 198	170 890 691
Dont 20 administrateurs de la Caisse régionale	20	1	1	20
Dont Crédit Agricole S.A.	2	-	-	2
Dont Sacam Mutualisation	-	-	-	-
Dont Autres	-	-	-	-
Total	168 952 247	14 570 081	10 551 199	172 971 129

La valeur nominale des titres est de 15 euros pour les CCA et de 1,5 euro pour les parts sociales émises par les Caisses Locales.

Résultat par action

Conformément à la norme IAS 33, une entité doit calculer le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de l'entité mère. Celui-ci doit être calculé en divisant le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation.

Ainsi qu'il est évoqué au paragraphe précédent, les capitaux propres du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées sont composés de parts sociales et de CCA.

Conformément aux dispositions de l'article 14 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 relative au statut de la coopération, la rémunération des parts sociales est au plus égale à la moyenne, sur les trois années civiles précédant la date de l'assemblée générale, du taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées, majorée de deux points, publié par le ministre chargé de l'économie.

La rémunération des CCA est quant à elle fixée annuellement par l'Assemblée générale des sociétaires et doit être au moins égale à celle des parts sociales.

Par conséquent, du fait des particularités liées au statut des sociétés coopératives à capital variable portant tant sur la composition des capitaux propres qu'aux caractéristiques de leur rémunération, les dispositions de la norme IAS 33 relative à la communication du résultat par action ne sont pas applicables.

Dividendes

Année de rattachement du dividende	Par CCA	Par part sociale
	Montant Net	Montant Net
2016	3,51	0,02
2017	3,53	0,02
2018	3,68	0,02
Prévu 2019	3,73	0,02

Dividendes payés au cours de l'exercice

Les montants relatifs aux dividendes versés au cours de l'exercice figurent dans le tableau de variation des capitaux propres. Ils s'élèvent à 10 753 milliers d'euros en 2019.

Affectations du résultat et fixation du dividende 2019

L'affectation du résultat la fixation et la mise en paiement du dividende 2019 sont proposées dans le projet de résolutions présentées par le Conseil d'administration à l'Assemblée générale du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées du 31 Mars 2020.

Le texte de la résolution est le suivant :

"L'Assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport général des commissaires aux comptes, décide sur proposition du Conseil d'administration, d'affecter ainsi qu'il suit, le résultat de l'exercice clos le 31/12/2019, se soldant par un bénéfice de 103.471.618,65 euros :

1.825.817,76 euros pour l'intérêt aux porteurs de parts sociales, ce qui correspond à un taux de 1,95%, éligibles à l'abattement fiscal tel que défini par la Loi de Finance en vigueur. Cet intérêt sera payable à partir du 01/04/2020.

7.761.070,68 euros représentant le dividende à verser aux porteurs de certificats coopératifs d'associés pour l'exercice 2019, soit un dividende de 3,73 euros net par titre. Ce dividende sera payable à partir du 01/04/2020.

Reste à affecter : 93.884.730,21 euros

- affectation des trois quarts à la réserve légale soit 70.413.547,66 euros

- affectation du solde à la réserve facultative soit 23.471.182,55 euros.

L'Assemblée générale prend acte des dividendes distribués au titre des cinq derniers exercices."

Intérêt aux parts sociales

Exercice	Nombre de parts sociales	Taux d'intérêt servi aux parts sociales	Intérêt net
2014	6.242.112	1,89%	1 769 638,75 €
2015	6.242.112	1,07%	1 001 858,98 €
2016	6.242.112	1,35%	1 264 027,68 €
2017	6.242.112	1,55%	1 451 291,04 €
2018	6.242.112	1,55%	1 825 817,76 €

Dividendes sur certificats coopératifs d'associés (CCA)

Exercice	Nombre de CCA	Distribution par CCA	Dividende net
2014	2.080.716	3,62 €	7 532 191,92 €
2015	2.080.716	3,56 €	7 407 348,96 €
2016	2.080.716	3,51 €	7 303 313,16 €
2017	2.080.716	3,53 €	7 344 927,48 €
2018	2.080.716	3.68€	7.657.034,88 €

6.19 Participations ne donnant pas le contrôle

Le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées ne détient pas de participation dans des filiales ou entités structurées consolidées dont le montant des participations ne donnant pas le contrôle est significatif, au regard des capitaux propres totaux du groupe ou du palier, ou dont le total bilan des entités détenus par les participations ne donnant pas le contrôle est significatif.

6.20 Ventilation des actifs et passifs financiers par échéance contractuelle

La ventilation des soldes au bilan des actifs et passifs financiers est réalisée par date d'échéance contractuelle.

L'échéance des instruments dérivés de transaction et de couverture correspond à leur date de maturité contractuelle.

Les actions et autres titres à revenu variable sont par nature sans échéance contractuelle ; ils sont positionnés en "Indéterminée".

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2019					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Caisse, banques centrales	101 909	-	-	-	-	101 909
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	1 498	1 170	10 517	16 669	336 608	366 462
Instruments dérivés de couverture	1 396	-	29 378	47 114	-	77 888
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	11	1 705	116 718	45 894	1 620 341	1 784 669
Actifs financiers au coût amorti	1 145 281	1 362 787	5 052 265	7 403 355	12 502	14 976 190
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	5 189	-	-	-	-	5 189
Total actifs financiers par échéance	1 255 284	1 365 662	5 208 878	7 513 032	1 969 451	17 312 307
Banques centrales	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	1 468	254	3 731	6 761	-	12 214
Instruments dérivés de couverture	508	495	12 195	54 984	-	68 182
Passifs financiers au coût amorti	6 446 047	2 855 022	2 757 763	2 038 652	-	14 097 484
Dettes subordonnées	-	-	-	-	-	-
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	67 508	-	-	-	-	67 508
Total passifs financiers par échéance	6 515 531	2 855 771	2 773 689	2 100 397	-	14 245 388

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2018					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Caisse, banques centrales	97 098	-	-	-	-	97 098
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	222	829	11 558	176 306	348 584	537 499
Instruments dérivés de couverture	2 682	3 103	24 801	48 897	-	79 483
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	550	5 136	110 617	43 988	1 545 729	1 706 020
Actifs financiers au coût amorti	928 597	1 344 216	4 961 138	6 868 051	12 059	14 114 061
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	5 580	-	-	-	-	5 580
Total actifs financiers par échéance	1 034 729	1 353 284	5 108 114	7 137 242	1 906 372	16 539 741
Banques centrales	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	3 990	75	4 740	7 933	-	16 738
Instruments dérivés de couverture	858	616	6 987	48 663	-	57 124
Passifs financiers au coût amorti	5 901 537	2 626 453	2 918 432	2 070 517	-	13 516 939
Dettes subordonnées	-	-	-	-	-	-
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	70 904	-	-	-	-	70 904
Total passifs financiers par échéance	5 977 289	2 627 144	2 930 159	2 127 113	-	13 661 705

7 Avantages au personnel et autres rémunérations

7.1 Détail des charges de personnel

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2019	31/12/2018
Salaires et traitements	(84 462)	(86 279)
Cotisation au titre des retraites (régimes à cotisations définies)	(8 627)	(8 029)
Cotisation au titre des retraites (régimes à prestations définies)	(3 142)	(3 033)
Autres charges sociales	(33 507)	(35 403)
Intéressement et participation	(15 541)	(15 117)
Impôts et taxes sur rémunération	(11 247)	(11 998)
Total charges de personnel	(156 526)	(159 859)

7.2 Effectif moyen de la période

Effectif moyen	31/12/2019	31/12/2018
France	2 383	2 471
Étranger	-	-
Total	2 383	2 471

7.3 Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés "employeurs". Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, les sociétés du Groupe Crédit Agricole S.A. n'ont pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer.

7.4 Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies

Variation dette actuarielle

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2019			31/12/2018
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Dette actuarielle au 31/12/N-1	43 553	-	43 553	41 651
Ecart de change	-	-	-	-
Coût des services rendus sur l'exercice	2 915	-	2 915	2 827
Coût financier	614	-	614	576
Cotisations employés	-	-	-	-
Modifications, réductions et liquidations de régime	(2 860)	-	(2 860)	-
Variations de périmètre	(455)	-	(455)	(91)
Prestations versées (obligatoire)	(409)	-	(409)	(319)
Taxes, charges administratives et primes	-	-	-	-
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses démographiques (1)	(2 308)	-	(2 308)	(833)
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses financières (1)	2 700	-	2 700	(258)
Dette actuarielle au 31/12/N	43 750	-	43 750	43 553

(1) Dont écarts actuariels liés aux ajustements d'expérience.

Détail de la charge comptabilisée au résultat

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2019			31/12/2018
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Coût des services	55	-	55	2 827
Charge/produit d'intérêt net	(116)	-	(116)	(201)
Impact en compte de résultat au 31/12/N	(61)	-	(61)	2 626

Détail des gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2019			31/12/2018
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Réévaluation du passif (de l'actif) net				
Montant du stock d'écarts actuariels cumulés en gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables au 31/12/N-1	1 494	-	1 494	2 678
Ecart de change	-	-	-	-
Gains/(pertes) actuariels sur l'actif	(155)	-	(155)	(300)
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses démographiques (1)	(2 308)	-	(2 308)	(833)
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses financières (1)	2 700	-	2 700	(258)
Ajustement de la limitation d'actifs	354	-	354	207
Total des éléments reconnus immédiatement en gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres au 31/12/N	591	-	591	(1 494)

(1) Dont écarts actuariels liés aux ajustements d'expérience.

Variation de juste valeur des actifs

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2019			31/12/2018
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Juste valeur des actifs au 31/12/N-1	42 839	-	42 839	39 459
Ecart de change	-	-	-	-
Intérêt sur l'actif (produit)	376	-	376	570
Gains/(pertes) actuariels	155	-	155	300
Cotisations payées par l'employeur	822	-	822	2 920
Cotisations payées par les employés	-	-	-	-
Modifications, réductions et liquidations de régime	-	-	-	-
Variations de périmètre	(258)	-	(258)	(91)
Taxes, charges administratives et primes	-	-	-	-
Prestations payées par le fonds	(409)	-	(409)	(319)
Juste valeur des actifs au 31/12/N	43 525	-	43 525	42 839

Variation de juste valeur des droits à remboursement

En milliers d'euros	31/12/2019			31/12/2018
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Juste valeur des droits à remboursement au 31/12/N-1	-	-	-	-
Ecart de change	-	-	-	-
Intérêts sur les droits à remboursement (produit)	-	-	-	-
Gains/(pertes) actuariels	-	-	-	-
Cotisations payées par l'employeur	-	-	-	-
Cotisations payées par les employés	-	-	-	-
Modifications, réductions et liquidations de régime	-	-	-	-
Variations de périmètre	-	-	-	-
Taxes, charges administratives et primes	-	-	-	-
Prestations payées par le fonds	-	-	-	-
Juste valeur des droits à remboursement au 31/12/N	-	-	-	-

Position nette

En milliers d'euros	31/12/2019			31/12/2018
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Dette actuarielle fin de période	43 750	-	43 750	43 553
Impact de la limitation d'actifs	-	-	-	-
Juste valeur des actifs fin de période	(43 525)	-	(43 525)	(42 839)
Position nette (passif) / actif fin de période	(225)	-	(225)	714

Régimes à prestations définies : principales hypothèses actuarielles

En milliers d'euros	31/12/2019		31/12/2018	
	Zone euro	Hors zone euro	Zone euro	Hors zone euro
Taux d'actualisation (1)	0,98%	0,00%	1,42%	0,00%
Taux de rendement effectifs des actifs du régime et des droits à remboursement	1,42%	0,00%	1,38%	0,00%
Taux attendus d'augmentation des salaires	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Taux d'évolution des coûts médicaux	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%

(1) Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la durée moyenne de l'engagement, c'est-à-dire la moyenne arithmétique des durées calculées entre la date d'évaluation et la date de paiement pondérée par les hypothèses de rotation du personnel. Le sous-jacent utilisé est le taux d'actualisation par référence à l'indice iboxx AA.

Information sur les actifs des régimes - Allocations d'actifs (1)

En milliers d'euros	Zone euro			Hors zone euro			Toutes zones		
	en %	en montant	dont coté	en %	en montant	dont coté	en %	en montant	dont coté
Actions	10,26%	4 466	-	0,00%	-	-	10,26%	4 466	-
Obligations	82,83%	36 052	-	0,00%	-	-	82,83%	36 052	-
Immobilier	6,91%	3 007		0,00%	-		6,91%	3 007	
Autres actifs	0,00%	-		0,00%	-		0,00%	-	

(1) Dont juste valeur des droits à remboursement.

Au 31 décembre 2019, les taux de sensibilité démontrent que :

- une variation de plus 50 points de base des taux d'actualisation conduirait à une baisse de l'engagement de 6,30% ;
- une variation de moins 50 points de base des taux d'actualisation conduirait à une hausse de l'engagement de 6,98 %.

7.5 Autres avantages sociaux

Les provisions constituées par le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées au titre de ces engagements sociaux s'élèvent à 3 503 milliers d'euros à la fin de l'exercice 2019.

7.6 Paiements à base d'actions

Le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées n'a pas de paiements à base d'actions.

7.7 Rémunérations de dirigeants

Le montant global des rémunérations alloués pendant l'exercice 2019 aux organes de direction du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées s'élève à 2 799 milliers d'euros.

8 Contrats de location

8.1 Contrats de location dont le Groupe est preneur

Le poste « Immobilisations corporelles d'exploitation » au bilan est composé d'actifs détenus en propre et d'actifs loués qui ne remplissent pas la définition d'immeubles de placement.

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2019	31/12/2018
Immobilisations corporelles détenues en propre	130 577	126 513
Droits d'utilisation des contrats de location	2 333	
Total Immobilisations corporelles d'exploitation	132 910	126 513

Le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées est également preneur dans des contrats de location de matériel informatique (photocopieurs, ordinateurs, ...) pour des durées de 1 à 3 ans. Ces contrats sont de faible valeur et/ou de courte durée. Le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées a choisi d'appliquer les exemptions prévues par IFRS 16 et de ne pas comptabiliser au bilan de droit d'utilisation et de dette locative sur ces contrats.

Variation des actifs au titre du droit d'utilisation

Le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées est preneur de nombreux actifs dont des bureaux, des agences.

Les informations relatives aux contrats dont le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées est preneur sont présentées ci-dessous :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2018	01/01/2019	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2019
Immobilier								
Valeur brute	-		-	485	(23)	-	2 404	2 866
Amortissements et dépréciations	-		-	(660)	23	-	-	(637)
Total Immobilier	-		-	(175)	-	-	2 404	2 229
Mobilier								
Valeur brute	-		-	-	-	-	104	104
Amortissements et dépréciations	-		-	-	-	-	-	-
Total Mobilier	-		-	-	-	-	104	104
Total Droits d'utilisation	-		-	(175)	-	-	2 508	2 333

Echéancier des dettes locatives

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2019			
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total Dettes locatives
Dettes locatives	582	1 220	540	2 342

Détail des charges et produits de contrats de location

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2019
Charges d'intérêts sur dettes locatives	(19)
Total Intérêts et charges assimilées (PNB)	(19)
Charges relatives aux contrats de location court terme	(404)
Charges relatives aux contrats de location de faible valeur	(559)
Charges relatives aux paiements de loyers variables exclus de l'évaluation de la dette	-
Produits de sous-location tirés d'actifs au titre de droits d'utilisation	-
Profits ou pertes résultant de transactions de cession-bail	-
Profits ou pertes résultant de modifications de contrats de location	-
Total Charges générales d'exploitation	(963)
Dotations aux amortissements sur droits d'utilisation	(660)
Total Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	(660)
Total Charges et produits de contrats de location	(1 642)

Montants des flux de trésorerie de la période

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2019
Total des sorties de trésorerie relatives aux contrats de location	(982)

8.2 Contrats de location dont le Groupe est bailleur

Le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées propose à ses clients des activités de location qui prennent la forme de contrats de crédit-bail, de location avec option d'achat, de location financière, ou de location longue durée. Les contrats de location sont classés en contrats de location financement lorsque les termes du contrat de location transfèrent en substance la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété au preneur.

Les autres contrats de location sont classés en location simple.

Produits de contrats de location

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2019
Location-financement	-
Profits ou pertes réalisés sur la vente	-
Produits financiers tirés des créances locatives	-
Produits des paiements de loyers variables	-
Location simple	562
Produits locatifs	562

Echéancier des paiements de loyers à recevoir

Le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées n'a pas de paiements de loyers à recevoir.

9 Engagements de financement et de garantie et autres garanties

Engagements donnés et reçus

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2019	31/12/2018
Engagements donnés	1 867 140	1 675 295
Engagements de financement	1 369 092	1 178 780
Engagements en faveur des établissements de crédit	130 957	-
Engagements en faveur de la clientèle	1 238 135	1 178 780
Ouverture de crédits confirmés	490 035	524 247
<i>Ouverture de crédits documentaires</i>	<i>4 686</i>	<i>5 126</i>
<i>Autres ouvertures de crédits confirmés</i>	<i>485 349</i>	<i>519 121</i>
Autres engagements en faveur de la clientèle	748 100	654 533
Engagements de garantie	498 048	496 515
Engagements d'ordre des établissements de crédit	309 295	308 273
Confirmations d'ouverture de crédits documentaires	1 790	1 409
Autres garanties (1)	307 505	306 864
Engagements d'ordre de la clientèle	188 753	188 242
Cautions immobilières	3 171	3 600
Autres garanties d'ordre de la clientèle	185 582	184 642
Engagements reçus	6 671 472	6 194 028
Engagements de financement	38 151	18 151
Engagements reçus des établissements de crédit	38 151	18 151
Engagements reçus de la clientèle	-	-
Engagements de garantie	6 633 321	6 175 877
Engagements reçus des établissements de crédit	194 384	165 497
Engagements reçus de la clientèle	6 438 937	6 010 380
Garanties reçues des administrations publiques et assimilées	126 904	112 987
Autres garanties reçues	6 312 033	5 897 393

(1) Dont 295 914 milliers d'euros relatifs à la garantie Switch Assurance mise en place le 1er juillet 2016, en amendement de la garantie précédente octroyée depuis le 2 janvier 2014 pour 768 732 milliers d'euros.

Instruments financiers remis et reçus en garantie

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2019	31/12/2018
Valeur comptable des actifs financiers remis en garantie (dont actifs transférés)		
Titres et créances apportées en garanties des dispositifs de refinancement (Banque de France, CRH ...)	3 265 058	3 387 437
Titres prêtés	-	-
Dépôts de garantie sur opérations de marché	10 000	2 790
Autres dépôts de garantie	-	-
Titres et valeurs donnés en pension	-	90 746
Total de la valeur comptable des actifs financiers remis en garantie	3 275 058	3 480 973
Valeur comptable des actifs financiers reçus en garantie		
Autres dépôts de garantie	-	-
Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés		
Titres empruntés	-	-
Titres et valeurs reçus en pension	-	89 205
Titres vendus à découvert	-	-
Total Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés	-	89 205

Au 31 décembre 2019, le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées a utilisé les titres souscrits auprès des "FCT Crédit Agricole Habitat" 2015 comme dispositif de refinancement dans le cadre d'opérations de Repo/reverse Repo en Décembre 2018, échue en Juin 2019 pour un montant de 91 millions d'euros.

Créances apportées en garantie

Au cours de l'année 2019, le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées a apporté 3 265 055 milliers d'euros de créances en garantie dans le cadre de la participation du groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 3 387 426 milliers d'euros en 2018. Le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

En particulier, le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées a apporté :

- 2 217 595 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque de France, contre 2 398 778 milliers d'euros en 2018 ;

- 183 129 milliers d'euros de créances hypothécaires à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du refinancement auprès de la CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat), contre 192 560 milliers d'euros en 2018 ;

- 864 331 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. ou à d'autres partenaires du Groupe dans le cadre de divers mécanismes de refinancement, contre 796 087 milliers d'euros en 2018.

Engagements donnés aux entreprises liées

Une lettre de garantie de 1 645 610 milliers d'euros a été donné par le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées en faveur de Crédit Agricole S.A. (garantie de la liquidité et de la solvabilité du réseau Crédit Agricole).

Garanties détenues et actifs reçus en garantie

La plus grande partie des garanties et rehaussements détenus correspond à des hypothèques, des nantissements ou des cautionnements reçus, quelle que soit la qualité des actifs garantis.

A l'exception des titres reçus en pension livrée en 2018, pour un montant de 91 milliers d'euros, et des valeurs reçues en garantie ou en nantissement, pour un montant de 195 167 milliers d'euros au 31 décembre 2019 contre 199 433 milliers d'euros au 31 décembre 2018, les garanties détenues par le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées et qu'elle est autorisée à vendre ou à redonner en garantie sont non significatives et l'utilisation de ces garanties ne fait pas l'objet d'une politique systématisée étant donné son caractère marginal dans le cadre de l'activité du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées.

La politique de l'établissement consiste à céder dès que possible les actifs obtenus par prise de possession de garanties.

10 Reclassements d'instruments financiers

Comme les exercices précédents, le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées n'a pas opéré lors de l'exercice 2019 de reclassement au titre de l'amendement IAS 39 adopté par l'Union Européenne le 15 octobre 2008.

11 Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation.

La juste valeur est basée sur le prix de sortie (notion "*d'exit price*").

Les montants de juste valeur indiqués ci-dessous représentent les estimations effectuées à la date d'arrêté en ayant recours en priorité à des données de marché observables. Celles-ci sont susceptibles de changer au cours d'autres périodes en raison de l'évolution des conditions de marché ou d'autres facteurs.

Les calculs effectués représentent la meilleure estimation qui puisse être faite. Elle se base sur un certain nombre d'hypothèses. Il est supposé que les intervenants de marché agissent dans leur meilleur intérêt économique.

Dans la mesure où ces modèles présentent des incertitudes, les justes valeurs retenues peuvent ne pas se matérialiser lors de la vente réelle ou le règlement immédiat des instruments financiers concernés.

La hiérarchie de juste valeur des actifs et passifs financiers est ventilée selon les critères généraux d'observabilité des données d'entrées utilisées dans l'évaluation, conformément aux principes définis par la norme IFRS 13.

Le niveau 1 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs et passifs financiers cotés sur un marché actif.

Le niveau 2 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs et passifs financiers pour lesquels il existe des données observables. Il s'agit notamment des paramètres liés au risque de taux ou des paramètres de risque de crédit lorsque celui-ci peut être réévalué à partir de cotations de spreads de *Credit Default Swaps* (CDS). Les pensions données et reçues portant sur des sous-jacents cotés sur un marché actif sont également inscrites dans le niveau 2 de la hiérarchie, ainsi que les actifs et passifs financiers avec une composante à vue pour lesquels la juste valeur correspond au coût amorti non ajusté.

Le niveau 3 de la hiérarchie indique la juste valeur des actifs et passifs financiers pour lesquels il n'existe pas de donnée observable ou pour lesquels certains paramètres peuvent être réévalués à partir de modèles internes qui utilisent des données historiques. Il s'agit principalement des paramètres liés au risque de crédit ou au risque de remboursement anticipé.

Dans un certain nombre de cas, les valeurs de marché se rapprochent de la valeur comptable. Il s'agit notamment :

- des actifs ou passifs à taux variables pour lesquels les changements d'intérêts n'ont pas d'influence notable sur la juste valeur, car les taux de ces instruments s'ajustent fréquemment aux taux du marché ;
- des actifs ou passifs à court terme pour lesquels il est considéré que la valeur de remboursement est proche de la valeur de marché ;

- des instruments réalisés sur un marché réglementé (ex : l'épargne réglementée) pour lesquels les prix sont fixés par les pouvoirs publics ;
- des actifs ou passifs exigibles à vue ;
- des opérations pour lesquelles il n'existe pas de données fiables observables.

11.1 Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti

Les montants présentés incluent les créances et dettes rattachées et sont nets de dépréciation.

Actifs financiers comptabilisés au coût amorti au bilan valorisés à la juste valeur

	Valeur au bilan au 31/12/2019	Juste valeur au 31/12/2019	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
<i>En milliers d'euros</i>					
Instruments de dettes non évalués à la juste valeur au bilan					
Prêts et créances	14 145 173	14 667 261	-	929 336	13 737 925
Prêts et créances sur les établissements de crédit	888 464	916 672	-	916 672	-
Comptes ordinaires et prêts JJ	451 090	451 090	-	451 090	-
Comptes et prêts à terme	437 012	465 220	-	465 220	-
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-	-	-	-
Prêts subordonnés	362	362	-	362	-
Autres prêts et créances	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	13 256 709	13 750 589	-	12 664	13 737 925
Créances commerciales	26 657	26 632	-	-	26 632
Autres concours à la clientèle	13 197 785	13 691 848	-	-	13 691 848
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-	-	-	-
Prêts subordonnés	-	-	-	-	-
Créances nées d'opérations d'assurance directe	-	-	-	-	-
Créances nées d'opérations de réassurance	-	-	-	-	-
Avances en comptes courants d'associés	12 664	12 664	-	12 664	-
Comptes ordinaires débiteurs	19 603	19 445	-	-	19 445
Titres de dettes	831 017	871 256	869 705	1 551	-
Effets publics et valeurs assimilées	285 110	301 749	301 749	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	545 907	569 507	567 956	1 551	-
Total Actifs financiers dont la juste valeur est indiquée	14 976 190	15 538 517	869 705	930 887	13 737 925

	Valeur au bilan au 31/12/2018	Juste valeur au 31/12/2018	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
<i>En milliers d'euros</i>					
Instruments de dettes non évalués à la juste valeur au bilan					
Prêts et créances	13 268 539	13 587 637	-	893 966	12 693 671
Prêts et créances sur les établissements de crédit	855 888	881 744	-	881 744	-
Comptes ordinaires et prêts JJ	203 215	203 215	-	203 215	-
Comptes et prêts à terme	561 574	588 962	-	588 962	-
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-	-
Titres reçus en pension livrée	90 737	89 205	-	89 205	-
Prêts subordonnés	362	362	-	362	-
Autres prêts et créances	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	12 412 651	12 705 893	-	12 222	12 693 671
Créances commerciales	25 199	25 141	-	-	25 141
Autres concours à la clientèle	12 354 141	12 647 611	-	-	12 647 611
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-	-	-	-
Prêts subordonnés	-	-	-	-	-
Créances nées d'opérations d'assurance directe	-	-	-	-	-
Créances nées d'opérations de réassurance	-	-	-	-	-
Avances en comptes courants d'associés	12 222	12 222	-	12 222	-
Comptes ordinaires débiteurs	21 089	20 919	-	-	20 919
Titres de dettes	845 522	867 536	865 995	1 541	-
Effets publics et valeurs assimilées	290 727	301 400	301 400	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	554 795	566 136	564 595	1 541	-
Total Actifs financiers dont la juste valeur est indiquée	14 114 061	14 455 173	865 995	895 507	12 693 671

Passifs financiers comptabilisés au coût amorti au bilan valorisés à la juste valeur

	Valeur au bilan au 31/12/2019	Juste valeur au 31/12/2019	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
<i>En milliers d'euros</i>					
Passifs financiers non évalués à la juste valeur au bilan					
Dettes envers les établissements de crédit	8 525 593	8 807 632	-	8 807 632	-
Comptes ordinaires et emprunts JJ	54 913	54 913	-	54 913	-
Comptes et emprunts à terme	8 470 680	8 752 719	-	8 752 719	-
Valeurs données en pension	-	-	-	-	-
Titres donnés en pension livrée	-	-	-	-	-
Dettes envers la clientèle	5 535 470	5 535 471	-	5 459 836	75 635
Comptes ordinaires créditeurs	4 901 647	4 901 647	-	4 901 647	-
Comptes d'épargne à régime spécial	75 635	75 635	-	-	75 635
Autres dettes envers la clientèle	558 188	558 189	-	558 189	-
Titres donnés en pension livrée	-	-	-	-	-
Dettes représentées par un titre	36 421	36 499	36 499	-	-
Dettes subordonnées	-	-	-	-	-
Total passifs financiers dont la juste valeur est indiquée	14 097 484	14 379 602	36 499	14 267 468	75 635

	Valeur au bilan au 31/12/2018	Juste valeur au 31/12/2018	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
<i>En milliers d'euros</i>					
Passifs financiers non évalués à la juste valeur au bilan					
Dettes envers les établissements de crédit	8 329 304	8 580 069	-	8 580 069	-
Comptes ordinaires et emprunts JJ	82 402	82 402	-	82 402	-
Comptes et emprunts à terme	8 156 156	8 406 921	-	8 406 921	-
Valeurs données en pension	-	-	-	-	-
Titres donnés en pension livrée	90 746	90 746	-	90 746	-
Dettes envers la clientèle	5 147 450	5 147 450	-	5 091 380	56 070
Comptes ordinaires créditeurs	4 515 077	4 515 077	-	4 515 077	-
Comptes d'épargne à régime spécial	56 070	56 070	-	-	56 070
Autres dettes envers la clientèle	576 303	576 303	-	576 303	-
Titres donnés en pension livrée	-	-	-	-	-
Dettes représentées par un titre	40 185	39 962	39 962	-	-
Dettes subordonnées	-	-	-	-	-
Total passifs financiers dont la juste valeur est indiquée	13 516 939	13 767 481	39 962	13 671 449	56 070

11.2 Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur

Evaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (*Credit Valuation Adjustment* ou CVA) du risque de non-exécution sur les dérivés passifs (*Debit Valuation Adjustment* ou DVA ou risque de crédit propre).

L'ajustement de valeur relatif à la qualité de la contrepartie (CVA) vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque de crédit associé à la contrepartie (risque de non-paiement des sommes dues en cas de défaut). Cet ajustement est calculé globalement par contrepartie en fonction du profil d'expositions futures des transactions déduction faite d'éventuels collatéraux. Cet ajustement est systématiquement négatif et vient en minoration de la juste valeur active des instruments financiers.

L'ajustement de valeur relatif au risque de crédit propre de notre établissement (DVA) vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque porté par nos contreparties. Cet ajustement est calculé globalement par contrepartie en fonction du profil d'expositions futures des transactions. Cet ajustement est systématiquement positif et vient en diminution de la juste valeur passive des instruments financiers.

Le calcul du CVA/DVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables. La probabilité de défaut est en priorité directement déduite de CDS cotés ou de proxys de CDS cotés lorsqu'ils sont jugés suffisamment liquides.

Répartition des instruments financiers à la juste valeur par modèle de valorisation

Les montants présentés incluent les créances et dettes rattachées et sont nets de dépréciation.

Actifs financiers valorisés à la juste valeur

	31/12/2019	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
<i>En milliers d'euros</i>				
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	11 744	-	11 744	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-
Titres détenus à des fins de transaction	-	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
OPCVM	-	-	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-
Instruments dérivés	11 744	-	11 744	-
Autres actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat	354 718	251 991	99 189	3 538
Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	18 692	8 765	9 927	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-
Titres de participation non consolidés	18 692	8 765	9 927	-
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	336 026	243 226	89 262	3 538
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	20 458	-	20 458	-
Titres de dettes	315 568	243 226	68 804	3 538
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	18 110	9 988	4 584	3 538
OPCVM	297 458	233 238	64 220	-
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	-	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-
OPCVM	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
Actifs financiers comptabilisés en capitaux propres	1 784 669	164 328	1 620 341	-
Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	1 620 341	-	1 620 341	-
Actions et autres titres à revenu variable	3 659	-	3 659	-
Titres de participation non consolidés	1 616 682	-	1 616 682	-
Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	164 328	164 328	-	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres de dettes	164 328	164 328	-	-

Effets publics et valeurs assimilées	55 958	55 958	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	108 370	108 370	-	-
Instruments dérivés de couverture	77 888	-	77 888	-
TOTAL ACTIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR	2 229 019	416 319	1 809 162	3 538
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			-	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		-		-
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		-	-	
TOTAL DES TRANSFERTS VERS CHACUN DES NIVEAUX		-	-	-

	31/12/2018	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
<i>En milliers d'euros</i>				
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	17 219	-	17 219	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-
Titres détenus à des fins de transaction	-	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
OPCVM	-	-	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-
Instruments dérivés	17 219	-	17 219	-
Autres actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat	520 280	247 136	269 649	3 495
Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	11 614	10 767	847	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-
Titres de participation non consolidés	11 614	10 767	847	-
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	508 666	236 369	268 802	3 495
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	21 422	-	21 422	-
Titres de dettes	487 244	236 369	247 380	3 495
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	13 132	9 637	-	3 495
OPCVM	474 112	226 732	247 380	-
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	-	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-
OPCVM	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-

Actifs financiers comptabilisés en capitaux propres	1 706 020	160 291	1 545 729	-
Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	1 545 729	-	1 545 729	-
Actions et autres titres à revenu variable	2 657	-	2 657	-
Titres de participation non consolidés	1 543 072	-	1 543 072	-
Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	160 291	160 291	-	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres de dettes	160 291	160 291	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	45 451	45 451	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	114 840	114 840	-	-
Instruments dérivés de couverture	79 483	-	79 483	-
TOTAL ACTIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR	2 323 002	407 427	1 912 080	3 495
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques	-	-	-	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables	-	-	-	-
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables	-	-	-	-
TOTAL DES TRANSFERTS VERS CHACUN DES NIVEAUX	-	-	-	-

Passifs financiers valorisés à la juste valeur

	31/12/2019	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
<i>En milliers d'euros</i>				
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	12 214	-	12 214	-
Titres vendus à découvert	-	-	-	-
Titres donnés en pension livrée	-	-	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-	-
Dettes envers la clientèle	-	-	-	-
Instruments dérivés	12 214	-	12 214	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	68 182	-	68 182	-
Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur	80 396	-	80 396	-
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			-	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		-		-
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		-	-	
Total des transferts vers chacun des niveaux		-	-	-

	31/12/2018	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
<i>En milliers d'euros</i>				
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	16 738	-	16 738	-
Titres vendus à découvert	-	-	-	-
Titres donnés en pension livrée	-	-	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-	-
Dettes envers la clientèle	-	-	-	-
Instruments dérivés	16 738	-	16 738	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	57 124	-	57 124	-
Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur	73 862	-	73 862	-
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques	-	-	-	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables	-	-	-	-
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables	-	-	-	-
Total des transferts vers chacun des niveaux	-	-	-	-

Changements de modèles de valorisation

Il n'y a pas eu de changements de modèles de valorisation au cours de l'exercice.

Instruments financiers valorisés selon un modèle de niveau 3

Ces instruments financiers concernent uniquement les TSDI Predica qui sont des titres non cotés sur un marché actif et donc classés en niveau 3.

Le montant total des gains comptabilisés en résultat est de 43 milliers d'euros.

Variation du solde des instruments financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3

Actifs financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3

	Total	Actifs financiers détenus à des fins de transaction									Instruments dérivés
		Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Titres reçus en pension livrée	Valeurs reçues en pension	Titres détenus à des fins de transaction					
						Effets publics et valeurs assimilées	Obligations et autres titres à revenu fixe	OPCVM	Actions et autres titres à revenu variable	Titres détenus à des fins de transaction	
En milliers d'euros											
Solde d'ouverture (01/01/2019)	3 495	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Gains /pertes de la période (1)	43	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Comptabilisés en résultat	43	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Comptabilisés en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Achats de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Ventes de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Emissions de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Dénouements de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Reclassements de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Variations liées au périmètre de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Transferts vers niveau 3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Transferts hors niveau 3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Solde de clôture (31/12/2019)	3 538	-	-	-	-	-	-	-	-	-	

	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat																		
	Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat		Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI							Actifs représentatifs de contrats en unités de compte				Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option					
			Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Titres reçus en pension livrée	Valeurs reçues en pension	Titres de dettes				Effets publics et valeurs assimilées	Obligations et autres titres à revenu fixe	Actions et autres titres à revenu variable	OPCVM	Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Titres de dettes		
	Effets publics et valeurs assimilées	Obligations et autres titres à revenu fixe					OPCVM	Titres de dettes	Effets publics et valeurs assimilées	Obligations et autres titres à revenu fixe							Titres de dettes		
En milliers d'euros																			
Solde d'ouverture (01/01/2019)	-	-	-	-	-	-	-	3 495	-	3 495	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains /pertes de la période (1)	-	-	-	-	-	-	-	43	-	43	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptabilisés en résultat	-	-	-	-	-	-	-	43	-	43	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptabilisés en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Achats de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ventes de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emissions de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dénouements de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Reclassements de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations liées au périmètre de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts vers niveau 3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts hors niveau 3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Solde de clôture (31/12/2019)	-	-	-	-	-	-	-	3 538	-	3 538	-	-	-	-	-	-	-	-	-

	Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres						Instruments dérivés de couverture
	Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables		Instruments de dettes comptabilisés en à la juste valeur par capitaux propres recyclables				
			Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Créances sur la clientèle		
	Actions et autres titres à revenu variable	Titres de participation non consolidés			Effets publics et valeurs assimilées	Obligations et autres titres à revenu fixe	
En milliers d'euros							
Solde d'ouverture (01/01/2019)	-	-	-	-	-	-	-
Gains /pertes de la période (1)	-	-	-	-	-	-	-
Comptabilisés en résultat	-	-	-	-	-	-	-
Comptabilisés en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-
Achats de la période	-	-	-	-	-	-	-
Ventes de la période	-	-	-	-	-	-	-
Emissions de la période	-	-	-	-	-	-	-
Dénouements de la période	-	-	-	-	-	-	-
Reclassements de la période	-	-	-	-	-	-	-
Variations liées au périmètre de la période	-	-	-	-	-	-	-
Transferts	-	-	-	-	-	-	-
Transferts vers niveau 3	-	-	-	-	-	-	-
Transferts hors niveau 3	-	-	-	-	-	-	-
Solde de clôture (31/12/2019)	-	-	-	-	-	-	-

(1) ce solde inclut les gains et pertes de la période provenant des actifs détenus au bilan à la date de la clôture pour les montants suivants :

Gains/ pertes de la période provenant des actifs de niveau 3 détenus au bilan en date de clôture	48
Comptabilisés en résultat	48
Comptabilisés en capitaux propres	-

Passifs financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3

Il n'y a pas de passifs financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3 au 31 décembre 2019.

12 Impacts des évolutions comptables ou autres événements

IFRS16

Bilan Actif

Impacts IFRS 16 au 1^{er} janvier 2019

L'application de la norme IFRS 16 au 1er janvier 2019 n'a pas généré d'impact significatif dans les comptes consolidés du groupe Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées.

<i>(en milliers d'euros)</i>	01/01/2019	Impact	01/01/2019
	Retraité	IFRS 16	Publié
Caisse, banques centrales	97 098	-	97 098
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	537 499	-	537 499
<i>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</i>	17 219	-	17 219
<i>Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat</i>	520 280	-	520 280
Instruments dérivés de couverture	79 483	-	79 483
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	1 706 020	-	1 706 020
<i>Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables</i>	160 291	-	160 291
<i>Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables</i>	1 545 729	-	1 545 729
Actifs financiers au coût amorti	14 114 061	-	14 114 061
<i>Prêts et créances sur les établissements de crédit</i>	855 888	-	855 888
<i>Prêts et créances sur la clientèle</i>	12 412 651	-	12 412 651
<i>Titres de dettes</i>	845 522	-	845 522
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	5 580	-	5 580
Actifs d'impôts courants et différés	39 020	648	38 372
Comptes de régularisation et actifs divers	274 055	-	274 055
Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées	-	-	-
Participations dans les entreprises mises en équivalence	-	-	-
Immeubles de placement	5 035	-	5 035
Immobilisations corporelles (1)	129 021	2 508	126 513
Immobilisations incorporelles	238	-	238
Ecarts d'acquisition	-	-	-
TOTAL DE L'ACTIF	16 987 110	3 156	16 983 954

(1) L'impact IFRS 16 en immobilisations incorporelles correspond au reclassement des droits au bail de la rubrique « Immobilisations incorporelles » vers la rubrique « Immobilisations corporelles ».

Bilan Passif

Impacts IFRS 16 au 1^{er} janvier 2019

L'application de la norme IFRS 16 au 1er janvier 2019 n'a pas généré d'impact significatif dans les comptes consolidés du groupe Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées.

(en milliers d'euros)	01/01/2019 Retraité	Impact IFRS 16	01/01/2019 Publié
Banques centrales	-	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	16 738	-	16 738
<i>Passifs financiers détenus à des fins de transaction</i>	16 738	-	16 738
<i>Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</i>	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	57 124	-	57 124
Passifs financiers au coût amorti	13 516 939	-	13 516 939
<i>Dettes envers les établissements de crédit</i>	8 329 304	-	8 329 304
<i>Dettes envers la clientèle</i>	5 147 450	-	5 147 450
<i>Dettes représentées par un titre</i>	40 185	-	40 185
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	70 904	-	70 904
Passifs d'impôts courants et différés	1 050	648	402
Comptes de régularisation et passifs divers	318 494	2 508	315 986
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées	-	-	-
Provisions	84 007	-	84 007
Dettes subordonnées	-	-	-
Total dettes	14 065 257	3 156	14 062 101
Capitaux propres	2 921 854	-	2 921 854
Capitaux propres part du Groupe	2 916 977	-	2 916 977
Capital et réserves liées	910 232		910 232
Réserves consolidées	1 675 645	-	1 675 645
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	234 448		234 448
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur activités abandonnées	-	-	-
Résultat de l'exercice	96 652		96 652
Participations ne donnant pas le contrôle	4 877	-	4 877
TOTAL DU PASSIF	16 987 110	3 156	16 983 954

IFRS 9

Lors de la FTA IFRS9, les titres CARD, FI Venture et Crédit Agricole Innovations et Territoires ont été portés à tort en titres de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables et ont fait l'objet d'un transfert, à la date du 1er janvier 2019, en titres de dettes à la juste valeur par résultat pour un montant de 1 515 milliers d'euros.

L'écart de réévaluation de -33 milliers d'euros a été inscrit en réserves lors du transfert.

13 Périmètre de consolidation au 31 décembre 2019

13.1 Information sur les filiales

13.1.1 Restrictions sur les entités contrôlées

Il n'y a pas de dispositions réglementaires, légales ou contractuelles peuvent limiter la capacité du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées à avoir librement accès aux actifs de ses filiales et à régler ses passifs.

13.1.2 Soutiens aux entités structurées contrôlées

Le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées n'a accordé aucun soutien financier à une ou plusieurs entités structurées consolidées au 31 décembre 2018 et au 31 décembre 2019.

13.1.3 Opérations de titrisation et fonds dédiés

Les fonds dédiés Force 4 et NMP Gestion (OPC fermés) obtenus par le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées sont consolidés par intégration globale.

Pour plus de détails sur ces opérations de titrisation et sur l'indication de la valeur comptable des actifs concernés et des passifs associés, il est possible de se reporter à la note 6.6 "Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue".

Les Caisses régionales depuis 2015 ont participé à plusieurs titrisations True Sale. Ces titrisations sont des RMBS français soit autosouscrits (FCT Crédit Agricole Habitat 2015), soit placés dans le marché par le Groupe (FCT Crédit Agricole Habitat 2017 et FCT Crédit Agricole Habitat 2018).

Ces opérations se traduisent par une cession de crédits à l'habitat originés par les 39 Caisses régionales et éventuellement LCL pour certains FCT, à un FCT (un par titrisation). Les FCT sont consolidés au sein du groupe Crédit Agricole

Dans le cadre de ces titrisations, le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées a cédé, à l'origine, des crédits habitat pour un montant de 275 millions d'euros aux FCT.

13.2 Composition du périmètre

Périmètre de consolidation du Crédit Agricole d'Ile de France	Méthode de consolidation	Modification de périmètre	Implantation	Type d'entité et nature du contrôle	% de contrôle		% d'intérêt	
					31/12/2019	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2018
Caisse Régionale Nord Midi-Pyrénées	Intégration globale	-	France	Mère	100%	100%	100%	100%
Caisse Locale Nord Midi-Pyrénées	Intégration globale	-	France	Mère	100%	100%	100%	100%
FCT Crédit Agricole Habitat	Intégration globale	-	France	Filiale	100%	100%	100%	100%
Force 4	Intégration globale	-	France	Entité structurée	99,99%	99,99%	99,99%	99,99%
NMP Gestion	Intégration globale	-	France	Entité structurée	99,99%	99,99%	99,99%	99,99%
Groupe Inforsud Gestion	Intégration globale	-	France	Filiale	93,49%	93,49%	93,49%	93,49%
NMP Développement	Intégration globale	Franchissement de seuil	France	Filiale	100%	Non intégré	100%	Non intégré

Au 1er janvier 2019, la filiale NMP Développement a été intégrée dans le périmètre de consolidation.

Au 31 décembre 2019, le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées ayant participé aux opérations de titrisation Crédit Agricole Habitat a consolidé ses quotes-parts (analyse par silo) de chacun des FCT, le complément de prix de cession, le mécanisme de garantie ainsi que la convention de remboursement interne limitant in fine la responsabilité de chaque cédant à hauteur des « gains et pertes » réellement constatés sur les créances qu'il a cédées aux FCT.

Le Groupe Inforsud Gestion est une holding de sociétés à activité commerciale et prestations de services (Editique, Imprimerie, Informatique de proximité) composé de 4 sociétés :

- La holding Inforsud Gestion,
- Edokial,
- Inforsud Diffusion,
- Chabrillac.

Le Groupe Inforsud Gestion a cédé sa filiale Merico au cours du premier semestre 2019.

La liste des Caisses Locales figurent en page suivante :

Caisses locales - adresse complète	Président
ALBAN - 9 place de l'Eglise - 81 250 ALBAN	Evelyne BOUSQUET
ALBI - 14 place du Vigan - 81 000 ALBI	Jean-Marc FAGES
BARAQUEVILLE - Place du Foirail - 12 160 BARAQUEVILLE	Gilles DURANTON
BEAUMONT DE LOMAGNE - 13, rue Pierre Fermat - 82 500 BEAUMONT DE LOMAGNE	Daniel CHAUBET
CAHORS LARROUMET - 22 bd Gambetta - 46 021 CAHORS	Vincent LABRUYERE
CAHORS UNIVERSITE - 111 bd Gambetta -46 002 CAHORS	Didier BALDY
CARMAUX - 14 place Gambetta - 81 400 CARMAUX	Jean-Pierre DURAND
CASSAGNES-BEGHONES - 4 Place Charles de Gaulle - 12 120 CASSAGNES-BEGONHES	Marc FERRIEU
CASTELSARRASIN-PAYS DE CADILLAC - 56 rue de l'Egalité - 82 100 CASTELSARRASIN	Gisèle VIGNAUX
CASTRES-VAL D'AGOUT - 8 avenue A. Malroux - 81 100 CASTRES	Vincent DESPLATS
CAUSSADE - 3 place Léon de Maleville - 82 300 CAUSSADE	Alain DURADE
CAYLUS - avenue du Pere Huc - 82 160 CAYLUS	Dominique BORIES
CAZES MONDENARD - place de la Mairie - 82 110 CAZES MONDENARD	Eric ARNAL
COCAGNE - place du Foirail - 81 500 LAVAUR	Patricia ROSSONI
CORDES-VAOUR - 14 place de la Bouteillerie - 81 170 CORDES	Christian LONQUEU
DADOU-GIJOU - Place de l'église - 81 360 MONTREDON	Gérard SOULET
DOURGNE - Les promenades - 81 110 DOURGNE	Françoise LECLERC
ESPALION - 11 bd Joseph Poulenc - 12 500 ESPALION	Patricia NOEL
FIGEAC - 9 avenue Pezet - 46 101 FIGEAC	Agnès AUBERTIN
GAILLAC-CADALEN - 42 place de la Libération - 81 600 GAILLAC	Christophe CAUSSE
GRAMAT - Place de la République - 46 500 GRAMAT	Michel AUBERT
GRAULHET - 3 av. de la Résistance - 81 300 GRAULHET	Marie-Ange VAISSIERE
LABASTIDE SAINT PIERRE-GRISOLLES - place du Parvis - 82 170 GRISOLLES	Patricia FINANCE
LA BOURIANE - 40 bd Mainiol - 46 300 GOURDON	Robert NAVARRE
LA VALLEE DU GIROU - Avenue de Castres - 81 700 PUYLAURENS	Bernard PINEL
LABRUGUIERE - 12 bd Gambetta - 81 290 LABRUGUIERE	Laurent CARRIERE
LAFRANCAISE-MOLIERES - 21 rue Louis Pernon - 82 130 LAFRANCAISE	Michel PARRIEL
LAGUIOLE - Place du Foirail - 12 210 LAGUIOLE	Géraud VALADIER
LAISSAC-SEVERAC - Route de RODEZ - 12 310 LAISSAC	Georgette LACOSTE
LAUTREC - rue Lengouzy - 81 440 LAUTREC	Thierry BARDOU
LAVIT DE LOMAGNE - boulevard des Amoureux - 82 120 LAVIT DE LOMAGNE	Francis AMBROGIO
LISLE SUR TARN - place Paul Sayssac - 81 310 LISLE SUR TARN	Corinne BOSCARIOL
MILLAU - 35 avenue de la République - 12 100 MILLAU	Charles SCHACKIS
MOISSAC - 6 place de la Liberté - 82 200 MOISSAC	Martine BENECH
MONTAGNE NOIRE - square Gaston Tournier - 81 200 MAZAMET	Michel BOURDEL
MONTAUBAN - bd Gambetta - 82 000 MONTAUBAN	Annick CADENE
MONTBAZENS - Rue Principale - 12 220 MONTBAZENS	Jacques COUDERC
MONTCUQ - Faubourg Saint Privat - 46 800 MONTCUQ	Pierre-Marie MOURGUES
MONTECH - place Aristide Briand - 82 700 MONTECH	Serge FIORE
MONTPEZAT DE QUERCY - Place de la Mairie - 82 270 MONTPEZAT DE QUERCY	Karine NADALIN
MONTS DE LACAUNE-BRASSAC - 17 Allées du château - 81 230 BRASSAC	Lucien BIAU
MUR DE BARREZ - Grande Rue - 12 600 MUR de BARREZ	Lucien GUIMONTEIL
NAUCELLE - Avenue de la Gare - 12 800 NAUCELLE	Nadine MEISSONNIER
NEGREPELISSE - 45 rue Marcelin Viguié - 82 800 NEGREPELISSE	Véronique MAGNANI
PONT DE SALARS - Avenue de Rodez -12 290 PONT-DE-SALARS	Patrick GERAUD
QUERCY-BRULHOIS - 5 bd V. Guilhaum - 82 400 VALENCE D'AGEN	Jean-Jacques CALCAT
QUERCY-PAYS DE SERRES - place Mercadiel - 82 150 MONTAIGU DE QUERCY	Philippe LARROQUE
QUERCY BLANC - Place Gambetta - 46 170 CASTELNAU MONTRATIER	Jean-Marc ALBOUYS
RABASTENS-SALVAGNAC - 23 Pl St Michel - 81 800 - RABASTENS	Pascal ASSEMAT
REALMONT - bd Gambetta - 81 120 REALMONT	Patrick DURAND
REQUISTA - Place des Anciens Combattants - 12 170 REQUISTA	Joël BOUTEILLE
RIEUPEYROUX - Tour de Ville - 12 240 RIEUPEYROUX	Benoît VALAYE
RODEZ - 6 bd du 122ème R.I. - 12 000 RODEZ	Benoît QUINTARD
SAINT AFFRIQUE - 28 bd de la République - 12 400 ST AFFRIQUE	William SOLIER
SAINT ANTONIN NOBLE VAL - 38 avenue du Dr Benet - 82 140 ST ANTONIN NOBLE VAL	Cécile CADILHAC
SAINT CERRE - bd Lurçat - 46 400 SAINT CERRE	Véronique LACAZE
SAINT GENIEZ - Route Nationale - 12 130 ST GENIEZ-D'OLT	Gérard MAJOREL
SAINT SULPICE - 14, place Jean Jaures - 81 370 ST SULPICE	Jean-Robert RIGAL
SEGALA TARNAIS - Route de RODEZ - 81 190 TANUS	Remy LACROIX
SEGALA - Route Nationale - 46 120 LACAPELLE-MARIVAL	Sebastien DEVEZ
SOUILLAC -bd Malvy - 46 200 SOUILLAC	Francine GREGORY
TARN TESCOU QUERCY VERT - Route de Montauban - 82 230 MONCLAR DE QUERCY	Robert PAGES
VALLEE DU LOT - Place Dutour - 46 220 PRAYSSAC	Georges BONACHERA
VAYRAC - Place des Cadurques - 46 110 VAYRAC	Laurent PERRIER
VERDUN SUR GARONNE - rue Joliot-Curie - 82 600 VERDUN SUR GARONNE	Corinne VIRCHENAUD GOMBAO
VILLEFRANCHE DE ROUERGUE - 22 bd du Général De GAULLE - 12 200 VILLEFRANCHE DE R.	Jacky FOISSAC

14 Participations et entités structurées non consolidées

14.1 Participations non consolidées

Ces titres enregistrés à la juste valeur par résultat ou la juste valeur par capitaux propres non recyclables, sont des titres à revenu variable représentatifs d'une fraction significative du capital des sociétés qui les ont émis et destinés à être détenus durablement.

	31.12.2019		31.12.2018	
	Valeur au bilan	% de capital détenu par le Groupe	Valeur au bilan	% de capital détenu par le Groupe
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Titres de participation non consolidés (détail)				
SAS Rue La Boétie	913 050	3,35	872 071	3,35
Sacam Mutualisation	607 237	2,97	565 168	2,97
SAS Sacam développement	27 897	3,37	27 313	3,37
SAS Sacam International	19 666	3,35	21 417	3,35
SA Grand Sud Ouest Capital	13 451	11,81	11 187	11,81
SA Sopra Steria	8 431	0,29	9 476	0,57
Sacam Immobilier	4 890	2,65	6 206	2,65
SAS Sacam Avenir	4 191	1,93	3 700	1,93
SAS Sacam participations	2 996	2,71	2 760	2,71
SAS Delta	2 421	3,04	2 421	3,04
L'Oustal des Aveyronnais	2 263	6,11	2 230	6,11
Sacam Assurance caution	2 150	2,87	2 106	2,87
SAS C2MS	1 786	1,50	1 704	1,50
SAS Sacam Fireca	1 518	2,73	552	3,11
Axway Software	335	0,13	1 290	0,49
SAS NMP Développement (1)			10 816	100,00
Autres titres de participation	13 219		14 268	
Valeur au bilan des titres de participation non consolidés	1 625 501		1 554 686	

(1) La filiale SAS NMP Développement est entrée dans le périmètre de consolidation sur l'exercice 2019.

14.1.1 Entités non intégrées dans le périmètre de consolidation

Les entités sous contrôle exclusif, sous contrôle conjoint et sous influence notable non intégrées dans le périmètre de consolidation, sont présentées dans le tableau ci-dessous :

Entités non consolidées	Siège social	% d'intérêt		Motif d'exclusion du périmètre de consolidation
		31/12/2019	31/12/2018	
Compagnie Aveyronnaise Service et Gestion	France	99,05%	99,00%	Entité non significative
NMP Actions	France	100,00%	100,00%	Entité non significative
NMP Immo	France	100,00%	100,00%	Entité non significative
NMP Vaneau	France	100,00%		Entité non significative
NMP Chasseloup	France	100,00%		Entité non significative

14.1.2 Titres de participation non consolidés et présentant un caractère significatif

Il n'y a pas de titres de participations non consolidés et présentant un caractère significatif.

14.2 Informations sur les entités structurées non consolidées

Conformément à IFRS 12, une entité structurée est une entité conçue de telle manière que les droits de vote ou droits similaires ne constituent pas le facteur déterminant pour établir qui contrôle l'entité ; c'est notamment le cas lorsque les droits de vote concernent uniquement des tâches administratives et que les activités pertinentes sont dirigées au moyen d'accords contractuels.

Informations sur la nature et l'étendue des intérêts détenus

Au 31 décembre 2019, le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées n'a pas d'intérêts dans certaines entités structurées non consolidées.

Le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées n'a pas sponsorisé d'entités structurées non consolidées.

Informations sur les risques associés aux intérêts détenus

Soutien financier apporté aux entités structurées

Le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées n'a pas apporté son soutien financier à une ou plusieurs entités structurées non consolidées au cours de l'exercice 2019.

Intérêts détenus dans des entités structurées non consolidées par nature d'activités

Au 31 décembre 2019 et au 31 décembre 2018, l'implication du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées dans des entités structurées non consolidées est présentée pour l'ensemble des familles d'entités structurées sponsorisées significatives pour le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées dans les tableaux ci-dessous :

En milliers d'euros	31/12/2019															
	Titrisation				Gestion d'actifs				Fonds de placement (1)				Financement structuré (1)			
	Valeur au bilan	Perte maximale			Valeur au bilan	Perte maximale			Valeur au bilan	Perte maximale			Valeur au bilan	Perte maximale		
		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	-	-	-	-	-	-	118 543	118 543	-	118 543	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des actifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	-	-	-	-	-	-	-	-	118 543	118 543	-	118 543	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des passifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Engagements donnés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Engagements de financement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Engagements de garantie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions pour risque d'exécution - Engagements par signature	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des engagements hors bilan net de provisions vis-à-vis des entités structurées non consolidées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Bilan des entités structurées non consolidées	-	-	-	-	-	-	-	-	19 860 689	-	-	-	-	-	-	-

(1) Les entités structurées non sponsorisées ne présentent pas de de risques spécifiques liées à la nature de l'entité. Des informations relatives à ces expositions sont communiquées dans la note "Exposition au risque de crédit" et dans la note "Risque de marché". Il s'agit des fonds de placement dans lesquels le Groupe n'est pas gérant et des entités de financement structuré dans lesquelles le Groupe a uniquement accordé un prêt.

	31/12/2018															
	Titrisation				Gestion d'actifs				Fonds de placement (1)				Financement structuré (1)			
	Valeur au bilan	Perte maximale			Valeur au bilan	Perte maximale			Valeur au bilan	Perte maximale			Valeur au bilan	Perte maximale		
		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette
En milliers d'euros																
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	-	-	-	-	-	-	315 547	315 547	-	315 547	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des actifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	-	-	-	-	-	-	-	-	315 547	315 547	-	315 547	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des passifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Engagements donnés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Engagements de financement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Engagements de garantie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions pour risque d'exécution - Engagements par signature	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des engagements hors bilan net de vis-à-vis des entités structurées non consolidées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total bilan des entités structurées non consolidées	-	-	-	-	-	-	-	-	5 556 557	-	-	-	-	-	-	-

(1) Les entités structurées non sponsorisées ne présentent pas de de risques spécifiques liées à la nature de l'entité. Des informations relatives à ces expositions sont communiquées dans la note "Exposition au risque de crédit" et dans la note "Risque de marché". Il s'agit des fonds de placement dans lesquels le Groupe n'est pas gérant et des entités de financement structuré dans lesquelles le Groupe a uniquement accordé un prêt.

Exposition maximale au risque de perte

L'exposition maximale au risque de perte des instruments financiers correspond à la valeur comptabilisée au bilan à l'exception des dérivés de vente d'option et de *credit default swap* pour lesquels l'exposition correspond à l'actif au montant du notionnel et au passif au notionnel minoré du *mark-to-market*. L'exposition maximale au risque de perte des engagements donnés correspond au montant du notionnel et la provision sur engagements donnés au montant comptabilisé au bilan.

15 Événements postérieurs au 31 décembre 2019

➤ Garanties spécifiques apportées par les Caisses régionales à Crédit Agricole S.A. (Switch)

Crédit Agricole S.A. démantèlera, le 2 mars 2020, 35% du mécanisme de garantie « Switch » mis en place entre les Caisses régionales et Crédit Agricole S.A.

Pour le Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées, cette opération se traduira par une baisse des engagements donnés de 103,6 millions d'euros et une baisse du dépôt de garantie apporté à Crédit Agricole S.A de 35,1 millions d'euros.

RAPPORT DES COMMISSAIRES
AUX COMPTES SUR LES
COMPTES CONSOLIDES

ALBOUY ASSOCIES CONSULT

ERNST & YOUNG Audit

**Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord
Midi-Pyrénées**

Exercice clos le 31 décembre 2019

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

ALBOUY ASSOCIES CONSULT
9, rue Camille Douls
12000 Rodez
S.A.S. au capital de € 48 000
427 280 326 R.C.S. Rodez

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Montpellier

ERNST & YOUNG Audit
Tour First
TSA 14444
92037 Paris-La Défense cedex
S.A.S. à capital variable
344 366 315 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord Midi-Pyrénées

Exercice clos le 31 décembre 2019

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

A l'Assemblée Générale de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord Midi-Pyrénées,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord Midi-Pyrénées relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

■ Dépréciations des crédits sur une base individuelle

Risque identifié	Notre réponse
<p>Du fait de son activité, la caisse régionale est exposée à un risque significatif de crédit sur les marchés des entreprises, des professionnels et de l'agriculture.</p> <p>Comme indiqué dans la note 1.2 de l'annexe aux comptes consolidés, les encours en défaut (Bucket 3) sont dits dépréciés lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés de ces actifs financiers. Le montant de ces dépréciations correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus à maturité (incluant le principal et les intérêts).</p> <p>S'agissant de la détermination d'éventuelles dépréciations, la direction de la caisse régionale est conduite à formuler des hypothèses pour estimer les flux futurs de recouvrement.</p> <p>Nous avons considéré la détermination de ces dépréciations portant sur les marchés des entreprises, des professionnels et de l'agriculture comme un point clé de l'audit en raison de leur importance dans le bilan et de leur sensibilité aux hypothèses retenues par la direction pour déterminer les flux futurs estimés. Ces dépréciations sont intégrées dans le montant total des dépréciations individuelles qui s'élève à M€ 275,2 présentées dans la note 3.1.1 de l'annexe aux comptes consolidés.</p>	<p>Nos travaux ont consisté à examiner le dispositif mis en place par la direction pour évaluer le montant des dépréciations à comptabiliser.</p> <p>Nous avons en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none">➤ mené des entretiens au cours de l'exercice avec les personnes en charge du suivi des risques au sein de la caisse régionale afin de prendre connaissance de la gouvernance et des procédures mises en place pour évaluer ces dépréciations et assurer leur correcte comptabilisation ;➤ testé l'efficacité des contrôles clés mis en œuvre par la caisse régionale relatifs à ces procédures ;➤ analysé les hypothèses utilisées par la direction pour la détermination des flux futurs estimés sur un échantillon de dossiers de crédit ;➤ mis en œuvre des procédures analytiques sur la couverture des encours douteux par marché et par strate d'encours.

■ Risque de crédit et estimation des pertes attendues sur les expositions n'étant pas en défaut

Risque identifié	Notre réponse
<p>Comme indiqué dans la note 1.2 de l'annexe aux comptes consolidés, la caisse régionale comptabilise des corrections de valeur au titre des pertes de crédit attendues (« <i>Expected Credit Losses</i> » ou « <i>ECL</i> ») dès la comptabilisation initiale d'un instrument financier (crédit, titre de dette, garantie, etc.), au titre des pertes de crédit attendues sur douze mois (<i>Bucket 1</i>) ; et, si la qualité de crédit se dégrade significativement pour une transaction ou un portefeuille donné, à maturité (<i>Bucket 2</i>).</p> <p>Les corrections de valeur reposent sur des estimations qui intègrent des paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut tenant compte de données macro-économiques prospectives (<i>Forward Looking</i>) appréciées au niveau du groupe Crédit Agricole et au niveau de la caisse régionale au regard de ses propres portefeuilles de crédits.</p> <p>Ces corrections de valeur représentent en cumul sur les prêts et créances sur la clientèle et sur les engagements par signature au 31 décembre 2019, un montant de M€ 136,9 comme détaillé dans la note 3.1.1 de l'annexe aux comptes consolidés.</p> <p>Nous avons considéré qu'il s'agissait d'un point clé de l'audit en raison de :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ l'importance des zones de jugement entrant dans la détermination des modèles, des risques liés à la qualité des données qui les alimentent et des risques liés à leur insertion opérationnelle ; ➤ l'importance des crédits à la clientèle dans le bilan, et du recours à de nombreux paramètres et hypothèses appliqués pour décliner la méthode sur plusieurs types de portefeuilles (entreprises, particuliers, crédit à la consommation, etc.), dont par exemple des informations prospectives (<i>Forward Looking</i> central et local) ou des critères de transfert parmi les catégories d'expositions homogènes de risques (<i>Bucket 1</i> et <i>Bucket 2</i>). 	<p>Dans le cadre de l'audit des comptes consolidés, nos travaux ont consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ prendre connaissance, lors d'un examen critique, des conclusions des travaux réalisés à notre demande par les auditeurs de la consolidation du groupe Crédit Agricole, avec l'aide de leurs experts sur les modèles de dépréciations. Ces travaux couvrent en particulier les aspects suivants : <ul style="list-style-type: none"> ➤ les principes méthodologiques suivis pour la construction des modèles, ➤ la qualité des données utilisées pour calibrer les paramètres utilisés dans les modèles (probabilité de défaut « PD », et perte en cas de défaut « Loss Given Default » ou « LGD »), ➤ la gouvernance des modèles au regard des modalités de détermination et de changement des paramètres, du processus de validation indépendante et des modalités de backtesting, ➤ la réalisation de tests applicatifs ciblés sur les principales fonctionnalités de l'outil utilisé pour déterminer les corrections de valeur ; ➤ tester, par sondages, la qualité des données des expositions entrant dans le modèle de provisionnement sur la base d'un échantillon de dossiers ; ➤ tester la correcte application des principes retenus en matière de segmentation des expositions entre les catégories d'expositions homogènes de risques (<i>Bucket 1</i> et <i>Bucket 2</i>) ; ➤ contrôler le déversement des expositions servant de base au calcul des dépréciations et des provisions dans l'outil de provisionnement ; ➤ apprécier les hypothèses et la documentation fournie par la caisse régionale sur la justification des paramètres conjoncturels et/ou structurels locaux retenus pour l'application du <i>Forward Looking</i> ; ➤ analyser l'évolution des expositions et des corrections de valeur par catégorie homogène de risque sur l'exercice 2019. <p>Nous avons par ailleurs apprécié le caractère approprié des informations données dans les annexes aux comptes consolidés, au regard des exigences de la norme IFRS 9 au 31 décembre 2019.</p>

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Nous attestons que la déclaration consolidée de performance extra-financière prévue par l'article L. 225-102-1 du Code de commerce figure dans les informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L. 823-10 de ce code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes consolidés et doivent faire l'objet d'un rapport par un organisme tiers indépendant.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

■ Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord Midi-Pyrénées par votre assemblée générale du 29 mars 2007 pour le cabinet ALBOUY ASSOCIES CONSULT et du 6 décembre 2002 pour le cabinet ERNST & YOUNG Audit.

Au 31 décembre 2019, le cabinet ALBOUY ASSOCIES CONSULT était dans la treizième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG Audit dans la dix-huitième année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la caisse régionale à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la caisse régionale ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

■ Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre caisse régionale.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la caisse régionale à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;

- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

■ Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

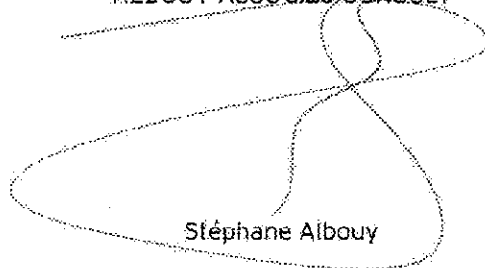
Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Rodez et Paris-La Défense, le 9 mars 2020

Les Commissaires aux Comptes

ALBOUY ASSOCIES CONSULT



Stéphane Albouy

ERNST & YOUNG Audit



Claire Rochas

RAPPORT SPECIAL DES
COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS
REGLEMENTEES

**Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord
Midi-Pyrénées**

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice
clos le 31 décembre 2019

**Rapport spécial des commissaires aux comptes
sur les conventions réglementées**

ALBOUY ASSOCIES CONSULT
9, rue Camille Douls
12000 Rodez
S.A.S. au capital de € 48 000
427 280 326 R.C.S. Rodez

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Montpellier

ERNST & YOUNG Audit
Tour First
TSA 14444
92037 Paris-La Défense cedex
S.A.S. à capital variable
344 366 315 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord Midi-Pyrénées

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019

Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées

A l'Assemblée Générale de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord Midi-Pyrénées,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre caisse régionale, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la caisse régionale des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale

En application de l'article L. 225-40 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes conclues au cours de l'exercice écoulé qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

► Avec le Groupe Inforsud

Dirigeants concernés

► S.A.S. Edokial

MM. Jean-Jacques Calcat, Benoît Quintard, William Solier, Pierre Cambefort, respectivement président, administrateurs et directeur général de votre Caisse régionale, sont également administrateurs de la S.A.S. Edokial.

► S.A.S. Inforsud Diffusion

MM. Bernard Pinal, William Solier, administrateurs de votre Caisse régionale, sont également administrateurs de la S.A.S. Inforsud Diffusion.

► S.A.S. Merico Deltaprint

MM. Michel Alibert, William Solier, administrateurs de votre Caisse régionale, sont également administrateurs de la S.A.S. Merico Deltaprint.

► S.A. Inforsud Gestion

MM. Jean-Jacques Calcat, Benoît Quintard, William Solier, Pierre Cambefort, respectivement président, administrateurs et directeur général de votre Caisse régionale, sont également administrateurs de la S.A. 'Inforsud Gestion.

Objet

Votre Caisse régionale recourt aux prestations des sociétés suivantes :

- S.A.S. Edokial pour l'édition et l'envoi de relevés ;
- S.A.S. Inforsud Diffusion pour des prestations informatiques ;
- S.A.S. Merico Deltaprint pour la réalisation d'imprimés (jusqu'au 29 mai 2019, date de cession de l'entreprise) ;
- S.A. Inforsud Gestion pour la facturation de fioul du Causse Comtal.

Pour la période du 1^{er} janvier au 29 mai 2019 les factures comptabilisées ont été les suivantes :

En euros	Hors taxes	Toutes taxes comprises
S.A.S. Merico Deltaprint	34 054,72	40 865,66

Pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019 les factures comptabilisées ont été les suivantes :

En euros	Hors taxes	Toutes taxes comprises
S.A.S. Edokial	1 557 512, 93	1 869 015, 51
S.A.S. Inforsud Diffusion	1 247 147, 54	1 496 577, 04
S.A. Inforsud Gestion	13 701, 51	16 441, 81

Motifs justifiant la convention

Cette convention permet à votre Caisse régionale d'utiliser les compétences du groupe en matière d'imprimerie et d'édition.

Convention autorisée par le conseil d'administration dans sa séance du 27 janvier 2020.

► Avec la Caisse locale de Crédit Agricole de Lafrançaise-Molières***Dirigeant concerné***

M. Michel Parriel, administrateur de votre Caisse régionale et président de la Caisse locale de Crédit Agricole de Lafrançaise-Molières.

Objet

Accord d'une subvention de € 10 200.

Motifs justifiant la convention

Cette convention permet à votre Caisse régionale de conforter son action mutualiste et à la Caisse locale de Lafrançaise-Molières de distribuer un intérêt aux parts sociales de 1,25 % au titre de l'exercice 2019.

Convention autorisée par le conseil d'administration dans sa séance du 27 janvier 2020

► Avec la Caisse locale de Crédit Agricole de Quercy-Brulhois***Dirigeant concerné***

M. Jean-Jacques Calcat, administrateur de votre Caisse régionale et président de la Caisse locale de Crédit Agricole de Quercy-Brulhois.

Objet

Accord d'une subvention de € 1 500.

Motifs justifiant la convention

Cette convention permet à votre Caisse régionale de conforter son action mutualiste et à la Caisse locale de Quercy-Brulhois de distribuer un intérêt aux parts sociales de 1,25 % au titre de l'exercice 2019.

Convention autorisée par le conseil d'administration dans sa séance du 27 janvier 2020

► Avec la Caisse locale de Crédit Agricole de Laissac***Dirigeant concerné***

M^{me} Corinne Lacaze, administrateur de votre Caisse régionale et président de la Caisse locale de Crédit Agricole de Laissac.

Objet

Accord d'une subvention de € 4 300.

Motifs justifiant la convention

Cette convention permet à votre Caisse régionale de conforter son action mutualiste et à la Caisse locale de Laissac de distribuer un intérêt aux parts sociales de 1,25 % au titre de l'exercice 2019.

Convention autorisée par le conseil d'administration dans sa séance du 27 janvier 2020

► Avec la Caisse locale de Crédit Agricole de Baraqueville

Dirigeant concerné

M^{me} Audrey Tavernier-Ginestet, administrateur de votre Caisse régionale et président de la Caisse locale de Crédit Agricole de Baraqueville.

Objet

Accord d'une subvention de € 6 000.

Motifs justifiant la convention

Cette convention permet à votre Caisse régionale de conforter son action mutualiste et à la Caisse locale de Baraqueville de distribuer un intérêt aux parts sociales de 1,25 % au titre de l'exercice 2019.

Convention autorisée par le conseil d'administration dans sa séance du 27 janvier 2020

► Avec la Caisse locale de Crédit Agricole de la Vallée du Lot

Dirigeant concerné

M. Alain Gayraud, administrateur de votre Caisse régionale et vice-président de la Caisse locale de Crédit Agricole de la Vallée du Lot.

Objet

Accord d'une subvention de € 18 700.

Motifs justifiant la convention

Cette convention permet à votre Caisse régionale de conforter son action mutualiste et à la Caisse locale de la Vallée du Lot de distribuer un intérêt aux parts sociales de 1,25 % au titre de l'exercice 2019.

Convention autorisée par le conseil d'administration dans sa séance du 27 janvier 2020

► Avec la Caisse locale de Crédit Agricole de Figeac

Dirigeant concerné

M^{me} Agnès Aubertin, administrateur de votre Caisse régionale et président de la Caisse locale de Crédit Agricole de Figeac.

Objet

Accord d'une subvention de € 5 400.

Motifs justifiant la convention

Cette convention permet à votre Caisse régionale de conforter son action mutualiste et à la Caisse locale de Figeac de distribuer un intérêt aux parts sociales de 1,25 % au titre de l'exercice 2019.

Convention autorisée par le conseil d'administration dans sa séance du 27 janvier 2020

► Avec la Caisse locale de Crédit Agricole de Gramat***Dirigeant concerné***

M. Michel Alibert, administrateur de votre Caisse régionale et président de la Caisse locale de Crédit Agricole de Gramat.

Objet

Accord d'une subvention de € 5 200.

Motifs justifiant la convention

Cette convention permet à votre Caisse régionale de conforter son action mutualiste et à la Caisse locale de Gramat de distribuer un intérêt aux parts sociales de 1,25 % au titre de l'exercice 2019.

Convention autorisée par le conseil d'administration dans sa séance du 27 janvier 2020

► Avec la Caisse locale de Crédit Agricole de Saint Céré***Dirigeant concerné***

M^{me} Véronique Lacaze, administrateur de votre Caisse régionale et président de la Caisse locale de Crédit Agricole de Saint Céré.

Objet

Accord d'une subvention de € 11 000.

Motifs justifiant la convention

Cette convention permet à votre Caisse régionale de conforter son action mutualiste et à la Caisse locale de Saint Céré de distribuer un intérêt aux parts sociales de 1,25 % au titre de l'exercice 2019.

Convention autorisée par le conseil d'administration dans sa séance du 27 janvier 2020

► Avec la Caisse locale de Crédit Agricole de Cahors Larroumet***Dirigeant concerné***

M. Vincent Labruyère, administrateur de votre Caisse régionale et président de la Caisse locale de Crédit Agricole de Cahors Larroumet.

Objet

Accord d'une subvention de € 11 700.

Motifs justifiant la convention

Cette convention permet à votre Caisse régionale de conforter son action mutualiste et à la Caisse locale de Cahors Larroumet de distribuer un intérêt aux parts sociales de 1,25 % au titre de l'exercice 2019.

Convention autorisée par le conseil d'administration dans sa séance du 27 janvier 2020

► Avec la chambre d'agriculture de l'Aveyron

Dirigeants concernés

M. William Solier et M^{me} Corinne Lacaze, administrateurs de votre Caisse régionale et respectivement membre et membre suppléant de la chambre d'agriculture de l'Aveyron.

Objet

Convention référence 2019 : € 50 000.

Motifs justifiant la convention

Cette convention permet à votre Caisse régionale d'utiliser dans le cadre de son activité des références fournies par la chambre.

Convention autorisée par le conseil d'administration dans sa séance du 27 janvier 2020

► Avec la chambre d'agriculture du Lot

Dirigeant concerné

M^{me} Véronique Lacaze, administrateur de votre Caisse régionale et membre de la chambre d'agriculture du Lot.

Objet

Convention référence 2019 : € 24 000 et publicité € 840.

Motifs justifiant la convention

Cette convention permet à votre Caisse régionale d'utiliser dans le cadre de son activité des références fournies par la chambre et de contribuer à des actions d'accompagnement du territoire.

Convention autorisée par le conseil d'administration dans sa séance du 27 janvier 2020

► Avec la chambre d'agriculture du Tarn et Garonne

Dirigeant concerné

M. Yannick Fraissinet, administrateur de votre Caisse régionale et membre de la chambre d'agriculture du Tarn et Garonne.

Objet

Convention référence 2019 : € 30 000.

Motifs justifiant la convention

Cette convention permet à votre Caisse régionale d'utiliser dans le cadre de son activité des références fournies par la chambre et de contribuer à des actions d'accompagnement du territoire.

Convention autorisée par le conseil d'administration dans sa séance du 27 janvier 2020

► Avec la CCI du Tarn

Dirigeant concerné

M^{me} Patricia Rossoni, administrateur de votre Caisse régionale et élue consulaire de la CCI du Tarn.

Objet

Convention référence 2019 : € 2 622.

Motifs justifiant la convention

Cette convention permet à votre Caisse régionale de contribuer à des actions d'accompagnement du territoire.

Convention autorisée par le conseil d'administration dans sa séance du 27 janvier 2020

► Avec l'Association des Mécènes du Pays de Cocagne

Dirigeant concerné

M^{me} Patricia Rossoni, administrateur de votre Caisse régionale et administrateur de l'Association des Mécènes du Pays de Cocagne.

Objet

Convention référence 2019 : € 7 500.

Motifs justifiant la convention

Cette convention permet à votre Caisse régionale de contribuer à des actions d'accompagnement du territoire.

Convention autorisée par le conseil d'administration dans sa séance du 27 janvier 2020

► Avec la FDSEA du Lot

Dirigeant concerné

M^{me} Véronique Lacaze, administrateur de votre Caisse régionale et membre du bureau départemental de la FDSEA.

Objet

Convention référence 2019 : € 8 375.

Motifs justifiant la convention

Cette convention permet à votre Caisse régionale de contribuer à des actions d'accompagnement du territoire.

Convention autorisée par le conseil d'administration dans sa séance du 27 janvier 2020

► Avec CER France Aveyron***Dirigeant concerné***

M. Patrick Géraud, administrateur de votre Caisse régionale et président de CER France Aveyron.

Objet

Convention référence 2019 : € 6 297,12.

Motifs justifiant la convention

Cette convention permet à votre Caisse régionale de contribuer à des actions d'accompagnement du territoire.

Convention autorisée par le conseil d'administration dans sa séance du 27 janvier 2020

► Avec l'EDE du Tarn - Maison de l'élevage***Dirigeant concerné***

M. Christian Puech, administrateur de votre Caisse régionale et administrateur de l'EDE du Tarn - Maison de l'élevage.

Objet

Convention référence 2019 : € 2 800.

Motifs justifiant la convention

Cette convention permet à votre Caisse régionale de contribuer à des actions d'accompagnement du territoire.

Convention autorisée par le conseil d'administration dans sa séance du 27 janvier 2020

► Avec le Fonds Actions Jeunes NMP***Dirigeants concernés***

M. Jean-Jacques Calcat, M^{mes} Corinne Gombao, Corinne Lacaze, Véronique Lacaze, Patricia Rossoni, administrateurs de votre Caisse régionale et administrateurs du Fonds Actions Jeunes NMP.

Objet

Convention référence 2019 : € 500 000.

Motifs justifiant la convention

Cette convention permet à votre Caisse régionale de contribuer à des actions d'accompagnement du territoire.

Convention autorisée par le conseil d'administration dans sa séance du 27 janvier 2020

Conventions déjà approuvées par l'assemblée générale

En application de l'article R. 225-30 du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

► Avec Crédit Agricole SA

Dirigeant concerné

M. Pierre Cambefort a été nommé directeur général de votre Caisse régionale avec le statut de mandataire social. De façon à ce que cette nomination en qualité de mandataire social ne le prive pas des avantages qu'il a pu acquérir antérieurement, en qualité de salarié, à raison de sa carrière passée au sein du groupe Crédit Agricole (étant précisé que M. Pierre Cambefort était jusque-là titulaire d'un contrat de travail à Crédit Agricole SA) une convention de transfert (de Crédit Agricole SA à votre Caisse régionale) et de suspension (à votre Caisse régionale) de son contrat de travail en qualité de directeur général adjoint a été conclue.

Convention autorisée par le conseil d'administration dans sa séance du 31 mai 2013.

► Avec M. Pierre Cambefort

Dirigeant concerné

M. Pierre Cambefort a été nommé directeur général de votre Caisse régionale avec le statut de mandataire social. Il est rappelé que, pour la détermination de tous les avantages sociaux accordés au directeur général, ce dernier est assimilé à un cadre de direction salarié. A ce titre, il bénéficie, dans le cadre du « référentiel du statut de directeur général », du même régime de prévoyance et de retraite à prestations définies que celui applicable à cette catégorie de salariés. Cela a amené votre Caisse régionale à souscrire un engagement relatif à la pension de retraite et à l'indemnité de départ à la retraite de M. Pierre Cambefort.

Convention autorisée par le conseil d'administration dans sa séance du 31 mai 2013.

► Avec la S.N.C. Crédit Agricole Technologies et Services et la S.A.S. Crédit Agricole Payment Services

Dirigeant concerné

M. Pierre Cambefort, directeur général de votre Caisse régionale, membre du conseil de surveillance de la S.N.C. Crédit Agricole Technologies et Services et président de la S.A.S. Crédit Agricole Payment Services.

Objet

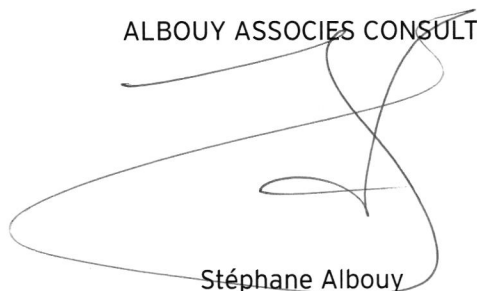
Un protocole relatif à la gestion des effectifs du site d'Albi, conclu entre votre Caisse régionale et le G.I.E. Crédit Agricole Technologies et Services (devenu S.N.C. Crédit Agricole Technologies et Services) et la S.N.C. Crédit Agricole Cards & Payments (devenue S.A.S. Crédit Agricole Payment Services), définit les modalités de facturation des ressources, de prise en charge des coûts afférents aux locaux occupés par les ressources et de prise en charge des coûts de structure. Une convention d'occupation et de gestion concernant des locaux situés sur le site d'Albi a été également conclue entre votre Caisse régionale et le G.I.E. Crédit Agricole Technologies et Services.

Convention autorisée par le conseil d'administration dans sa séance du 24 janvier 2017

Rodez et Paris-La Défense, le 9 mars 2020

Les Commissaires aux Comptes

ALBOUY ASSOCIES CONSULT



Stéphane Albouy

ERNST & YOUNG Audit



Claire Rochas